

Le bilan démographique du Québec

Édition 2022



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Québec 

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2022
ISBN 978-2-550-93616-9 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-93617-6 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2007

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Décembre 2022

Avant-propos

Depuis les recensements de l'Antiquité, et plus encore depuis ses balbutiements comme domaine d'étude au 17^e siècle, la démographie joue un rôle central dans le développement des connaissances sur nos sociétés. À l'heure où la population mondiale atteint 8 milliards d'habitants, il est plus que jamais essentiel de comprendre la dynamique de l'évolution des populations. L'analyse des événements marquants de la vie, dont les naissances, les décès et les migrations, permet de discerner les tendances lourdes qui façonnent la société et l'économie.

Au Québec, la démographie est au centre d'enjeux importants, qu'il s'agisse du vieillissement de la population, des besoins de main-d'œuvre, du développement des régions, des flux migratoires, des dynamiques linguistiques ou de l'occupation du territoire. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit une composante essentielle du mandat de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) qui, en vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, est tenu d'établir et de tenir à jour le bilan démographique du Québec.

La présente édition du *Bilan démographique* trace un portrait démographique global du Québec en 2021 et au cours des premiers mois de 2022. On y retrouve les plus récentes données sur l'évolution de la population québécoise, la structure par âge, la fécondité, la mortalité, les migrations, les mariages et les divorces. Les résultats font non seulement ressortir les effets de la pandémie de COVID-19, qui continue d'entraîner des répercussions sur les différentes dimensions de la démographie québécoise, mais aussi les tendances de fond qui se poursuivent, comme le vieillissement ou la contribution de l'immigration à la croissance de la population.

En complément de cet ouvrage de référence, le site Web de l'ISQ offre un large éventail de tableaux statistiques à l'intention des décideurs, des experts, des chercheurs et des membres du grand public qui désirent se tenir au fait de la situation démographique du Québec.

Le statisticien en chef,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Simon Bergeron', written in a cursive style.

Simon Bergeron

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec par : Alexandre Paquette, Ana Cristina Azeredo, Anne Binette
Charbonneau, Frédéric F. Payeur, Kadiatou Baldé et
Martine St-Amour, démographes

Direction des statistiques sociodémographiques : Paul Berthiaume, directeur

Révision linguistique et édition : Direction de la diffusion et des communications

Photo en couverture : Orbon Alija / iStock

Remerciements

Nous remercions toute l'équipe du Registre des événements démographiques du Québec qui, sous la coordination de Nathalie Deschênes, compile patiemment, tout au long de l'année, les données sur les naissances, les décès et les mariages. Merci également à nos collègues qui ont contribué à enrichir ce document par leurs travaux et leurs précieux conseils.

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Direction des statistiques sociodémographiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone :
418 691-2406
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)
Site Web : statistique.quebec.ca

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 137 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2022.pdf].

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	k	En milliers
...	N'ayant pas lieu de figurer	M	En millions
–	Néant ou zéro	n	Nombre
		p	Donnée provisoire
		r	Donnée révisée

Table des matières

Introduction	9
Faits saillants	11
1 Évolution, mouvement et structure par âge de la population	17
La croissance de la population du Québec se redresse en 2021, après avoir fortement ralenti en 2020	17
Les composantes de la croissance en 2021 : de plus forts gains migratoires et des décès moins nombreux qu'en 2020	19
Un aperçu de l'année 2022 : la reprise s'accélère en raison de forts gains migratoires	21
La croissance démographique repart à la hausse dans toutes les provinces canadiennes et atteint même des niveaux records dans certaines d'entre elles	22
Le Québec compte pour environ 22 % de la population canadienne, une proportion qui continue de fléchir	25
Comparaisons internationales : la croissance démographique du Québec surpasse celle de nombreux pays	26
La population du Québec selon l'âge et le sexe : une personne sur cinq est maintenant âgée d'au moins 65 ans	28
Un vieillissement de la population plus avancé que dans la plupart des autres provinces, mais moins que dans plusieurs pays	30
Vers où nous mènent les dernières tendances démographiques ?	31
2 Naissances et fécondité	37
Le nombre de naissances en 2021 remonte au niveau observé en 2019	38
Un aperçu de 2022	39
La fécondité augmente légèrement pour s'établir à 1,58 enfant par femme	40
Légère reprise de la fécondité au Canada et dans d'autres pays	41
Augmentation de la fécondité des femmes de 25 à 44 ans et baisse chez les plus jeunes en 2021	42
La fécondité selon le rang de naissance	43
Regard longitudinal sur la fécondité : la descendance des générations	44
Près du tiers des bébés ont au moins un parent né à l'étranger	45
Les jumeaux comptent pour près de 3 % de l'ensemble des naissances	46
Emma et Noah en tête des prénoms les plus populaires en 2021	47

3	Décès et mortalité	55
	Le Québec enregistre 69 900 décès en 2021	55
	Rebond de l'espérance de vie au Québec en 2021	58
	La surmortalité au Québec depuis le début de la pandémie	61
	Le Québec se distingue par une surmortalité inférieure aux décès liés à la COVID-19	63
	À l'échelle du globe, la pandémie aurait provoqué plus de 20 millions de décès	65
	On compte généralement plus de décès chez les femmes que chez les hommes	66
	Un peu plus de 850 décès de centenaires en 2021	66
	Le risque de décès est au plus bas entre l'âge de 5 et 15 ans	67
	La mortalité infantile est stable depuis le début des années 2000	67
	Les composantes de la mortalité infantile et les mortinaissances	68
	Causes de décès : un bilan 2020-2021 encore partiel	69
	La majeure partie des décès est attribuable aux tumeurs et aux maladies de l'appareil circulatoire	69
	Évolution de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs	71
	Les causes de décès varient beaucoup selon l'âge	71
	Décès liés aux opioïdes	72
	L'aide médicale à mourir	73
4	Migrations internationales et interprovinciales	81
	Les gains migratoires internationaux en hausse au Québec en 2021	82
	Premiers estimés pour 2022 : vers un niveau élevé	84
	Rebond du nombre d'immigrants au Québec en 2021	85
	Le Québec a accueilli 12 % des immigrants admis au Canada en 2021	85
	Un taux d'immigration inférieur à celui du reste du Canada, mais supérieur à celui des États-Unis	86
	Une immigration majoritairement composée de personnes de 20 à 44 ans	87
	Plus de 80 % des personnes immigrantes admises au Québec en 2020 étaient toujours présentes en janvier 2022	87
	L'immigration économique représente une part des admissions plus élevée en 2021 qu'en 2020, et le regroupement familial, une part moindre	88
	La France, la Chine, l'Algérie et Haïti sont les principaux pays de naissance des immigrants admis au Québec en 2021	88

Freinée en 2020 et en 2021, la hausse du nombre de résidents non permanents reprend en 2022	89
Population et immigration : que nous apprend le Recensement de 2021 ?	91
En migration interprovinciale, les pertes restent modérées depuis quelques années	93
Des pertes migratoires surtout avec la Colombie-Britannique en 2021	96
Un déficit migratoire interprovincial attribuable principalement aux migrants de 0 à 14 ans et de 30 à 49 ans	97
5 Mariages et divorces	103
Plus de mariages en 2021 qu'en 2020, mais encore beaucoup moins qu'avant la pandémie	103
Les mariages par mois	105
Les mariages de couples de conjoints de même sexe comptent pour 3 % de l'ensemble des mariages	106
La nuptialité remonte légèrement en 2021 après avoir enregistré un creux historique	106
Le mariage est plus tardif que par le passé	107
Distribution des mariages au cours de la vie	108
Les mariages célébrés par un célébrant désigné ont perdu en popularité au cours des deux dernières années	109
Premiers mariages et remariages : des proportions qui varient peu	110
Près de la moitié des mariages célébrés en 2021 comptent au moins un conjoint né à l'étranger	111
L'union civile : un choix beaucoup moins fréquent que le mariage	111
L'union libre au Québec – Nouvelles données du Recensement de 2021	112
La baisse du nombre de divorces s'est poursuivie et même accrue au cours de la première année de la pandémie	113
Diminution de la propension des couples mariés à divorcer	114
Baisse de la divortialité dans les premières années suivant le mariage	114
Annexe – Formulaires	125
Bibliographie	131

Introduction

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) produit chaque année le bilan démographique du Québec.

L'édition 2022 du *Bilan démographique* est centrée sur l'année 2021, et un aperçu de la tendance anticipée pour 2022 est présenté lorsque les données le permettent. Certains des résultats les plus récents présentés sont encore provisoires. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays fournissent des éléments de perspective.

Le premier chapitre porte sur l'évolution de la population québécoise, son mouvement et sa structure par âge. Les chapitres 2, 3 et 4 abordent tour à tour la fécondité, la mortalité et les migrations. Le chapitre 5 traite quant à lui des mariages, des unions civiles et des divorces. Soulignons que la section sur les divorces présente une nouvelle série de données, que Statistique Canada a mise à jour pour la première fois en 2022 après en avoir cessé la production en 2011.

Ce bilan regroupe des données tirées de différentes sources, dont le Registre des événements démographiques du Québec (naissances, décès, mortinaissances, mariages et unions civiles), tenu par l'ISQ. Plusieurs données proviennent aussi de Statistique Canada (estimations de la population totale et de la population selon l'âge et le sexe, migrants internationaux et interprovinciaux, résidents non permanents, divorces). Des tableaux et des analyses de différents ministères et organismes, dont l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec (MIFI) ainsi qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), sont également exploités. Enfin, des données sont tirées de rapports d'agences statistiques nationales ou internationales et de groupes de recherche.

Faits saillants

1. Évolution, mouvement et structure par âge de la population

- ▶ Au 1^{er} janvier 2022, la population du Québec est estimée à 8 637 600 personnes, comparativement à 8 579 000 au début de 2021, soit une augmentation annuelle de 58 600 habitants. Cela correspond à un taux d'accroissement démographique de 6,8 pour mille. Ce taux est trois fois plus élevé que celui de 2020 (2,2 pour mille), signe que la croissance démographique a repris un élan, après avoir fortement ralenti dans les mois qui ont suivi le début de la pandémie de COVID-19. À la fin de 2021, la croissance n'avait toutefois pas rattrapé les niveaux particulièrement élevés d'avant la pandémie. Par exemple, entre 2017 et 2019, le taux d'accroissement annuel a fluctué entre 11 et 13 pour mille.
- ▶ La croissance de la population québécoise s'est accélérée de façon plus marquée depuis le début de 2022. Au 1^{er} juillet 2022, la population est estimée à 8 695 650 personnes, soit environ 58 000 de plus qu'au 1^{er} janvier de la même année. Cette hausse est la plus élevée jamais enregistrée au Québec pour un seul semestre ; elle équivaut déjà pratiquement à celle de l'année 2021 en entier et surpasse celle de 2020.
- ▶ Le gain de 58 600 habitants en 2021 résulte d'un accroissement naturel de 15 000 personnes (naissances moins décès) et d'un solde migratoire externe total de 43 600 personnes.
- ▶ En 2021, tous les phénomènes démographiques ont évolué de façon à entraîner une croissance plus élevée qu'en 2020. Le retour à des volumes d'immigration semblables à ceux des années prépandémiques a toutefois joué un rôle prépondérant. La reprise a été beaucoup moins marquée en ce qui concerne les gains attribuables aux résidents non permanents, qui sont demeurés largement inférieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie. Parallèlement, les décès ont été beaucoup moins nombreux qu'en 2020, tandis que les naissances ont augmenté.
- ▶ La vigueur de la croissance démographique dans la première moitié de 2022 repose sur des gains migratoires élevés. Le nombre d'immigrants admis au Québec a atteint un niveau record, et le solde des résidents non permanents s'est fortement redressé pour atteindre les niveaux prépandémiques. Fait rare, le Québec aurait aussi évité les pertes dans ses échanges migratoires avec les autres provinces.
- ▶ Toutes les provinces canadiennes ont vu leur croissance démographique s'accélérer en 2021, et encore plus depuis le début de 2022. Le Québec demeure l'une des provinces où le taux d'accroissement est le moins élevé, si bien que son poids démographique dans l'ensemble du Canada diminue de nouveau légèrement pour se situer à 22,3 % au 1^{er} juillet 2022.
- ▶ Au 1^{er} juillet 2022, 20,6 % de la population québécoise a moins de 20 ans, 58,6 % est âgée de 20 à 64 ans et 20,8 % fait partie du groupe des 65 ans et plus. La part des 65 ans et plus continue d'augmenter et surpasse pour la première fois celle des jeunes de moins de 20 ans. La part des 20 à 64 ans diminue quant à elle légèrement.
- ▶ D'ici 2031, la population des 20 à 64 ans pourrait diminuer, alors que celle des moins de 20 ans et celle des 65 ans et plus devraient s'accroître. Il en découle une augmentation rapide du rapport de dépendance démographique projeté.
- ▶ À plus long terme, selon les plus récentes perspectives démographiques (2022), le Québec pourrait compter plus de 10 millions d'habitants en 2066 si les tendances récentes se maintiennent.
- ▶ En 2066, la population du Québec compterait 1,4 million de personnes de plus qu'en 2021 et, à lui seul, le groupe des 65 ans et plus connaîtrait une croissance de 1,0 million de personnes. La part des aînés dans la population grimperait ainsi à 27 % en 2066, et elle atteindrait déjà 25 % en 2031.

2. Naissances et fécondité

- ▶ On estime à 84 900 le nombre de naissances au Québec en 2021, soit une hausse de près de 4 % par rapport à 2020 (82 008). Le nombre de naissances remonte ainsi au niveau de 2019 (84 309), et même légèrement au-dessus (+ 1 %), après la diminution de 2020. Depuis 2013, le nombre de naissances montre une tendance générale à la baisse au Québec. La hausse de 2021 pourrait résulter d'une reprise de certaines naissances qui n'ont pas eu lieu en 2020, puisque les données préliminaires des premiers mois de 2022 laissent présager que le nombre de naissances pourrait être inférieur à celui des années pré-pandémiques.
- ▶ L'année 2021 a commencé avec un nombre de naissances relativement faible en janvier, un résultat qui s'inscrit dans la poursuite de la baisse amorcée en 2020. Le creux des naissances de la fin de 2020 et du début de 2021 est le résultat d'une baisse des conceptions 9 mois plus tôt, période qui correspond au début de la pandémie. L'effet négatif de la première vague n'a toutefois été que de courte durée puisque dès février 2021, le nombre mensuel de naissances est remonté à un niveau comparable ou supérieur à celui de la période pré-pandémique.
- ▶ L'indice synthétique de fécondité au Québec a légèrement augmenté et s'établit à 1,58 enfant par femme en 2021. Il remonte ainsi à un niveau comparable à celui atteint en 2019 (1,57) et en 2018 (1,59), après être descendu à 1,52 en 2020. Il s'était maintenu au-dessus de 1,6 enfant par femme de 2006 à 2017. Durant cette période, un maximum de 1,73 enfant par femme a été atteint en 2008 et en 2009. Malgré la tendance à la baisse des dernières années, l'indice demeure au-dessus de 1,5, seuil sous lequel est déjà descendue la fécondité au Québec, notamment au début des années 2000.
- ▶ Comme au Québec, la fécondité a légèrement augmenté au Canada et dans la plupart des autres provinces en 2021. Au Canada, l'indice synthétique de fécondité serait remonté à 1,43 enfant par femme en 2021, comparativement à 1,41 en 2020. Malgré la reprise, l'indice est toutefois demeuré inférieur à celui de 2019 (1,47). Depuis 2006, la fécondité au Québec dépasse la moyenne canadienne, alors que de 1960 à 2005, on observait la situation inverse.
- ▶ La fécondité des Québécoises a augmenté chez les 25-44 ans, mais la baisse continue chez les plus jeunes en 2021. Les femmes ayant largement tendance à avoir leurs enfants entre 25 et 34 ans, l'augmentation de la fécondité dans cette tranche d'âge a eu un grand effet sur la hausse globale. De manière générale, au cours des dernières décennies, les taux de fécondité des femmes de moins de 30 ans ont diminué, tandis que ceux des femmes plus âgées ont augmenté. On remarque toutefois depuis quelque temps une relative stabilisation des taux de fécondité au-delà de 30 ans.
- ▶ L'âge moyen à la maternité est passé de 27,3 ans en 1976 à 31,0 ans en 2021, ce qui montre bien que les femmes ont tendance à avoir leurs enfants plus tardivement. En 2021, l'âge moyen des mères à la naissance d'un premier enfant est de 29,5 ans. Il est de 31,4 ans à la naissance d'un deuxième enfant et de 32,7 ans à la naissance d'un troisième.
- ▶ La proportion de naissances issues d'au moins un parent né à l'extérieur du Canada est de 31 % en 2021, alors qu'elle était de 21 % en 2000. Cette hausse s'explique surtout par les naissances issues de deux parents nés à l'étranger, dont le nombre tend à augmenter d'année en année. On note toutefois une pause dans cette tendance, puisque leur nombre a baissé pour une deuxième année consécutive en 2021.
- ▶ Les naissances multiples (jumeaux, triplés, etc.) comptent pour près de 3 % de l'ensemble des naissances de 2021. Leur part était d'un peu moins de 2 % en 1980. L'augmentation de l'âge à la maternité de même que le recours accru à des techniques de procréation assistée sont les raisons avancées pour expliquer cette hausse. La part des naissances multiples a toutefois peu bougé au cours des dernières années.
- ▶ Emma et Noah sont les prénoms féminin et masculin les plus populaires pour les nouveau-nés de 2021.

3. Décès et mortalité

- ▶ La pandémie de COVID-19 a eu une influence importante sur la mortalité enregistrée au Québec depuis 2020. Bien que la mortalité se soit maintenue à des niveaux beaucoup plus modérés en 2021 qu'en 2020, des répercussions de la pandémie se sont encore fait sentir en 2022, notamment lors de la vague Omicron de janvier.
- ▶ L'estimation provisoire du nombre de décès de 2021 s'établit à 69 900. Ce nombre représente une baisse par rapport à celui exceptionnellement élevé de 2020 (74 550 décès), mais également un certain retour à la normale, et ce malgré un nombre non négligeable de décès liés à la COVID-19 en 2021. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les décès supplémentaires liés à la COVID-19 ont été compensés par un effet de moisson (devancement de certains décès en 2020) et par l'effet des mesures sanitaires, dont certaines ont pu faire diminuer la mortalité liée à d'autres causes en 2021.
- ▶ L'espérance de vie de la population québécoise, qui avait connu une baisse notable en 2020, est revenue à son niveau d'avant la pandémie et atteint 83,0 ans en 2021. Selon les données de l'année 2021, les femmes peuvent espérer vivre jusqu'à 84,9 ans et les hommes, jusqu'à 81,1 ans. L'espérance de vie à 65 ans s'établit pour sa part à 20,0 ans chez les hommes et à 22,5 ans chez les femmes.
 - Contrairement à ce qui s'observe au Québec, l'espérance de vie de 2021 n'est pas revenue au niveau de 2019 dans la majorité des pays pour lesquels des données sont disponibles. L'espérance de vie du Québec reste donc parmi les plus élevées au monde.
 - Avant la pandémie, on observait déjà un léger ralentissement de la croissance de l'espérance de vie au Québec, mais il était plus marqué dans le reste du Canada, et plus encore aux États-Unis. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada portant sur l'année 2020, l'espérance de vie des Québécoises et des Québécois est supérieure à la moyenne canadienne. L'écart entre le Québec et les États-Unis, qui était d'environ 2 ans en 2001, est passé à 4 ans en 2019, et il s'est creusé davantage avec la pandémie pour atteindre 6 ans en moins aux États-Unis, selon l'estimation provisoire de 2021.
- ▶ L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) présente les statistiques des causes de décès selon la cause initiale, laquelle est sélectionnée en fonction des plus récentes règles de codage et directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon ces données, les tumeurs et les maladies de l'appareil circulatoire sont les principales causes de décès au Québec. À eux seuls, ces deux grands groupes de causes ont été responsables de la moitié des décès en 2020 et 2021. Le nombre de décès pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale s'élève à 11 449, ce qui représente 8 % du nombre total de décès de la période.
- ▶ L'analyse de l'excès de mortalité, ou surmortalité, s'est imposée comme l'approche permettant la meilleure comparaison des conséquences sanitaires de la pandémie. Au Québec, les épisodes de surmortalité ont coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19. Le bilan cumulé de la surmortalité est toutefois inférieur au nombre de décès COVID-19 rapportés. Si on tient compte des données allant jusqu'au 17 septembre 2022, le bilan de surmortalité cumulé du Québec depuis mars 2020 s'établit à 4,4 %, soit environ 7 850 décès de plus que le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations.
 - Selon l'approche de la surmortalité, le Québec est l'un des endroits dans le monde ayant enregistré la plus faible augmentation des décès depuis le début de la pandémie. Le bilan de surmortalité des États-Unis est au contraire l'un des plus lourds parmi les pays de l'OCDE. Celui du reste du Canada, initialement inférieur à celui du Québec, s'en est progressivement rapproché et l'a surpassé en 2021.

4. Migrations internationales et interprovinciales

- ▶ En raison des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les déplacements internationaux, la migration externe est la composante démographique pour laquelle on a observé les plus fortes fluctuations en 2020 et 2021. Au premier semestre de 2022, les gains migratoires reviennent aux niveaux record observés avant la pandémie, et les dépassent même légèrement.
- ▶ En 2021, le bilan des mouvements migratoires avec l'extérieur du Québec, qui résulte de l'immigration internationale permanente ou temporaire et de la migration interprovinciale, fait état d'un gain net de 43 600 personnes à la population québécoise, gain qui était de seulement 11 700 en 2020. Après avoir chuté abruptement en 2020, les gains migratoires se sont donc accrus au cours de l'année 2021, demeurant cependant en deçà de ceux des quatre années précédant la pandémie.
- ▶ Le Québec a accueilli 50 300 immigrants permanents en 2021, comparativement à 25 200 en 2020. Les cibles de 44 500 à 47 500 admissions prévues dans le Plan d'immigration du Québec pour 2021 ont été atteintes, mais le rattrapage planifié de 7 000 admissions supplémentaires visant à combler une partie du déficit observé en 2020 (et qui devaient s'ajouter aux cibles pour 2021) n'a pas été complètement réalisé.
 - La part des immigrants accueillis au Québec dans l'ensemble des immigrants admis au Canada est de 12,4 % en 2021. Il s'agit d'une baisse par rapport à 2020 (13,7 %) et d'un niveau comparable à celui de 2019 (11,9 %).
 - La France (18,9 %) arrive au premier rang des pays de naissance des nouveaux arrivants de 2021, devant la Chine (6,1 %), l'Algérie (5,3 %) et Haïti (5,0 %).
 - Parmi les catégories d'immigration, l'immigration économique forme le groupe le plus important et comprend 53 % des immigrants de 2021. La catégorie « regroupement familial » représente 28 % des immigrants de 2021, et celle des « réfugiés et personnes en situation semblable » en regroupe 15 %.
- ▶ De 2016 à 2019, le solde des résidents non permanents (RNP) s'était accru fortement, jusqu'à devenir en 2019 la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et en 2021 par la pandémie et la fermeture des frontières qu'elle a engendrée. Au deuxième trimestre de 2022, la hausse des RNP reprend son rythme pré-pandémique, atteignant même un solde record pour un seul trimestre (+ 25 800 personnes). Cette évolution porte les effectifs estimés de RNP à 290 000 personnes au 1^{er} juillet 2022.
- ▶ L'émigration nette, soit la différence entre le nombre de personnes qui ont quitté le pays et le nombre de personnes de retour d'un séjour à l'étranger, est estimée à une perte de 5 800 personnes en 2021.
- ▶ On estime que les pertes migratoires interprovinciales du Québec avec le reste du Canada se situent à 2 200 personnes en 2021, ce qui les place parmi les plus faibles jamais enregistrés. Elles étaient d'environ 4 600 personnes en 2020. Ces pertes ont réduit depuis le milieu des années 2010, où elles atteignaient environ 14 000 personnes.
 - Les échanges migratoires du Québec avec la Colombie-Britannique et l'Ontario en 2021 sont déficitaires (soldes respectifs de – 1 550 et de – 500). Les pertes nettes avec l'Ontario sont les plus faibles jamais observées depuis que de telles données existent. Avec les autres provinces et territoires, le Québec affiche des soldes de faible ampleur.
 - Le taux net de migration interprovinciale du Québec est de – 0,3 pour mille en 2021. Toutes proportions gardées, les pertes du Québec sont beaucoup plus faibles que celles de la Saskatchewan (– 7,2 pour mille), du Manitoba (– 5,1 pour mille) et de l'Ontario (– 2,2 pour mille). Le taux de l'Alberta est pour ainsi dire nul, à – 0,1 pour mille. Les provinces qui affichent les taux positifs les plus élevés sont l'Île-du-Prince-Édouard (12,8 pour mille), la Nouvelle-Écosse (11,9 pour mille), et le Nouveau-Brunswick (9,4 pour mille), ce qui est tout à fait exceptionnel pour ces provinces.
 - Les données provisoires de la première moitié de 2022 indiquent que les entrants du Québec en provenance d'autres provinces auraient été aussi nombreux que les sortants du Québec vers le reste du Canada, ce qui se traduirait par un solde interprovincial nul, une situation rarement observée auparavant.

5. Mariages et divorces

- ▶ En 2021, 14 700 mariages ont été célébrés au Québec. On compte 3 400 mariages de plus (+ 30 %) qu'en 2020 (11 300), année marquée par une chute sans précédent (- 49 %) des mariages associée à la pandémie de COVID-19. Malgré la remontée de 2021, les mariages sont demeurés à un niveau inférieur à ce que l'on observait avant la pandémie (entre 22 000 et 23 500 annuellement depuis une quinzaine d'années).
- ▶ On compte 14 200 mariages de conjoints de sexe opposé et 500 mariages de conjoints de même sexe en 2021. Ces derniers représentent 3 % de l'ensemble des mariages. Le nombre de mariages entre deux hommes est comparable à celui entre deux femmes.
- ▶ La propension à se marier est très faible au Québec. Seulement 18 % des hommes et 20 % des femmes se marieraient au moins une fois avant leur 50^e anniversaire si les taux de nuptialité demeuraient constants au niveau de 2021. Ces proportions ne se sont que partiellement redressées après être descendues à un creux historique en 2020 (13 % et 15 % respectivement). En comparaison, ces taux étaient de 26 % pour les hommes et de 30 % pour les femmes en 2019.
- ▶ En 2021, 37 % des mariages de conjoints de sexe opposé ont été célébrés par un ministre du culte, 25 % par un notaire, 20 % par un greffier et 18 % par un célébrant désigné. La part des célébrants désignés, qui peuvent être un ami ou un membre de la famille, contraste avec celle de 30 % enregistrée en 2019, ce type de mariage étant celui qui a le plus perdu en popularité en contexte pandémique. La part des ministres du culte parmi les célébrants est quant à elle revenue à son niveau pré-pandémique après avoir diminué en 2020.
- ▶ Près de la moitié (45 %) des mariages de conjoints de sexe opposé célébrés en 2021 ont uni des couples dont au moins l'un des deux conjoints est né à l'extérieur du Canada. La part de ceux-ci est plus élevée qu'avant la pandémie : elle s'établissait à 34 % en 2019. Cette hausse marquée s'explique par le fait que la baisse des mariages en contexte pandémique a touché davantage les couples formés de deux conjoints nés au Canada.
- ▶ Le nombre de divorces prononcés au Québec est estimé à 8 600 en 2020 selon des données encore provisoires (les plus récentes données disponibles). Il s'agit du nombre de divorces le plus faible enregistré depuis 1973. Les divorces tendent à diminuer depuis le sommet de 1987, mais la baisse de 2020 (- 11,6 %) est la plus forte jamais enregistrée, une situation qui peut être mise en lien avec le contexte pandémique, qui a eu une incidence sur l'accès aux services juridiques.
- ▶ En 2020, l'indice de divortialité indique que 36 % des mariages se termineraient par un divorce. Cet indice tend à diminuer depuis quelques années ; il s'est généralement maintenu autour de 50 % au cours des décennies 1990 et 2000.

Évolution, mouvement et structure par âge de la population

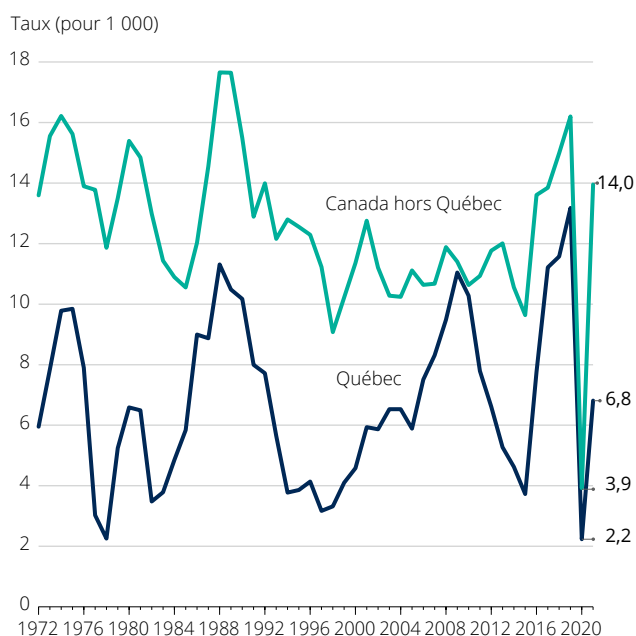
Ce chapitre dresse le bilan de la situation démographique au Québec en 2021 et dans la première moitié de 2022. Des données sur l'évolution de la population, les différentes composantes de l'accroissement démographique et la structure par âge et sexe y sont présentées, accompagnées de comparaisons avec les autres provinces canadiennes et avec d'autres pays. Le bilan de cette période montre qu'après une année 2020 fortement marquée par la pandémie de COVID-19, la croissance de la population québécoise a repris un certain élan en 2021 et s'est nettement accélérée depuis le début de 2022. Le chapitre se termine par un résumé des principaux résultats des plus récentes projections démographiques pour le Québec, mises à jour en 2022.

La croissance de la population du Québec se redresse en 2021, après avoir fortement ralenti en 2020

La population du Québec est estimée à 8 637 600 personnes au 1^{er} janvier 2022, comparativement à 8 579 000 au début de 2021, soit une augmentation annuelle de 58 600 habitants (**tableau 1.1**). Cela correspond à un taux d'accroissement démographique de 6,8 pour mille (ou 0,68 %). Ce taux, trois fois plus élevé que celui de l'année 2020 (2,2 pour mille), témoigne du regain que la croissance démographique a connu après avoir chuté abruptement au cours des premiers mois de la pandémie de COVID-19, période durant laquelle le Québec a enregistré une hausse des décès, mais surtout une forte baisse des gains migratoires (**figure 1.1**). La reprise est aussi manifeste dans le reste du Canada, où le taux d'accroissement a augmenté de façon encore plus forte qu'au Québec, en passant de 3,9 pour mille en 2020 à 14,0 pour mille en 2021.

Figure 1.1

Taux d'accroissement démographique total, Québec et reste du Canada, 1972-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les données trimestrielles indiquent que la croissance démographique est demeurée relativement faible au Québec au début de l'année 2021, notamment en raison de gains migratoires encore limités (**tableau 1.1**). Toutefois, au cours de chacun des trois trimestres suivants, la population a augmenté beaucoup plus fortement qu'en 2020, mais sans retrouver les niveaux de croissance élevés observés avant la pandémie. De fait, le taux d'accroissement était passé un peu au-dessus de 11 pour mille en 2017 et 2018 et avait atteint un sommet de 13,2 pour mille en 2019, le taux le plus élevé depuis que des données comparables sont disponibles, soit depuis 1972.

Tableau 1.1

Population et composantes de l'accroissement démographique, Québec, 2011-2022 et trimestres de 2017 à 2022

	Population au début de la période	Accroissement total	Accroissement naturel	Naissances	Décès	Accroissement migratoire externe total	Solde migratoire international	Solde migratoire inter-provincial	Solde des résidents non permanents	Écart résiduel ¹
n										
Année										
2011	7 967 185	62 313	29 079	88 618	59 539	42 677	43 965	- 5 740	4 452	9 443
2012	8 029 498	53 273	27 926	88 933	61 007	42 399	47 306	- 8 975	4 068	17 052
2013	8 082 771	42 707	27 552	88 867	61 315	32 410	43 778	- 13 346	1 978	17 255
2014	8 125 478	37 654	24 793	88 037	63 244	30 047	40 717	- 14 503	3 833	17 186
2015	8 163 132	30 492	22 865	87 050	64 185	24 835	39 115	- 14 200	- 80	17 208
2016	8 193 624	63 826	22 735	86 324	63 589	47 218	45 137	- 10 590	12 671	6 127
2017	8 257 450	93 151	17 763	83 855	66 092	75 367	45 865	- 5 992	35 494	- 21
2018	8 350 601	97 202	15 029	83 840	68 811	81 868	45 079	- 6 116	42 905	- 305
2019 ^r	8 447 803	112 073	16 692	84 309	67 617	95 317	35 294	- 3 053	63 076	- 64
2020 ^r	8 559 876	19 134	7 458	82 008	74 550	11 723	22 733	- 4 600	- 6 410	47
2021 ^r	8 579 010	58 640	15 000	84 900	69 900	43 640	44 488	- 2 198	1 350	0
2022 ^p	8 637 650	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Trimestre²										
2017-T1	8 257 450	15 444	1 650	19 811	18 161	13 786	10 852	- 439	3 373	- 8
2017-T2	8 272 894	29 169	4 792	20 714	15 922	24 370	14 698	- 2 565	12 237	- 7
2017-T3	8 302 063	34 397	7 572	22 545	14 973	26 818	12 397	- 2 188	16 609	- 7
2017-T4	8 336 460	14 141	3 749	20 785	17 036	10 393	7 918	- 800	3 275	1
2018-T1	8 350 601	16 950	41	19 546	19 505	16 839	9 150	- 535	8 224	- 70
2018-T2	8 367 551	34 187	4 771	21 112	16 341	29 355	12 201	- 2 170	19 324	- 61
2018-T3	8 401 738	32 967	6 827	22 555	15 728	26 062	14 206	- 2 072	13 928	- 78
2018-T4	8 434 705	13 098	3 390	20 627	17 237	9 612	9 522	- 1 339	1 429	- 96
2019-T1	8 447 803	18 728	1 528	19 534	18 006	17 177	6 310	- 337	11 204	- 23
2019-T2	8 466 531	36 952	4 531	21 139	16 608	32 412	9 162	- 380	23 630	- 9
2019-T3 ^r	8 503 483	39 481	7 391	22 944	15 553	32 079	10 340	- 1 755	23 494	- 11
2019-T4 ^r	8 542 964	16 912	3 242	20 692	17 450	13 649	9 482	- 581	4 748	- 21
2020-T1 ^r	8 559 876	14 833	1 378	20 128	18 750	13 397	6 631	- 571	7 337	- 58
2020-T2 ^r	8 574 709	1 886	- 228	20 772	21 000	2 151	2 617	- 1 529	1 063	37
2020-T3 ^r	8 576 595	2 138	5 817	21 717	15 900	- 3 698	7 349	- 1 253	- 9 794	- 19
2020-T4 ^r	8 578 733	277	491	19 391	18 900	- 127	6 136	- 1 247	- 5 016	87
2021-T1 ^r	8 579 010	6 450	1 000	19 550	18 550	5 450	8 679	- 448	- 2 781	0
2021-T2 ^r	8 585 460	16 875	4 950	21 350	16 400	11 925	8 451	4	3 470	0
2021-T3 ^r	8 602 335	27 852	6 750	23 200	16 450	21 102	13 923	- 1 087	8 266	0
2021-T4 ^r	8 630 187	7 463	2 300	20 800	18 500	5 163	13 435	- 667	- 7 605	0
2022-T1 ^p	8 637 650	13 042	- 1 100	19 250	20 350	14 092	11 836	434	1 822	- 50
2022-T2 ^p	8 650 692	44 967	2 250	20 050	17 800	42 567	17 241	- 429	25 755	- 150
2022-T3 ^p	8 695 659	...	...	...	...	...	...	...	...	...

p Données provisoires.

r Données révisées.

1. L'écart résiduel est égal à la somme de l'accroissement naturel et de l'accroissement migratoire externe total moins l'accroissement total. Il correspond principalement à l'erreur en fin de période répartie par année intercensitaire. Un écart résiduel positif indique que la somme des composantes surestime l'accroissement total.

2. T1 correspond au premier trimestre (janvier à mars); T2 correspond au deuxième trimestre (avril à juin); T3 correspond au troisième trimestre (juillet à septembre) et T4 correspond au quatrième trimestre (octobre à décembre).

Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Institut de la statistique du Québec (naissances et décès).

Les composantes de la croissance en 2021 : de plus forts gains migratoires et des décès moins nombreux qu'en 2020

Le gain de 58 600 habitants enregistré au Québec en 2021 résulte d'un accroissement naturel de 15 000 personnes et d'un solde migratoire externe total de 43 600 personnes (tableau 1.1 et figure 1.2). Ce dernier solde s'obtient en tenant compte à la fois des soldes migratoires internationaux et interprovincial et du solde des résidents non permanents (RNP). Exprimés sous forme de taux, ces résultats correspondent à un taux d'accroissement naturel de 1,7 pour mille et à un taux d'accroissement migratoire total de 5,1 pour mille (tableau 1.5 à la fin du chapitre).

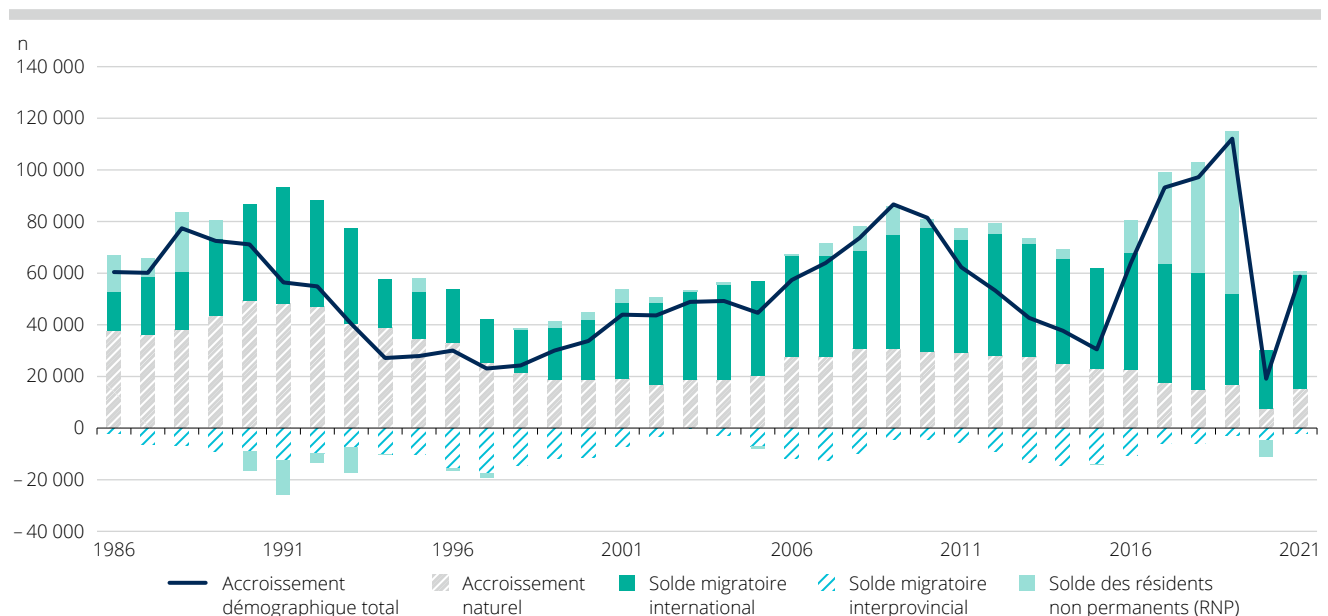
En 2021, tous les phénomènes démographiques ont évolué de façon à entraîner une croissance plus élevée qu'en 2020. Les gains migratoires en hausse ont toutefois joué un rôle prépondérant, après avoir chuté abruptement en raison du contexte sanitaire et des restrictions mises en place aux frontières pour freiner la propagation de la COVID-19. De fait, le solde migratoire total de 43 600 personnes enregistré en 2021 est largement supérieur à

celui de 2020 (11 700 personnes), le plus faible observé au Québec depuis le début des années 2000. Le gain migratoire total de 2021 demeure cependant en deçà de ceux des quatre années précédant la pandémie, où les gains avaient connu une hausse importante et atteint un record de 95 300 personnes en 2019.

Les données détaillées selon le type de mouvements migratoires montrent que c'est uniquement au chapitre du solde des RNP que le bilan migratoire de 2021 demeure largement inférieur à ceux des années pré-pandémiques. Précisons que les RNP sont des personnes admises de façon temporaire au Canada, principalement des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers ou des demandeurs d'asile désirant obtenir le statut de réfugié, et que leur solde correspond à la variation de leur nombre au Québec entre le début et la fin d'une année. En 2021, leur nombre a augmenté de 1 350 personnes, tandis que ce solde avait culminé à 63 100 personnes en 2019. Le résultat de 2021 est tout de même en hausse comparativement à celui de l'année 2020, où le nombre de RNP présents au Québec avait diminué (- 6 400). La figure 1.3 montre que le solde des RNP est resté négatif jusqu'au premier trimestre de 2021. Il est devenu positif aux deuxième et troisième trimestres, puis est redevenu négatif dans les derniers mois.

Figure 1.2

Accroissement démographique total et composantes de l'accroissement, Québec, 1986-2021

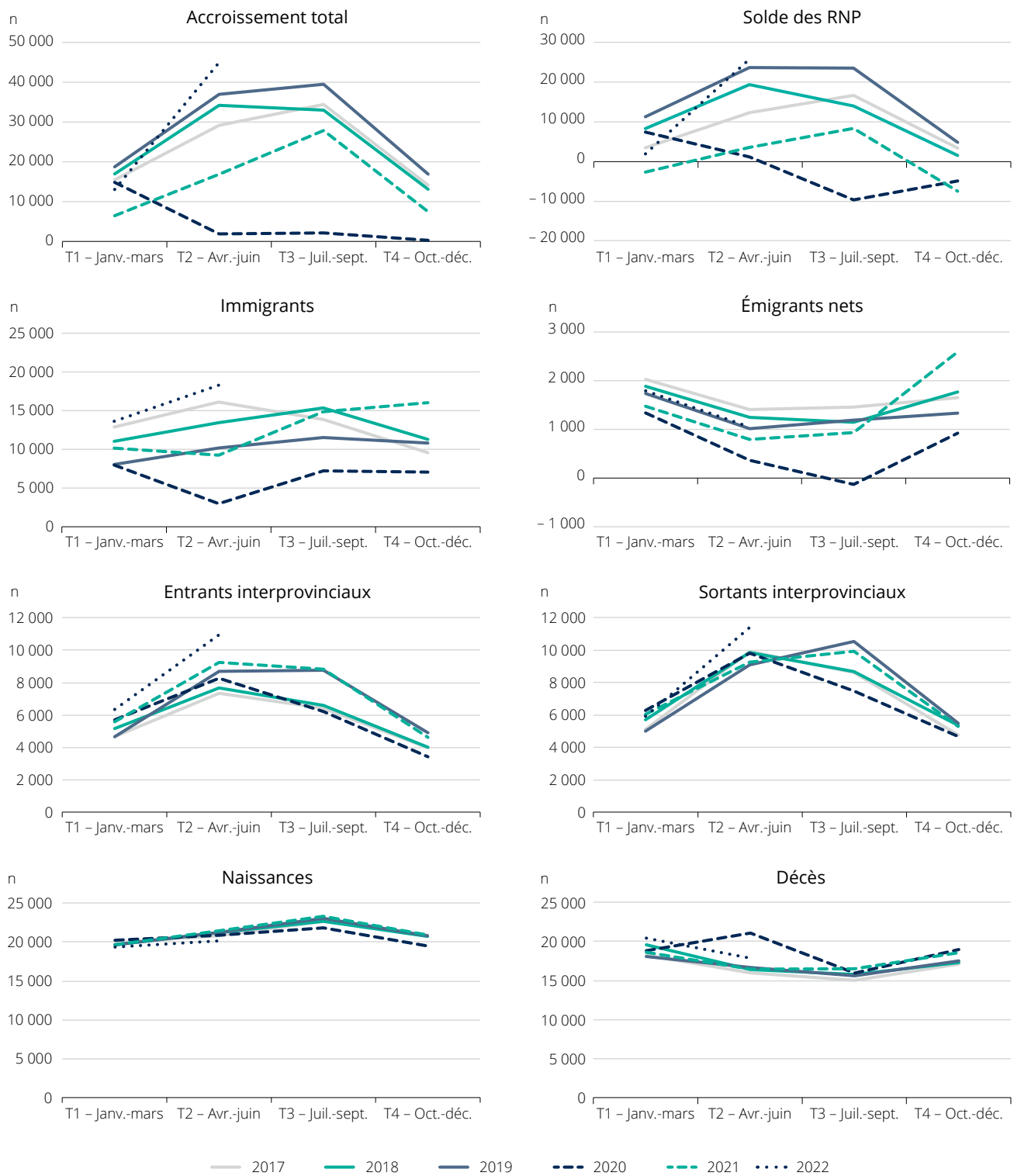


Note : En plus des accroissements naturel et migratoire, l'accroissement démographique total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une différence entre l'accroissement démographique total et la somme des composantes présentées.

Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Institut de la statistique du Québec (accroissement naturel).

Figure 1.3

Accroissement total et composantes de l'accroissement démographique, Québec, trimestres de 2017 à 2022



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Institut de la statistique du Québec (naissances et décès).

Le solde migratoire international, qui correspond ici à la différence entre le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants nets¹, s'établit pour sa part à 44 500 en 2021, après être descendu à 22 700 personnes en 2020. Le gain de 2021 est supérieur à celui enregistré en 2019 et comparable à celui des années 2016 à 2018. L'augmentation de la dernière année découle d'une hausse du nombre d'immigrants, qui est passé de 25 200 en 2020 à 50 300 en 2021. Les admissions d'immigrants ont été particulièrement nombreuses au cours des troisième et quatrième trimestres. Il faut dire que ce n'est qu'au troisième trimestre de 2021 que les restrictions aux frontières ont été assouplies par le gouvernement canadien. Le nombre d'émigrants a également augmenté en 2021 (5 800 contre 2 500 en 2020), dans un contexte de reprise de la mobilité internationale, mais cette composante joue un rôle mineur dans le bilan démographique du Québec.

Les échanges migratoires avec les autres provinces canadiennes demeurent une source de pertes pour le Québec, mais le déficit de 2021 serait l'un des plus faibles jamais enregistrés selon les données provisoires (- 2 200 personnes). Au cours des quatre années précédentes, les pertes étaient de - 3 000 à - 6 000 personnes, ce qui était déjà un bilan moins défavorable qu'au cours de la période 2013-2016, où les pertes annuelles au profit des autres provinces étaient de plus de 10 000 personnes. Soulignons que contrairement aux migrations internationales, les migrations interprovinciales en provenance ou à destination du Québec n'ont pas subi de bouleversements majeurs en raison de la pandémie.

Enfin, l'accroissement naturel de 15 000 personnes en 2021, obtenu en soustrayant les décès des naissances, a doublé par rapport à 2020 (7 450), ce qui a également contribué au regain de l'accroissement démographique. Cette hausse s'explique par une augmentation des naissances, mais surtout par une diminution des décès. En 2021, 84 900 naissances ont été enregistrées au Québec, soit une augmentation de quelque 2 900 naissances par rapport à 2020 (+ 3,5 %). Le nombre de décès en 2021 est pour sa part estimé à 69 900, une diminution de 4 500 décès (- 6,2 %) par rapport à 2020 (74 550 décès). Cette baisse des décès, inhabituelle dans un contexte de croissance et surtout de vieillissement de la population

(qui tend à faire augmenter leur nombre d'une année à l'autre), s'explique par le nombre exceptionnellement élevé de décès en 2020, une situation attribuable à la pandémie de COVID-19. Par rapport à 2019 (67 600 décès), le nombre de décès de 2021 représente une hausse de 3,4 %.

De l'information complémentaire sur les naissances, les décès et les mouvements migratoires est apportée aux chapitres 2, 3 et 4.

Un aperçu de l'année 2022 : la reprise s'accélère en raison de forts gains migratoires

Après avoir amorcé sa reprise en 2021, la croissance démographique du Québec s'est considérablement accélérée dans les premiers mois de 2022, surtout à compter du deuxième trimestre, comme l'indiquent les premières données disponibles pour la période allant jusqu'au 1^{er} juillet (**tableau 1.1** et **figure 1.3**). Globalement, la hausse de la population a été de 58 000 personnes au cours de la première moitié de 2022, ce qui constitue la plus forte croissance absolue enregistrée pour un seul semestre au Québec depuis au moins 1972, soit la première année pour laquelle des données sont disponibles. Cette croissance sur une période de six mois équivaut déjà à celle de l'année 2021 en entier et surpasse celle de 2020.

La vigueur de la croissance démographique dans la première moitié de 2022 repose sur une forte progression au chapitre des migrations internationales. De fait, les nombres d'immigrants admis au premier comme au deuxième trimestre de 2022 sont les plus élevés jamais enregistrés pour les périodes équivalentes. Cette évolution reflète la fin des restrictions majeures aux voyages internationaux, ainsi qu'une volonté de rattrapage après la diminution des admissions dans les premiers mois de la pandémie. Quant au solde des RNP, s'il est demeuré plutôt modeste en début d'année, il a connu une augmentation importante au deuxième trimestre. Il s'est alors élevé au-dessus des niveaux des années préparatoires, caractérisées par des soldes de RNP élevés.

1. Le nombre d'émigrants net correspond à la somme des émigrants et du solde des personnes temporairement à l'étranger moins le nombre d'émigrants de retour. Il s'agit des trois composantes utilisées par Statistique Canada pour mesurer les sorties internationales (Statistique Canada 2022c).

Du côté des migrations interprovinciales, les données provisoires indiquent que les entrants auraient été aussi nombreux que les sortants depuis le début de l'année, et que le Québec aurait ainsi évité les pertes dans ses échanges migratoires avec les autres provinces.

Le nombre de décès enregistré au cours des six premiers mois de 2022 est quant à lui supérieur à ce qu'il a été au cours de la même période de 2021, mais demeure moindre qu'au premier semestre de 2020, où l'excédent de décès attribuable à la COVID-19 a été concentré.

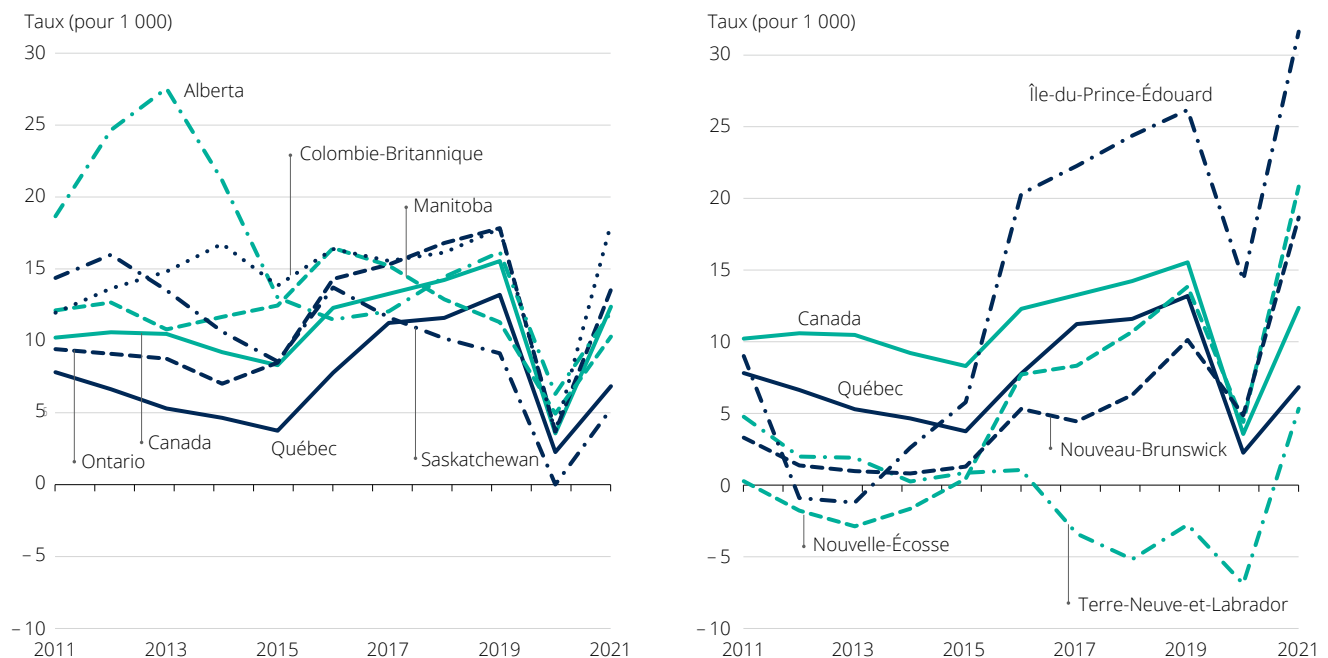
Enfin, le nombre de naissances enregistré de janvier à juin 2022 est inférieur à celui enregistré à la même période de 2021. En raison de la hausse des décès et de la diminution des naissances, le Québec a connu un épisode d'accroissement naturel négatif au premier trimestre de 2022, une situation qui avait auparavant seulement été observée au deuxième trimestre de 2020, au plus fort de la première vague de la pandémie.

La croissance démographique repart à la hausse dans toutes les provinces canadiennes et atteint même des niveaux records dans certaines d'entre elles

Toutes les provinces canadiennes ont vu leur croissance démographique s'élever en 2021, après l'important ralentissement qui a caractérisé l'année 2020 (figure 1.4). Dans l'ensemble du Canada, le taux d'accroissement de la population avait atteint un creux historique de 3,5 pour mille en 2020, mais est remonté à 12,3 pour mille en 2021, un taux qui n'est que légèrement inférieur à ceux des années prépandémiques. Au Québec, le taux de 2021 présente un écart plus marqué avec ceux des années prépandémiques, la croissance de la population n'ayant pas repris son essor aussi rapidement qu'au Canada dans son ensemble.

Figure 1.4

Taux d'accroissement démographique total, Canada et provinces, 2011-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'Île-du-Prince-Édouard (31,6 pour mille), la Nouvelle-Écosse (20,8 pour mille) et le Nouveau-Brunswick (18,7 pour mille) sont les provinces qui affichent les taux d'accroissement les plus élevés en 2021. Dans les deux premières provinces, la croissance de 2021 est la plus forte enregistrée depuis le début de la série historique (1972), alors qu'au Nouveau-Brunswick, il s'agit du deuxième taux en importance. Des gains migratoires interprovinciaux en forte hausse ont été le moteur principal de la croissance élevée de la population dans ces provinces de l'Atlantique, qui ont toutes déjà connu des épisodes de déclin démographique dans le passé.

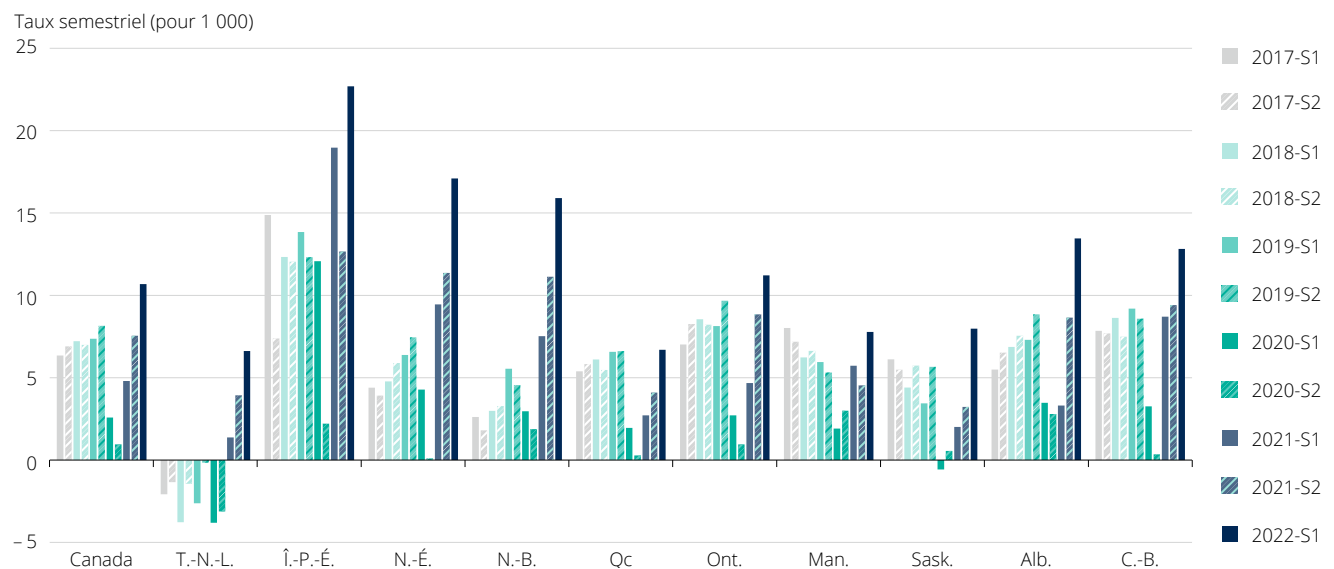
La Colombie-Britannique (18,1 pour mille) et l'Ontario (13,5 pour mille) arrivent aux quatrième et cinquième rangs pour ce qui est de la vigueur de leur croissance en 2021. Sans atteindre de niveaux records, le taux d'accroissement démographique de la dernière année surpasse ceux des années pré-pandémiques en Colombie-Britannique et s'en approche dans le cas de l'Ontario. La hausse de la dernière année repose notamment sur l'admission de nombreux immigrants, dont le nombre a été supérieur à ce qu'il était avant la pandémie. La Colombie-Britannique a aussi fait des gains migratoires importants au détriment des autres provinces canadiennes, contrairement à l'Ontario qui a été largement déficitaire à ce chapitre.

Le Québec, malgré la reprise enregistrée en 2021, figure parmi les provinces où la croissance de la population a été la plus faible (6,8 pour mille). En plus des provinces mentionnées précédemment, l'Alberta et le Manitoba affichent aussi des taux supérieurs à ceux du Québec, soit de plus de 10 pour mille en 2021. La Saskatchewan (5,2 pour mille) et Terre-Neuve-et-Labrador (5,3 pour mille) sont les deux seules provinces qui affichent des taux inférieurs à celui du Québec.

En 2022, les résultats provisoires des six premiers mois de l'année montrent que la reprise de la croissance démographique s'est poursuivie de façon accélérée dans toutes les provinces (figure 1.5). Dans l'ensemble du Canada, un accroissement de 10,7 pour mille a été enregistré de janvier à juin 2022, soit le taux le plus élevé jamais enregistré pour un seul semestre. La croissance n'a pas atteint de niveau record dans toutes les provinces, mais les taux sont partout parmi les plus élevés enregistrés depuis le début des années 1970. Le Québec fait partie des provinces où le taux du premier semestre de 2022 constitue un sommet, avec l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Au Québec, le taux ne se situe toutefois que très légèrement au-dessus de ceux des deux semestres de 2019.

Figure 1.5

Taux d'accroissement démographique semestriel, Canada et provinces, 2017 à 2022



Note : S1 désigne le premier semestre, de janvier à juin ; S2 désigne le deuxième trimestre, de juillet à décembre.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations de la population

Les estimations de la population sont diffusées par Statistique Canada. Elles ont comme base les comptes des recensements, rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées (Statistique Canada 2022c ; Institut de la statistique du Québec 2022b).

Les estimations de population de 2016 et des années suivantes présentées dans ce document ne sont pas définitives. Elles ont comme base les comptes rajustés du Recensement de 2016 auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques survenus par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations peuvent être révisées d'une diffusion à l'autre, si des sources plus complètes ou précises deviennent disponibles pour certaines des composantes de l'accroissement démographique. De plus, les estimations de population pour le Québec seront révisées en 2023 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021. La révision se fera en 2024 pour les données régionales. La prise en compte des résultats d'un nouveau recensement dans les estimations de population entraîne parfois des révisions majeures dans les données (Institut de la statistique du Québec 2019a). Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation des résultats les plus récents.

Les données sur les composantes migratoires

Les données sur les migrations internationales, les migrations interprovinciales et les résidents non permanents sont produites par Statistique Canada à partir de différentes sources de données administratives, dont celles d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et de l'Agence du revenu du Canada. Pour 2020 et les années suivantes, certaines de ces données pourraient encore faire l'objet de révisions. Différentes publications de Statistique Canada précisent les méthodes d'estimation et les limites des données sur les composantes migratoires (voir notamment Statistique Canada 2016 et 2022c).

Les données sur les naissances et les décès

Les données sur les naissances et les décès proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec. Dans le présent document, les données sur les naissances de l'année 2021 et sur les décès des années 2020 et 2021 sont provisoires. Il en est de même des données des premiers mois de 2022. Les données provisoires sont produites en se basant sur une très large proportion d'événements déjà présents dans le Registre et sur une estimation des cas manquants (naissances et décès de personnes résidant au Québec survenus hors Québec, décès soumis à l'attention d'un coroner, etc.). Les données définitives – complètes et validées – sont habituellement disponibles entre 12 et 24 mois après la fin de l'année pour les naissances. Le délai est d'environ 24 mois pour les décès.

Le Québec compte pour environ 22 % de la population canadienne, une proportion qui continue de fléchir

En juillet 2022, la population du Canada est estimée à 38 929 900 habitants. Le Québec est la deuxième province la plus peuplée ; son poids démographique au sein du Canada est de 22,3 % (tableau 1.2). La part de l'Ontario, qui occupe le premier rang avec une population qui a franchi le seuil de 15 millions d'habitants en 2022, est de 38,8 %. La Colombie-Britannique (13,7 %) et l'Alberta (11,7 %) occupent respectivement le troisième et le quatrième rang. La part des autres provinces et territoires varie entre 0,1 % et 4 % (données non illustrées).

Depuis 1971, le poids démographique du Québec dans le Canada a diminué de près de 6 points de pourcentage en raison d'une croissance démographique plus faible que dans la plupart des autres provinces. Au cours de la même période, la part de l'Ontario a globalement progressé de 3 points. Elle a atteint son niveau maximum en 2006 avant de connaître une légère diminution, mais les années les plus récentes ont généralement été sous le signe d'une hausse, si bien qu'en 2022, la part de cette province est

pratiquement revenue à ce qu'elle était au milieu des années 2000. La Colombie-Britannique a gagné 3 points entre 1971 et la fin des années 1990 ; sa part a peu changé au cours des années 2000, mais augmente légèrement depuis le début de la décennie 2010. Quant à l'Alberta, son poids démographique a progressé de 4 points entre 1971 et 2022 : il a connu une augmentation rapide au cours des années 1970, puis plus graduelle à compter du milieu des années 1990. Après être demeurée stable de 2016 à 2021, la part de cette province a connu une légère hausse en 2022. À l'instar du Québec, les provinces de l'Atlantique, le Manitoba et la Saskatchewan comptent une part de la population canadienne moindre en 2022 qu'au début des années 1970, mais leur poids démographique est généralement demeuré stable au cours des dernières années (données non illustrées).

Peu après la Confédération (1867), le Québec comptait pour le tiers de la population canadienne. Cette part est passée en dessous de 25 % en 1993. Les plus récentes projections démographiques de Statistique Canada pour le Canada, les provinces et les territoires indiquent que le poids démographique du Québec devrait continuer de diminuer, pour se situer tout juste en deçà de 20 % en 2043 (Statistique Canada 2022e).

Tableau 1.2

Population et part relative dans le Canada, Québec et certaines provinces, 1971-2022

Année	Population au 1 ^{er} juillet					Part relative				
	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Canada	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Canada
	n					%				
1971	6 137 305	7 849 027	1 665 717	2 240 470	21 962 032	27,9	35,7	7,6	10,2	100,0
1976	6 396 761	8 413 779	1 869 287	2 533 899	23 449 808	27,3	35,9	8,0	10,8	100,0
1981	6 547 207	8 812 286	2 291 104	2 826 558	24 819 915	26,4	35,5	9,2	11,4	100,0
1986	6 708 170	9 437 359	2 432 930	3 003 621	26 100 278	25,7	36,2	9,3	11,5	100,0
1991	7 067 396	10 431 316	2 592 306	3 373 787	28 037 420	25,2	37,2	9,2	12,0	100,0
1996	7 246 897	11 082 903	2 775 133	3 874 317	29 610 218	24,5	37,4	9,4	13,1	100,0
2001	7 396 456	11 897 534	3 058 108	4 076 950	31 020 902	23,8	38,4	9,9	13,1	100,0
2006	7 631 966	12 661 878	3 421 434	4 241 794	32 571 174	23,4	38,9	10,5	13,0	100,0
2011	8 005 090	13 261 381	3 789 030	4 502 104	34 339 328	23,3	38,6	11,0	13,1	100,0
2016	8 225 950	13 875 394	4 196 061	4 859 250	36 109 487	22,8	38,4	11,6	13,5	100,0
2017	8 302 063	14 070 141	4 241 100	4 929 384	36 545 295	22,7	38,5	11,6	13,5	100,0
2018	8 401 738	14 308 697	4 298 275	5 010 476	37 065 084	22,7	38,6	11,6	13,5	100,0
2019	8 503 483	14 544 701	4 362 576	5 094 796	37 601 230	22,6	38,7	11,6	13,5	100,0
2020 ^r	8 576 595	14 726 022	4 416 682	5 155 495	38 007 166	22,6	38,7	11,6	13,6	100,0
2021 ^r	8 602 335	14 809 257	4 443 773	5 202 378	38 226 498	22,5	38,7	11,6	13,6	100,0
2022 ^p	8 695 659	15 109 416	4 543 111	5 319 324	38 929 902	22,3	38,8	11,7	13,7	100,0

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Comparaisons internationales : la croissance démographique du Québec surpasse celle de nombreux pays

Si la croissance démographique du Québec a été inférieure à celle de la plupart des autres provinces canadiennes en 2021, elle est en revanche supérieure à celle de nombreux pays. En effet, comme l'indique le **tableau 1.3**, le taux d'accroissement du Québec en 2021 a été plus élevé que celui de la Norvège (6,3 pour mille), du Danemark (5,7 pour mille), de l'Australie (5,0 pour mille), de la Nouvelle-Zélande (2,9 pour mille), de la France (2,8 pour mille), de l'Allemagne (1,0 pour mille) et de l'Espagne (0,7 pour mille). En 2020, le Québec a connu une croissance inférieure à celle de plusieurs de ces pays, mais la reprise de 2021 a été assez importante pour inverser la situation, malgré le fait que la croissance se soit aussi accélérée dans d'autres pays après une année 2020 perturbée par la pandémie.

La Chine, le pays le plus peuplé avec 1,4 milliard d'habitants, affiche aussi une croissance relative plus modeste que le Québec (0,3 pour mille). De même, la croissance du Québec contraste avec le déclin démographique du Japon (- 2,6 pour mille) et de l'Italie (- 4,3 pour mille). Les plus récentes données disponibles pour les États-Unis, soit celles de juillet 2020 à juin 2021, indiquent que la population du pays a augmenté à un taux de 1,2 pour mille, soit un taux inférieur à celui du Québec pour la même période (3,3 pour mille). Le bilan du Québec est en revanche comparable à celui de la Belgique, de la Suède et des Pays-Bas. La Suisse affiche pour sa part un taux d'accroissement plus élevé (7,6 pour mille).

Tableau 1.3

Population totale et taux d'accroissement, Canada, principales provinces et certains États, 2021

État	Population en 2021 ¹	Taux d'accroissement	
		2020	2021
pour 1 000			
Québec	8 637 650	2,2	6,8
Canada	38 516 138	3,5	12,3
Ontario	14 940 912	3,7	13,5
Alberta	4 482 385	6,3	12,0
Colombie-Britannique	5 251 578	3,6	18,1
Allemagne	83 237 124	-0,1	1,0
Australie	25 766 605	4,4	5,0
Autriche	8 978 929	3,5	5,2
Belgique	11 631 136	2,8	6,6
Chine	1 412 600 000	1,4	0,3
Danemark	5 873 420	3,0	5,7
Espagne	47 432 805	1,4	0,7
États-Unis ²	331 893 745	...	1,2
France	67 813 396	2,6	2,8
Italie	58 983 122	-6,8	-4,3
Japon	125 309 000	-2,8	-2,6
Norvège	5 425 270	4,4	6,3
Nouvelle-Zélande	5 118 700	12,5	2,9
Pays-Bas	17 590 672	3,9	6,6
Suède	10 452 326	5,0	7,0
Suisse	8 736 510	7,4	7,6

1. Population en fin d'année, à l'exception des États-Unis où il s'agit de la population au 1^{er} juillet.

2. Le taux d'accroissement présenté couvre la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 1^{er} juillet 2021. Le taux de l'année précédente n'est pas présenté en raison d'un bris de comparabilité.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada.

Eurostat.

Offices statistiques nationaux (Australie, Chine, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande).

La population du Québec selon l'âge et le sexe : une personne sur cinq est maintenant âgée d'au moins 65 ans

La pyramide des âges de la **figure 1.6** présente en un coup d'œil la structure par âge et sexe de la population québécoise au 1^{er} juillet 2022. Les générations nombreuses du baby-boom, nées entre 1946 et 1966, y figurent entre 56 et 76 ans (A). Elles franchissent tour à tour l'âge de la retraite. On observe d'autres pointes, quoique de moindre importance, autour de 40 ans (C) et autour de 30 ans (E), lesquelles sont à mettre en lien avec la hausse de la natalité à la fin des années 1970 et au début des années 1990. On note la faiblesse de l'effectif un peu avant 20 ans (F), qui est liée au creux des naissances observé autour de l'année 2000. Le renflement autour de l'âge de 10 ans illustre quant à lui la hausse importante des naissances à la fin de la décennie 2000 (G). Enfin, la baisse des naissances des années récentes est visible au bas de la pyramide.

Dans l'ensemble, la population du Québec compte un nombre similaire d'hommes et de femmes en 2022, mais des différences s'observent selon l'âge. On compte un peu plus de garçons que de filles à la base de la pyramide (H),

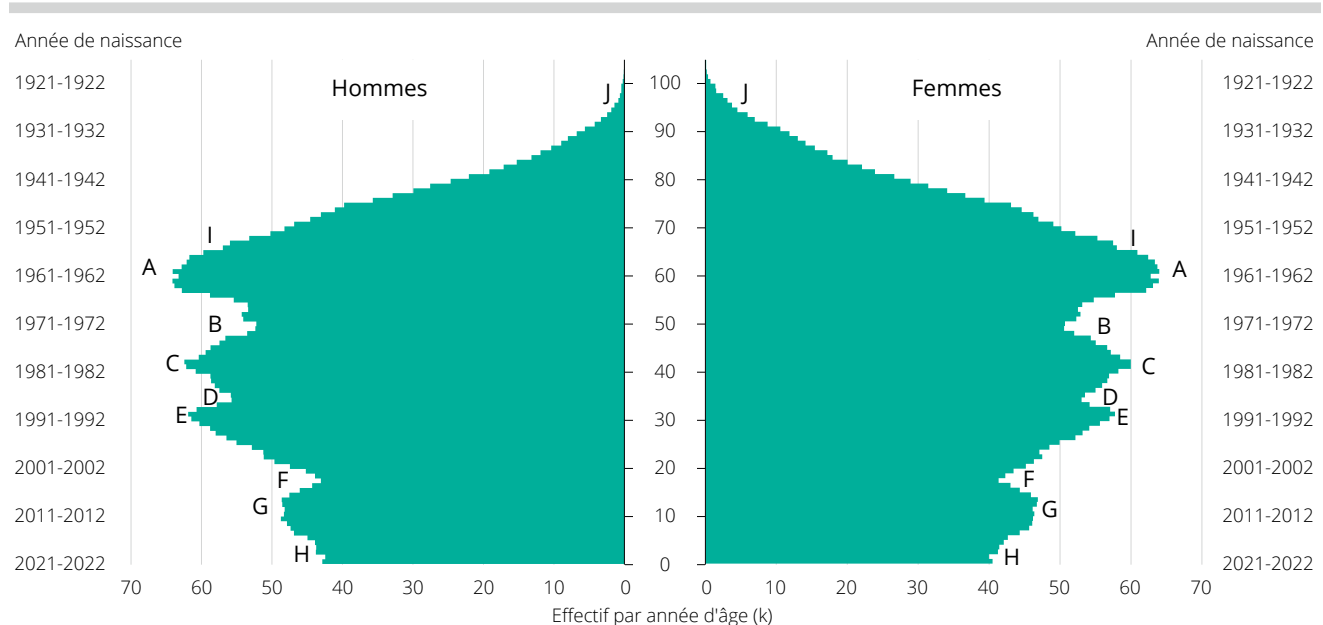
étant donné qu'il naît généralement environ 105 garçons pour 100 filles. Les hommes restent plus nombreux que les femmes jusqu'autour de 60 ans (I), mais les femmes sont nettement plus nombreuses au sommet de la pyramide (J) parce qu'elles vivent plus longtemps.

En 2022, on dénombre environ 3 600 centenaires au Québec, dont 77 % sont des femmes.

Légende de la pyramide des âges

- A : Générations nombreuses du baby-boom (1946-1966)
- B : Forte baisse du nombre de naissances entre 1960 et 1972
- C : Remontée à près de 100 000 naissances en 1979
- D : Diminution à moins de 84 000 naissances en 1987
- E : Remontée à 98 000 naissances en 1990
- F : Diminution à 72 000 naissances en 2000
- G : Remontée à près de 89 000 naissances en 2009
- H : Plus de garçons que de filles à la naissance
- I : Plus de femmes que d'hommes à compter de cet âge
- J : Beaucoup plus de femmes que d'hommes aux grands âges

Figure 1.6
Pyramide des âges, Québec, 1^{er} juillet 2022^p



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'année 2022 marque le moment où la population des personnes de 65 ans et plus dépasse le nombre de jeunes de 0-19 ans. En effet, 20,6 % de la population québécoise a maintenant moins de 20 ans, 58,6 % est âgée de 20 à 64 ans et 20,8 % fait partie du groupe des 65 ans et plus (**tableau 1.4**). C'est donc qu'une personne sur cinq est âgée de 65 ans ou plus, une proportion qui augmente de façon accélérée depuis que les baby-boomers ont commencé à atteindre cette tranche d'âge. En 1971, la part des personnes de 65 ans et plus était de 6,8 % (**tableau 1.6**).

Le rapport de dépendance démographique, qui mesure le poids relatif des moins de 20 ans et des 65 ans et plus par rapport aux 20-64 ans, s'établit à 0,71 en 2022. Cela indique que l'on dénombre environ 71 jeunes de moins de 20 ans ou d'aînés de 65 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans. L'âge moyen de la population québécoise en juillet 2022 est de 43,0 ans. L'âge médian – soit l'âge qui sépare la population en deux groupes de taille égale – est similaire, à 43,1 ans. Dans un contexte de vieillissement de la population, tous ces indicateurs ont continué d'augmenter au cours de la dernière année.

Les indicateurs de structure par âge, présentés selon le sexe, montrent que la population féminine est un peu plus âgée que la population masculine au Québec. En 2022, 22,3 % des femmes sont âgées de 65 ans ou plus, contre 19,4 % des hommes. L'âge moyen des femmes est de 43,8 ans, alors que celui des hommes est de 42,1 ans.

La COVID-19 et le contexte entourant la pandémie ne semblent pas avoir eu de répercussions majeures sur la structure par âge et sexe de la population du Québec. Ailleurs au Canada, on observe une légère baisse de l'âge moyen entre 2021 et 2022 dans trois provinces maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard), un phénomène jamais vu depuis au moins 1972 (Statistique Canada 2022c). Cette évolution inhabituelle est à mettre à lien avec les forts gains enregistrés du côté de la migration interprovinciale depuis le début de la pandémie, des gains concentrés chez les jeunes adultes (CBC 2022).

Tableau 1.4

Population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1^{er} juillet 2022^p

Groupe d'âge	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n			‰ ¹			‰ ²		
0-19 ans	915 032	876 614	1 791 646	21,0	20,2	20,6	51,1	48,9	100,0
0-14 ans	692 814	662 178	1 354 992	15,9	15,2	15,6	51,1	48,9	100,0
15-19 ans	222 218	214 436	436 654	5,1	4,9	5,0	50,9	49,1	100,0
20-64 ans	2 594 561	2 499 231	5 093 792	59,6	57,5	58,6	50,9	49,1	100,0
20-34 ans	837 542	778 782	1 616 324	19,2	17,9	18,6	51,8	48,2	100,0
35-49 ans	871 674	840 671	1 712 345	20,0	19,4	19,7	50,9	49,1	100,0
50-64 ans	885 345	879 778	1 765 123	20,3	20,3	20,3	50,2	49,8	100,0
65 ans et plus	843 297	966 924	1 810 221	19,4	22,3	20,8	46,6	53,4	100,0
65-74 ans	499 320	520 991	1 020 311	11,5	12,0	11,7	48,9	51,1	100,0
75-84 ans	263 659	306 188	569 847	6,1	7,1	6,6	46,3	53,7	100,0
85 ans et plus	80 318	139 745	220 063	1,8	3,2	2,5	36,5	63,5	100,0
100 ans et plus	812	2 784	3 596	0,0	0,1	0,0	22,6	77,4	100,0
Total	4 352 890	4 342 769	8 695 659	100,0	100,0	100,0	50,1	49,9	100,0
Âge médian	42,2	44,0	43,1	..	..	..	..	..	..
Âge moyen	42,1	43,8	43,0	..	..	..	..	..	..
Rapport de dépendance démographique ³	0,68	0,74	0,71	..	..	..	..	..	..

1. Il s'agit du pourcentage par rapport au total de la colonne.
2. Il s'agit du pourcentage par rapport au total de la ligne.
3. (0-19 ans + 65 ans et plus) / (20-64 ans).

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Qu'est-ce que le vieillissement démographique ?

Le vieillissement démographique est une conséquence de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse de la fécondité. Il est ainsi lié au phénomène de la transition démographique, c'est-à-dire le passage d'un régime de forte mortalité et de forte fécondité à un régime de faible mortalité et de faible fécondité.

Dans plusieurs pays, le vieillissement est accentué par les fluctuations de la fécondité observées au cours du XX^e siècle. Au Québec, ces fluctuations ont engendré un baby-boom de forte amplitude (Légaré 2003) qui a été suivi d'un *baby-bust* (chute de la fécondité) particulièrement rapide et marqué. Le baby-boom aura d'abord retardé le vieillissement en gonflant successivement la part des 0-19 ans et des 20-64 ans, mais il l'accélère au moment où ses cohortes atteignent l'âge de 65 ans.

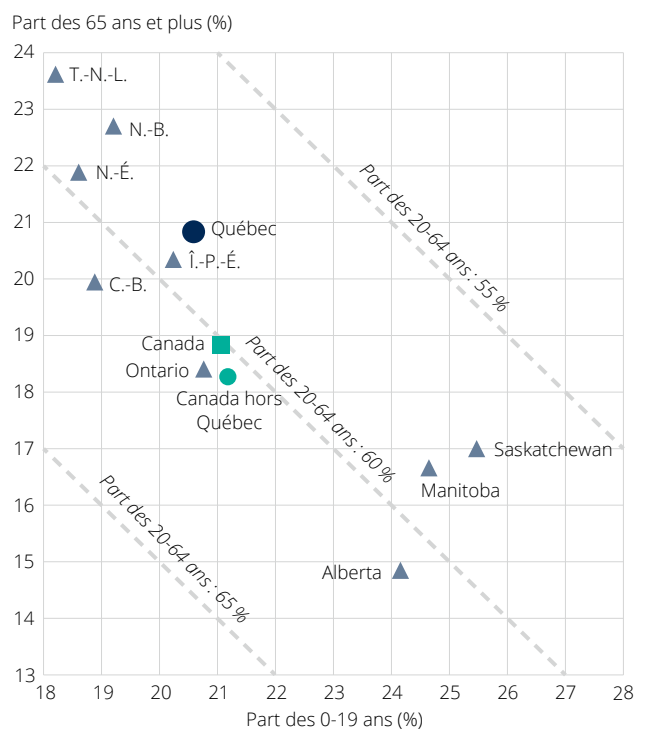
Un vieillissement de la population plus avancé que dans la plupart des autres provinces, mais moins que dans plusieurs pays

La structure par âge de la population du Québec est plus vieille que celle du reste du Canada (figure 1.7). Toutes proportions gardées, le Québec compte en 2022 plus de personnes de 65 ans et plus (20,8 % contre 18,3 %) et un peu moins de jeunes de 0-19 ans (20,6 % contre 21,2 %). La part des 20 à 64 ans y est un peu moindre (58,6 % contre 60,6 % ; voir la note au bas de la figure pour situer cette proportion).

Dans les autres provinces, la part des 65 ans et plus surpasse celle du Québec à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse (entre 21,8 % et 23,6 %). Ces trois provinces comptent aussi une part de jeunes de moins de 20 ans inférieure à 20 %. C'est aussi le cas de la Colombie-Britannique, qui compte cependant moins d'aînés (19,9 %). L'Île-du-Prince-Édouard affiche une répartition par grand groupe d'âge assez semblable à celle du Québec. En Ontario, la part des jeunes se situe près de celle du Québec, mais la part des personnes âgées de 65 ans et plus est moindre (18,4 %). La Saskatchewan et le Manitoba se distinguent par des proportions de jeunes plus importantes que dans les autres provinces, les moins de 20 ans composant environ le quart de leur population. Les aînés y sont à l'inverse proportionnellement moins nombreux que dans la plupart des autres provinces (ils représentent un peu moins de 17 % de la population). L'Alberta compte elle aussi une

Figure 1.7

Parts des groupes d'âge, Canada et provinces, 1^{er} juillet 2022⁹



Note : Les parts respectives des personnes de 0-19 ans et de 65 ans et plus se lisent directement sur les deux axes de la figure. La part des 20-64 ans peut se déduire de la part des deux autres groupes puisqu'il s'agit du complément à 100. Cette troisième part se lit sur le graphique à l'aide de diagonales : celles correspondant à 55 %, 60 % et 65 % de personnes de 20 à 64 ans ont été tracées. Le Québec, qui compte 58,6 % de personnes de 20-64 ans, se situe à droite de la diagonale correspondant à une proportion de 60 %, de même que l'Île-du-Prince-Édouard (59,5 %), alors que la Colombie-Britannique (61,2 %) se situe à gauche.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

part de jeunes relativement élevée (24,2 %), tandis que la part d'aînés y est la plus faible de toutes les provinces (14,8 %). Les personnes de 20 à 64 ans comptent pour plus de 60 % de la population dans seulement trois provinces, soit l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario (environ 61 % dans les trois cas).

À l'échelle internationale, certains pays comptent une plus large part de personnes de 65 ans et plus que le Québec. Selon les estimations des Nations-Unies pour 2022, cette part atteint 30 % au Japon, et se situe entre 22 % (France) et 24 % (Italie) dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, en Grèce, au Portugal et en

Finlande (Nations-Unies 2022). La proportion d'aînés est semblable à celle du Québec (entre 20 % et 21 %) en Belgique, en Autriche, en Hongrie, en Suède, en Espagne, aux Pays-Bas et au Danemark. Elle s'approche du seuil de 20 % en Suisse, au Royaume-Uni, en Ukraine et en Pologne (19 %), de même qu'en Norvège (18 %). La part est un peu moindre en Australie, aux États-Unis et en Corée du Sud (17 %), de même qu'en Nouvelle-Zélande (16 %). Elle est de 14 % en Chine et de 7 % en Inde. Elle demeure inférieure à 5 % dans un grand nombre de pays, dont plusieurs sont en Afrique. À l'échelle mondiale, la proportion de personnes de 65 ans et plus est estimée à 9,8 % en 2022.

Vers où nous mènent les dernières tendances démographiques ?

L'Institut de la statistique du Québec a diffusé en juillet dernier la [mise à jour 2022 des perspectives démographiques](#) du Québec, qui couvre la période 2021-2066. Les paramètres de ces projections sont basés en grande partie sur ceux de l'édition 2019, mais certains ajustements ont été apportés pour tenir compte des plus récentes données disponibles et du contexte exceptionnel de la pandémie de COVID-19. Pour la mise à jour de 2022, seul le scénario plus couramment utilisé, soit le scénario Référence, a été diffusé.

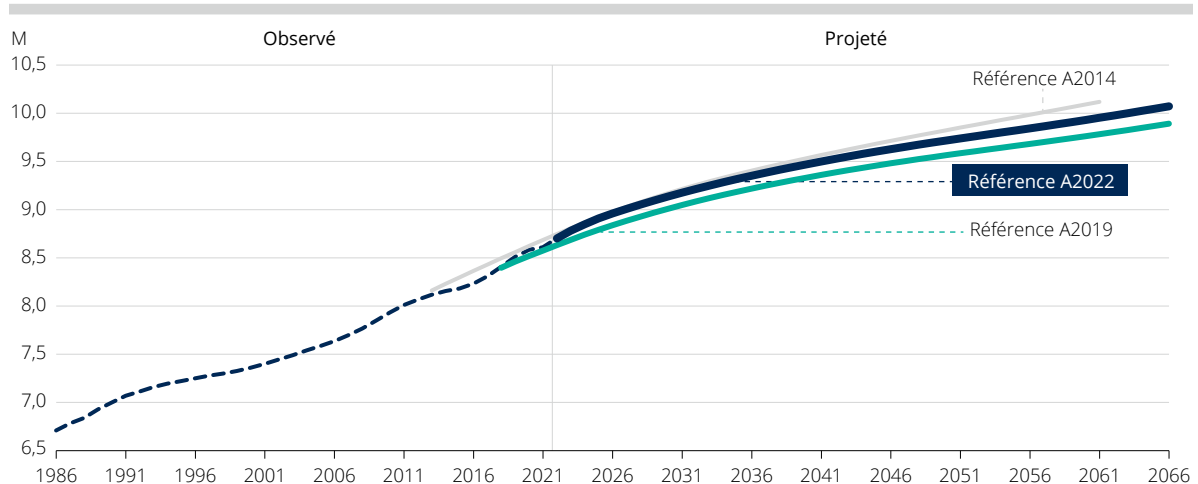
Vers une population de plus de 10 millions en 2066

Selon le scénario Référence de 2022, qui suppose le maintien des tendances démographiques récentes, la population du Québec passerait de 8,7 millions en 2022 à 9 millions en 2027, et à plus de 10 millions en 2066 (figure 1.8).

Suite à la page 32

Figure 1.8

Population observée et projetée selon le scénario, Québec, 1986-2066



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec (données projetées).

Après un accroissement démographique très faible en 2020-2021 du fait de la pandémie et des mesures mises en place pour la contrer, le taux d'accroissement annuel de la population du Québec reprend son rythme pré-pandémique dès 2021-2022 (1%), mais diminue ensuite pour s'établir à environ 0,2 % à partir des années 2050.

Une croissance qui se poursuit, mais qui ralentit

Le ralentissement à moyen et long terme de la croissance de la population est surtout lié à l'augmentation progressive du nombre de décès, conséquence de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom aux âges où la mortalité est élevée. L'accroissement naturel (naissances moins décès) devrait rester positif jusqu'en 2031, mais le nombre de décès pourrait surpasser le nombre de naissances par la suite. La croissance de la population serait alors soutenue par l'accroissement migratoire.

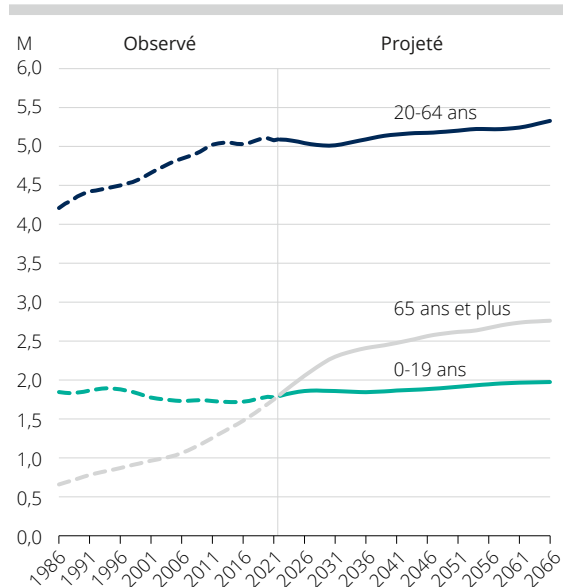
Le vieillissement de la population : une tendance de fond

La transformation de la structure par âge de la population du Québec est appelée à se poursuivre au cours des prochaines années, comme l'illustrent la **figure 1.9** (effectifs des grands groupes d'âge) et la **figure 1.10** (poids démographique des grands groupes d'âge). En 2066, la population du Québec compterait 1,37 million de personnes de plus qu'en 2022 et, à lui seul, le groupe des 65 ans et plus connaîtrait une croissance de près d'un million de personnes.

Suite à la page 33

Figure 1.9

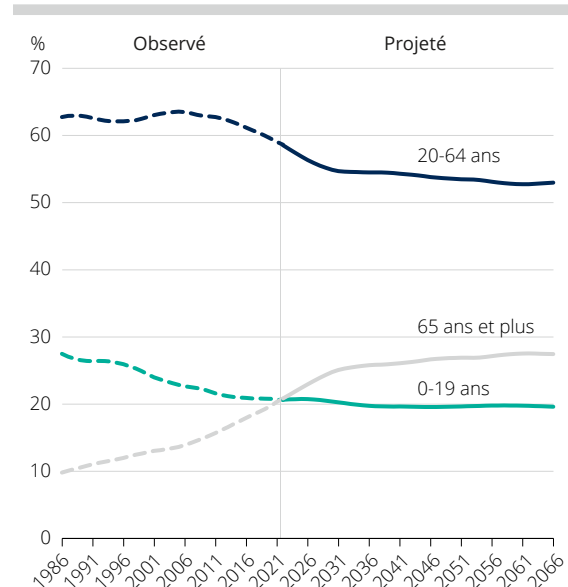
Effectifs de la population selon le groupe d'âge, scénario Référence A2022, Québec, 1986-2066



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec (données projetées).

Figure 1.10

Part de la population selon le groupe d'âge, scénario Référence A2022, Québec, 1986-2066



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec (données projetées).

À plus court terme, l'essentiel de la croissance démographique est encore plus concentré dans le groupe des 65 ans et plus, qui pourrait compter 487 000 individus de plus d'ici 2031. Parallèlement, il y aurait une hausse de 62 000 personnes chez les 0-19 ans et une baisse de 75 000 personnes chez les 20-64 ans. Autrement dit, le Québec devrait connaître au cours des prochaines années une réduction de la taille du groupe d'âge qui représente le principal bassin de main-d'œuvre, alors que les deux autres groupes, considérés comme dépendants à certains égards, seront en croissance. Il en découle une augmentation rapide du rapport de dépendance démographique projeté d'ici 2031 ([tableau 1.6](#)).

En termes relatifs, la proportion d'aînés dans la population totale passerait de 21 % en 2022 à 27 % en 2066 ; la majeure partie de la hausse serait toujours concentrée d'ici 2031. À titre de comparaison, soulignons que la part des personnes de 65 ans et plus actuellement observée en Italie (24 %) correspond à celle que le Québec pourrait atteindre en 2027. Celle qui serait atteinte en 2066 serait équivalente à celle qui était déjà observée au Japon en 2015.

Pour sa part, le poids démographique des 20-64 ans est appelé à diminuer continuellement : il passerait de 59 % en 2022 à 53 % en 2066. L'évolution inverse de la part des 20-64 ans et de celle des 65 ans et plus à l'horizon 2031 est liée au passage graduel d'un groupe à l'autre des générations nombreuses du baby-boom. Les jeunes de moins de 20 ans verraient quant à eux leur part rester relativement stable, soit autour de 20 %.

Quels sont les changements par rapport à l'édition précédente des perspectives ?

À l'échelle du Québec, les résultats du scénario Référence de 2022 sont pratiquement inchangés par rapport à ceux du scénario de 2021. Les changements sont toutefois plus marqués à l'échelle régionale : 15 des 17 régions administratives voient leurs perspectives de croissance d'ici 2041 révisées à la hausse. Les deux autres, soit Montréal et Laval, voient quant à elles leur population projetée être révisée à la baisse, bien qu'une croissance démographique soit encore annoncée. Ces révisions s'expliquent notamment par les plus récentes données de migration interrégionale (moins favorables aux grands centres urbains) et par la répartition régionale de l'immigration permanente et temporaire (moins concentrée à Montréal). C'est donc dire que les nouvelles tendances démographiques, dont certaines sont liées à la pandémie de COVID-19, pourraient redéfinir les perspectives d'avenir des régions du Québec.

Les faits saillants des résultats régionaux sont présentés dans le [document d'analyse](#) accompagnant ces projections, et de nombreux tableaux de résultats détaillés sont disponibles sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec.

Pour en savoir plus

Les données servant à établir le bilan démographique du Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec. On peut également y consulter des analyses portant sur la situation démographique du Québec et de ses régions.

Tableau 1.5

Taux d'accroissement total et taux d'accroissement par composantes, Québec, 1986-2021

Année	Taux d'accroissement total ¹	Accroissement naturel			Accroissement migratoire externe			
		Taux d'accroissement naturel ²	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement migratoire externe total	Taux net de migration internationale	Taux net de migration interprovinciale	Taux lié au solde des résidents non permanents
pour 1 000								
1986	9,0	5,6	12,6	7,0	4,0	2,3	-0,3	2,1
1987	8,9	5,3	12,3	7,0	3,5	3,4	-1,0	1,0
1988	11,3	5,6	12,6	7,0	5,6	3,2	-1,0	3,3
1989	10,5	6,3	13,2	7,0	4,0	4,3	-1,3	1,0
1990	10,2	7,1	14,0	7,0	3,0	5,4	-1,3	-1,1
1991	8,0	6,8	13,8	7,0	2,8	6,4	-1,7	-1,9
1992	7,7	6,6	13,5	6,9	3,9	5,8	-1,4	-0,5
1993	5,6	5,7	12,9	7,2	2,8	5,2	-1,0	-1,4
1994	3,8	5,4	12,6	7,1	1,1	2,6	-1,4	-0,0
1995	3,9	4,8	12,1	7,3	1,8	2,5	-1,4	0,7
1996	4,1	4,5	11,7	7,2	0,6	2,9	-2,1	-0,2
1997	3,2	3,5	11,0	7,5	-0,3	2,3	-2,4	-0,2
1998	3,3	3,0	10,4	7,4	0,3	2,2	-2,0	0,1
1999	4,1	2,5	10,1	7,5	1,5	2,7	-1,6	0,4
2000	4,6	2,5	9,8	7,2	2,0	3,2	-1,5	0,4
2001	5,9	2,6	10,0	7,4	3,7	3,9	-1,0	0,7
2002	5,9	2,2	9,7	7,5	4,2	4,3	-0,4	0,3
2003	6,5	2,5	9,9	7,3	4,6	4,5	-0,0	0,1
2004	6,5	2,4	9,8	7,4	4,6	4,9	-0,4	0,1
2005	5,9	2,7	10,1	7,4	3,7	4,8	-0,9	-0,1
2006	7,5	3,6	10,7	7,1	3,7	5,1	-1,5	0,1
2007	8,3	3,6	11,0	7,4	4,1	5,1	-1,6	0,6
2008	9,5	4,0	11,3	7,4	4,9	4,9	-1,3	1,2
2009	11,0	3,9	11,3	7,4	6,5	5,6	-0,5	1,4
2010	10,3	3,7	11,2	7,4	5,9	6,0	-0,5	0,4
2011	7,8	3,6	11,1	7,4	5,3	5,5	-0,7	0,6
2012	6,6	3,5	11,0	7,6	5,3	5,9	-1,1	0,5
2013	5,3	3,4	11,0	7,6	4,0	5,4	-1,6	0,2
2014	4,6	3,0	10,8	7,8	3,7	5,0	-1,8	0,5
2015	3,7	2,8	10,6	7,9	3,0	4,8	-1,7	-0,0
2016	7,8	2,8	10,5	7,7	5,7	5,5	-1,3	1,5
2017	11,2	2,1	10,1	8,0	9,1	5,5	-0,7	4,3
2018	11,6	1,8	10,0	8,2	9,7	5,4	-0,7	5,1
2019 ^r	13,2	2,0	9,9	8,0	11,2	4,2	-0,4	7,4
2020 ^r	2,2	0,9	9,6	8,7	1,4	2,7	-0,5	-0,7
2021 ^p	6,8	1,7	9,9	8,1	5,1	5,2	-0,3	0,2

1. Accroissement calculé par la différence entre l'effectif estimé au 1^{er} janvier d'une année donnée et celui de l'année qui suit. En plus des taux d'accroissement naturel et migratoire, le taux d'accroissement total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une légère différence entre le taux total et la somme des autres taux présentés.

2. Le taux d'accroissement naturel correspond à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.

Note : Le dénominateur pour le calcul des taux est la population au 1^{er} juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.6

Part relative des groupes d'âge, rapport de dépendance démographique et âge moyen, Québec, 1901-2066

Année	Population n	Part relative des groupes d'âge				Rapport de dépendance démographique ¹	Âge moyen années
		0-19	20-64	65+	Total		
		%					
1901	1 648 898	49,0	46,2	4,8	100,0	1,16	25,3
1911	2 005 776	48,5	46,9	4,6	100,0	1,13	25,3
1921	2 360 510	48,5	46,9	4,6	100,0	1,13	25,6
1931	2 874 662	46,0	49,2	4,8	100,0	1,03	26,4
1941	3 331 882	42,4	52,3	5,3	100,0	0,91	27,9
1951	4 055 681	42,0	52,3	5,7	100,0	0,91	27,9
1956	4 628 378	43,0	51,3	5,7	100,0	0,95	27,8
1961	5 259 211	44,3	49,9	5,8	100,0	1,01	27,9
1966	5 780 845	43,4	50,5	6,1	100,0	0,98	28,5
1971	6 137 305	39,7	53,5	6,8	100,0	0,87	29,9
1976	6 396 761	35,3	57,1	7,6	100,0	0,75	31,4
1981	6 547 207	31,1	60,1	8,8	100,0	0,66	32,9
1986	6 708 170	27,5	62,7	9,8	100,0	0,59	34,4
1991	7 067 396	26,4	62,6	11,1	100,0	0,60	35,7
1996	7 246 897	25,9	62,1	12,0	100,0	0,61	36,8
2001	7 396 456	24,0	63,0	13,0	100,0	0,59	38,4
2006	7 631 966	22,6	63,4	13,9	100,0	0,58	39,8
2011	8 005 090	21,6	62,7	15,7	100,0	0,59	40,9
2016	8 225 950	20,9	61,1	18,0	100,0	0,64	41,9
2021	8 602 335	20,6	59,0	20,3	100,0	0,69	42,8
2022	8 695 659	20,6	58,6	20,8	100,0	0,71	43,0
2026	8 952 555	20,7	56,3	22,9	100,0	0,78	43,6
2031	9 167 487	20,3	54,7	25,1	100,0	0,83	44,4
2036	9 341 994	19,7	54,5	25,8	100,0	0,84	45,1
2041	9 489 377	19,6	54,3	26,1	100,0	0,84	45,5
2046	9 617 222	19,6	53,8	26,6	100,0	0,86	45,7
2051	9 728 109	19,7	53,5	26,9	100,0	0,87	45,8
2056	9 832 253	19,8	53,1	27,1	100,0	0,88	45,9
2061	9 941 384	19,8	52,7	27,5	100,0	0,90	46,0
2066	10 059 882	19,6	52,9	27,4	100,0	0,89	46,1

1. (0-19 ans + 65 ans et plus) / (20-64 ans).

Sources : Statistique Canada, Recensements (1901 à 1966) et estimations démographiques (1971 à 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Institut de la statistique du Québec, Mise à jour 2022 des perspectives démographiques du Québec et des régions (2026 à 2066).

Naissances et fécondité

Les données du présent chapitre sur les naissances et la fécondité couvrent principalement l'année 2021, et donnent aussi un aperçu pour les premiers mois de 2022. En 2021, le nombre de naissances enregistré au Québec est remonté au niveau de 2019, après avoir connu une

baisse en 2020. Si le début de la pandémie de COVID-19 semble avoir entraîné une diminution des conceptions, cette baisse n'a été que ponctuelle, et a rapidement été suivie d'une reprise. L'année 2022 s'annonce toutefois comme une année de plus faible fécondité.

Principaux indicateurs de l'analyse de la fécondité

L'**indice synthétique de fécondité** est la mesure la plus couramment utilisée pour mesurer l'intensité de la fécondité du moment. Il correspond au nombre moyen d'enfants qu'auraient un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Cet indice est indépendant de la structure par âge et permet donc des comparaisons entre différentes populations. Il est toutefois sensible aux variations du calendrier de la fécondité.

Le **calendrier de la fécondité** fait référence à la répartition de la fécondité selon l'âge des mères. Il est résumé par l'âge moyen à la maternité. Des changements dans le calendrier de la fécondité peuvent avoir un effet sur l'indice synthétique de fécondité. Par exemple, le report des naissances peut conduire à une diminution de cet indice pendant quelques années, sans que cela entraîne nécessairement une diminution de la descendance finale des générations.

La **descendance finale** correspond au nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes appartenant à une même génération, lorsqu'elles parviennent à la fin de leur vie féconde. Elle est calculée pour les générations de femmes ayant atteint la fin de leur période féconde, généralement à 50 ans. Il est possible d'extrapoler une estimation de la descendance finale pour les générations de femmes ayant atteint au moins 35 ans.

Le **taux de natalité** se calcule en rapportant le nombre total de naissances à l'ensemble de la population. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

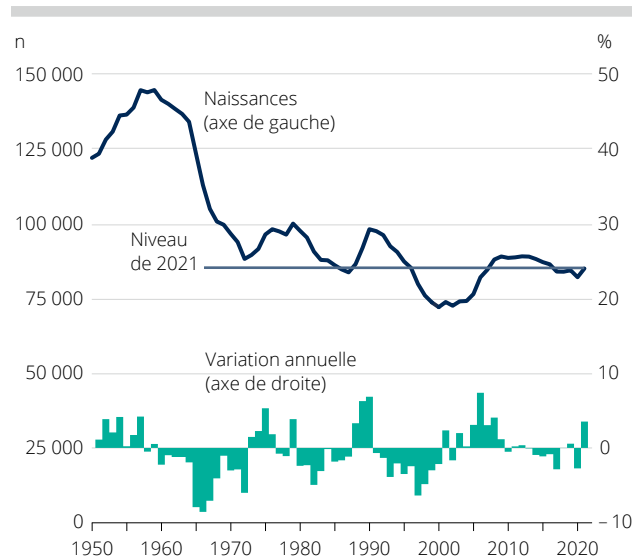
Des précisions sur ces indicateurs sont apportées dans les sections où ils sont analysés.

Le nombre de naissances en 2021 remonte au niveau observé en 2019

Selon les données provisoires, 84 900 naissances ont été enregistrées au Québec en 2021, soit 2 900 de plus qu'en 2020 (une hausse de près de 4 %). Le nombre de naissances revient ainsi au niveau de 2019 (84 309) et même légèrement au-dessus (+ 1 %), après une diminution en 2020 (figure 2.1). Soulignons que depuis 2013, le nombre de naissances montrait une tendance générale à la baisse au Québec, exception faite de la légère hausse observée en 2019. La reprise du mouvement à la baisse en 2020 survient dans le contexte de la pandémie de COVID-19, bien que la majorité des bébés nés cette année-là aient été conçus avant le début de la crise sanitaire. Quant à la hausse de 2021, elle pourrait être alimentée par la reprise de certaines naissances qui n'ont pas eu lieu en 2020.

Figure 2.1

Nombre de naissances et variation annuelle, Québec, 1950-2021



Note : Données détaillées dans le tableau 2.3.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les données mensuelles (figure 2.2) montrent que l'année 2021 a commencé avec un nombre de naissances relativement faible : en janvier, le Québec a enregistré en moyenne 205 naissances par jour, soit une baisse de près de 6 % par rapport à la moyenne des années 2017 à 2019¹ pour ce mois (217 naissances). Ce résultat s'inscrit dans la poursuite de la baisse des naissances amorcée en 2020. Si cette diminution est visible dès le mois de mai 2020², ce n'est toutefois qu'à la toute fin de l'année que les bébés conçus dans les premières semaines de la crise sanitaire ont commencé à voir le jour. La première vague de la pandémie de COVID-19 et les mesures mises en place pour la contrer semblent ainsi avoir créé des conditions défavorables aux conceptions, ce qui s'est traduit par un creux de naissances environ neuf mois plus tard à la fin de 2020 et au début de 2021.

Figure 2.2

Nombre moyen de naissances par jour selon le mois, Québec, janvier 2017 à août 2022



Note : Données provisoires pour 2021 et 2022.

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. La moyenne de 2017-2019 a été retenue pour tenir compte de la situation pré-pandémique. Cela permet d'avoir une base de comparaison commune pour les données des années 2020 à 2022. La moyenne présente également l'avantage d'atténuer les variations atypiques qui peuvent apparaître une année donnée.
2. Parmi les facteurs qui pourraient avoir contribué à la baisse des naissances en 2020, mentionnons la fermeture des frontières internationales en mars 2020 et la diminution du nombre d'immigrants admis au Québec en 2019, deux phénomènes qui ont eu pour effet de réduire les arrivées de femmes en âge d'avoir des enfants sur le territoire. De fait, la baisse de 2020 a été plus marquée dans le cas des naissances d'enfants de deux parents nés à l'étranger (Institut de la statistique du Québec 2021).

L'effet négatif de la première vague a toutefois été de courte durée. Dès février 2021, le nombre de naissances est revenu au niveau moyen des années 2017-2019, puis l'a surpassé en mars 2021 (+ 5 %). Au cours des mois suivants, un niveau comparable ou supérieur à celui de la période 2017-2019 a été enregistré, avec des hausses marquées des naissances en juin et en juillet (respectivement de + 6 % et de + 4 %). Les conceptions qui n'ont pas eu lieu au tout début de la pandémie semblent ainsi avoir été reprises principalement en deux temps : d'abord à la sortie de la première vague, ce qui a conduit à la hausse des naissances en mars 2021, puis au début de l'automne 2020, ce qui s'est traduit par l'augmentation des naissances à l'été 2021. Soulignons que les conceptions du début de l'automne 2020 ont eu lieu sur fond de début de deuxième vague³ et de retour graduel de certaines mesures sanitaires. Cette deuxième vague ne semble donc pas avoir eu le même effet sur les projets parentaux que la première.

Un aperçu de 2022

Un aperçu des données des huit premiers mois de l'année 2022 indique que la reprise observée en 2021 ne se serait pas poursuivie. De fait, le nombre de naissances quotidiennes pour chaque mois de 2022 se situe en dessous de la moyenne des années 2017-2019 (**figure 2.2**). En janvier 2022, l'écart a été de - 4 %. Celui-ci s'est pratiquement résorbé en février, mais il s'est accentué par la suite. On constate que l'écart est particulièrement marqué lorsque l'on compare les mois de juin à août 2022 aux mêmes mois de la période 2017-2019 : il est de - 5 % ou - 6 %, selon le mois.

Données sur les naissances

Les données sur les naissances proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec. Dans le présent document, les données de l'année 2021 de même que les nombres mensuels de 2022 sont provisoires. Les données provisoires annuelles sont produites quelques mois seulement après la fin de l'année. Elles sont basées sur une très large proportion d'événements déjà présents au fichier (environ 98 % dans le cas des naissances) et sur une estimation des cas manquants (enregistrement tardif, naissances survenues hors Québec, etc.). Les données provisoires sont produites pour une sélection de variables seulement. Les données définitives – complètes et validées – sont habituellement disponibles entre 12 mois et 24 mois après la fin d'une année.

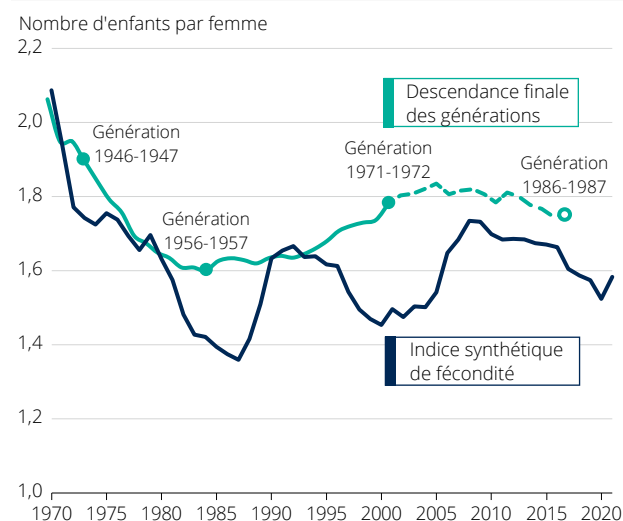
3. www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/ligne-du-temps.

La fécondité augmente légèrement pour s'établir à 1,58 enfant par femme

En 2021, l'indice synthétique de fécondité s'établit à 1,58 enfant par femme. Il remonte ainsi à un niveau comparable à celui atteint en 2019 (1,57) et en 2018 (1,59), après être descendu à 1,52 en 2020 (figure 2.3). De 2006 à 2017, l'indice s'était maintenu au-dessus de 1,6 enfant par femme. Durant cette période, un maximum de 1,73 enfant par femme a été atteint en 2008 et en 2009. Malgré la tendance à la baisse des dernières années, l'indice n'est pas redescendu à des niveaux aussi faibles que ceux observés au début des années 2000 ou encore vers le milieu des années 1980, deux périodes durant lesquelles la fécondité du moment avait atteint des creux à moins de 1,5 enfant par femme. C'est en 1987 que la fécondité a atteint le niveau le plus faible de son histoire, soit 1,36 enfant par femme. Soulignons qu'au Québec, le nombre moyen d'enfants par femme est passé sous le seuil de remplacement des générations – de l'ordre de 2,1 enfants par femme dans les pays développés – en 1970.

Figure 2.3

Indice synthétique de fécondité et descendance finale des générations, Québec, 1970-2021



Notes : La descendance finale d'une génération est positionnée en abscisse au moment où l'âge moyen à la maternité a été atteint pour cette génération. Par exemple, pour la génération née en 1946-1947, l'âge moyen à la maternité était de 26 ans : on place donc le point indiquant la descendance finale plus ou moins vis-à-vis l'année 1973.

Données détaillées dans les tableaux 2.5 et 2.7.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Qu'est-ce que l'indice synthétique de fécondité ?

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'auraient un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. On le calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

L'indice synthétique de fécondité est parfois appelé *indice conjoncturel de fécondité* ou encore *taux de fécondité totale* (traduction littérale de l'anglais *total fertility rate*). Il ne doit pas être confondu avec le taux global de fécondité, que l'on calcule en rapportant les naissances à l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans. Quand les naissances sont rapportées à l'ensemble de la population, on parle alors de taux de natalité ou de taux brut de natalité.

Il est erroné de parler de taux de fertilité dans ce contexte. La confusion, fréquente, vient de la différence avec l'anglais dans la définition des termes. En français, la fécondité fait référence au nombre d'enfants mis au monde, tandis que la fertilité réfère plutôt à la capacité d'en avoir. C'est l'inverse en anglais, où fécondité se traduit par *fertility* et fertilité se traduit par *fecundity*.

Le nombre de naissances découle de deux facteurs, soit l'intensité de la fécondité et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. Comme le nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds est demeuré relativement stable en 2021, il faut conclure que c'est uniquement la hausse de la fécondité qui explique l'augmentation du nombre de naissances au cours de cette année.

La figure 2.3 présente également la descendance finale de certaines générations. La définition et l'analyse de l'évolution de cet indicateur se trouvent plus loin dans ce chapitre.

Légère reprise de la fécondité au Canada et dans d'autres pays

Au Canada, l'indice synthétique de fécondité est estimé à 1,43 enfant par femme en 2021 (tableau 2.4 à la fin du chapitre). S'il a légèrement augmenté par rapport à 2020 (1,41), il n'est pas revenu au niveau de 2019 (1,47) contrairement à celui du Québec. Soulignons que depuis 2006, la fécondité au Québec dépasse légèrement la moyenne canadienne. De 1960 à 2005, on observait la situation inverse.

Après avoir baissé sur presque tout le territoire canadien en 2020, la fécondité a connu une reprise dans la majorité des provinces et territoires en 2021. Des écarts notables s'observent toutefois en ce qui concerne l'intensité de celle-ci. La fécondité demeure relativement élevée au Nunavut (2,56 enfants par femme). Après le Nunavut, ce sont la Saskatchewan (1,84) et les Territoires

du Nord-Ouest (1,61) qui enregistrent les niveaux les plus élevés. Toutes les autres provinces affichent une fécondité inférieure à celle du Québec (1,58). Pour une deuxième année consécutive, cela inclut l'Alberta (1,55), où la fécondité était historiquement supérieure à celle du Québec. Les indices sont encore plus faibles dans les provinces de l'Atlantique, où ils varient autour de 1,4 enfant par femme. L'Ontario (1,37) et la Colombie-Britannique (1,21) se démarquent aussi par une assez faible fécondité.

Dans plusieurs pays industrialisés, la fécondité a également connu une certaine reprise en 2021 après avoir diminué en 2020. Si la fécondité est remontée au niveau prépandémique dans certains pays, ce n'est pas le cas partout : aux États-Unis et en France, notamment, l'indice de fécondité est demeuré légèrement inférieur à celui de 2019, et ce, malgré une première remontée depuis 2014. En 2021, peu de pays enregistrent des indices de 1,8 enfant par femme ou plus. Dans la liste présentée, c'est seulement le cas de l'Islande (1,82) et de la France métropolitaine (1,80). On retrouve ensuite, avec une fécondité de l'ordre de 1,7 enfant par femme, le Danemark (1,72), l'Irlande (1,72), l'Australie (1,70), la Suède (1,67) et les États-Unis (1,66). À l'opposé, l'indice de fécondité est inférieur ou égal à 1,3 enfant par femme au Japon (1,30) et en Espagne (1,19). C'est le cas également du Portugal (1,40) et de l'Italie (1,24), pays pour lesquels les dernières données disponibles sont celles de 2020. Soulignons par ailleurs que la Corée du Sud a enregistré un indice de seulement 0,81 enfant par femme en 2021, soit un nouveau creux record pour ce pays qui a vu l'indice passer sous la barre de 1 enfant par femme en 2018 (Statistics Korea).

Augmentation de la fécondité des femmes de 25 à 44 ans et baisse chez les plus jeunes en 2021

Au cours des dernières décennies, l'évolution de la fécondité selon le groupe d'âge a globalement été marquée par une diminution des taux de fécondité chez les femmes de moins de 30 ans et par une augmentation au-delà de cet âge, une situation qui témoigne de la tendance des femmes à donner naissance plus tard dans leur vie. Ce report peut être associé à plusieurs facteurs, dont les plus fréquemment cités sont l'allongement de la durée des études et la participation importante des femmes au marché du travail. Ces dernières années, la tendance à la baisse de la fécondité des femmes de moins de 30 ans s'est poursuivie, alors que la hausse qui s'observait au-delà de cet âge a été freinée (figure 2.4).

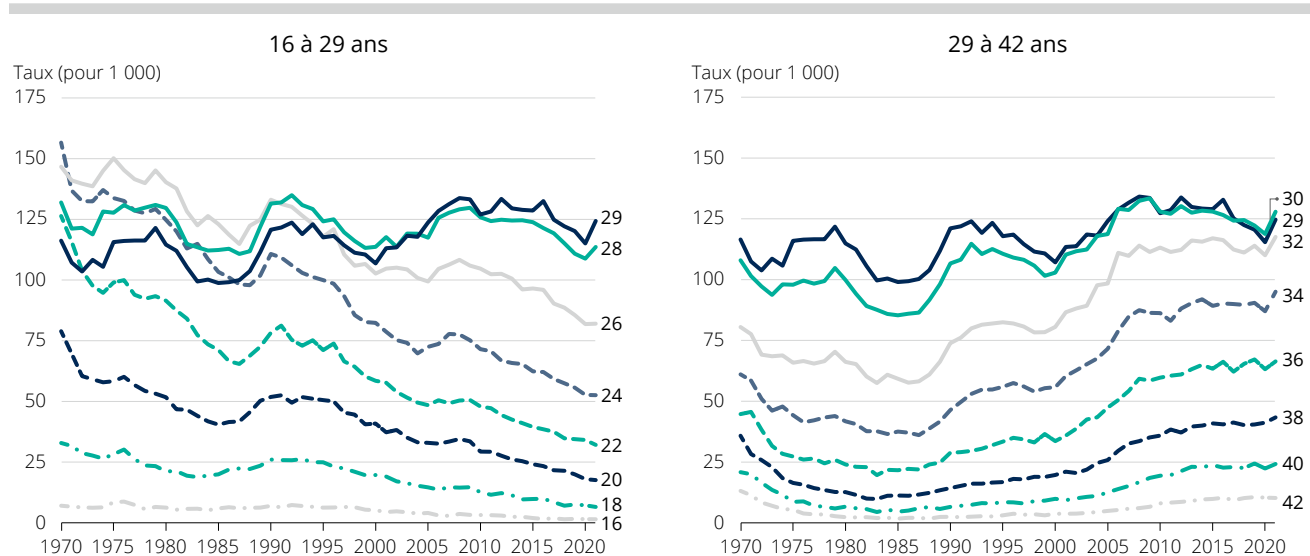
Le **tableau 2.5**, à la fin du chapitre, présente les taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère. Les données de 2021 se démarquent des tendances récentes en raison d'une hausse de la fécondité des femmes âgées de 25 à 44 ans par rapport à 2020. Cette hausse reflète possiblement un effet de rattrapage après les perturbations causées par les premiers mois de la pandémie. Chez les 25-29 ans, le taux de fécondité est de 98 pour mille en 2021. Il remonte ainsi au niveau de 2019, après avoir enregistré son niveau le plus faible

en 2020 (94 pour mille). C'est la première fois en près de quinze ans que la fécondité dans ce groupe d'âge augmente de manière notable, alors qu'elle a plutôt tendance à diminuer. Chez les 30-34 ans, le taux de fécondité s'établit à 114 pour mille en 2021, un niveau plus élevé que celui des dernières années. Il fluctuait autour de 110 pour mille depuis 2008, après avoir connu une hausse rapide au début des années 2000. Soulignons que la fécondité des Québécoises est largement concentrée entre 25 et 34 ans. La fécondité à ces âges contribue à 67 % du total. Depuis 2013, c'est dans le groupe d'âge des 30-34 ans que la propension à avoir un enfant est la plus élevée.

Chez les 35-39 ans, la fécondité s'élève à 55 pour mille en 2021, alors qu'elle se maintenait légèrement au-dessus de 50 pour mille depuis près de dix ans. Le fait d'avoir un bébé au-delà de 40 ans demeure un phénomène assez rare, même si cela est plus fréquent de nos jours que ce ne l'était dans les années 1980. Le taux de fécondité des femmes de 40 à 44 ans est passé d'environ 2 pour mille en 1985 à 12 pour mille en 2021. Il tend ainsi à retrouver le niveau qu'il avait au tout début des années 1970. À cette époque, cependant, il s'agissait le plus souvent de naissances de rang élevé (quatrième enfant ou plus). Une évolution similaire s'observe dans le groupe des 45-49 ans, mais le taux y est très faible, inférieur à 1 pour mille.

Figure 2.4

Taux de fécondité selon l'âge, Québec, 1970-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Chez les femmes de 20-24 ans, la fécondité continue de fléchir et s'établit à 33 pour mille en 2021, le plus faible niveau jamais enregistré. La fécondité est également à son plus bas chez les 15-19 ans (5 pour mille), qui affichent une fécondité particulièrement faible au Québec depuis plusieurs années.

L'évolution générale de la fécondité par âge au cours des dernières décennies montre que les femmes ont clairement tendance à avoir leurs enfants plus tardivement. L'âge moyen à la maternité est ainsi passé de 27,3 ans en 1976 à 31,0 ans en 2021. Le seuil des 30 ans a été franchi en 2011 au Québec.

La fécondité selon le rang de naissance

Parmi les 84 900 nouveau-nés de 2021, 36 900 étaient des premiers-nés (43 %), 29 300 étaient le second enfant de leur mère (35 %), 12 100 étaient le troisième (14 %) et

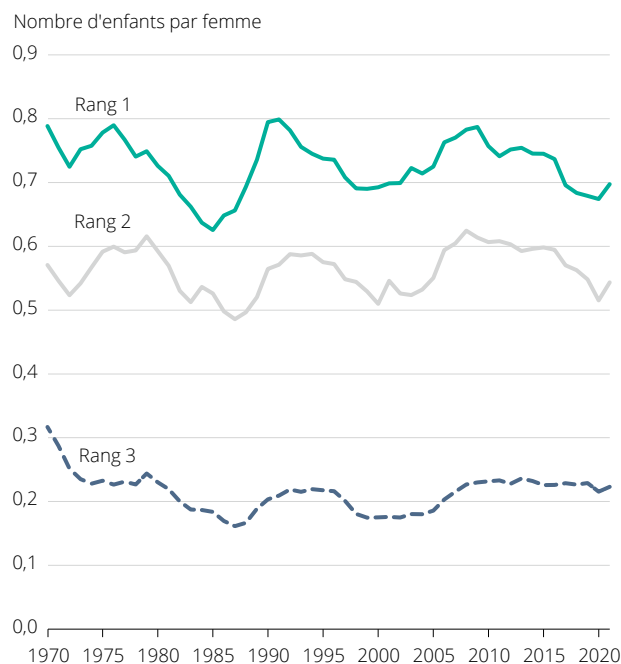
6 600 étaient le quatrième ou plus (8 %) (tableau 2.6 à la fin du chapitre). Cette répartition varie peu depuis plusieurs années.

La somme des taux de fécondité selon le rang de naissance donne l'indice synthétique de fécondité par rang de naissance. L'indice de rang n permet d'estimer la proportion de femmes qui auraient au moins n enfants au cours de leur vie féconde, si elles avaient la fécondité d'une année donnée. Notons que, dans le cas de naissances multiples, chaque enfant occupe un rang différent. Les indices de rang 1, 2 et 3 sont respectivement de 0,70, de 0,54 et de 0,22 enfant par femme en 2021. La figure 2.5 montre que la légère hausse de l'indice synthétique de fécondité observée en 2021 est principalement associée à l'augmentation de la fécondité des rangs 1 et 2.

En 2021, l'âge moyen des mères à la naissance d'un premier enfant est de 29,5 ans. Il est de 31,4 ans à la naissance d'un deuxième enfant et de 32,7 ans à la naissance d'un troisième (figure 2.6). Tous rangs de naissance confondus, l'âge moyen à la maternité est de 31,0 ans.

Figure 2.5

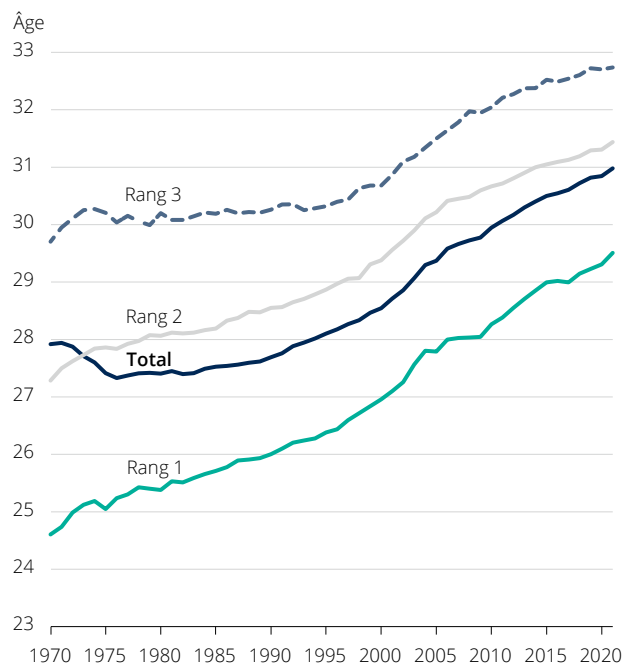
Indice synthétique de fécondité selon le rang de naissance, Québec, 1970-2021



Note : Données détaillées dans le tableau 2.6.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Figure 2.6

Âge moyen à la maternité selon le rang de naissance, Québec, 1970-2021



Note : Données détaillées dans les tableaux 2.5 et 2.6.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Regard longitudinal sur la fécondité : la descendance des générations

Il est intéressant d'aborder l'évolution de la fécondité non pas d'une année à l'autre, mais en analysant la fécondité réelle des générations, de manière longitudinale, grâce à la descendance finale (voir l'encadré).

La descendance finale

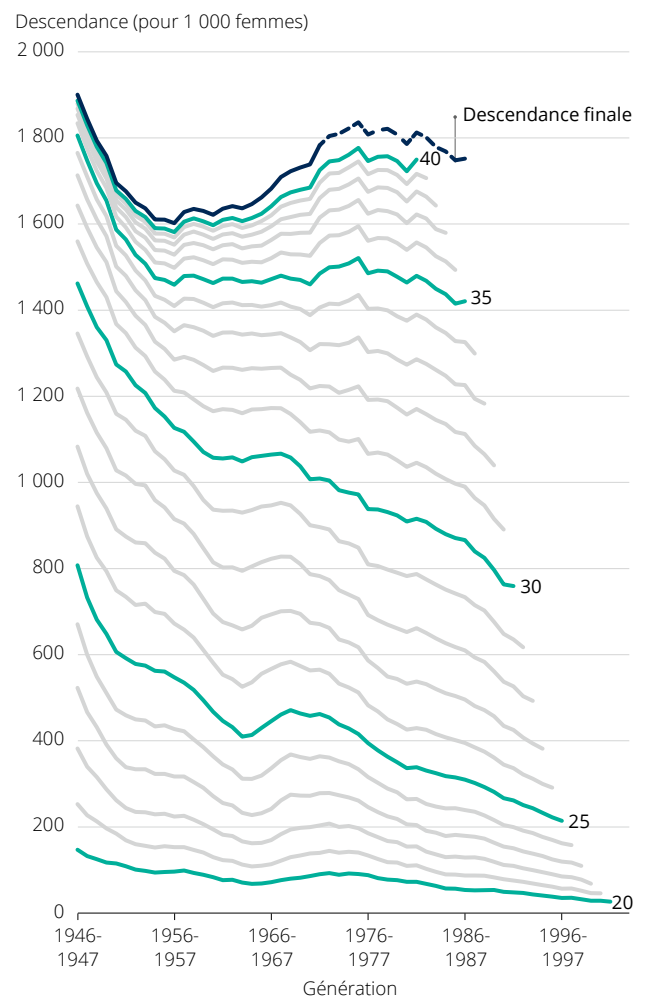
La descendance finale correspond au nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes appartenant à une même génération, lorsqu'elles parviennent à la fin de leur vie féconde. Si l'on considère que cette période se termine à 50 ans, on connaît en 2021 la descendance finale des femmes nées en 1971-1972 et avant. On calcule la descendance finale en faisant la somme des taux de fécondité par âge d'une génération. Ainsi, on attribue aux femmes nées en 1946-1947 le taux de fécondité à 15 ans de 1962, le taux à 16 ans de 1963, le taux à 17 ans de 1964, et ainsi de suite. Contrairement à l'indice synthétique de fécondité, cet indicateur n'est pas affecté par des changements dans le calendrier de la fécondité.

Comme la période féconde des femmes qui étaient âgées de 35 à 49 ans en 2021 (soit celles nées entre 1972-1973 et 1986-1987) est largement entamée, une extrapolation de la descendance finale est faite pour ces dernières. L'hypothèse sous-jacente est que les taux à ces âges se maintiendront dans les années à venir au niveau moyen des trois dernières années. Il est également possible de calculer des descendance atteintes à divers anniversaires. Celles-ci nous permettent de connaître la progression de la fécondité d'une génération, qu'il est alors possible de comparer à celle des autres générations.

La figure 2.7 présente la descendance atteinte à chaque âge des générations de femmes nées entre 1946-1947 et 2001-2002 ainsi que la descendance finale des femmes nées entre 1946-1947 et 1971-1972. La descendance finale projetée des générations 1972-1973 à 1986-1987 est également illustrée.

Figure 2.7

Descendance atteinte à chaque âge et descendance finale, Québec, 1946-1947 à 2001-2002



Note : Données détaillées dans le tableau 2.7.

Source : Institut de la statistique du Québec.

La descendance finale des générations a atteint un creux historique chez les femmes nées en 1956-1957. Celles-ci ont eu en moyenne 1,60 enfant chacune. La courbe de la descendance finale tend ensuite à se relever, et les femmes qui ont eu 50 ans en 2021 (génération 1971-1972) ont une descendance finale de 1,78 enfant. La hausse semble vouloir se poursuivre pour encore quelques générations. Les femmes nées dans les années 1970 pourraient avoir une descendance finale dépassant 1,8 enfant par femme (**tableau 2.7** à la fin du chapitre). Toutefois, la descendance finale tend à diminuer ensuite, de sorte que la génération 1986-1987 pourrait enregistrer une descendance finale se situant à 1,75 enfant. Ces données comportent cependant un risque d'imprécision plus élevé.

L'examen des courbes présentant les descendes atteintes à divers âges nous permet d'obtenir de l'information sur le calendrier de la fécondité des générations. À 30 ans, la descendance atteinte tend à diminuer d'une génération à l'autre. Les femmes nées en 1991-1992, âgées de 30 ans en 2021, ont mis au monde 0,76 enfant en moyenne, tandis qu'au même âge, les femmes

nées 10 ans auparavant en avaient eu 0,91, et celles nées 40 ans plus tôt, 1,26. Cependant, l'augmentation des taux de fécondité au-delà de 30 ans a permis de réaliser un rattrapage et, à 35 ans, on enregistre une descendance atteinte assez semblable pour toutes les générations nées entre le début des années 1950 et la fin des années 1970. Notons cependant qu'elle diminue dans les jeunes générations. Pour que le retard puisse être comblé, il faudrait que les taux après 30 ans augmentent, alors qu'ils semblent actuellement plutôt se stabiliser, voire diminuer.

Près du tiers des bébés ont au moins un parent né à l'étranger

Au Québec, la proportion de nouveau-nés comptant au moins un parent né à l'extérieur du Canada est de 31 % en 2021, comparativement à 21 % en 2000 et à 13 % en 1980 (**tableau 2.1**). La hausse des dernières décennies s'explique surtout par des naissances issues de deux parents nés à l'étranger, dont la part est passée de 7 %

Tableau 2.1

Naissances selon le lieu de naissance des parents, Québec, 1980-2021

Lieu de naissance	1980	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021 ^P
n								
Deux parents nés au Canada ¹	84 440	83 234	56 555	64 377	60 491	56 547	55 097	58 236
Au moins un parent né à l'étranger	12 309	14 251	15 317	23 854	26 409	27 414	26 516	26 302
Deux parents nés à l'étranger	7 101	8 025	9 187	15 405	17 338	18 411	17 235	16 538
Mère née à l'étranger ²	1 892	2 641	2 629	3 566	3 844	3 785	3 888	4 001
Père né à l'étranger ²	3 316	3 585	3 501	4 883	5 227	5 218	5 393	5 763
Deux parents dont le lieu est non déclaré	742	528	138	205	150	348	395	362
Total	97 491	98 013	72 010	88 436	87 050	84 309	82 008	84 900
%								
Deux parents nés au Canada ¹	86,6	84,9	78,5	72,8	69,5	67,1	67,2	68,6
Au moins un parent né à l'étranger	12,6	14,5	21,3	27,0	30,3	32,5	32,3	31,0
Deux parents nés à l'étranger	7,3	8,2	12,8	17,4	19,9	21,8	21,0	19,5
Mère née à l'étranger ²	1,9	2,7	3,7	4,0	4,4	4,5	4,7	4,7
Père né à l'étranger ²	3,4	3,7	4,9	5,5	6,0	6,2	6,6	6,8
Deux parents dont le lieu est non déclaré	0,8	0,5	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Comprend les cas où un parent est né au Canada et où le lieu de naissance de l'autre parent est non déclaré.

2. Comprend les cas où l'autre parent est né au Canada ainsi que les cas où le lieu de naissance de l'autre parent est non déclaré.

Source : Institut de la statistique du Québec.

en 1980 à 19 % en 2021. La proportion de nouveau-nés dont l'un des parents est né à l'étranger et l'autre au Canada a aussi augmenté : elle est passée de 5 % en 1980 à près de 12 % en 2021.

Cette tendance à la hausse des naissances issues de deux parents nés à l'étranger a toutefois été freinée au cours des deux dernières années, leur part ayant exceptionnellement diminué en 2020 et encore en 2021. La fermeture des frontières internationales à compter de mars 2020 ainsi que la diminution du nombre d'immigrants admis au Québec en 2019 pourraient être en cause. En nombre absolu, les naissances issues de deux parents nés à l'étranger ont aussi diminué en 2021 comme en 2020. À l'inverse, on note un rattrapage du nombre de naissances chez les couples formés de deux parents nés au Canada, qui avait baissé en 2020. Le nombre de naissances issues de couples mixtes a quant à lui augmenté de nouveau en 2021.

Selon les données provisoires de 2021, les principaux pays de naissance des mères nées à l'étranger sont, en ordre, l'Algérie, la France, Haïti et le Maroc. Ce sont les mêmes pays pour les pères, mais dans un ordre différent : la France vient en premier, suivie d'Haïti, de l'Algérie et du Maroc.

Les jumeaux comptent pour près de 3 % de l'ensemble des naissances

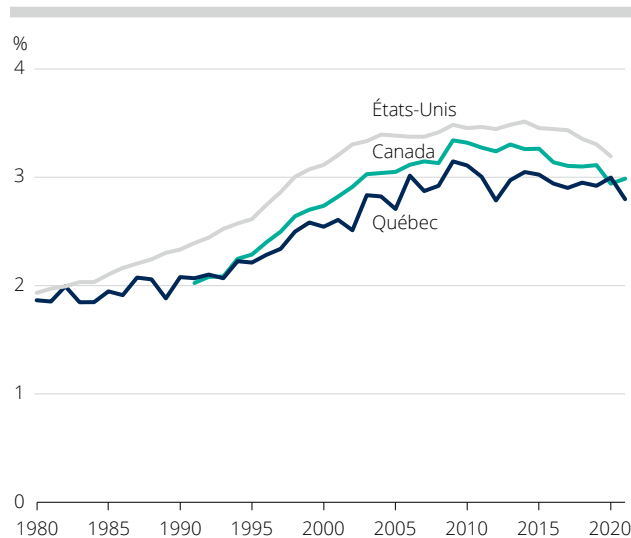
Le terme « jumeaux » désigne tous les enfants nés lors d'un même accouchement, y compris les triplés, les quadruplés, etc. On parle également de naissances multiples ou gémellaires. Ainsi, on dénombre environ 2 370 jumeaux nés au Québec en 2021. Dans la vaste majorité des cas (environ 97 %), les jumeaux sont issus de grossesses comptant deux bébés. Dans la quasi-totalité des autres cas, ce sont des triplés ; les naissances de quadruplés, de quintuplés, etc., sont des événements

rare. Au cours de la dernière année, le nombre de bébés issus d'une grossesse de trois enfants ou plus a plus que doublé, passant de 28 en 2020 à 69 en 2021.

La **figure 2.8** illustre l'évolution de la proportion de naissances multiples au Québec. On calcule cet indicateur en rapportant les naissances gémellaires au total des naissances⁴. Alors qu'elle était d'un peu moins de 2 % en 1980, la proportion de naissances multiples a atteint 3,1 % en 2009. Depuis ce sommet, la proportion oscille entre 2,8 % et 3,0 %. Elle est estimée à 2,8 % pour 2021. La part de naissances multiples est habituellement un peu moins élevée au Québec que dans l'ensemble du Canada et moins élevée qu'aux États-Unis.

Une hausse générale de la proportion de naissances multiples a été observée dans les pays développés entre 1980 et 2010 (Pison, Monden et Smits 2014). Les

Figure 2.8
Proportion de naissances multiples, Québec, Canada et États-Unis, 1980-2021



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
National Center for Health Statistics.

4. La gémellité peut également se mesurer en rapportant les accouchements gémellaires au total des accouchements. Les deux indicateurs ne doivent pas être confondus : la proportion de naissances multiples correspond à près du double de celle des accouchements multiples. On ne peut obtenir précisément le nombre d'accouchements gémellaires à partir du nombre de naissances de jumeaux, car dans le cas particulier de l'accouchement d'un mort-né et d'un enfant vivant, seul ce dernier est inscrit au fichier des naissances ; le mort-né peut quant à lui être inscrit au fichier des mortinaissances. Au Québec, jusqu'en octobre 2019, étaient enregistrés au fichier des mortinaissances les décès intra-utérins des fœtus dont le poids était d'au moins 500 grammes. La nouvelle définition est plus large et inclut désormais les produits de conception non vivants pesant au moins 500 grammes ou ayant atteint un âge gestationnel d'au moins 20 semaines (Règlement ministériel d'application de la Loi sur la santé publique [RLRQ, chapitre S-2.2]).

principales raisons avancées pour expliquer cette hausse sont l'augmentation de l'âge à la maternité de même que le recours accru à des techniques de procréation assistée (Pison et Couvert 2004). L'augmentation des naissances gémellaires constitue une préoccupation en matière de santé publique, car celles-ci sont plus souvent associées que les autres à un faible poids à la naissance, à la prématurité, à la mortalité infantile et à des problèmes de santé maternelle (MSSS 2011).

Emma et Noah en tête des prénoms les plus populaires en 2021

Il est né 43 700 garçons et 41 200 filles au Québec en 2021. Le rapport de masculinité, c'est-à-dire le rapport entre les naissances masculines et les naissances féminines est de 106 et correspond à peu près au niveau attendu, puisqu'il naît naturellement environ 105 enfants de sexe masculin pour 100 de sexe féminin.

Selon la Banque de prénoms de Retraite Québec, Emma est le prénom qui a été le plus donné aux filles nées en 2021 (**tableau 2.2**). Il remplace de justesse Olivia, qui glisse au deuxième rang, et renoue ainsi avec le sommet où il a trôné de 2015 à 2018. On retrouve tout près derrière Alice, au troisième rang, suivi de Florence, Charlie, Livia, Charlotte, Léa, Romy et Zoé. Des dix premiers prénoms féminins de 2021, tous se trouvaient dans la liste de 2020.

Chez les garçons, Noah devance William à la tête du palmarès, mais de peu. Viennent ensuite Thomas, Léo, Liam, Jacob, Nathan, Arthur, Édouard et Félix. Des prénoms masculins les plus populaires en 2021, un seul a changé par rapport à 2020, soit Félix, qui est passé du 12^e au 10^e rang, tandis que Logan a glissé du 8^e au 11^e rang.

Les dix prénoms les plus populaires ont été donnés à 11 % des filles et à 13 % des garçons nés en 2021. Précisons que cette liste est faite en fonction de l'orthographe des prénoms tels qu'ils ont été inscrits par les parents lors de leur demande de paiement de soutien aux enfants.

Tableau 2.2

Prénoms les plus fréquents chez les nouveau-nés, selon le sexe, Québec, 2021

Rang en 2021	Sexe féminin			Sexe masculin		
	Prénom	Fréquence	Rang en 2020	Prénom	Fréquence	Rang en 2020
1	Emma	521	2	Noah	717	3
2	Olivia	519	1	William	709	2
3	Alice	508	3	Thomas	645	4
4	Florence	498	7	Léo	622	5
5	Charlie	488	4	Liam	618	1
6	Livia	473	8	Jacob	529	9
7	Charlotte	465	5	Nathan	519	6
8	Léa	462	6	Arthur	508	10
9	Romy	357	10	Édouard	499	7
10	Zoé	344	9	Félix	484	12

Note : L'orthographe des prénoms correspond à la façon dont les parents les ont inscrits lors de leur demande de paiement de soutien aux enfants.

Source : Retraite Québec, Banque de prénoms, site Web en date du 20 septembre 2022.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les naissances et la fécondité au Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec. D'autres tableaux sont également disponibles sur le site, notamment des données sur le poids à la naissance, la durée de gestation, la langue maternelle et la langue d'usage de la mère, etc. On y trouve également des résultats régionaux.

Tableau 2.3

Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2021

Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux
	n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000
1900	61 834	39,5	1935	75 267	24,6	1970	96 512	16,1	2005	76 341	10,1
1901	62 245	37,8	1936	75 285	24,3	1971	93 743	15,3	2006	81 962	10,7
1902	63 568	38,2	1937	75 635	24,1	1972	88 118	14,3	2007	84 453	11,0
1903	62 440	37,1	1938	78 145	24,6	1973	89 412	14,4	2008	87 865	11,3
1904	64 750	38,2	1939	79 621	24,7	1974	91 433	14,6	2009	88 891	11,3
1905	67 068	39,1	1940	83 857	25,6	1975	96 268	15,2	2010	88 436	11,2
1906	67 890	39,4	1941	89 209	26,8	1976	98 022	15,3	2011	88 618	11,1
1907	66 474	37,3	1942	95 031	28,0	1977	97 266	15,1	2012	88 933	11,0
1908	69 228	37,7	1943	98 744	28,6	1978	96 202	14,9	2013	88 867	11,0
1909	77 144	40,6	1944	102 262	29,2	1979	99 893	15,4	2014	88 037	10,8
1910	77 349	39,3	1945	104 283	29,3	1980	97 498	15,0	2015	87 050	10,6
1911	77 466	38,6	1946	111 285	30,7	1981	95 247	14,5	2016	86 324	10,5
1912	78 906	38,7	1947	115 553	31,1	1982	90 540	13,8	2017	83 855	10,1
1913	81 744	39,5	1948	114 709	30,3	1983	87 739	13,3	2018	83 840	10,0
1914	83 188	39,5	1949	116 824	30,1	1984	87 610	13,2	2019	84 309	9,9
1915	85 055	39,7	1950	121 842	30,7	1985	86 008	12,9	2020	82 008	9,6
1916	83 634	38,4	1951	123 196	30,4	1986	84 579	12,6	2021 ^P	84 900	9,9
1917	84 595	38,2	1952	127 939	30,7	1987	83 600	12,3			
1918	87 075	38,7	1953	130 583	30,6	1988	86 358	12,6			
1919	82 566	36,1	1954	135 975	31,0	1989	91 751	13,2			
1920	85 271	36,7	1955	136 270	30,2	1990	98 013	14,0			
1921	88 749	37,6	1956	138 631	30,0	1991	97 348	13,8			
1922	88 377	36,7	1957	144 432	30,3	1992	96 054	13,5			
1923	83 579	34,2	1958	143 710	29,3	1993	92 322	12,9			
1924	86 930	34,8	1959	144 459	28,8	1994	90 417	12,6			
1925	87 527	34,3	1960	141 224	27,5	1995	87 258	12,1			
1926	82 165	31,6	1961	139 857	26,6	1996	85 130	11,7			
1927	83 064	31,3	1962	138 163	25,7	1997	79 724	11,0			
1928	83 621	30,8	1963	136 491	24,9	1998	75 865	10,4			
1929	81 380	29,4	1964	133 863	24,0	1999	73 599	10,1			
1930	83 625	29,6	1965	123 279	21,7	2000	72 010	9,8			
1931	83 606	29,1	1966	112 757	19,5	2001	73 699	10,0			
1932	82 216	28,1	1967	104 803	17,9	2002	72 478	9,7			
1933	76 920	25,9	1968	100 548	17,0	2003	73 916	9,9			
1934	76 432	25,3	1969	99 503	16,6	2004	74 068	9,8			

Note : Le taux de natalité correspond au nombre de naissances rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1950).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1949).
Annuaire du Québec (1921-1925).
Henripin, Jacques (1968), *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, p. 356 (1900-1920).

Tableau 2.4

Indice synthétique de fécondité, Québec, Canada et autres provinces et territoires et quelques pays, 2011-2021

Province ou État	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	enfants par femme										
Québec	1,68	1,69	1,68	1,67	1,67	1,66	1,60	1,59	1,57	1,52	1,58
Canada	1,63	1,63	1,61	1,61	1,60	1,59	1,55	1,51	1,47	1,41	1,43
Terre-Neuve-et-Labrador	1,40	1,38	1,44	1,47	1,46	1,47	1,37	1,37	1,30	1,26	1,36
Île-du-Prince-Édouard	1,67	1,53	1,66	1,68	1,61	1,64	1,53	1,45	1,41	1,33	1,43
Nouvelle-Écosse	1,52	1,51	1,47	1,52	1,46	1,46	1,43	1,36	1,35	1,24	..
Nouveau-Brunswick	1,57	1,57	1,57	1,60	1,54	1,56	1,54	1,49	1,45	1,42	1,44
Ontario	1,57	1,57	1,54	1,53	1,53	1,52	1,50	1,46	1,42	1,34	1,37
Manitoba	1,88	1,94	1,93	1,92	1,92	1,90	1,87	1,85	1,78	1,75	..
Saskatchewan	1,99	2,01	1,97	2,04	2,00	2,01	1,96	1,93	1,83	1,79	1,84
Alberta	1,77	1,77	1,74	1,77	1,78	1,74	1,67	1,62	1,59	1,51	1,55
Colombie-Britannique	1,45	1,43	1,40	1,39	1,37	1,38	1,33	1,27	1,23	1,18	1,21
Yukon	1,67	1,66	1,50	1,49	1,59	1,55	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest	1,96	1,92	1,88	1,90	1,96	1,87	1,79	1,84	1,73	1,69	1,61
Nunavut	2,85	2,90	3,09	3,01	2,88	3,04	2,99	2,96	2,80	3,12	2,56
États-Unis	1,89	1,88	1,86	1,86	1,84	1,82	1,77	1,73	1,71	1,64	1,66
Allemagne	1,39	1,41	1,42	1,47	1,50	1,59	1,57	1,57	1,54	1,53	1,58
Angleterre et pays de Galles	1,93	1,94	1,85	1,83	1,82	1,81	1,76	1,70	1,65	1,58	1,61
France (métropolitaine)	2,00	1,99	1,97	1,97	1,93	1,89	1,86	1,84	1,83	1,79	1,80
Irlande	2,02	1,98	1,93	1,90	1,86	1,82	1,78	1,75	1,70	1,63	1,72
Suisse	1,52	1,53	1,52	1,54	1,54	1,55	1,52	1,52	1,48	1,46	1,52
Danemark	1,75	1,73	1,67	1,69	1,71	1,79	1,75	1,73	1,70	1,67	1,72
Islande	2,02	2,04	1,93	1,93	1,81	1,75	1,71	1,71	1,75	1,72	1,82
Norvège	1,88	1,85	1,78	1,76	1,73	1,71	1,62	1,56	1,53	1,48	1,55
Suède	1,90	1,91	1,89	1,88	1,85	1,85	1,78	1,75	1,70	1,66	1,67
Espagne	1,34	1,32	1,27	1,32	1,33	1,34	1,31	1,26	1,24	1,19	1,19
Italie	1,42	1,42	1,39	1,38	1,36	1,36	1,34	1,31	1,27	1,24	...
Portugal	1,35	1,28	1,21	1,23	1,30	1,36	1,37	1,41	1,42	1,40	...
Australie	1,92	1,93	1,88	1,80	1,80	1,79	1,74	1,74	1,67	1,59	1,70
Japon	1,39	1,41	1,43	1,42	1,45	1,44	1,43	1,42	1,36	1,33	1,30
Nouvelle-Zélande	2,09	2,10	2,01	1,92	1,99	1,87	1,81	1,71	1,72	1,61	1,64

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Offices statistiques nationaux.

Tableau 2.5

Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, Québec, 1970-2021

Année	Groupe d'âge ¹							Indice synthétique de fécondité	Âge moyen
	15-19 ²	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ³		
	pour 1 000							enfants par femme	années
1970	22,7	122,5	137,8	80,6	40,4	12,2	1,0	2,086	27,92
1971	21,2	109,4	130,8	77,2	36,6	10,9	0,8	1,935	27,94
1972	18,9	98,2	125,2	70,8	31,3	8,7	0,8	1,770	27,87
1973	18,6	96,8	128,5	68,6	28,3	7,0	0,5	1,741	27,71
1974	17,7	95,5	131,4	69,1	24,5	5,9	0,5	1,723	27,60
1975	19,9	97,8	136,2	68,5	22,7	5,2	0,5	1,754	27,41
1976	20,6	97,1	135,1	67,8	21,9	4,5	0,3	1,737	27,33
1977	18,6	93,6	133,7	67,6	21,1	3,6	0,4	1,693	27,37
1978	16,6	91,0	132,0	68,9	18,8	3,4	0,3	1,655	27,41
1979	16,4	92,3	136,6	71,1	19,6	2,9	0,2	1,696	27,42
1980	15,4	89,7	131,3	67,9	18,7	2,8	0,2	1,631	27,40
1981	14,4	85,0	128,4	66,8	17,5	2,6	0,2	1,574	27,45
1982	14,3	81,4	119,0	61,8	17,0	2,5	0,1	1,481	27,39
1983	13,4	78,0	115,4	60,2	15,8	2,3	0,2	1,427	27,41
1984	13,3	74,7	116,1	61,0	16,6	2,3	0,1	1,421	27,49
1985	13,7	71,6	114,2	60,3	16,7	2,1	0,1	1,394	27,52
1986	14,6	69,3	112,3	59,0	17,0	2,4	0,1	1,374	27,54
1987	15,3	67,5	110,1	59,4	16,9	2,5	0,1	1,359	27,56
1988	15,6	70,5	113,6	62,3	18,1	2,8	0,1	1,415	27,59
1989	16,6	74,7	120,1	68,3	19,4	2,6	0,1	1,509	27,62
1990	18,1	79,7	128,4	75,3	22,0	2,8	0,1	1,632	27,69
1991	17,6	80,0	129,3	78,0	22,7	3,0	0,1	1,653	27,76
1992	18,3	77,1	129,6	81,2	23,6	3,3	0,1	1,666	27,88
1993	17,6	76,0	124,4	81,4	24,1	3,6	0,1	1,636	27,94
1994	17,6	75,2	123,3	82,6	25,3	3,6	0,1	1,638	28,02
1995	17,3	73,4	119,4	83,3	25,9	3,8	0,1	1,616	28,10
1996	16,6	72,9	119,1	82,6	27,3	3,8	0,2	1,612	28,17
1997	15,6	68,1	112,7	81,3	26,7	3,8	0,1	1,542	28,27
1998	14,7	64,7	109,5	79,3	26,4	4,1	0,1	1,494	28,34
1999	14,2	61,4	107,5	79,1	27,5	4,0	0,1	1,469	28,46
2000	13,3	60,0	105,9	79,6	27,2	4,3	0,1	1,453	28,54
2001	13,3	57,7	109,3	85,1	29,1	4,4	0,1	1,495	28,71
2002	12,2	55,3	106,1	86,8	29,8	4,5	0,2	1,474	28,86
2003	11,2	53,3	108,8	89,1	33,2	4,8	0,2	1,503	29,07
2004	10,3	50,1	105,9	94,0	34,6	5,0	0,2	1,501	29,30
2005	10,4	50,9	108,1	96,2	36,7	5,7	0,2	1,541	29,37
2006	9,7	51,7	113,7	106,5	41,3	6,2	0,2	1,647	29,58
2007	10,0	52,6	114,7	107,9	44,3	7,0	0,2	1,683	29,66
2008	10,0	53,6	117,2	111,2	46,8	7,5	0,3	1,734	29,73
2009	10,6	52,6	116,7	110,3	47,2	8,5	0,3	1,731	29,77
2010	9,1	49,5	113,3	110,1	48,5	8,8	0,3	1,698	29,95
2011	8,5	48,1	111,8	108,3	49,9	9,6	0,4	1,683	30,07
2012	8,6	45,1	112,4	110,2	50,2	10,1	0,4	1,685	30,17
2013	7,9	44,2	110,2	111,7	51,6	10,7	0,5	1,684	30,30
2014	7,1	42,6	109,2	112,0	52,3	10,8	0,6	1,673	30,40
2015	6,9	41,1	108,3	112,3	53,3	11,4	0,7	1,670	30,50
2016	6,4	40,4	107,9	112,7	53,3	11,3	0,7	1,663	30,55
2017	6,0	38,9	102,7	108,9	52,6	11,0	0,8	1,604	30,61
2018	5,4	37,3	99,9	109,2	53,1	11,5	0,8	1,586	30,72
2019	5,3	36,2	97,2	109,3	53,8	11,9	0,8	1,573	30,82
2020	5,1	34,6	93,7	106,7	52,1	11,6	0,8	1,523	30,85
2021 ^p	4,7	32,8	97,5	113,8	55,1	11,9	0,7	1,582	30,98

1. Les taux par groupe d'âge correspondent à la somme des taux par année d'âge divisée par 5.
2. Comprend les naissances issues de mères de 14 ans et moins.
3. Comprend les naissances issues de mères de 50 ans et plus.

Note : L'indice synthétique de fécondité se calcule ici en faisant la somme des taux de fécondité par groupe d'âge quinquennal multipliés par 5, puis en divisant le tout par 1 000.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.6

Naissances et taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, selon le rang de naissance, Québec, 2001-2021

	Naissances n	Groupe d'âge							Indice synthétique de fécondité enfants par femme	Âge moyen années
		15-19 ¹	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ²		
Rang 1		pour 1 000								
2001	33 982	11,4	36,5	53,8	29,1	7,9	1,1	0,0	0,699	27,10
2002	34 033	10,6	35,6	53,7	30,7	8,0	1,1	0,0	0,699	27,25
2003	35 320	9,8	34,7	56,1	33,0	9,6	1,3	0,0	0,723	27,56
2004	35 093	9,0	32,7	54,4	35,1	10,2	1,3	0,1	0,714	27,80
2005	35 843	9,1	33,2	56,1	34,8	10,2	1,5	0,0	0,725	27,79
2006	37 938	8,4	33,9	58,9	38,4	11,3	1,6	0,0	0,763	28,00
2007	38 600	8,8	34,3	58,8	38,2	12,2	1,7	0,1	0,770	28,02
2008	39 592	8,9	35,0	59,6	38,3	12,8	1,9	0,1	0,783	28,03
2009	40 290	9,4	34,9	59,6	38,6	12,4	2,3	0,1	0,787	28,04
2010	39 270	8,1	32,3	56,9	38,5	13,2	2,3	0,1	0,757	28,26
2011	38 793	7,5	31,0	56,0	37,5	13,6	2,4	0,1	0,741	28,38
2012	39 382	7,6	29,2	57,2	39,6	13,9	2,7	0,2	0,752	28,55
2013	39 442	7,0	29,0	56,4	40,5	14,8	3,0	0,2	0,754	28,71
2014	38 791	6,3	27,7	55,8	41,0	15,0	2,9	0,2	0,745	28,85
2015	38 377	6,0	26,6	55,7	41,7	15,6	3,1	0,2	0,745	29,00
2016	37 777	5,7	26,0	55,4	41,7	15,3	2,9	0,2	0,737	29,02
2017	35 926	5,1	24,9	52,5	39,5	14,1	2,7	0,3	0,696	29,00
2018	35 702	4,7	23,8	50,9	39,6	14,6	2,8	0,3	0,684	29,15
2019	35 935	4,7	23,0	50,3	40,2	14,4	3,0	0,3	0,679	29,23
2020	35 840	4,6	22,6	50,0	42,1	14,8	3,0	0,3	0,674	29,31
2021 ^P	36 919	4,1	21,0	51,4	44,3	15,4	3,1	0,2	0,697	29,51
Rang 2										
2001	26 917	1,7	16,5	40,6	37,0	12,0	1,4	0,0	0,546	29,56
2002	25 856	1,5	15,4	37,9	37,0	11,7	1,6	0,0	0,526	29,72
2003	25 716	1,3	14,4	37,8	36,5	13,0	1,6	0,0	0,523	29,90
2004	26 221	1,1	13,6	37,3	39,0	13,5	1,7	0,1	0,532	30,11
2005	27 231	1,2	13,8	37,8	40,6	14,6	2,0	0,1	0,550	30,22
2006	29 525	1,2	13,9	39,4	44,9	17,0	2,2	0,1	0,594	30,42
2007	30 342	1,1	14,3	40,0	45,3	17,8	2,3	0,0	0,604	30,45
2008	31 720	1,0	14,6	41,5	46,7	18,3	2,6	0,1	0,624	30,48
2009	31 595	1,0	13,7	40,6	45,6	19,0	2,7	0,1	0,613	30,60
2010	31 696	0,9	13,5	39,8	45,2	18,8	3,0	0,1	0,606	30,67
2011	32 140	0,9	13,6	39,4	45,0	19,3	3,2	0,1	0,608	30,72
2012	31 981	0,9	12,5	39,5	45,0	19,3	3,3	0,1	0,603	30,81
2013	31 441	0,8	11,9	38,1	44,7	19,5	3,2	0,1	0,592	30,90
2014	31 523	0,7	11,5	38,0	45,4	19,8	3,5	0,2	0,596	31,00
2015	31 338	0,8	11,5	37,4	45,6	20,2	3,9	0,2	0,598	31,05
2016	31 001	0,7	11,4	37,1	45,6	20,3	3,8	0,2	0,594	31,09
2017	29 895	0,8	10,9	35,1	43,5	19,9	3,5	0,2	0,570	31,13
2018	29 828	0,6	10,4	34,1	43,6	19,7	3,7	0,2	0,562	31,19
2019	29 473	0,6	10,2	32,2	42,6	20,1	3,6	0,2	0,548	31,30
2020	27 854	0,5	9,6	31,0	41,2	19,0	3,6	0,2	0,515	31,31
2021 ^P	29 296	0,6	8,9	31,6	43,3	20,5	3,6	0,2	0,543	31,44

Suite à la page 52

Tableau 2.6 (suite)

Naissances et taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, selon le rang de naissance, Québec, 2001-2021

	Naissances n	Groupe d'âge							Indice synthétique de fécondité enfants par femme	Âge moyen années
		15-19 ¹	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49 ²		
		pour 1 000								
Rang 3										
2001	8 823	0,2	3,8	11,1	13,3	5,7	1,0	0,0	0,175	30,87
2002	8 694	0,1	3,4	10,6	13,4	6,2	0,9	0,0	0,174	31,10
2003	8 931	0,1	3,4	10,9	13,7	6,9	0,9	0,0	0,179	31,18
2004	8 913	0,1	3,1	10,7	13,9	6,9	1,0	0,0	0,179	31,34
2005	9 184	0,1	3,2	10,3	14,7	7,5	1,1	0,0	0,185	31,50
2006	10 052	0,1	3,0	11,2	16,6	8,2	1,2	0,0	0,202	31,64
2007	10 763	0,1	3,1	11,8	17,4	9,0	1,5	0,0	0,215	31,79
2008	11 449	0,1	3,1	11,6	18,6	10,1	1,6	0,1	0,226	31,98
2009	11 787	0,1	3,2	12,2	18,5	9,9	1,8	0,1	0,229	31,95
2010	12 066	0,1	3,0	12,2	18,5	10,5	1,9	0,1	0,231	32,05
2011	12 283	0,1	2,9	12,1	18,3	10,8	2,3	0,1	0,232	32,21
2012	12 065	0,1	2,8	11,5	18,0	10,7	2,1	0,1	0,227	32,28
2013	12 553	0,1	2,8	11,6	19,0	11,2	2,3	0,1	0,235	32,38
2014	12 334	0,1	2,8	11,3	18,4	11,1	2,4	0,1	0,231	32,38
2015	11 905	0,1	2,4	11,1	17,7	11,2	2,3	0,1	0,225	32,53
2016	11 874	0,1	2,4	11,2	17,8	11,1	2,3	0,1	0,225	32,49
2017	12 091	0,1	2,6	10,9	18,0	11,5	2,4	0,1	0,228	32,55
2018	12 095	0,0	2,5	10,7	17,5	11,7	2,5	0,1	0,226	32,61
2019	12 393	0,1	2,5	10,3	18,1	11,8	2,7	0,1	0,228	32,73
2020	11 718	0,0	2,4	10,2	17,0	11,5	2,5	0,1	0,215	32,71
2021 ^P	12 081	0,0	2,2	10,3	17,7	11,6	2,4	0,1	0,222	32,74
Rang 4 et plus										
2001	3 977	0,0	1,0	3,8	5,8	3,6	0,9	0,0	0,076	32,49
2002	3 895	0,0	0,9	3,9	5,6	3,8	0,9	0,1	0,076	32,53
2003	3 949	0,0	0,8	3,9	6,0	3,8	1,0	0,0	0,078	32,59
2004	3 841	0,0	0,7	3,5	5,9	3,9	1,1	0,0	0,076	32,84
2005	4 083	0,0	0,7	3,8	6,2	4,3	1,1	0,0	0,081	32,93
2006	4 447	0,0	0,8	4,2	6,6	4,7	1,2	0,1	0,088	32,94
2007	4 748	0,0	0,8	4,1	7,1	5,4	1,4	0,1	0,094	33,15
2008	5 104	0,0	0,8	4,5	7,6	5,7	1,4	0,1	0,101	33,15
2009	5 219	0,0	0,8	4,3	7,6	5,8	1,7	0,1	0,102	33,32
2010	5 404	0,0	0,7	4,4	7,9	6,1	1,5	0,1	0,104	33,38
2011	5 402	0,0	0,7	4,3	7,4	6,2	1,8	0,1	0,102	33,54
2012	5 505	0,0	0,7	4,2	7,5	6,3	1,9	0,1	0,104	33,64
2013	5 431	0,0	0,6	4,0	7,4	6,1	2,1	0,1	0,102	33,80
2014	5 389	0,0	0,6	4,0	7,1	6,4	2,0	0,1	0,101	33,82
2015	5 430	0,0	0,6	4,0	7,3	6,2	2,0	0,1	0,102	33,82
2016	5 672	0,0	0,6	4,2	7,5	6,6	2,2	0,2	0,107	33,95
2017	5 943	0,0	0,5	4,3	7,8	7,1	2,4	0,2	0,111	34,08
2018	6 215	0,0	0,6	4,1	8,4	7,2	2,5	0,2	0,115	34,12
2019	6 508	0,0	0,6	4,4	8,5	7,5	2,6	0,1	0,119	34,07
2020	6 596	0,0	0,6	4,4	8,6	7,8	2,8	0,2	0,120	34,18
2021 ^P	6 604	0,0	0,7	4,3	8,5	7,7	2,7	0,2	0,120	34,22

1. Comprend les naissances issues de mères de 14 ans et moins.

2. Comprend les naissances issues de mères de 50 ans et plus.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.7

Descendance à divers anniversaires, Québec, générations 1946-1947 à 2001-2002

Génération	Anniversaire						Âge moyen années
	20 ^e	25 ^e	30 ^e	35 ^e	40 ^e	50 ^e	
	pour 1 000						
1946-1947	145	805	1 460	1 803	1 884	1 898	26,4
1947-1948	130	730	1 406	1 745	1 827	1 842	26,6
1948-1949	123	679	1 358	1 692	1 777	1 791	26,8
1949-1950	116	646	1 328	1 652	1 740	1 756	26,9
1950-1951	113	604	1 271	1 585	1 676	1 693	27,0
1951-1952	107	590	1 255	1 562	1 656	1 673	27,1
1952-1953	99	576	1 223	1 526	1 628	1 647	27,2
1953-1954	96	573	1 205	1 505	1 614	1 634	27,2
1954-1955	92	561	1 170	1 472	1 588	1 608	27,3
1955-1956	93	559	1 151	1 468	1 587	1 608	27,4
1956-1957	94	546	1 124	1 457	1 579	1 600	27,5
1957-1958	97	533	1 115	1 477	1 603	1 625	27,7
1958-1959	91	516	1 093	1 478	1 611	1 633	27,8
1959-1960	87	492	1 068	1 469	1 604	1 628	28,0
1960-1961	81	465	1 055	1 460	1 595	1 619	28,1
1961-1962	75	444	1 053	1 471	1 607	1 633	28,3
1962-1963	75	430	1 056	1 471	1 612	1 639	28,3
1963-1964	69	408	1 046	1 463	1 604	1 634	28,4
1964-1965	66	412	1 057	1 465	1 612	1 644	28,5
1965-1966	67	428	1 059	1 461	1 622	1 659	28,5
1966-1967	70	443	1 063	1 470	1 639	1 680	28,6
1967-1968	74	459	1 065	1 478	1 660	1 707	28,6
1968-1969	78	469	1 056	1 471	1 671	1 720	28,7
1969-1970	80	461	1 035	1 468	1 677	1 729	28,8
1970-1971	84	456	1 005	1 457	1 682	1 736	29,0
1971-1972	88	460	1 007	1 482	1 723	1 781	29,1
1972-1973	91	452	1 002	1 497	1 743	1 802	29,2
1973-1974	87	436	980	1 499	1 746	1 807	29,4
1974-1975	90	427	974	1 506	1 758	1 819	29,4
1975-1976	89	414	970	1 519	1 774	1 834	29,5
1976-1977	86	393	936	1 484	1 744	1 805	29,6
1977-1978	79	376	935	1 489	1 754	1 815	29,7
1978-1979	76	361	929	1 487	1 755	1 819	29,8
1979-1980	74	348	921	1 475	1 744	1 805	29,9
1980-1981	71	335	907	1 462	1 720	1 783	29,9
1981-1982	71	337	914	1 477	1 747	1 810	29,9
1982-1983	66	329	906	1 466	1 736	1 799	30,0
1983-1984	61	323	890	1 447	1 714	1 777	30,0
1984-1985	55	316	878	1 435	1 703	1 766	30,1
1985-1986	55	313	869	1 413	1 683	1 746	30,1
1986-1987	52	308	864	1 418	1 687	1 749	30,1
1987-1988	51	300	838	1 388	...	...	...
1988-1989	51	290	823	1 373	...	...	...
1989-1990	52	279	794	1 343	...	...	...
1990-1991	48	265	761	1 316	...	...	...

Suite à la page 54

Tableau 2.7 (suite)

Descendance à divers anniversaires, Québec, générations 1946-1947 à 2001-2002

Génération	Anniversaire						Âge moyen
	20 ^e	25 ^e	30 ^e	35 ^e	40 ^e	50 ^e	
	pour 1 000						années
1991-1992	46	259	757	1 307	...	...	...
1992-1993	45	249	...	...	...	...	...
1993-1994	42	241	...	...	...	...	...
1994-1995	39	231	...	...	...	...	...
1995-1996	36	221	...	...	...	...	...
1996-1997	33	212	...	...	...	...	...
1997-1998	34	...	...	...	...	...	...
1998-1999	30	...	...	...	...	...	...
1999-2000	27	...	...	...	...	...	...
2000-2001	27	...	...	...	...	...	...
2001-2002	25	...	...	...	...	...	...

Note : Le tableau se lit comme suit : 1 000 femmes nées en 1946-1947 ont eu 1 460 enfants à leur 30^e anniversaire.
À 50 ans, leur descendance finale est de 1 898 enfants, soit 1,898 enfant par femme.
Les nombres en gras sont estimés à partir des dernières données observées.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 3

Décès et mortalité

Comme les autres chapitres du *Bilan démographique*, celui-ci porte principalement sur les données observées jusqu'à la dernière année terminée au moment de la rédaction, soit jusqu'en 2021. Pour certains indicateurs, comme la surmortalité, il présente des données jusqu'au troisième trimestre de 2022. Bien que la mortalité se soit maintenue à des niveaux beaucoup plus modérés en 2021 qu'en 2020, des répercussions de la pandémie se sont encore fait sentir en 2022, notamment lors de la vague Omicron de janvier.

Le Québec enregistre 69 900 décès en 2021

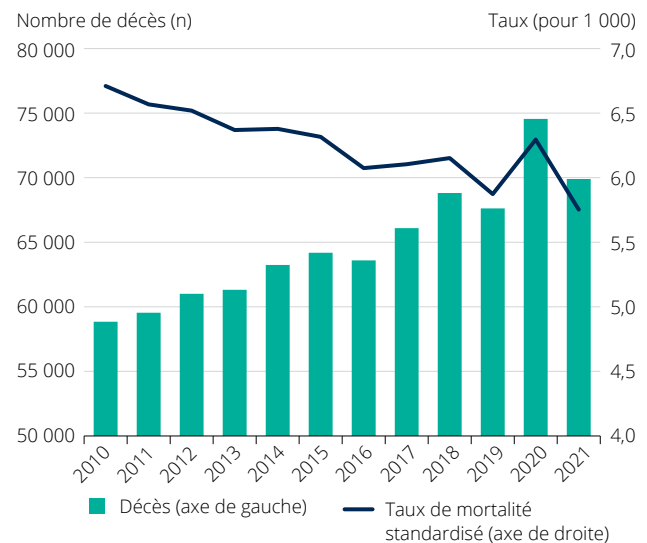
La pandémie de COVID-19 a eu une influence importante sur la mortalité au Québec. Après une forte augmentation du nombre de décès en 2020, particulièrement lors de la première vague du printemps, on a observé un certain retour à la normale en 2021. L'estimation provisoire du nombre de décès de 2021 s'établit à 69 900 (figure 3.1, axe de gauche). Ce nombre représente une forte baisse par rapport à celui exceptionnellement élevé de 2020 (74 550 décès), mais il n'est pas particulièrement bas : il rejoint plutôt les niveaux attendus selon la tendance prépandémique (2010-2019).

La figure 3.1 (axe de droite) illustre également le taux de mortalité standardisé de la population québécoise à partir de l'année 2000. Ce taux est calculé dans le but d'éliminer l'influence de la structure par âge de la

population, pour bien mesurer l'évolution dans le temps du risque de décéder, qui est généralement en baisse. Avec cette approche comparative, on constate que le taux de 2021 revient lui aussi à la tendance prépandémique, atteignant le plus bas niveau jamais observé, à 5,8 pour mille. Ce taux était passé de 5,9 à 6,3 pour mille entre 2019 et 2020.

Figure 3.1

Décès et taux de mortalité standardisé, Québec, 2000-2021



Note : Les taux de mortalité standardisés sont obtenus en appliquant les taux de mortalité par âge de chaque année à une même population (qui reste donc inchangée). Dans le cas présent, il s'agit de la population du Québec en 2006.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.1

Décès et taux de mortalité, Québec, 1900-2021

Année	Décès	Taux	Année	Décès	Taux	Année	Décès	Taux	Année	Décès	Taux
	n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000
1900	32 778	21,0	1935	32 839	10,7	1970	40 392	6,7	2005	55 988	7,4
1901	32 219	19,6	1936	31 853	10,3	1971	41 192	6,7	2006	54 434	7,1
1902	27 408	16,5	1937	35 456	11,3	1972	42 525	6,9	2007	56 748	7,4
1903	30 876	18,3	1938	32 609	10,2	1973	43 052	6,9	2008	57 149	7,4
1904	30 549	18,0	1939	33 388	10,3	1974	43 337	6,9	2009	58 043	7,4
1905	29 071	17,0	1940	32 799	10,0	1975	43 537	6,9	2010	58 841	7,4
1906	29 969	17,4	1941	34 338	10,3	1976	43 801	6,8	2011	59 539	7,4
1907	29 007	16,3	1942	33 799	10,0	1977	43 182	6,7	2012	61 007	7,6
1908	35 052	19,1	1943	35 069	10,1	1978	43 653	6,8	2013	61 315	7,6
1909	33 231	17,5	1944	34 813	9,9	1979	42 793	6,6	2014	63 244	7,8
1910	35 183	17,9	1945	33 348	9,4	1980	43 515	6,7	2015	64 185	7,9
1911	35 904	17,9	1946	33 690	9,3	1981	42 765	6,5	2016	63 589	7,7
1912	32 980	16,2	1947	33 708	9,1	1982	43 485	6,6	2017	66 092	8,0
1913	36 200	17,5	1948	33 603	8,9	1983	44 150	6,7	2018	68 811	8,2
1914	36 002	17,1	1949	34 107	8,8	1984	44 544	6,7	2019	67 617	8,0
1915	35 933	16,8	1950	33 507	8,4	1985	45 662	6,9	2020 ^P	74 550	8,7
1916	38 206	17,6	1951	34 900	8,6	1986	46 964	7,0	2021 ^P	69 900	8,1
1917	35 501	16,0	1952	34 854	8,4	1987	47 626	7,0			
1918	48 902	21,8	1953	34 469	8,1	1988	47 981	7,0			
1919	35 170	15,4	1954	33 169	7,6	1989	48 336	7,0			
1920	40 686	17,5	1955	33 952	7,5	1990	48 651	7,0			
1921	33 433	14,2	1956	35 042	7,6	1991	49 243	7,0			
1922	33 459	13,9	1957	36 234	7,6	1992	48 963	6,9			
1923	35 148	14,4	1958	35 774	7,3	1993	51 831	7,2			
1924	32 356	13,0	1959	36 390	7,2	1994	51 389	7,1			
1925	32 300	12,7	1960	35 129	6,8	1995	52 722	7,3			
1926	37 251	14,3	1961	37 044	7,0	1996	52 278	7,2			
1927	36 175	13,6	1962	37 142	6,9	1997	54 281	7,5			
1928	36 632	13,5	1963	38 217	7,0	1998	54 306	7,4			
1929	37 221	13,4	1964	37 552	6,7	1999	54 959	7,5			
1930	35 945	12,7	1965	38 534	6,8	2000	53 287	7,2			
1931	34 487	12,0	1966	38 680	6,7	2001	54 372	7,4			
1932	33 088	11,3	1967	38 665	6,6	2002	55 748	7,5			
1933	31 636	10,6	1968	39 537	6,7	2003	54 972	7,3			
1934	31 929	10,6	1969	40 103	6,7	2004	55 614	7,4			

Note : Le taux de mortalité correspond au nombre de décès rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1975).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1974).
Annuaire du Québec (1900-1925).

La hausse de la mortalité enregistrée en 2020 a été de loin supérieure à tous les épisodes de surmortalité observés depuis plusieurs décennies. Il faut remonter à 1937 pour retrouver une hausse de plus forte ampleur. Comme la pandémie s'est poursuivie en 2021 et que les bilans de mortalité ont parfois été très lourds ailleurs dans le monde (voir p. 65), la baisse prononcée du nombre de décès au Québec en 2021 représente un bilan digne

de mention. Il s'observe malgré la recension de près de 3 300 décès liés à la COVID-19 en 2021 (INSPQ 2022). Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les décès supplémentaires liés à la COVID-19 ont été compensés par un effet de moisson (devancement de certains décès en 2020) et par l'effet protecteur des mesures sanitaires, qui ont pu faire diminuer la mortalité liée à d'autres causes (voir section *Surmortalité*, p. 61 et suivantes).

Le fichier des décès du Registre des événements démographiques

Les données sur les décès proviennent du Registre des événements démographiques du Québec (RED), tenu par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le fichier des décès est constitué à partir des renseignements tirés du bulletin de décès (SP-3), qui est transmis à l'ISQ lorsque survient un décès. En septembre 2022, un système intégré de collecte a été implanté et l'ISQ reçoit depuis les données des décès par voie électronique. Les bulletins proviennent principalement des installations du réseau de la santé (centres hospitaliers, CHSLD, etc.), des résidences privées pour aînés (RPA), des maisons de soins palliatifs, etc. Ils peuvent aussi être transmis à l'ISQ par le Bureau du coroner dans le cas de décès faisant l'objet d'une investigation. Dans ce cas, l'enregistrement est considéré comme définitif seulement à la fin de l'investigation. Le fichier comprend également les décès de résidents du Québec survenus dans une autre province canadienne dont les enregistrements sont transmis par Statistique Canada au terme de son propre processus de collecte. Avant l'implantation de la collecte électronique, on devait compter environ 24 mois après la fin d'une année avant de considérer les données comme définitives. L'effet du nouveau système sur ce délai sera à évaluer au cours des prochaines années. Actuellement, les données sur les décès sont définitives jusqu'en 2019.

La production de données provisoires sur les décès

Il est possible de produire des estimations provisoires des nombres de décès en ajustant les données pour tenir compte de la couverture encore incomplète du fichier. Les données provisoires sont basées sur une très large proportion d'enregistrements déjà présents au fichier et sur une estimation des cas encore manquants (enregistrements tardifs, décès soumis à l'attention d'un coroner, décès hors Québec, etc.). L'estimation du nombre de cas encore manquants repose sur une analyse du rythme de réception des bulletins de décès et sur les données administratives du Bureau du coroner. Dans le présent document, les données sur les décès des années 2020 à 2022 sont provisoires. Elles ont été ajustées pour tenir compte des bulletins de décès restant à recevoir.

Rebond de l'espérance de vie au Québec en 2021

Les effets de la pandémie de COVID-19 sur la mortalité au Québec sont également visibles lorsque l'on calcule l'espérance de vie de la population québécoise. Après les pertes notables attribuables aux deux premières vagues de COVID-19, cet indicateur est reparti à la hausse en 2021. Hommes et femmes réunis, la durée de vie moyenne supposée d'après la mortalité de 2021 est de 83,0 ans, contre 82,3 ans en 2020 et 82,9 ans en 2019. Chez les hommes, elle s'établit à 81,1 ans en 2021, contre 80,6 ans en 2020. Chez les femmes, elle s'établit à 84,9 ans en 2021, contre 84,0 en 2020 (**figure 3.2**). Cela représente des hausses exceptionnelles de 0,6 an (ou 7 mois) chez les hommes, et de 0,9 an (ou 11 mois) chez les femmes. Ces gains ont compensé les pertes observées l'année précédente, ramenant l'espérance de vie à un niveau semblable à celui de 2019.

De manière générale, l'espérance de vie tend à augmenter au fil des ans. L'ampleur de la baisse observée en 2020 fait donc figure d'exception. De même, le rattrapage de 2021 correspond à un gain d'une ampleur assez rare. La progression moyenne entre 2010 et 2019 était par exemple de 2,4 mois par année pour les hommes, et de 1,6 mois pour les femmes, ce qui représentait un ralentissement de la hausse par rapport à celle des décennies précédentes (**tableau 3.2**).

La **figure 3.2** permet également de constater le rebond de l'espérance de vie à 65 ans enregistré en 2021. Pour les deux sexes réunis, cet indicateur s'élève à 21,3 ans, contre 20,6 ans en 2020 et 21,2 ans en 2019. Le nombre moyen d'années restant à 65 ans s'établit à 20,0 ans chez les hommes en 2021, alors qu'il était de 19,4 en 2020. Chez les femmes, il est de 22,5 ans et était de 21,8 ans en 2020. Cela correspond à des hausses respectives de 0,6 an (7 mois) et de 0,7 an (8 mois).

Tableau 3.2

Espérance de vie à la naissance et à 65 ans selon le sexe, Québec, 1975-1977 à 2021

	À la naissance				À 65 ans			
	Hommes	Femmes	Écart	Sexes réunis	Hommes	Femmes	Écart	Sexes réunis
Espérance de vie (années)								
1975-1977	69,3	76,8	7,5	72,9	13,4	17,3	3,9	15,4
1980-1982	71,1	78,7	7,6	74,9	14,0	18,5	4,5	16,4
1985-1987	72,1	79,5	7,4	75,8	14,2	18,8	4,6	16,7
1990-1992	73,6	80,6	7,0	77,2	15,1	19,6	4,6	17,6
1995-1997	74,5	80,9	6,4	77,8	15,4	19,7	4,3	17,7
2000-2002	76,2	81,9	5,6	79,2	16,4	20,3	3,9	18,6
2005-2007	78,0	82,8	4,8	80,5	17,7	21,0	3,3	19,6
2010-2012	79,4	83,7	4,2	81,6	18,6	21,8	3,2	20,4
2015-2017	80,5	84,2	3,7	82,4	19,4	22,1	2,7	20,8
2019	81,0	84,8	3,7	82,9	19,8	22,3	2,5	21,2
2020 ^P	80,6	84,0	3,4	82,3	19,4	21,8	2,4	20,6
2021 ^P	81,1	84,9	3,8	83,0	20,0	22,5	2,5	21,3
Variation annuelle moyenne (mois) ¹								
1975-1977 à 1980-1982	4,3	4,7	...	4,7	1,5	3,0	...	2,4
1980-1982 à 1985-1987	2,4	1,9	...	2,3	0,5	0,8	...	0,7
1985-1987 à 1990-1992	3,5	2,7	...	3,2	2,1	1,9	...	2,1
1990-1992 à 1995-1997	2,3	0,6	...	1,5	0,8	0,1	...	0,5
1995-1997 à 2000-2002	4,1	2,3	...	3,3	2,5	1,6	...	2,0
2000-2002 à 2005-2007	4,1	2,2	...	3,1	3,2	1,7	...	2,3
2005-2007 à 2010-2012	3,5	2,1	...	2,8	2,1	1,8	...	1,9
2010-2012 à 2015-2017	2,5	1,3	...	1,8	1,8	0,8	...	1,1
2015-2017 à 2019	1,6	1,6	...	1,5	1,5	1,0	...	1,1
2019 à 2020 ^P	-5,8	-9,0	...	-7,6	-5,4	-6,5	...	-6,2
2020 ^P à 2021 ^P	6,9	10,6	...	8,7	7,4	8,4	...	7,9

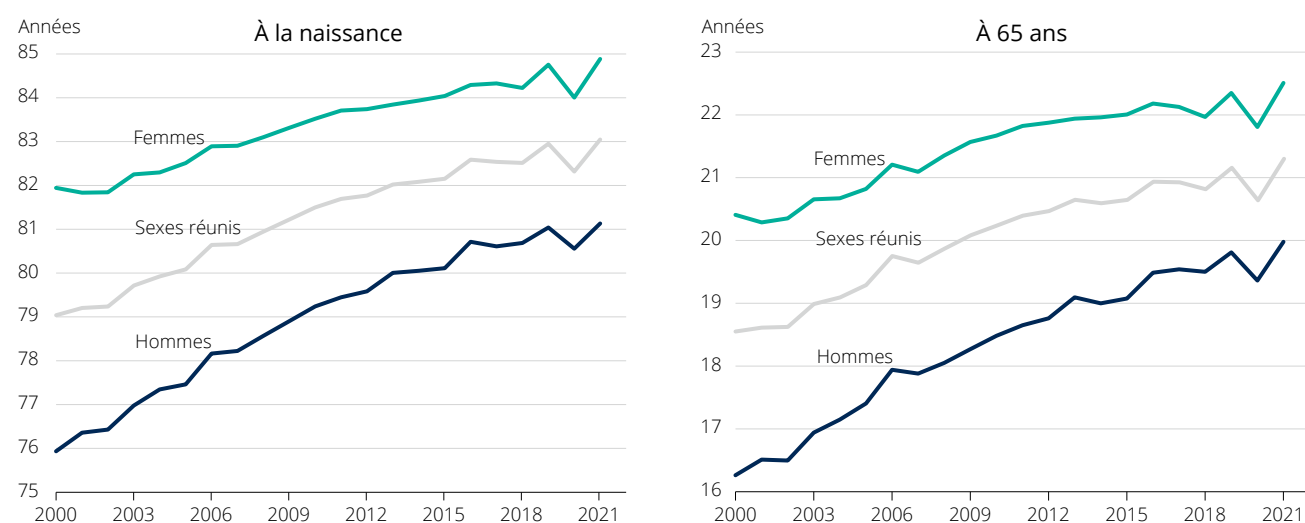
1. La variation annuelle moyenne est présentée en termes de mois, tandis que l'espérance de vie est exprimée en années.

Note : L'écart entre les sexes est calculé sur la base des données non arrondies.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Figure 3.2

Espérance de vie à la naissance et à 65 ans, Québec, 2000-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Comment interpréter l'espérance de vie ?

L'espérance de vie du moment mesure le nombre moyen d'années qu'une population pourrait s'attendre à vivre si elle était soumise tout au long de sa vie aux conditions de mortalité d'une année ou d'une période donnée. Elle peut être calculée à tout âge et représente alors le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de cet âge. Les espérances de vie calculées à la naissance et à 65 ans sont les plus couramment diffusées, mais la durée de vie restante à d'autres âges est également disponible dans la table de mortalité (disponible sur le [site Web](#) de l'ISQ).

Il faut savoir que plus un individu avance en âge, plus l'âge qu'il peut espérer atteindre augmente. Ainsi, les personnes ayant déjà survécu jusqu'à 65 ans peuvent espérer atteindre, selon la table de mortalité du moment, un âge plus élevé que l'espérance de vie à la naissance.

L'espérance de vie de l'année la plus récente donne le portrait le plus actuel de la situation. Le calcul sur des périodes de trois ou cinq ans permet d'établir la tendance générale dans l'évolution de la mortalité en réduisant les fluctuations ponctuelles.

L'espérance de vie du moment résume le niveau de mortalité, indépendamment de la structure par âge de la population. Elle ne représente pas la durée de vie moyenne qu'une génération vivra dans les faits, car cette durée dépendra de l'évolution de la mortalité jusqu'à l'extinction complète de la génération. L'espérance de vie calculée par génération donne donc un résultat différent de l'espérance de vie du moment. Pour plus de détails sur l'espérance de vie par génération, consultez le document [L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections](#), paru en juin 2016. Des données de mortalité par génération sont également disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

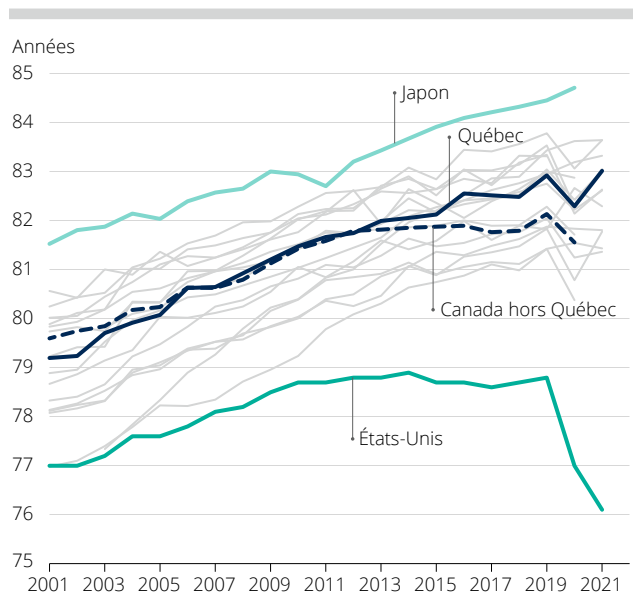
La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de la mortalité qui s’est traduite par une perte d’espérance de vie dans presque tous les pays. En 2021, les tendances ont davantage divergé en raison des conséquences inégales de la pandémie sur les populations, comme le montre une étude récente portant sur 29 pays (Schöley et coll. 2022). On retrouve parmi ceux-ci une grande majorité de pays européens, ainsi que le Chili et les États-Unis. Cette étude montre que certains pays ont connu une baisse de leur espérance de vie en 2021 comme en 2020. D’autres ont récupéré les pertes de 2020 en 2021, mais pour la majorité d’entre eux, l’espérance de vie n’est pas revenue au niveau de 2019. Cet indicateur est resté aux mêmes niveaux qu’en 2020 en Écosse et en Irlande du Nord. Aux deux extrêmes se situent des pays de l’Europe de l’Est ainsi que les États-Unis, qui ont enregistré des pertes record en 2020 et en 2021, et la France, la Belgique, la Suisse et la Suède, qui ont réussi à rebondir après les pertes substantielles connues en 2020. Des trois pays qui n’ont pas connu de baisse de leur espérance de vie en 2020, soit le Danemark, la Norvège et la Finlande, seule la Norvège a

eu une espérance de vie plus élevée en 2021 qu’en 2019. Ces résultats de l’étranger indiquent que l’espérance de vie de très peu de pays est revenue à son niveau pré-pandémique, comme au Québec.

Malgré la pandémie, l’espérance de vie du Québec reste parmi les plus élevées au monde. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada portant sur l’année 2020, l’espérance de vie des Québécoises et des Québécois est supérieure à la moyenne canadienne (Statistique Canada 2022). La **figure 3.3** illustre un ralentissement plus marqué de la croissance de l’espérance de vie dans le reste du Canada et aux États-Unis au cours de la dernière décennie. Si l’écart d’espérance de vie entre le Québec et les États-Unis était d’environ 2 ans en 2001 et de 4 ans en 2019, la pandémie l’a fait se creuser jusqu’à ce qu’il atteigne près de 7 ans en 2021. Parmi les pays de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c’est le Japon qui jouit de l’espérance de vie la plus élevée en 2020, soit 81,6 ans pour les hommes et 87,7 ans pour les femmes (HMD 2022).

Figure 3.3

Espérance de vie à la naissance, Québec et autres pays, 2001-2021



Note : Pour voir les données des pays représentés par un trait gris (certains pays européens, Nouvelle-Zélande, Australie et Corée du Sud), veuillez consulter le [graphique interactif](#) sur le site de l'ISQ.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0709-01*.
National Center For Health Statistics (2022).
Human Mortality Database.
Masters et coll. (2022).

Tableau 3.3

Espérance de vie à la naissance selon le sexe, certains États, données les plus récentes

État	Période	Hommes Femmes	
		années	
Québec	2021	81,1	84,9
Québec	2020	80,6	84,0
Québec	2019	81,0	84,8
Québec	2018	80,7	84,2
Québec	2018-2020	80,8	84,3
Canada	2018-2020	79,8	84,1
Ontario	2018-2020	80,2	84,5
Alberta	2018-2020	79,2	83,9
Colombie-Britannique	2018-2020	79,9	84,9
Allemagne	2020	78,6	83,4
Australie	2020	81,6	85,7
Espagne	2020	79,6	85,0
États-Unis	2020	74,3	79,9
France	2020	79,2	85,2
Islande	2020	81,4	84,4
Italie	2019	81,1	85,4
Japon	2020	81,6	87,7
Norvège	2020	81,5	84,9
Royaume-Uni	2020	78,4	82,4
Suède	2020	80,6	84,3
Suisse	2020	81,2	85,1

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0114-01*.
Human Mortality Database (2022).

La surmortalité au Québec depuis le début de la pandémie

La figure 3.4 présente les différents éléments nécessaires à l'analyse de la surmortalité. Les décès excédentaires, ou surmortalité, sont ceux qui dépassent la ligne des décès normalement attendus. Au printemps 2020, la surmortalité a atteint un pic de 57 % au plus fort de la première vague de COVID-19. En 2021, après un début d'année encore touché par la surmortalité liée à la deuxième vague, une situation de sous-mortalité (nombre de décès inférieur à celui attendu) a été observée au Québec jusqu'à la mi-année environ. Les données du deuxième semestre de 2021 illustrent un retour progressif à une mortalité légèrement supérieure aux niveaux normalement attendus, si bien que sur l'ensemble de l'année 2021, le Québec affiche une surmortalité nulle (légèrement négative, mais nulle si l'on tient compte de l'intervalle de précision associé à ce chiffre).

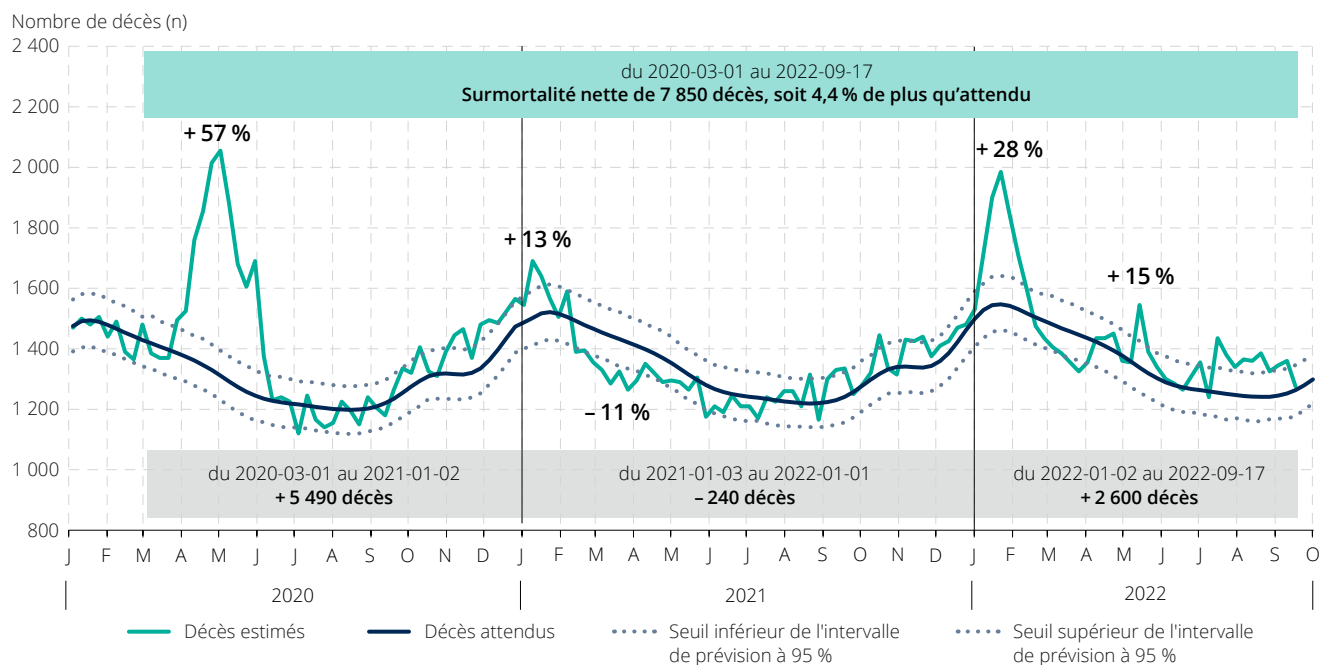
Au tout début de 2022, lors de la cinquième vague, la surmortalité a atteint un pic de 28 %, suivi d'un épisode de sous-mortalité qui a duré jusqu'au début avril 2022.

Vers la fin de la sixième vague, un pic de surmortalité (15 %) a été observé dans la semaine du 8 au 14 mai 2022, mais ce pic est également associé à une vague de chaleur, exceptionnelle pour ce moment de l'année. Après un court retour à la normale, la surmortalité a oscillé autour de 10 % en juillet et en août 2022. Si on tient compte des données allant jusqu'au 17 septembre 2022, le bilan de surmortalité cumulé du Québec depuis mars 2020 s'établit à 4,4 %, soit environ 7 850 décès de plus que le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations.

Il importe de souligner que ce nombre de 7 850 décès excédentaires correspond à un bilan net, qui est le résultat combiné des périodes de surmortalité et de sous-mortalité illustrées sur le graphique. Les périodes de sous-mortalité viennent donc atténuer le bilan net de surmortalité sur l'ensemble de la période. Ce résultat correspond également à la différence entre le nombre total de décès observé du 1^{er} mars 2020 au 17 septembre 2022 et celui normalement attendu pour la même période (185 350 – 177 500 = 7 850).

Figure 3.4

Composantes de la surmortalité hebdomadaire, Québec, janvier 2020 à septembre 2022



Note : Les données des semaines les plus récentes doivent être interprétées avec prudence, car elles sont plus susceptibles d'être révisées au moment des mises à jour.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Qu'est-ce que la surmortalité ?

Comme les enjeux liés au dépistage de la COVID-19 peuvent nuire à la comparabilité des situations sanitaires d'un endroit à l'autre, l'analyse de l'excès de mortalité, ou surmortalité, s'est imposée comme l'approche permettant la meilleure comparaison des conséquences sanitaires de la pandémie (Islam 2022). Lors d'une période de crise, l'écart entre le nombre de décès observé, toutes causes confondues, et le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations permet d'estimer l'effet net de cette crise sur la mortalité. Les décès normalement attendus sont estimés d'après le cycle saisonnier des années passées et la tendance pré-pandémique de l'évolution des décès. Cette tendance permet de tenir compte de l'évolution démographique, et plus particulièrement du vieillissement de la population. La surmortalité, si elle est observée, n'est donc pas causée par le vieillissement de la population ou la hausse saisonnière habituelle des décès.

Le résultat de ce type d'analyse doit être interprété comme le bilan net de l'ensemble des conséquences de la pandémie sur les décès, y compris l'effet direct (mortalité due à la COVID-19) et les effets indirects, qu'ils soient positifs ou négatifs. Des facteurs indépendants de la pandémie peuvent également contribuer à la surmortalité, par exemple une canicule. L'analyse de surmortalité ne remplace donc pas l'examen des causes de décès détaillées, mais elle s'avère pertinente en raison de la causalité parfois imprécise, multiple ou inconnue des décès.

Bien que la surmortalité soit un indicateur très approprié pour le suivi en continu de la mortalité et pour les comparaisons internationales, son résultat peut être influencé par la structure par âge et par le niveau de mortalité normal des populations comparées. L'analyse des fluctuations de l'espérance de vie permet de faire un bilan encore plus précis des conséquences de la pandémie (Islam et coll. 2021; Scholey et coll. 2022), mais les données nécessaires à ce type d'analyse ne sont généralement disponibles que sur une base annuelle.

Le Québec se distingue par une surmortalité inférieure aux décès liés à la COVID-19

Au Québec, les épisodes de surmortalité ont coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19, comme l'illustre la **figure 3.5**. La même situation a généralement été observée ailleurs dans le monde, mais dans la plupart des pays, la surmortalité a été plus élevée que le nombre de décès attribués à la COVID-19, parfois par une très forte marge (Karlinsky et Kobak 2021). Au Québec, par contre, la surmortalité a généralement été inférieure au nombre de décès attribués à la COVID-19, particulièrement durant les deuxième et troisième vagues. Au total, entre le début de la pandémie et le 17 septembre 2022, on a rapporté 16 670 décès liés à la COVID-19, comparativement à 7 850 décès excédentaires.

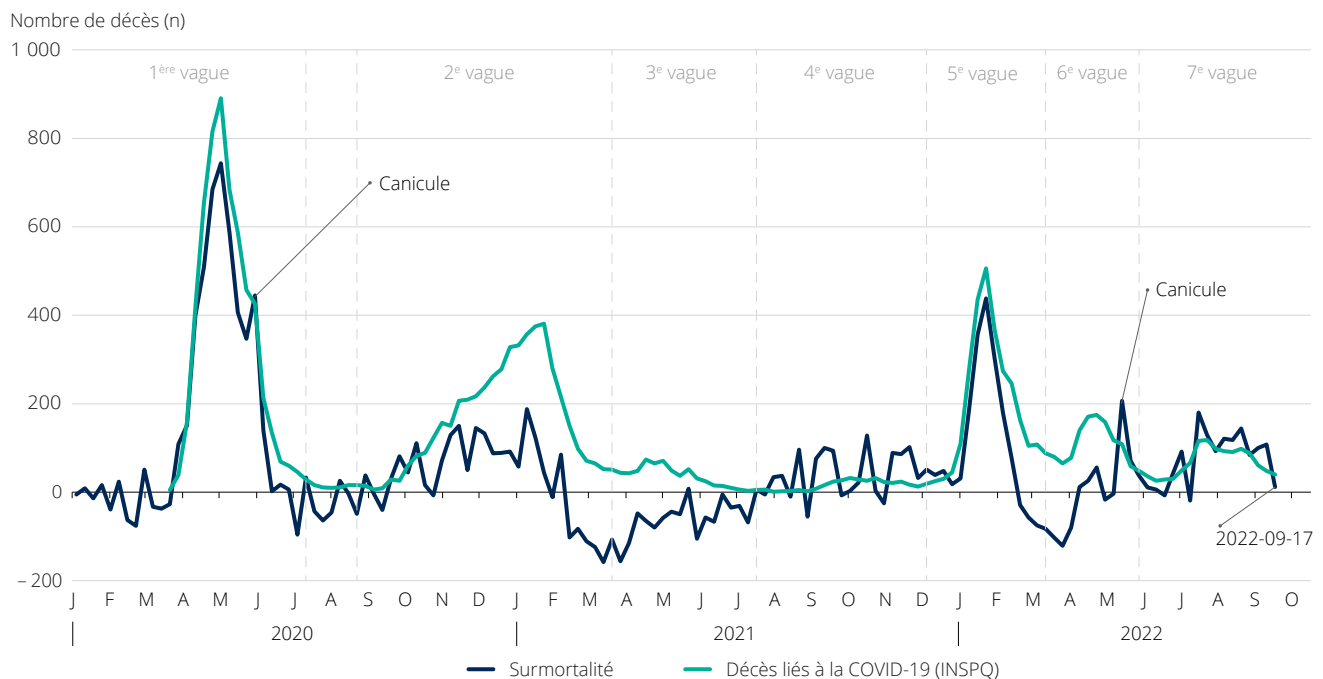
Dans un contexte où les décès liés à la COVID-19 sont efficacement recensés, il est normal que la surmortalité soit inférieure au nombre de décès attribués à la COVID-19, car ces derniers ne contribuent pas tous à la surmortalité.

D'une part, les personnes âgées décèdent souvent d'un ensemble de facteurs qui s'additionnent, et il est souvent difficile d'identifier une cause unique (Désesquelles et coll. 2016). Il est donc possible que la COVID-19 soit réellement en cause dans un décès, mais qu'elle n'en soit pas la cause initiale (ou principale). D'autre part, certaines personnes vulnérables ont pu voir leur décès devancé par la COVID-19 lors des premières vagues, ce qui a pu diminuer le nombre de personnes à risque de décéder par la suite (un phénomène appelé « effet de moisson », ou déplacement de la mortalité, voir **encadré ci-contre**). Finalement, les mesures sanitaires ou les changements de comportement ont pu faire diminuer la mortalité liée à d'autres causes, ce qui a pu compenser une partie des décès supplémentaires dus à la COVID-19.

Une surmortalité inférieure au nombre de décès attribués à la COVID-19 a été observée dans d'autres États (dont la France, la Belgique et l'Allemagne), mais comme la situation inverse s'est produite dans la plupart des régions du monde, les comparaisons internationales basées sur les décès attribués à la COVID-19 donnent un résultat fort différent de celles basées sur la surmortalité.

Figure 3.5

Surmortalité et décès liés à la COVID-19, par semaine, Québec, janvier 2020 à septembre 2022



Note : Les données des semaines les plus récentes doivent être interprétées avec prudence, car elles sont plus susceptibles d'être révisées au moment des mises à jour.

Sources : Institut de la statistique du Québec (Surmortalité). Institut national de santé publique du Québec (Décès liés à la COVID-19).

Comment interpréter les effets de moisson ?

On nomme « effet de moisson » le phénomène de baisse temporaire de mortalité qui peut survenir à la suite d'un pic de décès. Cet effet de ressac consécutif à une forte vague atténue le bilan cumulé de surmortalité et peut en rendre l'interprétation difficile, surtout lorsqu'une période de crise se prolonge.

Prenons pour exemple une personne qui, en l'absence de pandémie, serait décédée en décembre 2020, mais qui a été frappée par la COVID-19 en avril 2020. Elle sera comptée à juste titre parmi les décès liés à la COVID-19, mais elle ne contribuera pas au bilan global net de surmortalité de l'année 2020, car il ne s'agit pas d'un décès supplémentaire sur l'ensemble de l'année. La vie de cette personne a néanmoins été écourtée de huit mois en raison de la COVID-19.

De plus, si un second épisode de surmortalité survient après un fort pic de décès, l'effet de moisson découlant de la première vague viendra atténuer la surmortalité de la seconde. L'effet de moisson peut même être invisible (aucune baisse apparente de mortalité) s'il est totalement compensé par un nouvel épisode de surmortalité. Cette situation a vraisemblablement été observée lors de la deuxième vague à Montréal et à Laval, où la mortalité n'a pas dépassé le niveau normalement attendu, malgré un nombre non négligeable de décès liés à la COVID-19 à l'automne 2020.

La présence d'un effet de moisson n'est pas un obstacle aux comparaisons entre régions ou entre pays, car toutes les entités y sont potentiellement soumises. Elle signifie non seulement que la crise de mortalité s'est estompée, mais aussi qu'une partie des personnes décédées lors de la crise étaient déjà en fin de vie. À l'opposé, l'absence d'effet de moisson peut signifier que la crise s'est poursuivie après le pic de surmortalité, ou encore que les personnes décédées lors du pic étaient relativement jeunes, et que le nombre d'années de vie perdues a été plus important qu'à un endroit où un effet de moisson est visible. Comme ces aspects sont pertinents d'un point de vue de santé publique, l'inclusion des effets de moisson dans les bilans cumulés de surmortalité peut être vue comme un avantage plutôt qu'un inconvénient.

En somme, les effets de moisson, que seule l'analyse de surmortalité permet de déceler, rappellent que cette approche statistique indirecte doit être considérée comme un outil complémentaire à l'analyse détaillée des décès liés à la COVID-19 et aux autres causes.

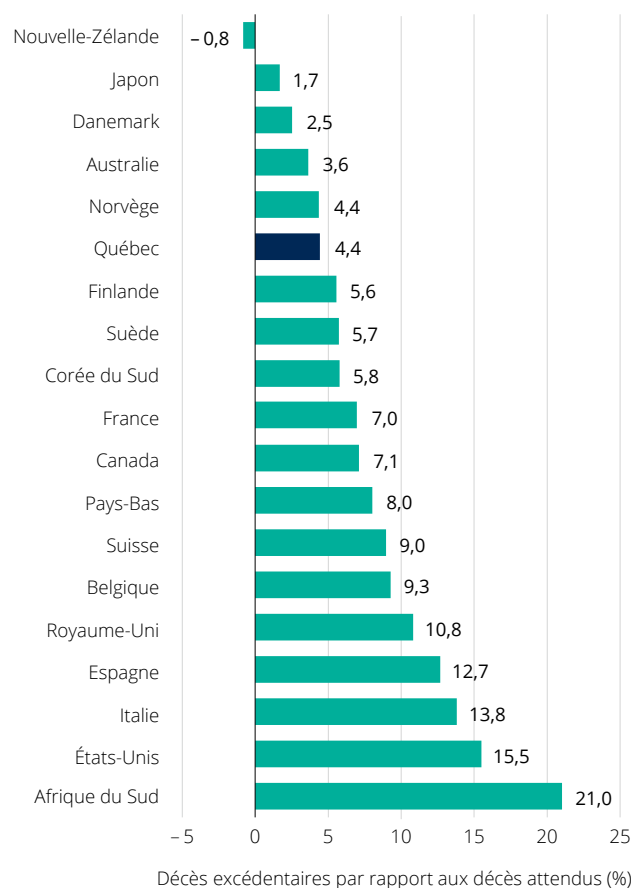
À l'échelle du globe, la pandémie aurait provoqué plus de 20 millions de décès

Au Canada, la première vague de COVID-19 a frappé plus fortement le Québec que les autres régions du pays, mais la surmortalité s'y est ensuite maintenue à un niveau généralement plus faible qu'ailleurs, sauf dans les provinces de l'Atlantique. Certaines régions des États-Unis ont connu une première vague beaucoup plus forte que celle du Québec. Pris globalement, le Nord-Est américain a enregistré un sommet de surmortalité (147 %) près de trois fois plus élevé que celui du Québec (57 %) lors de la première vague. Depuis le début de la pandémie, le bilan de surmortalité cumulé des États-Unis est largement supérieur à celui du Québec. Celui du reste du Canada, initialement inférieur à celui du Québec, s'en est progressivement rapproché et l'a dépassé au cours de l'année 2021. La comparaison entre la surmortalité hebdomadaire du Québec et celle de plusieurs régions d'Amérique du Nord est illustrée sur le [site Web](#) de l'ISQ.

En l'absence de données pour tous les pays du monde, il est difficile d'établir le bilan mondial précis de la surmortalité liée à la pandémie, mais selon le modèle du journal *The Economist* au 25 octobre 2022, on compterait 20 millions de décès excédentaires à l'échelle de la planète depuis mars 2020, ou entre 16 et 29 millions en tenant compte de l'incertitude (The Economist 2022). La **figure 3.6** compare le bilan cumulé du Québec à celui d'une sélection de pays bénéficiant d'un niveau de vie comparable et présentant différents cas de figure en matière de surmortalité. On observe que le Québec présente un niveau de surmortalité cumulée parmi les plus faibles depuis le début de la pandémie.

Figure 3.6

Surmortalité cumulée depuis mars 2020, Québec et certains pays



Note : Données jusqu'au 17 ou 18 septembre pour le Québec et les autres régions, sauf le Canada (16-07-2022), l'Australie et la Corée du Sud (31-07-2022), le Japon (31-08-2022), l'Italie et la Finlande (04-09-2022) et la Suède (11-09-2022).

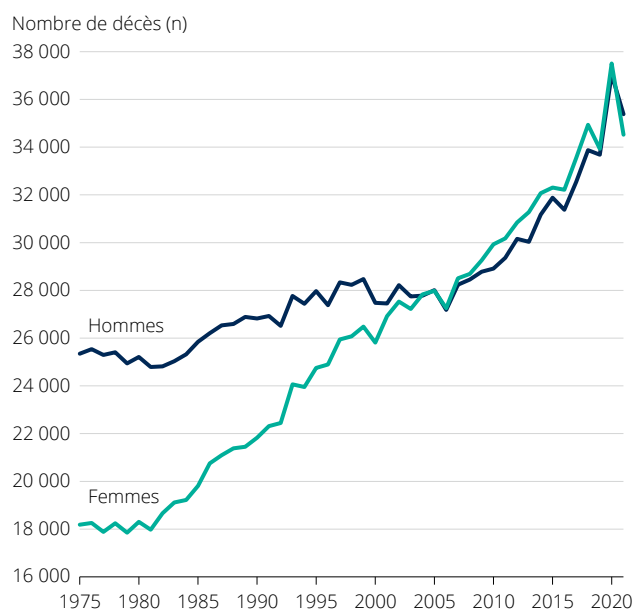
Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0784-01*.
World Mortality Dataset (y compris les données de la *Human Mortality Database*).

On compte généralement plus de décès chez les femmes que chez les hommes

Depuis une quinzaine d'années, on comptait tous les ans davantage de décès chez les femmes que chez les hommes. La structure par âge plus vieille de la population féminine explique pourquoi on compte normalement plus de décès parmi les femmes que parmi les hommes, car comme on le verra plus loin, le risque de décéder est en fait plus faible chez les femmes dans presque tous les groupes d'âge. En 2021, on compte toutefois plus de décès chez les hommes (35 400) que chez les femmes (34 500) (figure 3.7). Ce résultat est vraisemblablement lié à la COVID-19, qui a touché un peu plus fortement les hommes en 2021, ainsi qu'à un effet de moisson (devancement de certains décès en 2020) possiblement plus prononcé chez les femmes que chez les hommes.

Figure 3.7

Décès selon le sexe, Québec, 1975-2021



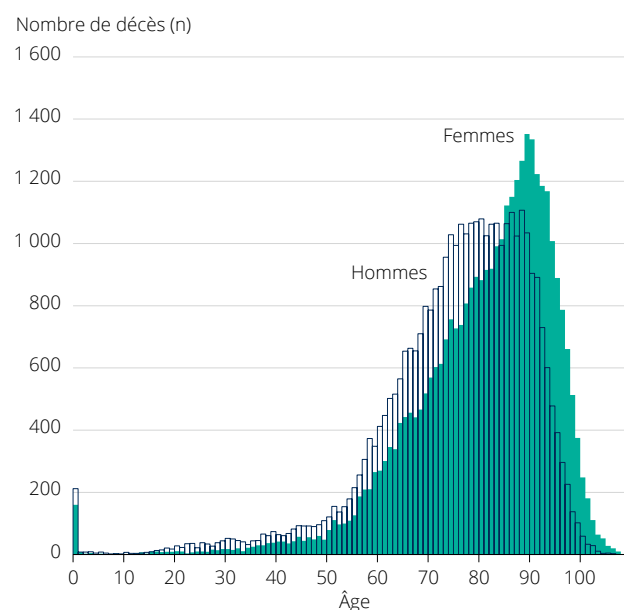
Source : Institut de la statistique du Québec.

Un peu plus de 850 décès de centenaires en 2021

La large majorité des décès surviennent chez des personnes âgées, comme le montre la figure 3.8, où est présentée la répartition selon l'âge et le sexe des individus décédés en 2021. Lors de cette année, 81 % des hommes et 88 % des femmes sont décédés à l'âge de 65 ans ou plus, des proportions semblables à celles de 2020. Mis à part chez les moins d'un an, il y a très peu de décès aux jeunes âges. Sauf en de rares exceptions, les décès d'hommes sont systématiquement plus nombreux que ceux de femmes jusqu'aux âges les plus avancés. En 2021, les décès de femmes ne deviennent majoritaires qu'à partir de 84 ans. Il y a eu un peu plus de 850 décès de centenaires cette même année, soit environ 700 femmes et 150 hommes (tableau 3.6 à la fin du chapitre).

Figure 3.8

Décès selon l'âge et le sexe, Québec, 2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le risque de décès est au plus bas entre l'âge de 5 et 15 ans

La figure 3.9 présente les quotients de mortalité selon l'âge observés au Québec en 2019-2021. Ces quotients expriment la probabilité, pour les personnes ayant atteint un âge donné, de décéder avant leur prochain anniversaire. D'un niveau relativement élevé à la naissance (âge 0), la mortalité est à son plus bas chez les enfants entre 5 et 15 ans. On note une hausse marquée dans les courbes à l'adolescence, surtout chez les hommes, provoquée par la mortalité due aux causes externes (accidents, suicides, etc.). La mortalité s'accroît moins rapidement une fois la vingtaine atteinte, mais à partir d'environ 35 ans, le risque de décéder augmente de manière quasi exponentielle.

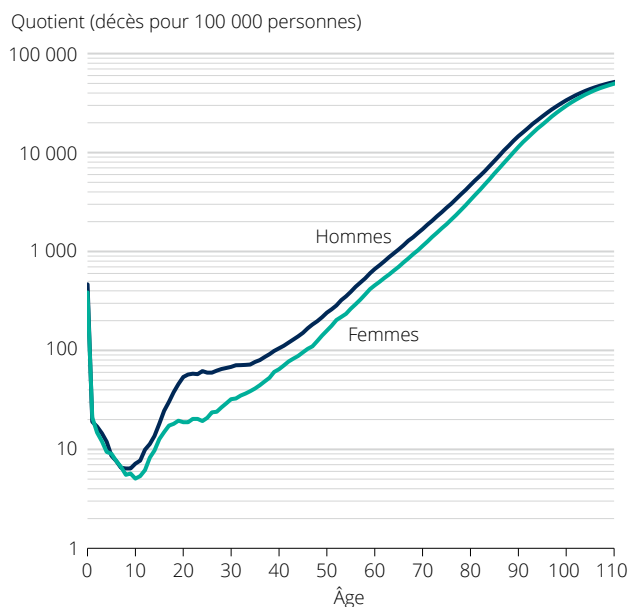
La mortalité infantile est stable depuis le début des années 2000

Le bilan provisoire du nombre d'enfants décédés avant l'âge d'un an s'établit à environ 370 en 2021. Le taux de mortalité infantile, sexes réunis, est quant à lui de 4,4 pour mille naissances, un niveau semblable à celui enregistré en 2020 (figure 3.10). On peut considérer que la mortalité infantile connaît une relative stabilité depuis le début des années 2000, après avoir fortement diminué au cours des XIX^e et XX^e siècles. Le taux de mortalité infantile s'élevait à environ 120 pour mille à la fin des années 1920, et atteignait encore 50 pour mille en 1950. Il a toutefois diminué pour atteindre 13 pour mille en 1975, et depuis 2000, il est en moyenne de 4,6 pour mille.

Dans le reste du Canada, le taux de mortalité infantile se maintient en général très légèrement au-dessus de celui du Québec, tandis qu'il est un peu plus élevé aux États-Unis, où il atteignait 5,4 pour mille en 2020 (figure 3.10 et tableau 3.4). La grande majorité des pays de l'OCDE avaient des taux de mortalité infantile inférieurs à 5 pour mille en 2020. La comparaison internationale et temporelle des taux de mortalité infantile est cependant délicate. Les critères d'enregistrement des bébés de très faible poids, des décès infantiles et des mortinaissances peuvent varier selon les pays ou les époques (MacDorman et Mathews 2009).

Figure 3.9

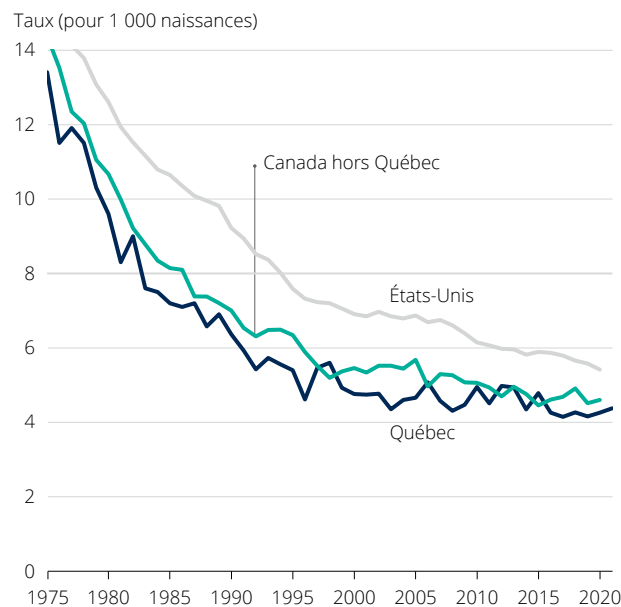
Quotient de mortalité selon l'âge et le sexe, Québec, 2019-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Figure 3.10

Taux de mortalité infantile, Québec, reste du Canada et États-Unis, 1975-2021



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Tableaux 13-10-0368-01 et 13-10-0416-01.
National Center for Health Statistics (2022).

Tableau 3.4

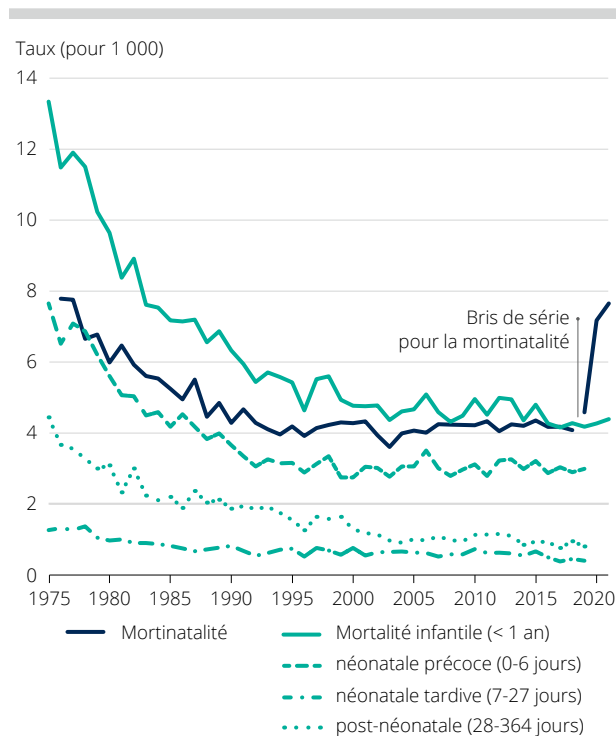
Taux de mortalité infantile, certains États, données les plus récentes

État	Année	Taux pour 1 000 naissances
Québec	2021	4,4
Québec	2020	4,3
Québec	2019	4,2
Canada	2020	4,5
Ontario	2020	4,2
Alberta	2020	5,3
Colombie-Britannique	2020	3,7
Australie	2020	3,2
États-Unis	2020	5,4
France	2020	3,6
Japon	2020	1,8
Royaume-Uni	2020	3,6
Suède	2020	2,4
Suisse	2020	3,6

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0713-0*.
National Center for Health Statistics (2022a)
OCDE (2022), OECD.Stat.

Figure 3.11

Taux de mortalité infantile selon la composante et taux de mortinatalité, Québec, 1975-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Les composantes de la mortalité infantile et les mortinaissances

La mortalité infantile se répartit en diverses catégories, en fonction de la durée de vie du nouveau-né. Comme la majorité des décès infantiles surviennent peu de temps après la naissance, c'est la mortalité néonatale précoce, soit celle survenant durant la première semaine de vie (de 0 à 6 jours), qui forme la principale composante de la mortalité infantile. En effet, environ les deux tiers des décès infantiles de la dernière décennie sont survenus au cours des premiers jours suivant la naissance. La mortalité néonatale tardive concerne quant à elle les bébés qui décèdent de 7 à 27 jours après leur naissance, tandis que la mortalité post-néonatale regroupe l'ensemble des décès de nourrissons âgés de 28 à 364 jours.

Comme l'illustre la **figure 3.11**, les composantes de la mortalité infantile ont toutes reculé environ de moitié du milieu des années 1970 au milieu des années 1990. Depuis, la mortalité néonatale, tant précoce que tardive, est demeurée relativement stable, tandis que la mortalité post-néonatale a continué de reculer du milieu des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000.

Une partie des conceptions n'aboutissent pas à des naissances vivantes, mais à des avortements spontanés (fausses couches). Ces événements sont fréquents en début de grossesse, mais ne font pas l'objet d'un enregistrement systématique. Jusqu'à tout récemment, un décès intra-utérin était enregistré comme une mortinaissance (enfant mort-né) uniquement s'il concernait un fœtus de 500 grammes ou plus. Depuis le changement au Règlement ministériel d'application de la Loi sur la santé publique d'octobre 2019, les mortinaissances incluent désormais « les produits de conception non vivants pesant au moins 500 grammes ou ayant atteint un âge gestationnel d'au moins 20 semaines ». Cet élargissement de la définition des mortinaissances explique la hausse importante du nombre de mortinaissances enregistrées au Québec à partir de la fin de l'année 2019. On enregistre plus de 650 mortinaissances en 2021, selon des données encore provisoires, comparativement à 592 en 2020. On en comptait toutefois 387 en 2019 et 343 en 2018.

Comme la mortalité néonatale précoce et tardive, le taux de mortinatalité a diminué environ de moitié entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1990 et reste stable depuis (figure 3.11). Avec le changement de la définition des mortinaissances, le taux de mortinatalité est passé d'un niveau moyen de 4,2 pour mille jusqu'en 2018 à 4,6 pour mille en 2019, à 7,2 pour mille en 2020 et à 7,6 en 2021. On calcule ce taux en rapportant le nombre de mortinaissances à la somme des mortinaissances et des naissances vivantes.

Causes de décès : un bilan 2020-2021 encore partiel

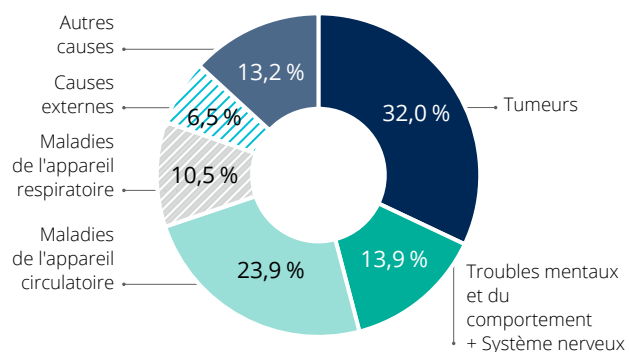
Les causes de décès sont codées depuis 2000 selon la dixième révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10). Rappelons que les données des années 2020 et 2021 sont encore provisoires, en raison notamment des décès faisant encore l'objet d'une enquête de coroner. Dans cette section, certains résultats sont donc présentés pour ces années (tableaux 3.5.1, 3.5.2 et 3.5.3, en fin de chapitre), mais la plupart sont fournis jusqu'à l'année 2019 ou pour la période 2017-2019, dernière année ou période pour laquelle les données sont définitives. En ce qui concerne les années pour lesquelles les données sont encore provisoires, les nombres de décès ne sont pas présentés pour les causes les plus susceptibles de faire l'objet d'une déclaration tardive. Il est à noter que les regroupements sont effectués en fonction de la cause initiale de décès seulement ; ils ne prennent pas en compte les autres causes, parfois multiples, qui font partie de la chaîne de causalité menant au décès (soit les causes associées, ou causes secondaires de décès).

La majeure partie des décès est attribuable aux tumeurs et aux maladies de l'appareil circulatoire

La figure 3.12 montre la répartition des causes de décès selon certains chapitres de la CIM-10 en 2017-2019. On observe que la part des décès attribuables aux tumeurs est de 32 %, alors que les décès dus à des maladies de l'appareil circulatoire¹ comptent pour 24 %. À eux seuls, ces deux grands groupes de causes ont été responsables de 56 % des décès en 2017-2019, contre 62 % en 2000-2002.

Selon les données encore provisoires de 2020 et 2021, le nombre de décès pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale s'élève à 11 449, ce qui représente 8 % du nombre total de décès de la période.

Figure 3.12
Répartition des décès selon les principales catégories de causes, Québec, 2017-2019



Source : Institut de la statistique du Québec.

1. Aussi appelées maladies cardiovasculaires (MCV).

Le codage des causes de décès au Québec

Le Registre des événements démographiques du Québec utilise un système automatisé de codage des causes de décès appelé Iris (ISQ 2017a). Ce système effectue le codage des causes, souvent multiples, qui apparaissent sur le bulletin de décès (formulaire SP-3) et sélectionne la cause initiale de décès. Le fonctionnement de ce système repose sur les règles et directives de la dixième révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10), publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De façon générale, les différentes étapes sont les suivantes : 1) saisie textuelle des causes de décès inscrites sur le bulletin ; 2) utilisation d'un dictionnaire qui indique, pour chaque libellé, le code de la CIM-10 auquel il correspond ; 3) attribution de la cause initiale de décès. Chaque enregistrement est analysé par un spécialiste en nosologie qui complète, au besoin, le travail fait par le système. En ce qui a trait à l'analyse de séries chronologiques, il faut savoir qu'un changement du système de codage des causes de décès a eu lieu en 2013 (ISQ 2017a).

La COVID-19, une nouvelle cause de décès intégrée dans la CIM-10

Dans le but de recenser les décès dus à la COVID-19, l'OMS a introduit de nouveaux codes dans la CIM-10. Lorsque la COVID-19 est confirmée par des tests de laboratoire, on attribue à la cause de décès le code U07.1 (COVID-19, virus identifié). Si le diagnostic est clinique ou épidémiologique, mais que les tests de laboratoire ne sont pas disponibles, on attribue à la cause de décès le code U07.2 (COVID-19, virus non identifié). Cependant, lorsqu'il n'est pas précisé sur le bulletin de décès si la COVID-19 a été ou non confirmée en laboratoire, l'OMS recommande d'utiliser le code U07.1, à moins qu'il ne soit indiqué qu'il s'agisse d'un cas « probable » ou « présumé » (OMS 2020). Dans le tableau 3.5 (à la fin du chapitre), le nombre provisoire de décès au Québec pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale est comptabilisé sans qu'il y ait de distinction entre ces deux codes.

Cause initiale, causes associées et causes multiples

La cause initiale de décès est définie comme « a) la maladie ou le traumatisme qui a déclenché l'évolution morbide conduisant directement au décès, ou b) les circonstances de l'accident ou de la violence qui ont entraîné le traumatisme mortel » (OMS 2009). Cette cause est déterminée en prenant en compte l'ensemble des causes inscrites sur le bulletin de décès (appelées causes multiples), selon un ensemble de règles propres à la CIM-10. Toutes les autres causes mentionnées sur le bulletin de décès sont appelées causes associées (ou secondaires). L'occurrence et le nombre de causes secondaires augmentent en fonction de l'âge des personnes décédées, un constat à mettre en lien avec la présence de comorbidités qui est également corrélée à l'âge. De ce fait, la détermination d'une cause initiale unique est plus équivoque pour certains patients aux grands âges (Désesquelles et coll. 2016). À l'opposé, les décès de causes externes (ex. : accidents, homicides ou suicides), plus fréquents chez les jeunes, sont moins susceptibles d'être associés à une ou plusieurs causes secondaires.

Évolution de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs

Depuis l'an 2000, les tumeurs ont supplanté les maladies de l'appareil circulatoire comme première cause de décès au Québec. La **figure 3.13**, qui présente les taux de mortalité standardisés pour ces deux grands groupes de causes entre 1975 et 2020, permet d'en suivre l'évolution en éliminant l'effet lié aux changements dans la structure par âge.

La mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire a diminué de manière très importante depuis 1975, tant chez les hommes que chez les femmes. Cette grande cause englobe notamment les cardiopathies ischémiques (angine de poitrine, infarctus du myocarde, etc.) ainsi que les maladies cérébrovasculaires (accident vasculaire cérébral, infarctus cérébral, hémorragie cérébrale, etc.). La mortalité associée à ces deux catégories montre une diminution au fil du temps, mais un léger ralentissement de cette baisse semble cependant se dessiner depuis quelques années.

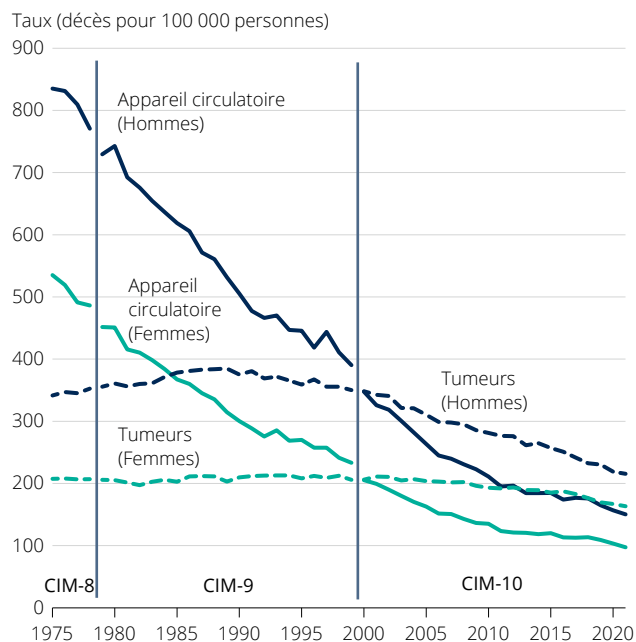
Le taux standardisé de mortalité par tumeurs est quant à lui demeuré stable chez les femmes tout au long de la période de 1975 à 2005, et diminue lentement depuis. Celui chez les hommes diminue depuis la fin des années 1980, mais à un rythme bien moindre que le taux standardisé de mortalité par maladies de l'appareil circulatoire. Au cours des dix dernières années, soit de 2011 à 2021, les taux standardisés de mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs ont diminué à des rythmes semblables chez les deux sexes (soit d'environ 20 %).

Si l'on observe plus en détail l'évolution récente des principaux sièges de cancer, on constate que, à des niveaux différents, le cancer du poumon est le plus fréquent chez les deux sexes : il est suivi du cancer colorectal, du cancer du sein (chez les femmes), du cancer de la prostate (chez les hommes) et du cancer du pancréas ([données disponibles](#) sur le site Web de l'ISQ).

L'évolution dans le temps d'autres causes de mortalité depuis 2000 se trouve dans les [tableaux de données](#) de la section *Décès et mortalité* du site Web de l'ISQ.

Figure 3.13

Taux standardisé de mortalité par tumeurs et par maladies de l'appareil circulatoire, selon le sexe, Québec, 1975-2021



Note : Les taux sont standardisés selon la structure par âge, sexes réunis, de la population du Québec en 2006. Données provisoires pour 2020 et 2021.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les causes de décès varient beaucoup selon l'âge

On ne meurt pas des mêmes causes aux différents âges. Les causes externes de mortalité, principalement les accidents de véhicules à moteur et les suicides, figurent au sommet des causes de décès chez les jeunes adultes. Chez les hommes, la part des tumeurs atteint un maximum entre 65 et 69 ans, tandis que c'est entre 55 et 59 ans qu'elle atteint un sommet chez les femmes. À partir de 85 ans, les maladies de l'appareil circulatoire devancent les tumeurs comme principales causes de décès. Pour plus d'information sur la répartition des décès selon quelques regroupements de causes, le groupe d'âge et le sexe en 2017-2019, consultez [l'édition précédente de ce document](#).

Décès liés aux opioïdes

Selon l'Agence de la santé publique du Canada, la pandémie de COVID-19 a aggravé la crise de santé publique causée par les surdoses, qui existait auparavant et qui était déjà mortelle. « *Un certain nombre de facteurs ont probablement contribué à l'aggravation de la crise des surdoses au cours de la pandémie, notamment un approvisionnement en drogues de plus en plus toxiques, un sentiment accru d'isolement, de stress et d'anxiété et les changements dans la disponibilité ou l'accessibilité des services offerts aux personnes qui utilisent des drogues* » (Comité consultatif spécial sur l'épidémie de surdoses d'opioïdes 2022). De fait, des taux plus élevés de surdoses mortelles ont été signalés dans plusieurs régions du pays.

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) indique que le Québec a jusqu'à présent été relativement épargné si on le compare au reste du Canada (INSPQ 2022c). L'INSPQ estime qu'il y a eu 261 décès attribuables à une intoxication aux opioïdes au Québec en 2016. On recense 280 décès de ce type en 2017, 211 en 2018, 203 en 2019 et 312 en 2020 (les données de 2019 et de 2020 sont provisoires et pourront être révisées légèrement à la hausse).

L'INSPQ a diffusé le nombre de décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou à d'autres drogues pour la période de janvier 2021 à juin 2022. Certains de ces décès font encore l'objet d'enquêtes de coroners. Selon [ces données](#), il y a eu environ 700 décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou à d'autres drogues au cours de la période. Les données mensuelles montrent qu'après une hausse du nombre de ces décès de mai à juillet 2020, il y a eu une diminution graduelle suivie d'une stabilisation pour les mois subséquents. Le nombre moyen de décès entre avril et juin 2022 (42 décès par mois) est légèrement plus élevé que celui observé pour la même période de 2021 (moyenne de 35 décès par mois), mais est semblable à celui de 2020 (moyenne de 44 décès par mois). Notons qu'au terme des enquêtes, le nombre de décès attribuables à une intoxication aux opioïdes s'avère plus faible que le nombre de décès reliés à une intoxication suspectée.

L'Agence de la santé publique du Canada compile des statistiques sur le sujet à partir des données qui lui sont soumises par les provinces et territoires. D'après son [rapport](#) publié en septembre 2022, on constate ce qui suit :

- Il y a eu près de 30 850 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes au Canada entre janvier 2016 et mars 2022 (2 800 en 2016, 3 900 en 2017, 4 200 en 2018, 3 700 en 2019, 6 400 en 2020, 7 900 en 2021 et 1 900 entre janvier et mars 2022) ;
- Au cours des deux premières années de la pandémie de COVID-19, 15 100 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes sont survenus (entre avril 2020 et mars 2022), ce qui représente une augmentation de 91 % par rapport aux deux années précédant la pandémie (7 900 décès survenus d'avril 2018 à mars 2020) ;
- La très grande majorité des décès apparemment liés aux opioïdes étaient accidentels ;
- L'Ouest canadien continue d'être la région la plus touchée au pays, mais les taux montent dans d'autres régions, notamment en Ontario et au Yukon. Entre janvier et mars 2022, 90 % de tous les décès accidentels liés à une intoxication aux opioïdes sont survenus en Colombie-Britannique, en Alberta ou en Ontario ;
- Entre janvier 2016 et mars 2022, le taux de décès apparemment liés à la consommation d'opioïdes a varié entre 2 et 6 pour 100 000 habitants au Québec. Au Canada, il a varié entre 8 et 21 pour 100 000 habitants. Le taux de la Colombie-Britannique, la province la plus touchée, varie entre 20 et 45 pour 100 000 habitants depuis 2017.

L'aide médicale à mourir

Au Québec, la Loi concernant les soins de fin de vie est entrée en vigueur le 10 décembre 2015. La Commission des soins de fin de vie, qui a été créée en vertu de cette loi, est l'organisme indépendant qui examine toute question concernant les soins de fin de vie et qui surveille l'application des exigences relatives à l'aide médicale à mourir. Dans son [dernier rapport](#) (Commission sur les soins de fin de vie 2022), la Commission dévoile les résultats suivants :

- Entre le 10 décembre 2015 et le 31 décembre 2021, environ 9 750 personnes ont reçu l'aide médicale à mourir au Québec. Le nombre de personnes qui l'ont reçue est en croissance depuis l'entrée en vigueur de la Loi. En 2021, le nombre de décès attribuables à l'aide médicale à mourir a augmenté de 44 % par rapport à celui enregistré en 2020 (2 275 cas en 2020 contre 3 284 cas en 2021). En se basant sur le premier trimestre de 2022, la Commission estime que plus de 4 000 personnes recevront l'aide médicale à mourir au cours de l'année 2022 ;
- Les décès par aide médicale à mourir représentent 4,7 % du nombre total de décès survenus au Québec en 2021, comparativement à 3,1 % pour 2020 et 2,4 % en 2019 ;
- La grande majorité des personnes qui ont reçu l'aide médicale à mourir jusqu'au 31 décembre 2021 étaient âgées de 60 ans et plus (90 %), étaient atteintes d'un cancer (72 %), avaient un pronostic vital de trois mois ou moins (71 %), et présentaient à la fois des souffrances physiques et psychiques (97 %).

Le retrait du critère de fin de vie donne accès à l'aide médicale à mourir aux personnes souffrantes atteintes d'une maladie grave et incurable même si elles ne sont pas en fin de vie. Dans son rapport, la Commission estime qu'environ 0,3 % des cas d'aide médicale à mourir ont concerné ces personnes, principalement pour les maladies d'Alzheimer et à corps de Lewy.

La loi fédérale sur l'aide médicale à mourir a quant à elle été adoptée le 17 juin 2016. Selon un [rapport](#) publié par Santé Canada en juillet 2022, 31 664 décès attribuables à l'aide médicale à mourir ont été signalés au Canada depuis l'adoption de la loi fédérale, dont 10 064 décès en 2021 (3,3 % de tous les décès au pays). Le nombre de cas en 2021 représente une augmentation de 32,4 % par rapport aux chiffres de 2020, toutes les provinces continuant de présenter une croissance constante d'une année à l'autre.

Pour en savoir plus

De nombreuses données et analyses portant sur les décès et la mortalité au Québec et à plus petite échelle sont disponibles sur le site Web de l'ISQ. Depuis janvier 2022, une nouvelle série de tableaux et de graphiques présentant la [surmortalité hebdomadaire](#) au Québec, toutes causes confondues, s'est ajoutée à celle du [nombre hebdomadaire de décès](#) démarrée en mai 2020. En plus du total, les résultats sont ventilés selon le sexe, le groupe d'âge et le regroupement de régions. Ces données ont été analysées dans le dernier [bulletin sociodémographique](#), publié en mai 2022. Le [nombre mensuel de décès](#) pour l'ensemble du Québec est également disponible.

Tableau 3.5.1

Décès selon les principaux groupes de causes, sexes réunis, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-	2010-	2017-	2020 ^P	2021 ^P	2000-	2017-	2021 ^P
		2002	2012	2019	n		2002	2019	
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Total		54 469	59 796	67 507	74 550	69 900	100,0	100,0	100,0
Maladies infectieuses et parasitaires^{1,2}	A00-B99^{1,2}	785	1 620	1 095	1 100	1 018	1,4	1,6	1,5
Entérocolite à Clostridium difficile ²	A04.7 ²	116	497	118	93	78	0,2	0,2	0,1
Sepsie	A40-A41	280	596	525	592	558	0,5	0,8	0,8
Maladies dues au VIH	B20-B24	120	80	31	37	30	0,2	0,0	0,0
Tumeurs	C00-D48	17 495	20 122	21 619	21 583	21 903	32,1	32,0	31,3
Tumeurs malignes	C00-C97	17 164	19 824	21 237	21 161	21 478	31,5	31,5	30,7
Estomac	C16	553	543	548	513	553	1,0	0,8	0,8
Côlon, rectum et anus	C18-C21	2 037	2 349	2 437	2 469	2 323	3,7	3,6	3,3
Foie et voies biliaires intrahépatiques	C22	372	544	786	801	868	0,7	1,2	1,2
Pancréas	C25	847	1 066	1 310	1 380	1 384	1,6	1,9	2,0
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	5 024	6 077	6 213	5 876	6 004	9,2	9,2	8,6
Sein	C50	1 313	1 284	1 383	1 368	1 395	2,4	2,0	2,0
Prostate	C61	807	800	949	995	1 062	1,5	1,4	1,5
Méninges, cerveau et autres parties du système nerveux central	C70-C72	437	526	596	637	594	0,8	0,9	0,8
Lymphome non hodgkinien	C82-C85	641	662	708	773	727	1,2	1,0	1,0
Leucémie ²	C91-C95 ²	501	603	734	705	768	0,9	1,1	1,1
Autres tumeurs malignes (dont de sièges multiples, mal définis, secondaires et non précisés) ²		4 632	5 369	5 573	5 644	5 800	8,5	8,3	8,3
Tumeurs <i>in situ</i> , bénignes, à évolution imprévisible ou inconnue	D00-D48	331	298	382	422	425	0,6	0,6	0,6
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	2 354	2 278	1 826	2 148	2 063	4,3	2,7	3,0
Diabète sucré	E10-E14	1 748	1 396	1 089	1 255	1 184	3,2	1,6	1,7
Troubles mentaux et du comportement²	F00-F99²	2 012	2 919	4 817	4 569	4 634	3,7	7,1	6,6
Démences organiques ²	F01, F03 ²	1 617	2 603	4 429	4 212	4 276	3,0	6,6	6,1
Système nerveux	G00-G99	2 967	3 869	4 565	3 953	3 810	5,4	6,8	5,5
Maladie d'Alzheimer	G30	1 643	2 209	2 389	1 829	1 594	3,0	3,5	2,3
Appareil circulatoire	I00-I99	16 509	14 664	16 142	15 653	15 489	30,3	23,9	22,2
Cardiopathies ischémiques	I20-I25	9 285	7 450	7 036	6 944	6 904	17,0	10,4	9,9
Infarctus aigu du myocarde	I21-I22	5 297	4 237	3 927	3 862	3 835	9,7	5,8	5,5
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	3 023	2 700	2 992	2 811	2 796	5,6	4,4	4,0
Appareil respiratoire	J00-J99	4 293	5 595	7 085	5 892	5 398	7,9	10,5	7,7
Grippe ³	J09-J11	49	133	624	340	13	0,1	0,9	0,0
Pneumopathie	J12-J18	735	1 317	1 707	1 381	1 084	1,3	2,5	1,6
Voies respiratoires inférieures ⁴	J40-J47	2 744	2 812	3 157	2 717	2 691	5,0	4,7	3,8

Suite à la page 75

Tableau 3.5.1 (suite)

Décès selon les principaux groupes de causes, sexes réunis, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-2002	2010-2012	2017-2019	2020 ^P	2021 ^P	2000-2002	2017-2019	2021 ^P
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Appareil digestif¹	K00-K93¹	1 937	2 205	2 723	2 763	2 931	3,6	4,0	4,2
Maladie chronique et cirrhose du foie	K70, K73-K74	565	648	692	746	807	1,0	1,0	1,2
Appareil génito-urinaire²	N00-N99²	1 123	1 388	1 500	1 752	1 700	2,1	2,2	2,4
Insuffisance rénale ²	N17-N19 ²	891	998	971	1 144	1 044	1,6	1,4	1,5
Affections périnatales	P00-P96	199	276	213	..	..	0,4	0,3	..
Malformations congénitales (...)⁵	Q00-Q99	177	197	207	..	..	0,3	0,3	..
Symptômes, signes (...)⁶	R00-R99, U99.8	426	415	429	..	..	0,8	0,6	..
Causes externes	V01-Y89	3 511	3 546	4 393	..	..	6,4	6,5	..
Accidents (blessures involontaires)	V01-X59, Y85-Y86	1 921	2 216	3 177	..	..	3,5	4,7	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...) ⁷	694	525	408	..	..	1,3	0,6	..
Chutes	W00-W19	236	531	1 319	..	..	0,4	2,0	..
Exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	X59	520	533	547	..	..	1,0	0,8	..
Autres accidents		470	627	903	..	..	0,9	1,3	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	1 334	1 129	1 096	..	..	2,4	1,6	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	123	96	68	..	..	0,2	0,1	..
Codes d'utilisation particulière	U00-U85	...	...	...	8 349	3 140	...	...	4,5
COVID-19	U07.1, U07.2	...	...	...	8 349	3 140	...	...	4,5
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)²	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99²	681	702	894	876	972	1,2	1,3	1,4

1. Depuis 2010, la quasi-totalité des décès précédemment classés K52 (autres gastro-entérites et colites non infectieuses) est maintenant classée A09 (diarrhée et gastro-entérite d'origine présumée infectieuse).
2. Pour ce regroupement de causes, on observe une rupture dans la tendance de la série chronologique autour de l'année 2013. Cette rupture pourrait être liée aux changements entourant l'implantation d'un nouveau logiciel de codage des causes de décès (voir la note au bas du tableau).
3. Depuis 2007, cette catégorie inclut le code J09.
4. Principalement bronchite, emphysème et asthme.
5. Malformations congénitales et anomalies chromosomiques.
6. Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs.
7. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

Notes : Un [tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Depuis le début de l'année 2013, un nouveau logiciel de codage des causes de décès est utilisé. Il est possible de consulter une note technique (ISQ, 2017) qui fait le point sur ce changement et qui donne quelques balises en ce qui a trait à la comparabilité des données dans le temps.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5.2

Décès selon les principaux groupes de causes, sexe masculin, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-	2010-	2017-	2020 ^p	2021 ^p	2000-	2017-	2021 ^p
		2002	2012	2019	n		2002	2019	
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Total		27 715	29 478	33 367	37 048	35 378	100,0	100,0	100,0
Maladies infectieuses et parasitaires^{1,2}	A00-B99^{1,2}	410	737	504	486	469	1,5	1,5	1,3
Entérocolite à Clostridium difficile ²	A04.7 ²	46	217	54	33	31	0,2	0,2	0,1
Sepsie	A40-A41	135	258	236	257	258	0,5	0,7	0,7
Maladies dues au VIH	B20-B24	99	62	23	32	26	0,4	0,1	0,1
Tumeurs	C00-D48	9 376	10 535	11 295	11 285	11 540	33,8	33,8	32,6
Tumeurs malignes	C00-C97	9 222	10 389	11 088	11 059	11 289	33,3	33,2	31,9
Estomac	C16	338	333	340	309	332	1,2	1,0	0,9
Côlon, rectum et anus	C18-C21	1 062	1 247	1 302	1 303	1 233	3,8	3,9	3,5
Foie et voies biliaires intrahépatiques	C22	231	342	492	499	559	0,8	1,5	1,6
Pancréas	C25	421	525	658	695	730	1,5	2,0	2,1
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	3 169	3 413	3 321	3 148	3 191	11,4	10,0	9,0
Sein	C50	10	11	14	19	17	0,0	0,0	0,0
Prostate	C61	807	800	949	995	1 062	2,9	2,8	3,0
Méninges, cerveau et autres parties du système nerveux central	C70-C72	251	293	345	353	320	0,9	1,0	0,9
Lymphome non hodgkinien	C82-C85	333	372	388	452	421	1,2	1,2	1,2
Leucémie ²	C91-C95 ²	270	343	431	408	453	1,0	1,3	1,3
Autres tumeurs malignes (dont de sièges multiples, mal définis, secondaires et non précisés) ²		2 331	2 710	2 848	2 878	2 971	8,4	8,5	8,4
Tumeurs <i>in situ</i> , bénignes, à évolution imprévisible ou inconnue	D00-D48	154	146	207	226	251	0,6	0,6	0,7
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	1 077	1 085	930	1 095	1 043	3,9	2,8	2,9
Diabète sucré	E10-E14	838	717	589	687	616	3,0	1,8	1,7
Troubles mentaux et du comportement²	F00-F99²	691	1 062	1 795	1 677	1 729	2,5	5,4	4,9
Démences organiques ²	F01, F03 ²	497	884	1 572	1 451	1 503	1,8	4,7	4,2
Système nerveux	G00-G99	1 136	1 484	1 904	1 733	1 663	4,1	5,7	4,7
Maladie d'Alzheimer	G30	452	602	717	556	466	1,6	2,1	1,3
Appareil circulatoire	I00-I99	8 152	7 150	8 071	7 888	7 905	29,4	24,2	22,3
Cardiopathies ischémiques	I20-I25	5 040	4 043	4 021	4 029	3 989	18,2	12,0	11,3
Infarctus aigu du myocarde	I21-I22	2 999	2 367	2 241	2 252	2 270	10,8	6,7	6,4
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	1 244	1 106	1 254	1 164	1 199	4,5	3,8	3,4
Appareil respiratoire	J00-J99	2 313	2 731	3 409	2 965	2 848	8,3	10,2	8,1
Grippe ³	J09-J11	19	45	246	130	3	0,1	0,7	0,0
Pneumopathie	J12-J18	332	589	776	678	558	1,2	2,3	1,6
Voies respiratoires inférieures ⁴	J40-J47	1 550	1 393	1 506	1 335	1 342	5,6	4,5	3,8

Suite à la page 77

Tableau 3.5.2 (suite)

Décès selon les principaux groupes de causes, sexe masculin, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-	2010-	2017-	2020 ^P	2021 ^P	2000-	2017-	2021 ^P
		2002	2012	2019	n		2002	2019	%
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Appareil digestif¹	K00-K93¹	969	1 082	1 348	1 357	1 447	3,5	4,0	4,1
Maladie chronique et cirrhose du foie	K70, K73-K74	377	413	460	494	499	1,4	1,4	1,4
Appareil génito-urinaire²	N00-N99²	545	642	733	871	848	2,0	2,2	2,4
Insuffisance rénale ²	N17-N19 ²	452	476	484	572	522	1,6	1,4	1,5
Affections périnatales	P00-P96	109	153	124	..	..	0,4	0,4	..
Malformations congénitales (...)⁵	Q00-Q99	97	97	117	..	..	0,3	0,4	..
Symptômes, signes (...)⁶	R00-R99, U99.8	213	184	215	..	..	0,8	0,6	..
Causes externes	V01-Y89	2 389	2 274	2 575	..	..	8,6	7,7	..
Accidents (blessures involontaires)	V01-X59, Y85-Y86	1 162	1 272	1 664	..	..	4,2	5,0	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...) ⁷	496	376	280	..	..	1,8	0,8	..
Chutes	W00-W19	146	279	588	..	..	0,5	1,8	..
Exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	X59	180	182	186	..	..	0,6	0,6	..
Autres accidents		340	436	609	..	..	1,2	1,8	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	1 055	867	830	..	..	3,8	2,5	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	86	69	49	..	..	0,3	0,1	..
Codes d'utilisation particulière	U00-U85	...	...	...	3 887	1 612	...	...	4,6
COVID-19	U07.1, U07.2	...	...	...	3 887	1 612	...	...	4,6
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)²	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99²	238	263	348	358	377	0,9	1,0	1,1

1. Depuis 2010, la quasi-totalité des décès précédemment classés K52 (autres gastro-entérites et colites non infectieuses) est maintenant classée A09 (diarrhée et gastro-entérite d'origine présumée infectieuse).
2. Pour ce regroupement de causes, on observe une rupture dans la tendance de la série chronologique autour de l'année 2013. Cette rupture pourrait être liée aux changements entourant l'implantation d'un nouveau logiciel de codage des causes de décès (voir la note au bas du tableau).
3. Depuis 2007, cette catégorie inclut le code J09.
4. Principalement bronchite, emphysème et asthme.
5. Malformations congénitales et anomalies chromosomiques.
6. Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs.
7. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

Notes : Un [tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Depuis le début de l'année 2013, un nouveau logiciel de codage des causes de décès est utilisé. Il est possible de consulter une note technique (ISQ, 2017) qui fait le point sur ce changement et qui donne quelques balises en ce qui a trait à la comparabilité des données dans le temps.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5.3

Décès selon les principaux groupes de causes, sexe féminin, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-	2010-	2017-	2020 ^p	2021 ^p	2000-	2017-	2021 ^p
		2002	2012	2019	n		2002	2019	
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Total		26 754	30 317	34 139	37 502	34 522	100,0	100,0	100,0
Maladies infectieuses et parasitaires^{1,2}	A00-B99^{1,2}	375	883	591	614	549	1,4	1,7	1,6
Entérocolite à Clostridium difficile ²	A04.7 ²	70	280	64	60	47	0,3	0,2	0,1
Sepsie	A40-A41	145	338	289	335	300	0,5	0,8	0,9
Maladies dues au VIH	B20-B24	21	17	8	5	4	0,1	0,0	0,0
Tumeurs	C00-D48	8 119	9 587	10 324	10 298	10 363	30,3	30,2	30,0
Tumeurs malignes	C00-C97	7 942	9 435	10 149	10 102	10 189	29,7	29,7	29,5
Estomac	C16	215	210	208	204	221	0,8	0,6	0,6
Côlon, rectum et anus	C18-C21	976	1 102	1 135	1 166	1 090	3,6	3,3	3,2
Foie et voies biliaires intrahépatiques	C22	141	202	294	302	309	0,5	0,9	0,9
Pancréas	C25	426	542	652	685	654	1,6	1,9	1,9
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	1 855	2 664	2 892	2 728	2 813	6,9	8,5	8,1
Sein	C50	1 303	1 273	1 369	1 349	1 378	4,9	4,0	4,0
Prostate	C61	...	...	...	...	...	...	...	...
Méninges, cerveau et autres parties du système nerveux central	C70-C72	187	232	251	284	274	0,7	0,7	0,8
Lymphome non hodgkinien	C82-C85	308	290	320	321	306	1,2	0,9	0,9
Leucémie ²	C91-C95 ²	231	261	303	297	315	0,9	0,9	0,9
Autres tumeurs malignes (dont de sièges multiples, mal définis, secondaires et non précisés) ²		2 301	2 659	2 725	2 766	2 829	8,6	8,0	8,2
Tumeurs <i>in situ</i> , bénignes, à évolution imprévisible ou inconnue	D00-D48	177	152	176	196	174	0,7	0,5	0,5
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	1 277	1 192	896	1 053	1 020	4,8	2,6	3,0
Diabète sucré	E10-E14	910	679	500	568	568	3,4	1,5	1,6
Troubles mentaux et du comportement²	F00-F99²	1 321	1 856	3 022	2 892	2 905	4,9	8,9	8,4
Démences organiques ²	F01, F03 ²	1 120	1 720	2 857	2 761	2 773	4,2	8,4	8,0
Système nerveux	G00-G99	1 832	2 385	2 660	2 220	2 147	6,8	7,8	6,2
Maladie d'Alzheimer	G30	1 191	1 608	1 672	1 273	1 128	4,5	4,9	3,3
Appareil circulatoire	I00-I99	8 357	7 515	8 071	7 765	7 584	31,2	23,6	22,0
Cardiopathies ischémiques	I20-I25	4 246	3 406	3 015	2 915	2 915	15,9	8,8	8,4
Infarctus aigu du myocarde	I21-I22	2 297	1 870	1 686	1 610	1 565	8,6	4,9	4,5
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	1 779	1 595	1 739	1 647	1 597	6,6	5,1	4,6
Appareil respiratoire	J00-J99	1 980	2 864	3 676	2 927	2 550	7,4	10,8	7,4
Grippe ³	J09-J11	30	87	378	210	10	0,1	1,1	0,0
Pneumopathie	J12-J18	403	728	931	703	526	1,5	2,7	1,5
Voies respiratoires inférieures ⁴	J40-J47	1 194	1 419	1 651	1 382	1 349	4,5	4,8	3,9

Suite à la page 79

Tableau 3.5.3 (suite)

Décès selon les principaux groupes de causes, sexe féminin, Québec, 2000-2002 à 2020

Groupes de causes	Code CIM-10	2000-2002	2010-2012	2017-2019	2020 ^P	2021 ^P	2000-2002	2017-2019	2021 ^P
		n (moyenne annuelle)			n		%		
Appareil digestif¹	K00-K93¹	967	1 123	1 375	1 406	1 484	3,6	4,0	4,3
Maladie chronique et cirrhose du foie	K70, K73-K74	188	235	232	252	308	0,7	0,7	0,9
Appareil génito-urinaire²	N00-N99²	579	746	767	881	852	2,2	2,2	2,5
Insuffisance rénale ²	N17-N19 ²	439	521	487	572	522	1,6	1,4	1,5
Affections périnatales	P00-P96	90	123	88	..	..	0,3	0,3	..
Malformations congénitales (...)⁵	Q00-Q99	80	100	90	..	..	0,3	0,3	..
Symptômes, signes (...)⁶	R00-R99, U99.8	213	231	214	..	..	0,8	0,6	..
Causes externes	V01-Y89	1 121	1 273	1 818	..	..	4,2	5,3	..
Accidents (blessures involontaires)	V01-X59, Y85-Y86	758	944	1 513	..	..	2,8	4,4	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...) ⁷	198	149	128	..	..	0,7	0,4	..
Chutes	W00-W19	90	252	731	..	..	0,3	2,1	..
Exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	X59	340	352	360	..	..	1,3	1,1	..
Autres accidents		130	191	294	..	..	0,5	0,9	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	278	262	267	..	..	1,0	0,8	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	37	27	19	..	..	0,1	0,1	..
Codes d'utilisation particulière	U00-U85	...	...	...	4 462	1 528	...	...	4,4
COVID-19	U07.1, U07.2	...	...	...	4 462	1 528	...	...	4,4
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)²	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99²	442	440	546	518	595	1,7	1,6	1,7

1. Depuis 2010, la quasi-totalité des décès précédemment classés K52 (autres gastro-entérites et colites non infectieuses) est maintenant classée A09 (diarrhée et gastro-entérite d'origine présumée infectieuse).
2. Pour ce regroupement de causes, on observe une rupture dans la tendance de la série chronologique autour de l'année 2013. Cette rupture pourrait être liée aux changements entourant l'implantation d'un nouveau logiciel de codage des causes de décès (voir la note au bas du tableau).
3. Depuis 2007, cette catégorie inclut le code J09.
4. Principalement bronchite, emphysème et asthme.
5. Malformations congénitales et anomalies chromosomiques.
6. Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs.
7. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

Notes : Un [tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Depuis le début de l'année 2013, un nouveau logiciel de codage des causes de décès est utilisé. Il est possible de consulter une note technique (ISQ, 2017) qui fait le point sur ce changement et qui donne quelques balises en ce qui a trait à la comparabilité des données dans le temps.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.6

Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 2019, 2020 et 2021

Groupe d'âge	2019			2020 ^p			2021 ^p		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n								
0	218	133	351	173	176	349	212	160	372
1-4	32	20	52	22	31	53	30	18	48
5-9	13	18	31	17	15	32	20	13	33
10-14	26	9	35	20	14	34	27	19	46
15-19	76	35	111	65	28	93	76	46	122
20-24	148	53	201	159	53	212	144	42	186
25-29	174	63	237	192	71	263	181	67	248
30-34	185	86	271	194	111	305	220	86	306
35-39	221	125	346	248	134	382	290	160	450
40-44	331	202	533	368	243	611	368	220	588
45-49	476	302	778	530	301	831	479	257	736
50-54	864	601	1 465	807	580	1 387	746	496	1 242
55-59	1 564	1 069	2 633	1 647	1 093	2 740	1 498	997	2 495
60-64	2 366	1 604	3 970	2 602	1 783	4 385	2 442	1 679	4 121
65-69	3 139	2 199	5 338	3 484	2 363	5 847	3 480	2 323	5 803
70-74	4 331	3 109	7 440	4 414	3 283	7 697	4 486	3 233	7 719
75-79	4 675	3 681	8 356	5 263	4 040	9 303	5 222	4 023	9 245
80-84	4 916	4 593	9 509	5 503	5 056	10 559	5 225	4 721	9 946
85-89	5 236	6 190	11 426	5 943	6 845	12 788	5 329	6 094	11 423
90-94	3 472	5 946	9 418	3 982	6 741	10 723	3 604	5 919	9 523
95-99	1 082	3 146	4 228	1 261	3 670	4 931	1 154	3 225	4 379
100+	138	750	888	154	871	1 025	145	724	869
Total	33 683	33 934	67 617	37 048	37 502	74 550	35 378	34 522	69 900

Source : Institut de la statistique du Québec.

Migrations internationales et interprovinciales

Comme les autres chapitres du *Bilan démographique*, celui-ci porte principalement sur les données observées jusqu'à la fin de 2021. Certains résultats allant jusqu'au deuxième trimestre de 2022 sont également présentés. En raison des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les déplacements internationaux, la migration externe

est la composante démographique pour laquelle on a observé les plus fortes fluctuations en 2020 et en 2021. Au premier semestre de 2022, les gains migratoires reviennent aux niveaux record observés avant la pandémie, et les dépassent même légèrement.

Principaux indicateurs de la migration internationale et interprovinciale

L'**immigration** correspond au nombre de nouvelles admissions au statut de résident permanent du Canada. Une personne peut être acceptée comme immigrante à partir de l'étranger, mais elle sera comptée comme immigrante uniquement lors de son arrivée au pays. Certaines personnes déjà présentes en sol canadien de manière temporaire (les résidents non permanents) peuvent également être admises.

L'**émigration nette**, qui est le phénomène démographique le plus difficile à mesurer, s'obtient à partir d'estimations établies par Statistique Canada d'après diverses sources. L'émigration nette correspond à la somme des émigrants (migrants vers l'étranger) et du solde des personnes temporairement à l'étranger, moins les émigrants de retour (ex. : citoyens canadiens de retour après avoir résidé dans un autre pays).

Le **solde migratoire international** correspond à la différence entre l'immigration et l'émigration nette. Au Québec, depuis que les données sont disponibles (1971), le nombre d'immigrants est toujours supérieur au nombre d'émigrants, si bien que le solde migratoire international est positif, c'est-à-dire source de gains de population.

Le **solde migratoire interprovincial** s'obtient en soustrayant le nombre de sortants interprovinciaux du nombre d'entrants. Les sorties du Québec vers d'autres provinces sont généralement plus nombreuses que les entrées. Le solde migratoire interprovincial du Québec est donc habituellement négatif, c'est-à-dire qu'il occasionne des pertes de population.

Le **solde des résidents non permanents (RNP)** rend compte de l'évolution du nombre de personnes admises de façon temporaire au Canada, principalement des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers ou des demandeurs d'asile. Ils sont parfois qualifiés « d'immigrants temporaires ».

Le **solde migratoire externe total** s'obtient en additionnant le solde migratoire international, le solde migratoire interprovincial, ainsi que le solde des résidents non permanents (RNP). Ce solde est le résultat de l'ensemble des échanges migratoires avec l'extérieur du Québec.

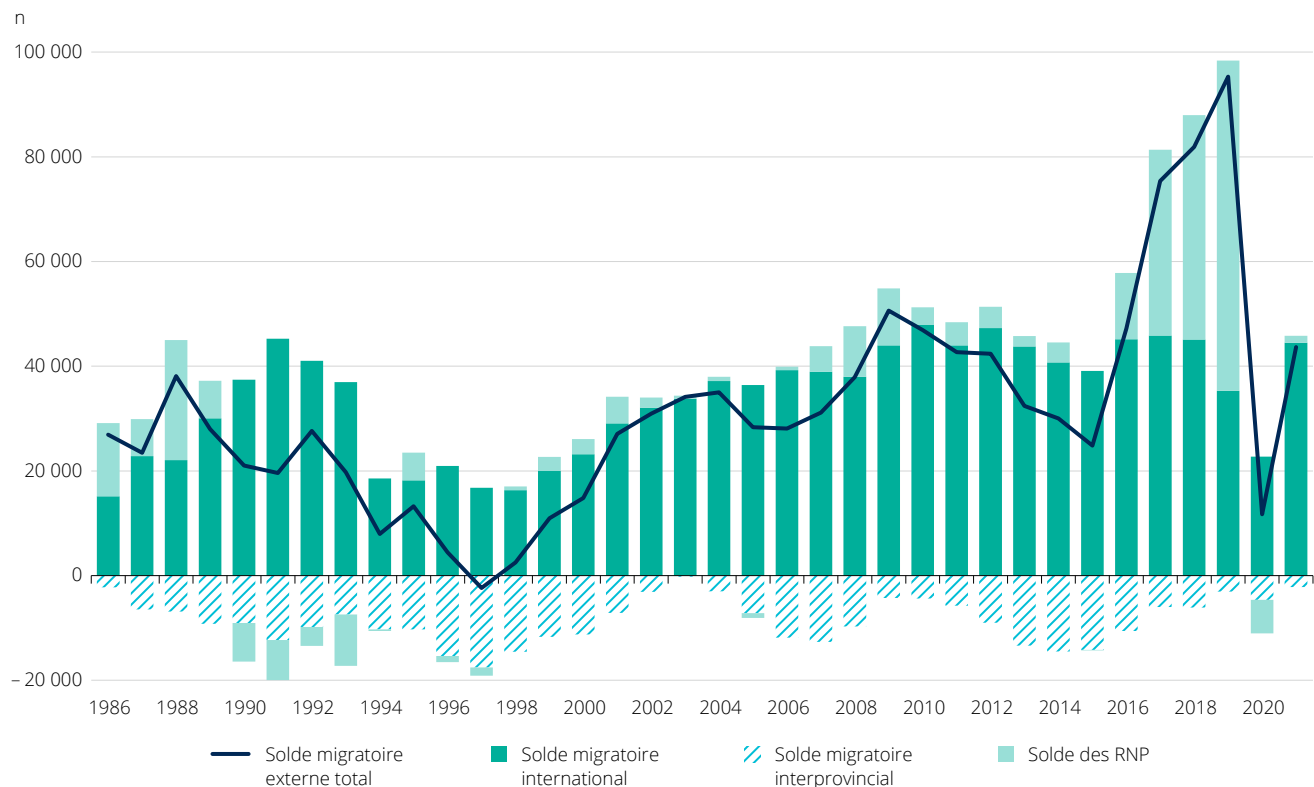
Les gains migratoires internationaux en hausse au Québec en 2021

Le solde migratoire externe total du Québec s'établit à 43 600 personnes en 2021; il était de 11 700 personnes en 2020 (figure 4.1 et tableau 4.1). Après avoir chuté abruptement en 2020 en raison du contexte sanitaire et des restrictions mises en place aux frontières pour freiner la propagation de la COVID-19, les gains migratoires se sont donc accrus au cours de la dernière année. Ces gains demeurent cependant en deçà de ceux des quatre années précédant la pandémie, où ils avaient connu une hausse importante et atteint un record de 95 300 personnes en 2019. C'est uniquement au chapitre du solde des RNP que le bilan migratoire de 2021 demeure inférieur à ceux des années pré-pandémiques.

Le solde migratoire international, qui correspond à la différence entre le nombre d'immigrants permanents et le nombre d'émigrants nets, s'établit pour sa part à 44 500 en 2021, après avoir descendu à 22 700 personnes en 2020. Le gain de 2021 est supérieur à celui enregistré en 2019 et comparable à celui des années 2016 à 2018. L'augmentation de la dernière année découle d'une hausse du nombre d'immigrants admis, qui est passé de 25 200 en 2020 à 50 300 en 2021. Les échanges migratoires avec les autres provinces canadiennes demeurent une source de pertes pour le Québec, mais le déficit de 2021 serait l'un des plus faibles jamais enregistrés selon les données provisoires (-2 200 personnes). Du côté des résidents non permanents (RNP), leur nombre estimé a augmenté de 1 350 personnes (contre -9 400 en 2020); ce solde avait culminé à 63 100 personnes en 2019.

Figure 4.1

Solde migratoire externe total et ses composantes (solde international, solde interprovincial et solde des résidents non permanents [RNP]), Québec, 1986-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1986-2021 et semestres de 2019 à 2022

Année	Migrations internationales			Migrations interprovinciales ²			Solde des résidents non permanents ³	Solde migratoire externe total ⁴
	Immigrants	Émigrants nets ¹	Solde	Entrants	Sortants	Solde		
	n							
1986	19 476	4 298	15 178	26 432	28 643	- 2 211	13 949	26 916
1987	26 846	4 010	22 836	25 950	32 398	- 6 448	7 090	23 478
1988	25 588	3 506	22 082	27 797	34 675	- 6 878	22 904	38 108
1989	33 946	3 909	30 037	28 849	38 058	- 9 209	7 172	28 000
1990	41 043	3 593	37 450	26 882	35 911	- 9 029	- 7 377	21 044
1991	51 947	6 667	45 280	24 428	36 728	- 12 300	- 13 374	19 606
1992	48 838	7 799	41 039	25 480	35 265	- 9 785	- 3 617	27 637
1993	44 977	7 983	36 994	24 545	31 971	- 7 426	- 9 803	19 765
1994	28 094	9 527	18 567	22 718	32 970	- 10 252	- 342	7 973
1995	27 228	9 028	18 200	23 115	33 363	- 10 248	5 279	13 231
1996	29 806	8 871	20 935	20 848	36 206	- 15 358	- 1 142	4 435
1997	27 934	11 166	16 768	20 354	37 913	- 17 559	- 1 566	- 2 357
1998	26 626	10 299	16 327	20 156	34 668	- 14 512	694	2 509
1999	29 179	9 176	20 003	19 977	31 689	- 11 712	2 692	10 983
2000	32 502	9 306	23 196	22 051	33 284	- 11 233	2 885	14 848
2001	37 604	8 525	29 079	21 720	28 809	- 7 089	5 096	27 086
2002	37 581	5 512	32 069	24 529	27 624	- 3 095	1 957	30 931
2003	39 560	5 810	33 750	23 659	23 880	- 221	624	34 153
2004	44 245	7 059	37 186	23 352	26 324	- 2 972	809	35 023
2005	43 315	6 892	36 423	21 853	29 009	- 7 156	- 938	28 329
2006	44 689	5 443	39 246	20 549	32 377	- 11 828	685	28 103
2007	45 213	6 276	38 937	18 786	31 461	- 12 675	4 896	31 158
2008	45 209	7 226	37 983	20 601	30 308	- 9 707	9 646	37 922
2009	49 489	5 492	43 997	20 239	24 486	- 4 247	10 848	50 598
2010	53 981	6 021	47 960	20 609	24 957	- 4 348	3 303	46 915
2011	51 721	7 756	43 965	21 317	27 057	- 5 740	4 452	42 677
2012	55 029	7 723	47 306	16 936	25 911	- 8 975	4 068	42 399
2013	52 044	8 266	43 778	16 066	29 412	- 13 346	1 978	32 410
2014	50 283	9 566	40 717	15 651	30 154	- 14 503	3 833	30 047
2015	48 981	9 866	39 115	17 567	31 767	- 14 200	- 80	24 835
2016	53 257	8 120	45 137	18 402	28 992	- 10 590	12 671	47 218
2017	52 407	6 542	45 865	19 727	25 719	- 5 992	35 494	75 367
2018	51 125	6 046	45 079	19 910	26 026	- 6 116	42 905	81 868
2019 ^c	40 567	5 273	35 294	24 066	27 119	- 3 053	63 076	95 317
2020 ^c	25 227	2 494	22 733	21 233	25 833	- 4 600	- 6 410	11 723
2021 ^p	50 279	5 791	44 488	27 479	29 677	- 2 198	1 350	43 640

Suite à la page 84

Tableau 4.1 (suite)

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1986-2021 et semestres de 2019 à 2022

	Migrations internationales			Migrations interprovinciales ²			Solde des résidents non permanents ³	Solde migratoire externe total ⁴
	Immigrants	Émigrants nets ¹	Solde	Entrants	Sortants	Solde		
	n							
Semestre⁵								
2019-S1	18 223	2 751	15 472	..	..	- 717	34 834	49 589
2019-S2 ^r	22 344	2 522	19 822	..	..	- 2 336	28 242	45 728
2020-S1 ^r	10 951	1 703	9 248	..	..	- 2 100	8 400	15 548
2020-S2 ^r	14 276	791	13 485	..	..	- 2 500	- 14 810	- 3 825
2021-S1 ^r	19 397	2 267	17 130	..	..	- 444	689	17 375
2021-S2 ^r	30 882	3 524	27 358	..	..	- 1 754	661	26 265
2022-S1 ^p	31 916	2 839	29 077	..	..	5	27 577	56 659

1. Avant juillet 1991, le nombre d'émigrants de retour est soustrait du nombre d'émigrants. Depuis juillet 1991, le nombre total d'émigrants nets est la somme des émigrants et du solde des personnes temporairement à l'étranger, moins le nombre d'émigrants de retour. La nouvelle méthodologie amène une rupture dans la série.
2. Les migrations interprovinciales sont estimées à partir des fichiers des allocations familiales jusqu'en juin 1976, et ensuite à partir des fichiers d'impôt de l'Agence du revenu du Canada, à l'exception des migrations interprovinciales provisoires, qui, elles, sont estimées d'après les données du programme d'Allocation canadienne pour enfants (ACE) (anciennement Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE)). L'application d'une nouvelle méthode d'estimation de la migration interprovinciale à partir de 2012 entraîne un bris de comparabilité des données; en effet, les estimations d'entrants et de sortants interprovinciaux pour les années précédant 2012 ne peuvent plus être comparées avec les estimations de 2012 et des années suivantes. Les soldes migratoires interprovinciaux d'avant 2012 demeurent cependant comparables avec ceux de 2012 et des années subséquentes. En outre, en raison de différences dans la source des données et dans la méthode de calcul, la comparaison entre les estimations provisoires et définitives des entrants et des sortants interprovinciaux doit être faite avec prudence.
3. Variation du nombre de résidents non permanents.
4. Somme du solde international, du solde interprovincial et du solde des résidents non permanents.
5. S1 correspond au premier semestre (janvier à juin); S2 correspond au deuxième semestre (juillet à décembre).

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Premiers estimés pour 2022 : vers un niveau élevé

Le bilan des échanges migratoires externes dans la première moitié de 2022 atteint 56 700 personnes. Les nombres d'immigrants admis au premier comme au deuxième trimestre de 2022 sont les plus élevés jamais enregistrés pour les périodes équivalentes (29 100 pour le semestre, voir **figure 1.3** p. 20 pour les données par trimestre). Quant au solde des RNP, s'il est demeuré plutôt modeste en début d'année, il a connu une augmentation importante au deuxième trimestre qui hisse les effectifs estimés à 290 000 personnes au 1^{er} juillet 2022, soit 27 600 de plus qu'au début de l'année. Ce niveau dépasse celui des années pré-pandémiques, déjà caractérisées par des soldes de RNP jamais atteints auparavant.

Du côté des migrations interprovinciales, les données préliminaires de 2022 indiquent que les entrants auraient été aussi nombreux que les sortants depuis le début de l'année, et que le Québec aurait ainsi évité les pertes dans ses échanges migratoires avec les autres provinces. Les sections qui suivent viendront préciser ces constats.

Rebond du nombre d'immigrants au Québec en 2021

Le solde migratoire international¹ est estimé à 44 500 personnes au Québec en 2021, résultat de la différence entre le nombre d'immigrants admis (50 300) et l'émigration nette (5 800) (figure 4.2). Ce solde était descendu à 22 700 personnes en 2020 en raison des mesures mises en place pour contrer la pandémie de COVID-19. Le gain de 2021 est supérieur à celui enregistré en 2019 (35 300) et comparable à celui des années 2016 à 2018 (moyenne de 45 400).

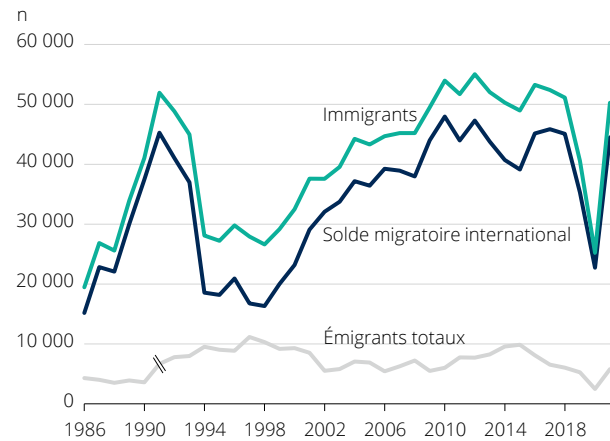
Les cibles de 44 500 à 47 500 admissions prévues dans le Plan d'immigration du Québec pour 2021 ont été atteintes, mais le rattrapage planifié de 7 000 admissions supplémentaires visant à combler une partie du déficit observé en 2020 (et qui devaient s'ajouter aux cibles pour 2021) n'a pas été complètement réalisé. En effet, le nombre d'immigrants de 2021 (50 300) ne dépasse que de 4 300 le centre de la fourchette prévue. Afin de compenser le déficit, le Québec planifie un rattrapage de l'ordre de 15 000 personnes immigrantes en 2022, lequel s'ajouterait à la cible de 49 500 à 52 500 admissions initialement fixée (MIFI 2021).

Le Québec a accueilli 12 % des immigrants admis au Canada en 2021

Dans l'ensemble du Canada, 406 000 immigrants ont été admis en 2021, un niveau légèrement supérieur à la cible de 401 000 immigrants prévue dans le plan d'immigration 2021-2023 (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada 2022b). Les nouveaux plans d'immigration déposés depuis par le gouvernement fédéral prévoient l'accueil de 431 645 immigrants en 2022 (IRCC 2021c), 465 000 en 2023, 485 000 en 2024 et 500 000 en 2025 (IRCC 2022a).

Figure 4.2

Immigrants, émigrants totaux et solde migratoire international, Québec, 1986-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Source des données sur les migrations

Les données sur les mouvements migratoires sont principalement tirées de la série de septembre 2022 des estimations démographiques de Statistique Canada. Certaines données proviennent du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), par exemple celles sur les pays d'origine et les catégories d'immigrants. Des données de recensement sont aussi exploitées.

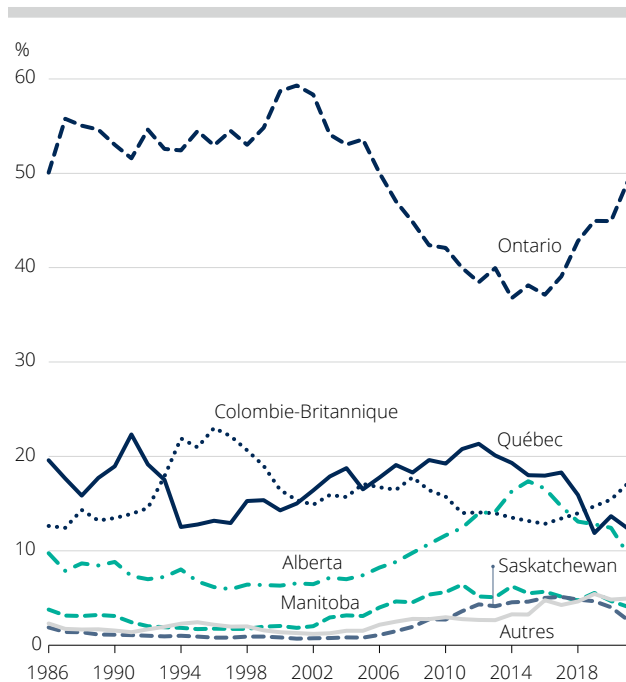
1. Exclut les résidents non permanents.

La part des immigrants accueillis au Québec parmi l'ensemble des immigrants admis au Canada est de 12,4 % en 2021 (figure 4.3). Il s'agit d'une baisse par rapport à 2020 (13,7 %) et d'un niveau comparable à celui de 2019 (11,9 %). Donc, comme c'est généralement le cas, le Québec a accueilli en 2021 une part d'immigrants inférieure à son poids démographique à l'intérieur du Canada (22,3 %).

L'Ontario est de loin la province qui reçoit le plus grand nombre d'immigrants au Canada. En 2021, elle a accueilli 199 300 personnes, un nombre correspondant à 49,1 % des immigrants admis au pays. La part de l'Ontario dans les flux d'immigration au Canada a crû de 12 points de pourcentage depuis 2016, mais demeure inférieure à celle de 2001, où elle avait presque atteint 60 %. La Colombie-Britannique (17,1 %), le Québec (12,4 %) et l'Alberta (9,7 %) se situent respectivement au deuxième, au troisième et au quatrième rang. Viennent ensuite le Manitoba (4,1 %) et la Saskatchewan (2,7 %). La part totale des quatre provinces de l'Atlantique et des trois territoires se situe à 4,9 %.

Figure 4.3

Part des immigrants internationaux par province, Canada, 1986-2021



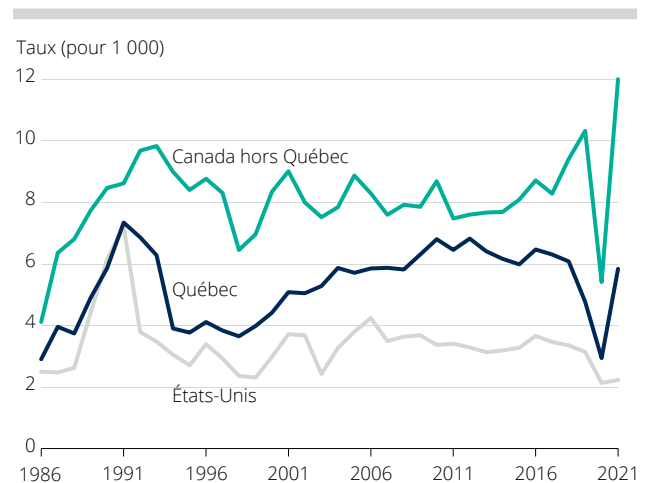
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un taux d'immigration inférieur à celui du reste du Canada, mais supérieur à celui des États-Unis

Les taux d'immigration, que l'on calcule en rapportant les flux annuels d'immigrants permanents à la population totale, permettent de comparer les niveaux d'immigration au Québec, dans le reste du Canada et aux États-Unis (figure 4.4). En 2021, ce taux est de 5,8 pour mille au Québec, de 12,0 pour mille dans le reste du Canada et de 2,2 pour mille aux États-Unis. Autrement dit, par rapport à la taille de sa population, le Québec a accueilli en 2021 près de trois fois plus d'immigrants que les États-Unis, mais deux fois moins que le reste du Canada. Après avoir enregistré en 2020 les niveaux les plus bas depuis plusieurs années, les taux d'immigration de ces trois populations ont augmenté en 2021 à des rythmes bien distincts. Si le taux au Québec est remonté aux niveaux observés au cours des dernières années, celui pour le reste du Canada a dépassé son niveau le plus élevé depuis que des données comparables sont disponibles, soit depuis 1972. Aux États-Unis, le taux est demeuré stable, avec une hausse d'à peine 0,1 pour mille. Ces taux d'immigration sont obtenus à partir du nombre d'immigrants admis seulement. Ils ne tiennent pas compte de la rétention de ces immigrants ni des RNP.

Figure 4.4

Taux d'immigration, Québec, reste du Canada et États-Unis, 1986-2021



Note : Ces taux ne tiennent pas compte de la rétention des immigrants ni des résidents non permanents.

Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

U.S. Department of Homeland Security.

Une immigration majoritairement composée de personnes de 20 à 44 ans

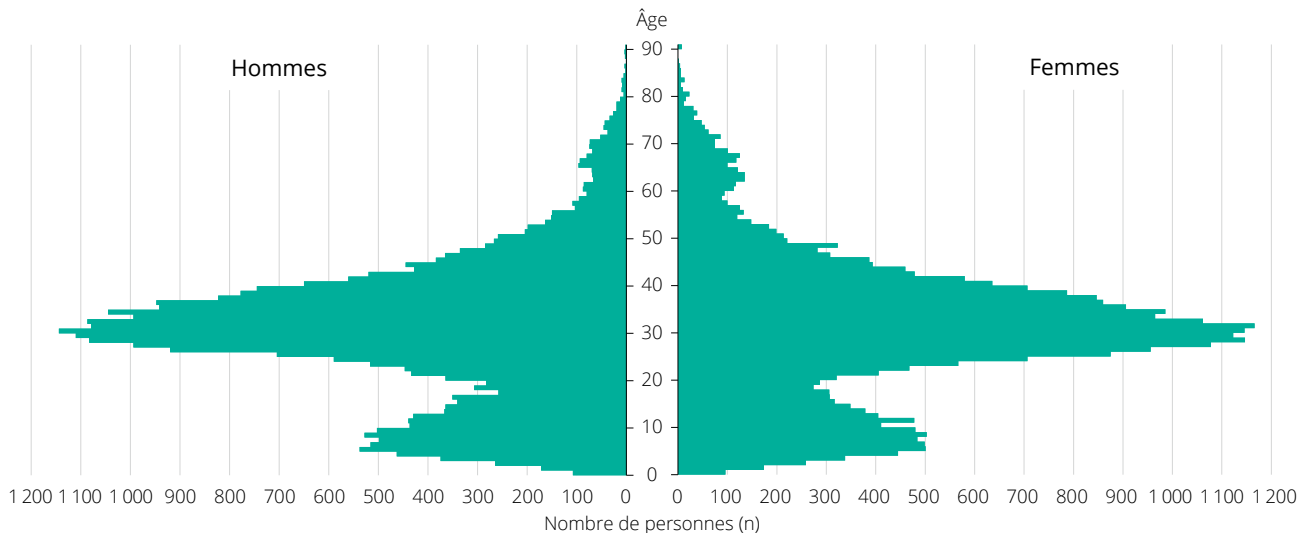
D'une année à l'autre, le Québec accueille généralement un nombre à peu près égal d'immigrants de sexe masculin et de sexe féminin. En ce qui concerne leur répartition selon l'âge, les immigrants admis sont principalement dans la vingtaine et dans la trentaine, comme l'illustre la **figure 4.5**. Parmi les immigrants admis entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022, 62 % étaient âgés de 20 à 44 ans, 24 % avaient moins de 20 ans et 14 % avaient 45 ans et plus. L'âge moyen des immigrants de l'année 2021-2022 était de 30,5 ans, soit un âge plus avancé que l'âge moyen de 26,3 ans observé en 1998-1999, le plus bas des 40 dernières années). À titre comparatif, l'âge moyen de la population du Québec en 2022 est de 43,0 ans.

Plus de 80 % des personnes immigrantes admises au Québec en 2020 étaient toujours présentes en janvier 2022

Le taux de présence en janvier 2022 des personnes immigrantes admises au Québec au cours de l'année 2020 était de 80,6 % (MIFI, demande spéciale, données non illustrées). Le taux varie toutefois en fonction de la catégorie d'immigration. En effet, il était de 80,3 % chez les travailleurs qualifiés, de 32,1 % chez les gens d'affaires, de 87,1 % chez les personnes de la catégorie « regroupement familial » et de 80,7 % chez les réfugiés et les personnes en situation semblable.

Figure 4.5

Pyramide des âges des immigrants admis au Québec en 2021-2022^p



Note : Il s'agit de l'âge au début de la période. Les enfants nés et ayant immigré au cours de l'année ont été ajoutés à l'âge 0.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'immigration économique représente une part des admissions plus élevée en 2021 qu'en 2020, et le regroupement familial, une part moindre

D'un point de vue administratif, les immigrants de l'année sont classés en trois grandes catégories d'admission, plus une catégorie résiduelle (tableau 4.2 à la fin du chapitre). Le dénombrement est basé sur l'appartenance à une catégorie d'immigrants qui comprend le requérant principal et, s'il y a lieu, son conjoint et les personnes à sa charge.

La catégorie « immigration économique » forme le groupe le plus important et comprend 53,4 % des immigrants de 2021, une proportion supérieure à celle de 2020 (50,6 %), mais inférieure à celles observées depuis le sommet atteint en 2012 (72,0 %). Il s'agit principalement de travailleurs qualifiés (49,8 %) et, dans une moindre mesure, de gens d'affaires (3,4 %) (MIFI, demande spéciale). La catégorie « regroupement familial » représente 27,6 % des immigrants en 2021, une part inférieure à celle de 2020 (30,9 %). Cette part demeure plus importante que la moyenne observée depuis le début des années 2000 (22 %). La catégorie « réfugiés et personnes en situation semblable » regroupe 14,5 % des immigrants, une part un peu plus faible que celle de 2020 (16,6 %), mais en hausse par rapport au creux avoisinant les 9 % de 2008 à 2014.

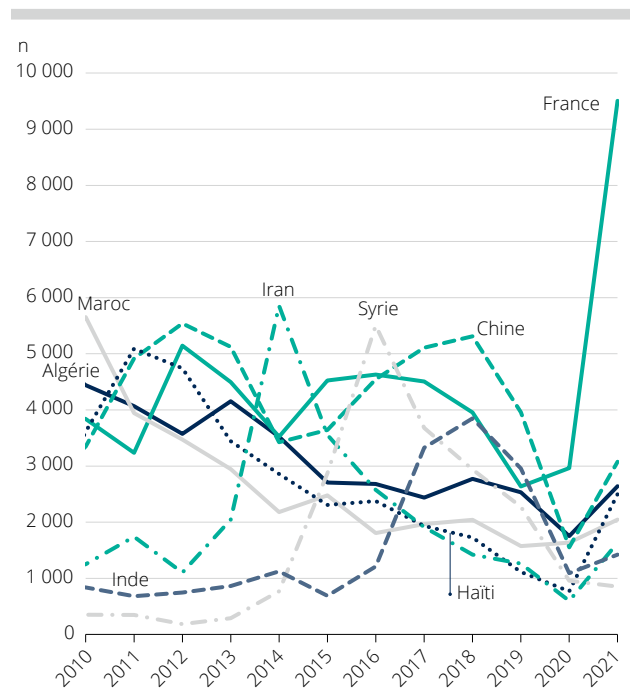
La France, la Chine, l'Algérie et Haïti sont les principaux pays de naissance des immigrants admis au Québec en 2021

Des immigrants admis au Québec en 2021, 32,2 % sont nés en Afrique, 24,8 % en Asie, 23,5 % en Europe et 19,1 % en Amérique. La France (18,9 %) arrive en tête des pays d'origine, devant la Chine (6,1 %), l'Algérie (5,3 %) et Haïti (5,0 %) (tableau 4.3 à la fin du chapitre). Les données du premier semestre de 2022 placent encore la France au premier rang (15,2 %), laquelle est suivie par la Chine (8,9 %), Haïti (6,4 %) et l'Algérie (5,7 %) (MIFI, demande spéciale).

Sur la période quinquennale 2017-2021, la France devance la Chine au premier rang, leur part respective étant de 10,7 % et de 8,7 %. L'Inde se classe troisième (5,8 %), devant l'Algérie (5,5 %) et la Syrie (4,9 %). Viennent ensuite le Maroc, le Cameroun, Haïti, les Philippines, la Tunisie et l'Iran.

Depuis 2010, huit pays se sont retrouvés au moins deux fois parmi les cinq principaux pays de naissance des nouveaux arrivants au Québec (figure 4.6). Outre la Chine, qui s'est classée au premier rang de 2017 à 2019 et aussi en 2012 et en 2013, la France, la Syrie, l'Iran, Haïti et le Maroc ont occupé le haut du palmarès au cours de la dernière décennie.

Figure 4.6
Nombre d'immigrants selon le pays de naissance pour les pays s'étant classés au moins deux fois parmi les cinq principaux pays de naissance des immigrants, Québec, 2010-2021



Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Freinée en 2020 et en 2021, la hausse du nombre de résidents non permanents reprend en 2022

La **figure 4.7** présente l'évolution du nombre estimé de résidents non permanents (RNP) au Québec depuis 1986. La **figure 4.1** et le **tableau 4.1** présentent, quant à eux, les estimations de soldes annuels de RNP. Selon ces estimations produites par Statistique Canada, le Québec comptait 262 500 RNP au 1^{er} janvier 2022, en hausse de 1 350 personnes par rapport à la même date en 2021.

Après avoir connu une période de croissance relativement modérée de 2010 à 2015, le nombre estimé de RNP s'était accru à un rythme de plus en plus rapide, jusqu'à devenir en 2019 la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et en 2021 par la pandémie et la fermeture des frontières qu'elle a engendrée. Ce n'est qu'au deuxième trimestre de 2022 que la hausse des RNP a repris son rythme pré-pandémique, atteignant même un solde record pour un seul trimestre (+ 25 800). Cette évolution porte les effectifs estimés à 290 000 personnes au 1^{er} juillet 2022.

Figure 4.7

Effectifs estimés de résidents non permanents selon le trimestre, Québec, 1986-2022



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les résidents non permanents

Les résidents non permanents (RNP) sont des étrangers admis de façon temporaire au Canada, par exemple les travailleurs temporaires, les étudiants étrangers ou encore les demandeurs d'asile. Ils sont parfois qualifiés « d'immigrants temporaires ». Le nombre de RNP augmente lorsqu'une personne arrive de l'étranger sous ce statut, et il diminue lorsqu'un RNP quitte le territoire ou est admis comme immigrant permanent. On l'exprime donc fréquemment en termes de solde, soit la différence entre les effectifs au début et à la fin d'une période, qui est utilisé comme composante de la variation de la population.

Les effectifs de RNP sont estimés par Statistique Canada sur la base des permis de séjour valides et des demandes d'asile en traitement à la date de référence, à partir des données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Comme certains RNP peuvent détenir plus d'un type de permis à la fois et que leurs déplacements interprovinciaux et internationaux ne sont pas précisément comptabilisés (Statistique Canada 2019), les données concernant les RNP renferment une plus forte part d'incertitude et doivent être interprétées avec prudence.

La stagnation du nombre estimé de RNP de 2020 à 2021 ne signifie pas que les entrées ont été complètement interrompues pendant cette période, mais plutôt que les entrées et les sorties se sont équilibrées. Comme le souligne l'**encadré ci-contre**, une part des flux sortants de RNP sont en fait des transitions vers le statut de résident permanent (immigrant admis). Ce cas de figure a été plus fréquent pendant la pandémie, alors que le contexte favorisait l'octroi de la résidence permanente à des RNP déjà sur place.

D'après les estimations de Statistique Canada (demande spéciale, données non illustrées), les travailleurs temporaires représentent 50 % des effectifs de RNP du Québec au 1^{er} juillet 2022, tandis que la part des demandeurs d'asile est de 29 % et celle des étudiants étrangers, de 20 %². Au début de la pandémie, ces deux dernières catégories ont connu des baisses d'effectifs, alors que le nombre de travailleurs temporaires s'est maintenu et a même augmenté dès la deuxième moitié de 2021.

Il y a 10 ans, au 1^{er} juillet 2012, les travailleurs temporaires formaient déjà le groupe le plus nombreux parmi les RNP : ils représentaient 54 % des effectifs estimés, tandis que les étudiants étrangers comptaient pour 24 % et les demandeurs d'asile, pour 22 %. La hausse du nombre

de demandeurs d'asile au cours des années qui ont suivi fait que ces derniers sont 3,6 fois plus nombreux en 2022 qu'en 2012 ; les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers sont respectivement 2,5 et 2,3 fois plus nombreux. Bien qu'ils aient connu une augmentation moins forte que les demandeurs d'asile en termes relatifs, les travailleurs temporaires représentent, en nombres absolus, la plus grande part de la hausse du nombre de RNP depuis 2012.

À l'échelle du Canada, l'estimation du nombre de RNP est passée de 1 234 700 à 1 280 500 entre le 1^{er} janvier 2021 et le 1^{er} janvier 2022, soit une hausse de 45 800 personnes. Comme au Québec, le deuxième trimestre de 2022 marque le retour d'une plus forte croissance des effectifs, qui les ramène à 1 466 800 au 1^{er} juillet 2022. À cette date, la répartition des RNP du Canada était la suivante : 47 % en Ontario, 20 % au Québec, 19 % en Colombie-Britannique et 6 % en Alberta. Les autres provinces et territoires se partagent les 9 % restants. Globalement, la part du Québec en ce qui concerne l'ensemble des RNP est donc légèrement inférieure à son poids démographique, qui est de 22,3 %. Selon l'estimation au 1^{er} juillet 2022, le Québec compte 52 % des demandeurs d'asile présents au Canada, 18 % des travailleurs temporaires et 12 % des étudiants étrangers.

2. Une dernière catégorie, soit celle des détenteurs de permis de séjour temporaire, permis auparavant appelés permis ministériels, représente 0,8 % des RNP au 1^{er} juillet 2022.

Population et immigration : que nous apprend le Recensement de 2021 ?

À la suite de la diffusion des résultats du Recensement de la population canadienne de 2021, il est possible de dresser un portrait des plus actuels de la population québécoise selon diverses caractéristiques, notamment celles se rapportant à l'immigration.

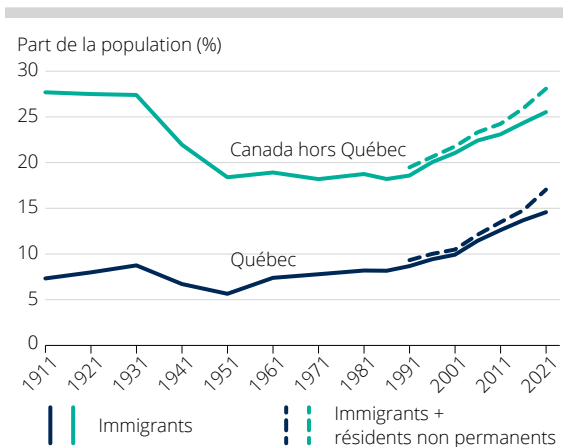
Si les données présentées dans ce chapitre concernent principalement les flux annuels de migration, les données de recensement nous renseignent sur le résultat de ces flux, du point de vue de la population immigrante présente au Québec au moment du recensement. La composition de la population actuelle selon le statut d'immigrant ou le lieu de naissance est donc influencée par les tendances des flux migratoires sur plusieurs années.

La **figure 4.8** présente l'évolution de 1911 à 2021 de la part des immigrants au sein de la population, au Québec et dans le reste du Canada. Cette part oscillait entre 6 % et 8 % de 1911 à 1986, et on observe depuis une augmentation régulière. La part des immigrants atteint 14,6 % en 2021, ou 17,0 % si l'on inclut les résidents non permanents. Dans le reste du Canada, ces parts atteignent respectivement 25,5 % et 28,1 % en 2021.

En nombre absolu, la population québécoise comptait 1,42 million d'immigrants et de résidents permanents au moment du Recensement 2021. Comme illustré dans la **figure 4.9**, la France est le pays d'où provient le plus grand nombre d'entre eux, soit plus de 135 000 personnes. Vient ensuite Haïti avec près de 96 000 personnes, suivi par l'Algérie, le Maroc, la Chine et l'Inde. Notons qu'il y a une part assez forte de résidents non permanents parmi les personnes dont le lieu de naissance est l'Inde et la France, soit 47 % et 31 % respectivement. À titre comparatif, parmi les personnes nées ailleurs qu'en France et en Inde, cette part est de 11 %. Cela s'explique en grande partie par le fort contingent de Français, et plus récemment d'Indiens, parmi les étudiants étrangers.

Suite à la page 92

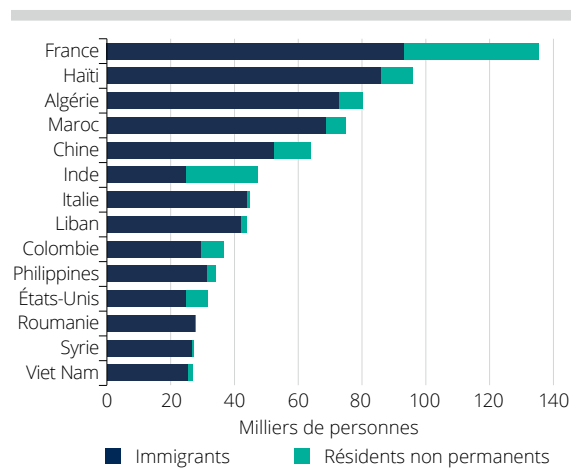
Figure 4.8
Part d'immigrants dans la population totale, Québec et reste du Canada, 1911-2021



Note : Pour les recensements les plus récents, le statut d'immigration est disponible seulement pour la population des ménages privés (ce qui exclut celle en logement collectif). Avant le Recensement de 1991, on ne recueillait pas de données sur les résidents non permanents (RNP) parce qu'ils étaient considérés comme des résidents étrangers.

Source : Statistique Canada, Tableaux tirés des Recensements de 2001 à 2021.

Figure 4.9
Principaux pays de naissance de la population immigrante et des résidents non permanents, Québec, 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021, *Tableau 98-10-0302-01*.

La part des immigrants et des résidents non permanents correspond, à quelques dixièmes de point près, à celle des personnes nées à l'extérieur du Canada, que l'on appelle aussi *personnes de première génération* dans la terminologie du recensement¹. Dans la première bande à gauche de la **figure 4.10**, on retrouve la part de 18 % que représente cette catégorie, dont les effectifs s'élèvent à 1,47 million de personnes en 2021.

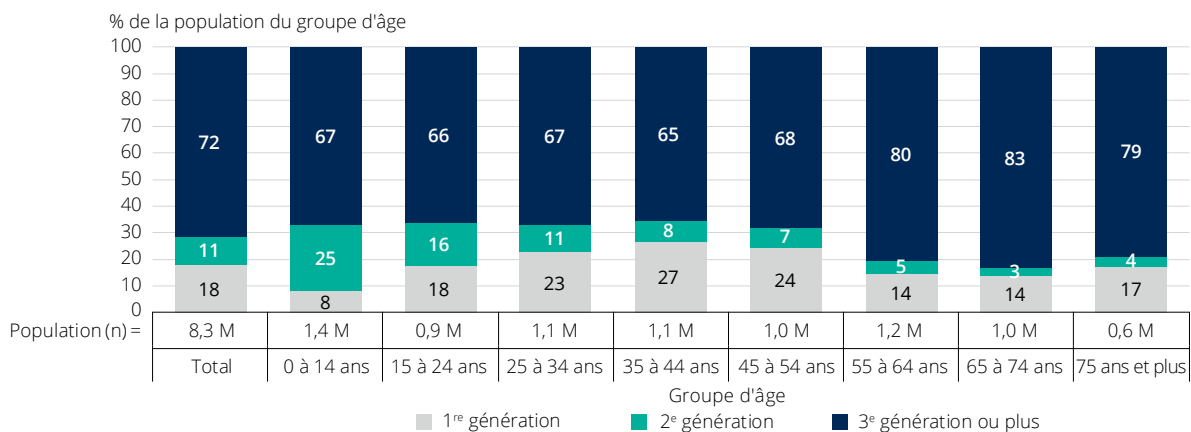
Les personnes de deuxième génération, soit celles nées au Canada et dont au moins l'un des parents est né à l'extérieur du Canada, forment 11 % de la population, ce qui représente environ 883 000 personnes. Le reste de la population, soit les personnes de troisième génération ou plus (nées au Canada

de deux parents nés au Canada), forme 72 % de la population québécoise, ce qui représente environ 5,95 millions de personnes en 2021.

La répartition de la population selon le statut des générations varie d'un groupe d'âge à un autre, et c'est entre la première et la deuxième génération que les différences sont les plus marquées. Si la plus forte part de personnes de première génération se situe chez les 35-44 ans (27 %), c'est chez les 0-14 ans que cette part est la plus faible (8 %). C'est dans ce dernier groupe d'âge qu'on trouve la plus forte part de personnes de deuxième génération (25 %), tandis que c'est chez les 65-74 ans que la part est la plus faible (3 %). La part occupée par les personnes de troisième génération ou plus oscille quant à elle entre 65 % (chez les 35-44 ans) et 83 % (chez les 65-74 ans).

Figure 4.10

Statut des générations selon le groupe d'âge, Québec, 2021



Notes : 1^{re} génération : personnes nées à l'extérieur du Canada. Il s'agit, pour la plupart, d'immigrants, mais aussi de résidents non permanents.
2^e génération : personnes nées au Canada, dont au moins l'un des parents est né à l'extérieur du Canada. Il s'agit, pour la plupart, d'enfants d'immigrants.
3^e génération ou plus : personnes nées au Canada dont les deux parents sont nés au Canada.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021, *Tableau 98-10-0326-01*.

1. Une infime partie de la population québécoise (0,7 %), née à l'extérieur du Canada sans être immigrante, est aussi considérée comme étant de première génération dans la terminologie du recensement. Il s'agit de citoyens canadiens de naissance nés à l'étranger de parents canadiens.

Recensement : univers de la population et limites des données

Les données sur l'immigration et le lieu de naissance tirées du recensement sont disponibles pour la population recensée dans les ménages privés (ce qui exclut la population en logement collectif). Jusqu'en 2006, seule la population en logement collectif institutionnel était exclue.

Les données de recensement sont publiées sans que l'ajustement tenant compte du sous-dénombrement net soit appliqué. Dans certains sous-groupes de population (comme les jeunes de 20 à 34 ans, les immigrants et les résidents non permanents), ce sous-dénombrement net peut être supérieur à la moyenne (Statistique Canada 2019).

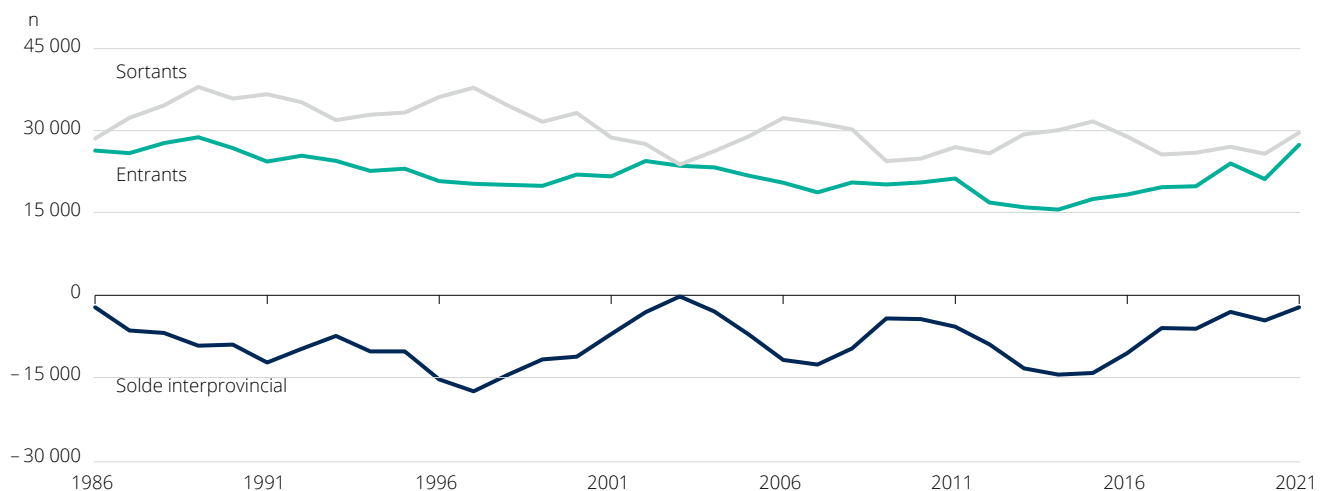
En migration interprovinciale, les pertes restent modérées depuis quelques années

Le solde migratoire interprovincial du Québec est estimé à - 2 200 personnes en 2021 (tableau 4.4 à la fin du chapitre) ; il était d'environ - 4 600 personnes en 2020. Comme l'illustre la figure 4.11, les pertes migratoires interprovinciales du Québec ont réduit depuis le milieu des années 2010, où elles atteignaient environ - 14 000 personnes. De façon générale, la réduction notable des pertes depuis 2015 s'explique par une baisse du nombre de sortants jumelée à une hausse du nombre d'entrants. Les données provisoires de 2021 indiquent une hausse marquée des entrants (27 500) et une hausse moins prononcée des sortants (29 700), entraînant l'un des soldes les plus favorables des dernières décennies au Québec.

À l'échelle canadienne, le solde migratoire interprovincial le plus favorable en 2021 est celui de la Colombie-Britannique, qui enregistre une hausse importante de ses gains (+ 27 200 personnes). Cette province

Figure 4.11

Entrants, sortants et solde migratoire interprovincial, Québec, 1986-2021



Note : Données détaillées dans les tableaux 4.1 et 4.4.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

est suivie de loin par la Nouvelle-Écosse (+ 11 800) et par le Nouveau-Brunswick (+ 7 500). L'effet de la migration interprovinciale est également positif à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 2 100) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+ 1 800), après avoir été négatif au cours des cinq années précédentes dans cette dernière. À l'inverse, trois provinces enregistrent des soldes négatifs plus prononcés que celui du Québec, soit l'Ontario (- 32 100), la Saskatchewan (- 8 500 personnes) et le Manitoba (- 7 100). Selon les données provisoires, l'Ontario affiche son solde le plus négatif depuis que les données sont disponibles (1972). Cette province avait enregistré des soldes positifs entre 2016 et 2019. L'Alberta affiche un solde légèrement négatif

(- 400 personnes). En 2016 et en 2017, le solde de cette province a été en moyenne de - 14 100 personnes, alors qu'il a longtemps été positif (données non illustrées).

Les données portant sur les six premiers mois de l'année 2022 indiquent que les entrants du Québec en provenance d'autres provinces auraient été aussi nombreux que les sortants du Québec vers le reste du Canada. Selon ces données provisoires, le Québec aurait donc évité les pertes migratoires interprovinciales (**tableau 4.1**). Durant la même période en 2021, le solde était également de faible ampleur (- 400 personnes).

Estimation de la migration interprovinciale

La migration interprovinciale mesure les déplacements d'une province ou d'un territoire vers un autre qui entraînent un changement du lieu habituel de résidence. Ces mouvements sont estimés par Statistique Canada à l'aide de données tirées des fichiers de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et du fichier T1FF (établi à partir du fichier T1 de l'Agence du revenu du Canada par la Division de la statistique du revenu de Statistique Canada).

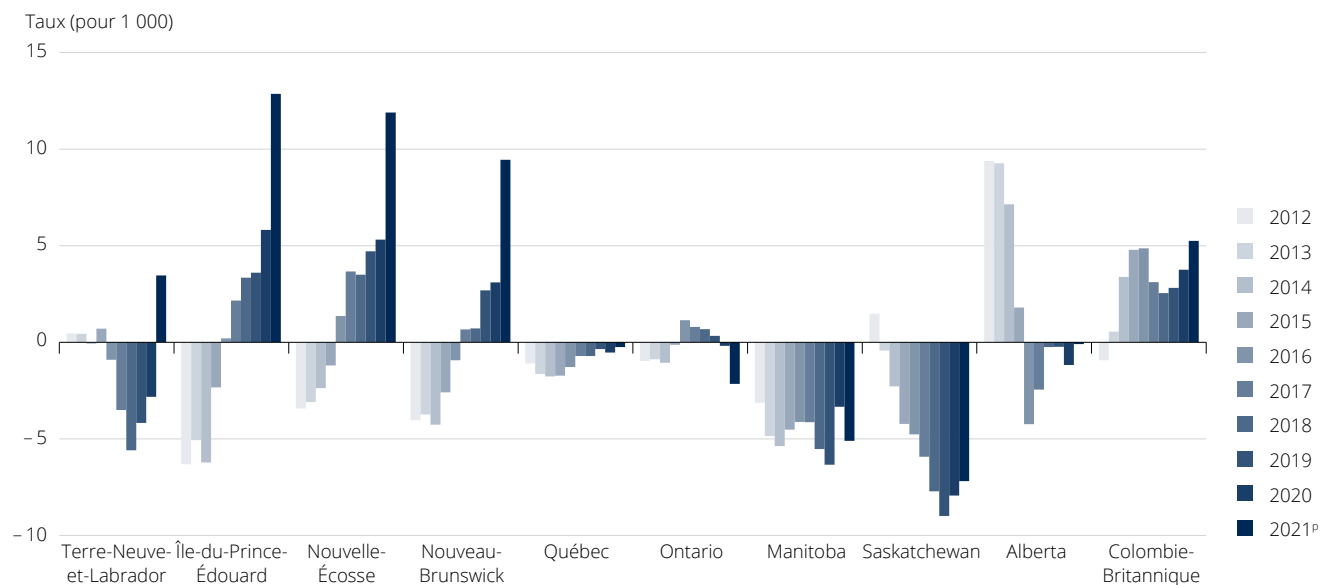
Depuis septembre 2015, une nouvelle méthode d'estimation de la migration interprovinciale est utilisée ; elle a été appliquée rétroactivement jusqu'à juillet 2011. L'application de cette nouvelle méthode entraîne un bris de comparabilité des données ; en effet, les estimations d'entrants et de sortants interprovinciaux pour les années précédant 2012 ne peuvent plus être comparées avec les estimations de 2012 et des années suivantes. Les soldes migratoires interprovinciaux d'avant 2012 demeurent cependant comparables avec ceux de 2012 et des années subséquentes.

En outre, en raison de différences dans la source des données et dans la méthode de calcul, la comparaison entre les estimations provisoires et les estimations définitives des entrants et des sortants interprovinciaux doit être faite avec prudence. Dans le présent document, les estimations des mouvements migratoires interprovinciaux de 2021 et de 2022 sont provisoires.

Pour plus d'information sur les aspects méthodologiques, voir les publications de Statistique Canada (2016, 2022c, 2022d).

Figure 4.12

Taux net de migration interprovinciale, provinces canadiennes, 2012-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La **figure 4.12** présente les taux nets de migration interprovinciale de 2012 à 2021. Ces taux correspondent au solde migratoire interprovincial d'une province rapporté à sa population. En termes relatifs, les pertes du Québec sont généralement beaucoup plus faibles que celles des autres provinces affichant un solde négatif. En 2021, le taux est de -0,3 pour mille au Québec, comparativement à -7,2 pour mille en Saskatchewan, à -5,1 pour mille au Manitoba et à -2,2 pour mille en Ontario. Pour cette dernière, il s'agit du taux le plus négatif depuis les années 1980 (données non illustrées). Le taux en

Alberta est quant à lui presque nul, soit de -0,1 pour mille. L'Île-du-Prince-Édouard enregistre un taux positif de 12,8 pour mille, suivie par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, qui affichent quant à elles un taux de 11,9 pour mille et de 9,4 pour mille. Toutes les provinces de l'Atlantique ont connu une hausse importante de leur taux au cours de la dernière année. Les gains de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve-et-Labrador correspondent à des taux nets de 5,2 pour mille et de 3,5 pour mille.

Des pertes migratoires surtout avec la Colombie-Britannique en 2021

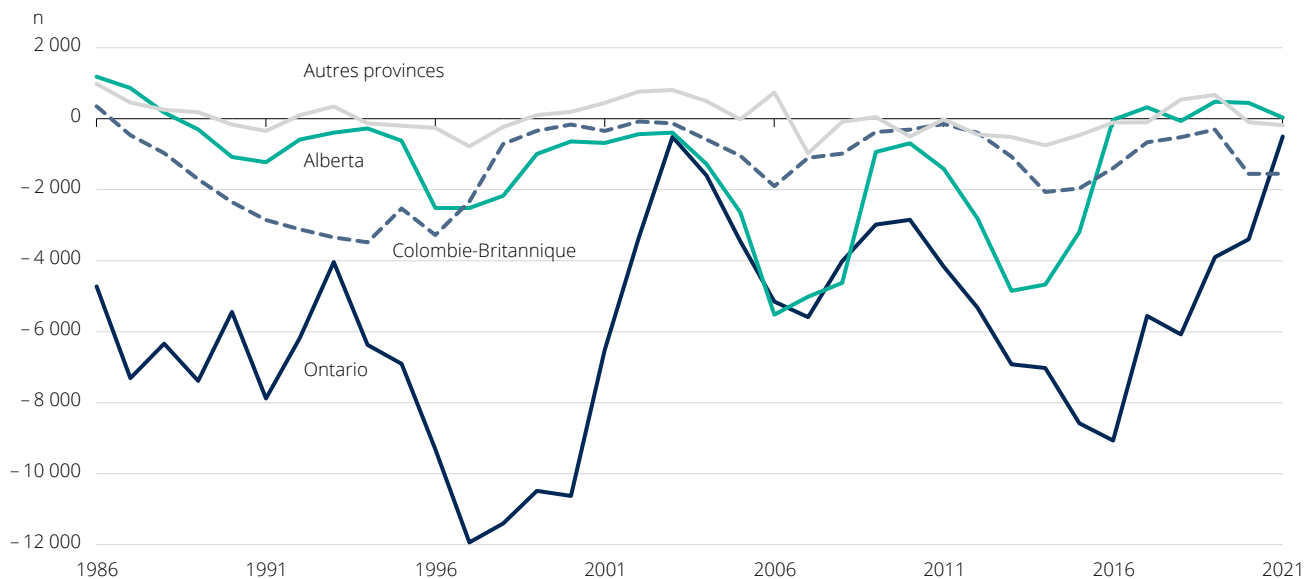
Généralement, c'est avec l'Ontario que le Québec enregistre les pertes migratoires les plus importantes. Toutefois, en 2021, ce sont les échanges avec la Colombie-Britannique qui ont été les plus déficitaires (figure 4.13). Les déplacements entre les deux provinces se sont soldés par un déficit net de -1 550 personnes pour le Québec, un niveau équivalent à celui observé en 2020. Les pertes étaient de plus faible ampleur entre 2016 et 2019 (-700 en moyenne). Les mouvements migratoires entre le Québec et l'Ontario aboutissent quant à eux à des pertes de -500 personnes pour le Québec (contre -3 400 en 2020). Un solde net de ce niveau a exceptionnellement été observé en 2003. Entre 2004 et 2020, il était en moyenne de -5 000 personnes.

L'Ontario continue toutefois à être, et de loin, la province avec laquelle le Québec réalise le plus grand nombre d'échanges en 2021. Pendant qu'environ 17 300 résidents de l'Ontario sont venus s'établir au Québec, 17 800 résidents du Québec faisaient le chemin inverse, ce qui correspond à un total de près de 35 200 mouvements (tableau 4.4 à la fin du chapitre). Avec la Colombie-Britannique, le Québec a réalisé un nombre total de 6 900 mouvements en 2021.

Le solde migratoire du Québec avec l'Alberta est de faible importance pour une sixième année consécutive. En 2021, il ne s'établit qu'à +30 personnes, comparativement à +400 en 2020. Le Québec a enregistré des pertes migratoires nettes avec l'Alberta de 1989 à 2018 (sauf en 2017), et depuis 2019, le solde est positif. Entre 2013 et 2015, les pertes ont varié de -4 800 personnes à -3 200 personnes. Avec les autres provinces, le Québec affiche des soldes de faible ampleur.

Figure 4.13

Solde migratoire du Québec avec les autres provinces canadiennes, 1986-2021



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un déficit migratoire interprovincial attribuable principalement aux migrants de 0 à 14 ans et de 30 à 49 ans

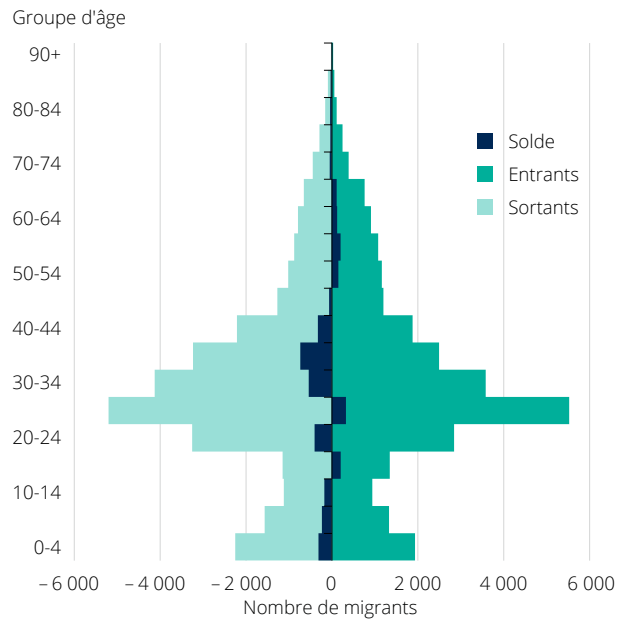
En 2021-2022, l'âge moyen des entrants et des sortants interprovinciaux du Québec est d'environ 32 ans. Les migrants interprovinciaux sont, en moyenne, un peu plus âgés que les immigrants internationaux (30,5 ans), mais ils sont plus jeunes que la population dans son ensemble (43,0 ans). La figure 4.14 montre que les sortants (à gauche) sont plus nombreux que les entrants (à droite) dans la plupart des groupes d'âge, principalement chez les 20-24 ans et chez les 30-49 ans. Ce sont les 25-29 ans qui sont les plus nombreux à entrer au Québec et à en sortir.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les migrations au Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 4.14

Entrants, sortants et solde migratoire interprovincial selon le groupe d'âge, Québec, 2021-2022^p



Note : Il s'agit de l'âge au début de la période. Les enfants nés et ayant immigré au cours de l'année ont été ajoutés au groupe des 0-4 ans.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.2

Immigrants selon la catégorie d'admission, Québec, 1986-2021

Année	Immigration économique		Regroupement familial		Réfugiés ¹		Autres ²		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
1986	10 018	51,1	7 053	36,0	2 530	12,9	–	–	19 601
1987	16 286	59,8	7 734	28,4	3 216	11,8	–	–	27 236
1988	14 465	55,8	7 793	30,1	3 673	14,2	–	–	25 931
1989	19 781	57,6	9 408	27,4	5 136	15,0	–	–	34 325
1990	24 885	60,1	9 421	22,8	7 083	17,1	–	–	41 389
1991	23 189	44,5	13 119	25,2	15 797	30,3	–	–	52 105
1992	24 556	50,8	12 920	26,7	10 901	22,5	–	–	48 377
1993	21 381	47,5	16 866	37,5	6 721	14,9	–	–	44 968
1994	11 458	40,9	12 122	43,2	4 461	15,9	2	0,0	28 043
1995	11 368	41,8	9 715	35,7	6 128	22,5	11	0,0	27 222
1996	11 497	38,6	9 239	31,0	8 902	29,9	134	0,5	29 772
1997	11 726	42,4	8 159	29,5	7 689	27,8	110	0,4	27 684
1998	13 318	50,2	6 905	26,0	6 228	23,5	58	0,2	26 509
1999	14 247	48,8	7 558	25,9	7 341	25,1	68	0,2	29 214
2000	16 431	50,6	7 974	24,5	8 049	24,8	48	0,1	32 502
2001	21 891	58,3	8 477	22,6	7 155	19,1	14	0,0	37 537
2002	23 235	61,7	7 939	21,1	6 444	17,1	11	0,0	37 629
2003	23 864	60,3	9 301	23,5	6 184	15,6	234	0,6	39 583
2004	26 717	60,4	9 367	21,2	7 382	16,7	780	1,8	44 246
2005	26 310	60,7	9 103	21,0	7 165	16,5	734	1,7	43 312
2006	25 975	58,1	10 410	23,3	7 104	15,9	1 192	2,7	44 681
2007	28 030	62,0	9 776	21,6	5 934	13,1	1 461	3,2	45 201
2008	29 371	65,0	10 494	23,2	4 522	10,0	811	1,8	45 198
2009	34 512	69,7	10 250	20,7	4 057	8,2	669	1,4	49 488
2010	37 921	70,2	10 810	20,0	4 711	8,7	540	1,0	53 982
2011	36 102	69,8	10 045	19,4	5 020	9,7	571	1,1	51 738
2012	39 638	72,0	10 254	18,6	4 609	8,4	543	1,0	55 044
2013	34 847	67,0	12 408	23,9	4 204	8,1	517	1,0	51 976
2014	33 430	66,5	11 333	22,6	4 861	9,7	611	1,2	50 235
2015	29 903	61,1	10 491	21,4	7 605	15,5	967	2,0	48 966
2016	31 603	59,4	11 125	20,9	9 433	17,7	1 086	2,0	53 247
2017	30 265	57,8	12 135	23,2	9 154	17,5	846	1,6	52 400
2018	29 192	57,1	12 286	24,0	8 834	17,3	811	1,6	51 123
2019	23 129	57,0	9 686	23,9	7 248	17,9	502	1,2	40 565
2020 ^r	12 771	50,6	7 794	30,9	4 187	16,6	475	1,9	25 227
2021 ^p	26 845	53,4	13 872	27,6	7 295	14,5	2 241	4,5	50 253

1. Réfugiés et personnes en situation semblable.

2. Demandeurs du statut de réfugié non reconnus et cas d'ordre humanitaire.

Note : Les totaux peuvent différer légèrement de ceux qui sont tirés des estimations de Statistique Canada.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Tableau 4.3

Immigrants selon le pays de naissance, Québec, 2017-2021 et 2021

Rang	Pays de naissance	Immigrants		Pays de naissance	Immigrants	
		n	%		n	%
	2017-2021^P	219 568	100,0	2021^P	50 253	100,0
1	France	23 565	10,7	France	9 505	18,9
2	Chine	19 006	8,7	Chine	3 077	6,1
3	Inde	12 645	5,8	Algérie	2 642	5,3
4	Algérie	12 134	5,5	Haïti	2 500	5,0
5	Syrie	10 698	4,9	Tunisie	2 213	4,4
6	Maroc	9 262	4,2	Maroc	2 045	4,1
7	Cameroun	8 438	3,8	Cameroun	1 748	3,5
8	Haïti	8 042	3,7	Iran	1 631	3,2
9	Philippines	7 560	3,4	Inde	1 421	2,8
10	Tunisie	7 005	3,2	États-Unis	1 131	2,3
11	Iran	6 824	3,1	Côte d'Ivoire	978	1,9
12	Côte d'Ivoire	6 475	2,9	Syrie	851	1,7
13	États-Unis	4 061	1,8	Colombie	848	1,7
14	Colombie	3 889	1,8	Rép. dém. du Congo	818	1,6
15	Rép. dém. du Congo	3 610	1,6	Philippines	639	1,3
	Autres pays	76 354	34,8	Autres pays	18 206	36,2

Note : Les totaux peuvent différer légèrement de ceux qui sont tirés des estimations de Statistique Canada.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Tableau 4.4

Migrations¹ entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1986-2021

	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Autres provinces et territoires	Total
	n				
Entrants au Québec					
1986	15 749	2 839	2 366	5 478	26 432
1987	15 908	2 478	1 992	5 572	25 950
1988	17 891	2 060	2 098	5 748	27 797
1989	18 981	1 884	2 095	5 889	28 849
1990	18 557	1 601	1 715	5 009	26 882
1991	16 217	1 513	1 812	4 886	24 428
1992	16 653	1 760	1 981	5 086	25 480
1993	16 165	1 774	1 911	4 695	24 545
1994	14 930	1 560	1 907	4 321	22 718
1995	14 982	1 364	2 461	4 308	23 115
1996	13 423	1 202	2 077	4 146	20 848
1997	12 776	1 293	2 336	3 949	20 354
1998	12 426	1 478	2 648	3 604	20 156
1999	11 937	1 679	2 584	3 777	19 977
2000	13 362	1 837	2 562	4 290	22 051
2001	13 863	1 669	2 296	3 892	21 720
2002	15 734	1 945	2 482	4 368	24 529
2003	15 443	1 777	2 138	4 301	23 659
2004	15 507	1 641	2 183	4 021	23 352
2005	14 381	1 582	2 031	3 859	21 853
2006	12 865	1 479	1 967	4 238	20 549
2007	11 598	2 079	2 001	3 108	18 786
2008	12 474	2 212	2 127	3 788	20 601
2009	11 853	2 883	2 187	3 316	20 239
2010	12 396	2 583	2 419	3 211	20 609
2011	12 781	2 358	2 454	3 724	21 317
2012	10 076	1 624	2 222	3 014	16 936
2013	10 319	1 338	1 646	2 763	16 066
2014	9 692	1 806	1 562	2 591	15 651
2015	10 258	2 426	1 775	3 108	17 567
2016	10 038	3 051	2 125	3 188	18 402
2017	11 151	2 746	2 535	3 295	19 727
2018	11 292	2 374	2 514	3 730	19 910
2019	14 323	2 935	2 997	3 811	24 066
2020 ^c	13 191	2 430	2 142	3 470	21 233
2021 ^p	17 348	2 898	2 676	4 557	27 479

Suite à la page 101

Tableau 4.4 (suite)

Migrations¹ entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1986-2021

	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Autres provinces et territoires	Total
	n				
Sortants du Québec					
1986	20 474	1 654	2 017	4 498	28 643
1987	23 218	1 611	2 453	5 116	32 398
1988	24 226	1 886	3 064	5 499	34 675
1989	26 367	2 184	3 801	5 706	38 058
1990	23 998	2 676	4 064	5 173	35 911
1991	24 095	2 738	4 666	5 229	36 728
1992	22 834	2 349	5 094	4 988	35 265
1993	20 205	2 164	5 253	4 349	31 971
1994	21 298	1 833	5 388	4 451	32 970
1995	21 887	1 982	4 988	4 506	33 363
1996	22 733	3 716	5 353	4 404	36 206
1997	24 708	3 807	4 672	4 726	37 913
1998	23 826	3 649	3 357	3 836	34 668
1999	22 418	2 670	2 925	3 676	31 689
2000	23 987	2 475	2 726	4 096	33 284
2001	20 377	2 349	2 638	3 445	28 809
2002	19 084	2 378	2 561	3 601	27 624
2003	15 954	2 167	2 267	3 492	23 880
2004	17 109	2 918	2 769	3 528	26 324
2005	17 834	4 219	3 076	3 880	29 009
2006	18 017	6 998	3 866	3 496	32 377
2007	17 187	7 091	3 101	4 082	31 461
2008	16 486	6 835	3 111	3 876	30 308
2009	14 836	3 817	2 562	3 271	24 486
2010	15 244	3 276	2 727	3 710	24 957
2011	16 948	3 769	2 601	3 739	27 057
2012	15 397	4 436	2 620	3 458	25 911
2013	17 236	6 184	2 714	3 278	29 412
2014	16 713	6 478	3 625	3 338	30 154
2015	18 837	5 618	3 739	3 573	31 767
2016	19 101	3 082	3 517	3 292	28 992
2017	16 705	2 422	3 197	3 395	25 719
2018	17 365	2 437	3 033	3 191	26 026
2019	18 221	2 454	3 305	3 139	27 119
2020 ^r	16 585	1 985	3 696	3 567	25 833
2021 ^p	17 848	2 868	4 222	4 739	29 677

Suite à la page 102

Tableau 4.4 (suite)

Migrations¹ entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1986-2021

	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Autres provinces et territoires	Total
	n				
Solde					
1986	-4 725	1 185	349	980	-2 211
1987	-7 310	867	-461	456	-6 448
1988	-6 335	174	-966	249	-6 878
1989	-7 386	-300	-1 706	183	-9 209
1990	-5 441	-1 075	-2 349	-164	-9 029
1991	-7 878	-1 225	-2 854	-343	-12 300
1992	-6 181	-589	-3 113	98	-9 785
1993	-4 040	-390	-3 342	346	-7 426
1994	-6 368	-273	-3 481	-130	-10 252
1995	-6 905	-618	-2 527	-198	-10 248
1996	-9 310	-2 514	-3 276	-258	-15 358
1997	-11 932	-2 514	-2 336	-777	-17 559
1998	-11 400	-2 171	-709	-232	-14 512
1999	-10 481	-991	-341	101	-11 712
2000	-10 625	-638	-164	194	-11 233
2001	-6 514	-680	-342	447	-7 089
2002	-3 350	-433	-79	767	-3 095
2003	-511	-390	-129	809	-221
2004	-1 602	-1 277	-586	493	-2 972
2005	-3 453	-2 637	-1 045	-21	-7 156
2006	-5 152	-5 519	-1 899	742	-11 828
2007	-5 589	-5 012	-1 100	-974	-12 675
2008	-4 012	-4 623	-984	-88	-9 707
2009	-2 983	-934	-375	45	-4 247
2010	-2 848	-693	-308	-499	-4 348
2011	-4 167	-1 411	-147	-15	-5 740
2012	-5 321	-2 812	-398	-444	-8 975
2013	-6 917	-4 846	-1 068	-515	-13 346
2014	-7 021	-4 672	-2 063	-747	-14 503
2015	-8 579	-3 192	-1 964	-465	-14 200
2016	-9 063	-31	-1 392	-104	-10 590
2017	-5 554	324	-662	-100	-5 992
2018	-6 073	-63	-519	539	-6 116
2019	-3 898	481	-308	672	-3 053
2020 ^r	-3 394	445	-1 554	-97	-4 600
2021 ^p	-500	30	-1 546	-182	-2 198

1. Les migrations interprovinciales sont estimées à partir des fichiers des allocations familiales jusqu'en juin 1976, et ensuite à partir des fichiers d'impôt de l'Agence du revenu du Canada, à l'exception des migrations interprovinciales provisoires, qui, elles, sont estimées d'après les données du programme d'Allocation canadienne pour enfants (ACE) (anciennement Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE)). L'application d'une nouvelle méthode d'estimation de la migration interprovinciale à partir de 2012 entraîne un bris de comparabilité des données; en effet, les estimations d'entrants et de sortants interprovinciaux pour les années précédant 2012 ne peuvent plus être comparées avec les estimations de 2012 et des années suivantes. Les soldes migratoires interprovinciaux d'avant 2012 demeurent cependant comparables avec ceux de 2012 et des années subséquentes. En outre, en raison de différences dans la source des données et dans la méthode de calcul, la comparaison entre les estimations provisoires et définitives des entrants et des sortants interprovinciaux doit être faite avec prudence.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Mariages et divorces

Le présent chapitre débute par une section sur les mariages et la nuptialité, dans laquelle on met l'accent sur les répercussions de la pandémie de COVID-19. Bien que les mariages aient été plus nombreux en 2021 qu'en 2020, leur nombre est resté beaucoup plus faible qu'avant la pandémie. Toutefois, ceux-ci semblent atteindre, dans les derniers mois de 2021, des niveaux semblables à ceux observés avant la pandémie. Dans la deuxième section du chapitre, on trouve une nouvelle série de données sur les divorces allant jusqu'en 2020, mise à jour par Statistique Canada en 2022.

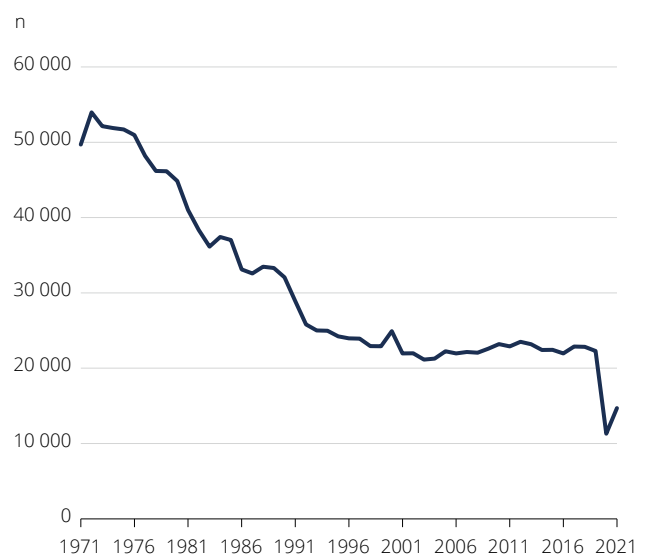
Les mariages

Plus de mariages en 2021 qu'en 2020, mais encore beaucoup moins qu'avant la pandémie

Selon les données provisoires, environ 14 700 mariages ont été célébrés au Québec en 2021, soit 3 400 mariages de plus (+ 30 %) qu'en 2020 (11 300). Il faut dire que l'année 2020 a été marquée par une chute sans précédent (- 49 %) du nombre de mariages associée à la pandémie de COVID-19 et aux mesures sanitaires mises en place pour la contrer, dont d'importantes restrictions des rassemblements. Malgré la remontée de 2021, les mariages sont demeurés à un niveau nettement inférieur à ceux observés avant la pandémie. En effet, avant 2020, entre 22 000 et 23 500 mariages étaient célébrés chaque année depuis 15 ans (**figure 5.1** et **tableau 5.1**). Le nombre de mariages au Québec a atteint un sommet au début des années 1970, avec plus de 50 000 célébrations annuellement, avant de diminuer de plus de moitié durant les trois décennies suivantes, puis de se stabiliser au début des années 2000.

Figure 5.1

Nombre de mariages, Québec, 1971-2021



Notes : Les mariages de conjoints de même sexe sont inclus depuis 2004. Données détaillées dans le tableau 5.1.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1

Mariages et taux de nuptialité, Québec, 1900-2021

Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux
	n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000
1900	10 103	6,5	1935	19 967	6,5	1970	49 607	8,2	2005	22 244	2,9
1901	10 075	6,1	1936	21 654	7,0	1971	49 695	8,1	2006	21 956	2,9
1902	10 671	6,4	1937	24 876	7,9	1972	53 967	8,7	2007	22 147	2,9
1903	11 125	6,6	1938	25 044	7,9	1973	52 133	8,4	2008	22 053	2,8
1904	11 900	7,0	1939	28 911	9,0	1974	51 890	8,3	2009	22 588	2,9
1905	11 565	6,7	1940	35 069	10,7	1975	51 690	8,2	2010	23 199	2,9
1906	12 131	7,0	1941	32 782	9,8	1976	50 961	8,0	2011	22 903	2,9
1907	11 668	6,6	1942	33 857	10,0	1977	48 182	7,5	2012	23 504	2,9
1908	11 971	6,5	1943	33 856	9,8	1978	46 189	7,2	2013	23 181	2,9
1909	13 467	7,1	1944	31 922	9,1	1979	46 154	7,1	2014	22 429	2,8
1910	14 333	7,3	1945	33 211	9,3	1980	44 849	6,9	2015	22 441	2,7
1911	15 254	7,6	1946	36 650	10,1	1981	41 006	6,3	2016	21 958	2,7
1912	16 055	7,9	1947	35 494	9,6	1982	38 360	5,8	2017	22 883	2,8
1913	17 253	8,3	1948	34 646	9,1	1983	36 147	5,5	2018	22 841	2,7
1914	16 121	7,7	1949	33 485	8,6	1984	37 416	5,6	2019	22 284	2,6
1915	15 437	7,2	1950	34 093	8,6	1985	37 026	5,6	2020 ^P	11 306	1,3
1916	16 643	7,6	1951	35 704	8,8	1986	33 108	4,9	2021 ^P	14 708	1,7
1917	16 936	7,7	1952	35 374	8,5	1987	32 588	4,8			
1918	12 975	5,8	1953	35 968	8,4	1988	33 469	4,9			
1919	21 590	9,4	1954	35 516	8,1	1989	33 305	4,8			
1920	21 587	9,3	1955	35 356	7,8	1990	32 059	4,6			
1921	18 659	7,9	1956	37 290	8,1	1991	28 922	4,1			
1922	16 609	6,9	1957	37 135	7,8	1992	25 821	3,6			
1923	17 361	7,1	1958	36 229	7,4	1993	25 018	3,5			
1924	17 591	7,1	1959	37 124	7,4	1994	24 984	3,5			
1925	17 427	6,8	1960	36 211	7,0	1995	24 237	3,4			
1926	17 827	6,8	1961	35 943	6,8	1996	23 963	3,3			
1927	18 551	7,0	1962	37 038	6,9	1997	23 918	3,3			
1928	19 126	7,0	1963	37 358	6,8	1998	22 940	3,1			
1929	19 610	7,1	1964	39 400	7,1	1999	22 910	3,1			
1930	18 543	6,6	1965	40 893	7,2	2000	24 911	3,4			
1931	16 783	5,8	1966	44 411	7,7	2001	21 961	3,0			
1932	15 115	5,2	1967	46 275	7,9	2002	21 986	3,0			
1933	15 337	5,2	1968	46 004	7,8	2003	21 145	2,8			
1934	18 242	6,0	1969	47 545	7,9	2004	21 279	2,8			

Notes : Les mariages de conjoints de même sexe sont inclus depuis 2004.

Le taux de nuptialité correspond au nombre de mariages rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

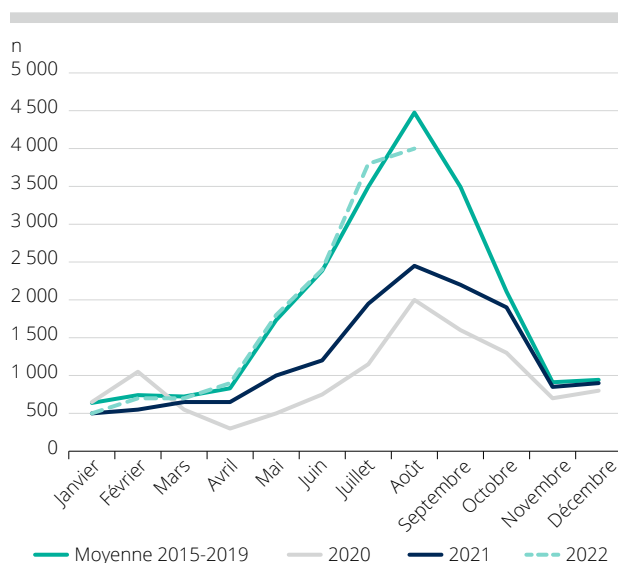
Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1975).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1974).
Annuaire du Québec (1900-1925).

Les mariages par mois

Les données mensuelles (figure 5.2 et tableau 5.2) montrent que durant tous les mois de 2021, le nombre de mariages a été inférieur à celui observé en moyenne entre 2015 à 2019¹. Un écart particulièrement marqué a été observé de mai à septembre, période durant laquelle sont célébrés la majorité des mariages. Durant cette période, l'écart par rapport à la moyenne de 2015 à 2019 a fluctué entre - 37 % et - 50 % selon le mois. Cet écart n'est cependant pas aussi important qu'en 2020, où le déclin avait atteint environ - 70 % en mai, juin et juillet. Durant les mois d'octobre à décembre 2021, on a toutefois enregistré pratiquement autant de mariages qu'avant la crise sanitaire. Par ailleurs, les données préliminaires pour 2022 semblent indiquer un retour aux niveaux pré-pandémiques.

Figure 5.2

Nombre de mariages par mois, Québec, janvier 2015 à août 2022



Notes : Données provisoires pour 2020, 2021 et 2022.
Données détaillées des années 2015 à 2022 dans le tableau 5.2.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2

Nombre de mariages par mois, Québec, 2015-2022

	2015	2016	2017	2018	2019	2020 ^p	2021 ^p	2022 ^p
	n							
Mariages	22 441	21 958	22 883	22 841	22 284	11 300	14 700	...
Janvier	644	597	657	614	682	650	500	500
Février	758	774	750	709	716	1 050	550	700
Mars	650	687	696	769	814	550	650	700
Avril	753	843	972	773	818	300	650	900
Mai	1 914	1 733	1 706	1 661	1 644	500	1 000	1 800
Juin	2 455	2 129	2 174	2 441	2 725	750	1 200	2 400
Juillet	3 526	3 820	3 912	3 184	3 037	1 150	1 950	3 800
Août	5 009	4 115	4 165	4 471	4 619	2 000	2 450	4 000
Septembre	3 109	3 308	3 916	3 987	3 149	1 600	2 200	...
Octobre	1 948	2 217	1 998	2 225	2 162	1 300	1 900	...
Novembre	839	851	925	971	973	700	850	...
Décembre	836	884	1 012	1 036	945	800	900	...

Notes : Les données de 2020, 2021 et 2022 sont provisoires et arrondies à la cinquantaine près.

Les totaux de 2020 et 2021 diffèrent légèrement de la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. La moyenne de 2015-2019 a été retenue pour tenir compte de la situation pré-pandémique. Le recours à une moyenne sur cinq ans permet d'atténuer les variations observées certaines années dans le nombre de mariages d'un mois donné lorsque celui-ci comprend cinq samedis plutôt que quatre.

Les mariages de couples de conjoints de même sexe comptent pour 3 % de l'ensemble des mariages

En 2021, 97 % des mariages ont uni un homme et une femme et 3 %, des conjoints de même sexe. Ces proportions sont plutôt stables depuis l'autorisation des mariages de conjoints de même sexe en 2004. En contexte pandémique, les mariages de conjoints de sexe opposé comme ceux de conjoints de même sexe ont vu leur nombre diminuer (**tableau 5.3** à la fin du chapitre). Chez les conjoints de sexe opposé, le nombre de mariages est passé de 21 600 en 2019 à seulement 10 900 en 2020 et ne s'est que partiellement redressé en 2021 pour atteindre 14 200. De la même manière, chez les conjoints de même sexe, il est passé de 680 en 2019 à 400 en 2020 puis à 500 en 2021. Soulignons que c'est en 2018 que le plus grand nombre de mariages de conjoints de même sexe a été enregistré, soit 708 mariages. En 2021, on compte un nombre semblable de mariages entre hommes (250) et de mariages entre femmes (244).

La nuptialité remonte légèrement en 2021 après avoir enregistré un creux historique

L'évolution de la propension des célibataires à se marier pour une première fois peut se résumer à l'aide de l'indice synthétique de primonuptialité (voir l'encadré à la page suivante). En 2021, cet indice est de 176 pour mille chez les hommes et de 198 pour mille chez les femmes (**figure 5.3** et **tableau 5.4**). Ces indices sont particulièrement bas ; ils signifient que si les taux de nuptialité demeuraient constants au niveau de 2021, seulement 18 % des hommes et 20 % des femmes se marieraient au moins une fois avant leur 50^e anniversaire. Les proportions ne se sont que partiellement redressées après avoir chuté à 13 % et à 15 % respectivement en 2020, un creux historique au Québec. En comparaison, ces taux étaient de 26 % pour les hommes et de 30 % pour les femmes en 2019.

Les conditions de nuptialité des deux années les plus récentes reflètent le contexte exceptionnel de la crise sanitaire : bien qu'il demeurerait possible de se marier sous certaines conditions en respectant les directives de la santé publique, plusieurs couples ont reporté ou annulé leur projet. Soulignons qu'avant la pandémie, la

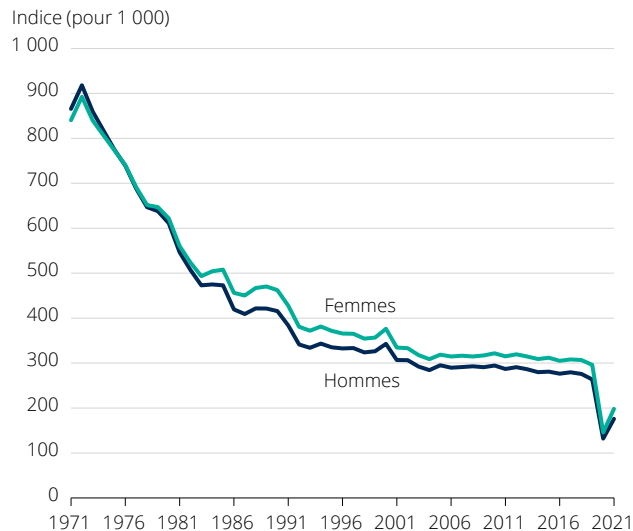
Données sur les mariages

Les données sur les mariages proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Les fichiers sont établis en fonction du lieu de célébration et non du lieu de résidence du couple. Ainsi, les statistiques présentent les mariages célébrés au Québec, que les couples y résident ou non. À l'inverse, les données sur les Québécoises et Québécois se mariant ailleurs qu'au Québec ne sont pas disponibles.

Dans le présent document, les données sur les mariages de 2020, de 2021 et des premiers mois de 2022 sont provisoires. Elles ne sont pas ajustées pour tenir compte des bulletins de mariage qui pourraient être transmis tardivement. Toutefois, on remarque généralement très peu d'écart entre les données provisoires et les données définitives. Le délai nécessaire avant que les données soient considérées comme définitives varie normalement de 15 à 20 mois après la fin de l'année concernée.

Figure 5.3

Indice synthétique de primumptialité selon le sexe, Québec, 1971-2021



Notes : Les mariages de conjoints de même sexe sont inclus depuis 2004. Données détaillées dans le tableau 5.4.

Source : Institut de la statistique du Québec.

nuptialité affichait une très légère tendance à la baisse depuis quelques années, après être demeurée plutôt stable entre 2001 et 2012 (environ 29 % chez les hommes et 32 % chez les femmes). Le portrait de la nuptialité au Québec a radicalement changé comparativement à ce qui s'observait au début des années 1970, où les indices avoisinaient 900 pour mille.

Le mariage est plus tardif que par le passé

En 2021, l'âge moyen au premier mariage est de 32,8 ans chez les hommes et de 31,2 ans chez les femmes (tableau 5.4 à la fin du chapitre). Depuis les années 1970, le mariage tend à être de plus en plus tardif, bien que cette tendance ait été freinée par la pandémie. En 2020, l'âge moyen au mariage a exceptionnellement diminué ; cela est dû au fait que la nuptialité a diminué de façon moins marquée chez les jeunes que chez les personnes plus vieilles (données non illustrées)². S'il demeure inférieur à ce qu'il était tout juste avant la pandémie, l'âge moyen a très légèrement remonté en 2021.

Les mesures de la primumptialité

Les **taux de primumptialité par âge** illustrent la propension des personnes d'un âge donné à se marier pour une première fois au cours d'une année civile. Les taux sont calculés en rapportant le nombre de mariages d'hommes et de femmes célibataires (jamais mariés légalement) d'un âge donné à l'effectif total d'hommes et de femmes de cet âge.

Les **indices synthétiques de primumptialité** sont calculés en additionnant les taux de primumptialité de 16 à 49 ans. Ils indiquent la proportion d'hommes et de femmes qui se marieraient au moins une fois avant leur 50^e anniversaire si les taux de primumptialité par âge d'une année donnée demeuraient constants.

Dans certaines publications, les taux et les indices de primumptialité sont nommés taux et indices de nuptialité des célibataires.

2. En 2020, les taux de primumptialité ont diminué à tous les âges, mais de manière proportionnellement moins marquée chez les moins de 25 ans. Ils se sont ensuite partiellement redressés à tous les âges en 2021, mais la reprise a été globalement moins forte chez les 35 ans et plus, toutes proportions gardées. Les taux détaillés par âge sont disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Par rapport à 1971, l'âge moyen au premier mariage s'est élevé de 7,3 ans chez les hommes et de 7,8 ans chez les femmes. Les femmes continuent de se marier un peu plus tôt que les hommes, mais comme l'augmentation de l'âge moyen a été un peu plus importante chez celles-ci, l'écart entre l'âge moyen des hommes et celui des femmes a légèrement diminué au cours des dernières décennies : il est de 1,6 an en 2021, comparativement à 2,1 ans en 1971.

Distribution des mariages au cours de la vie

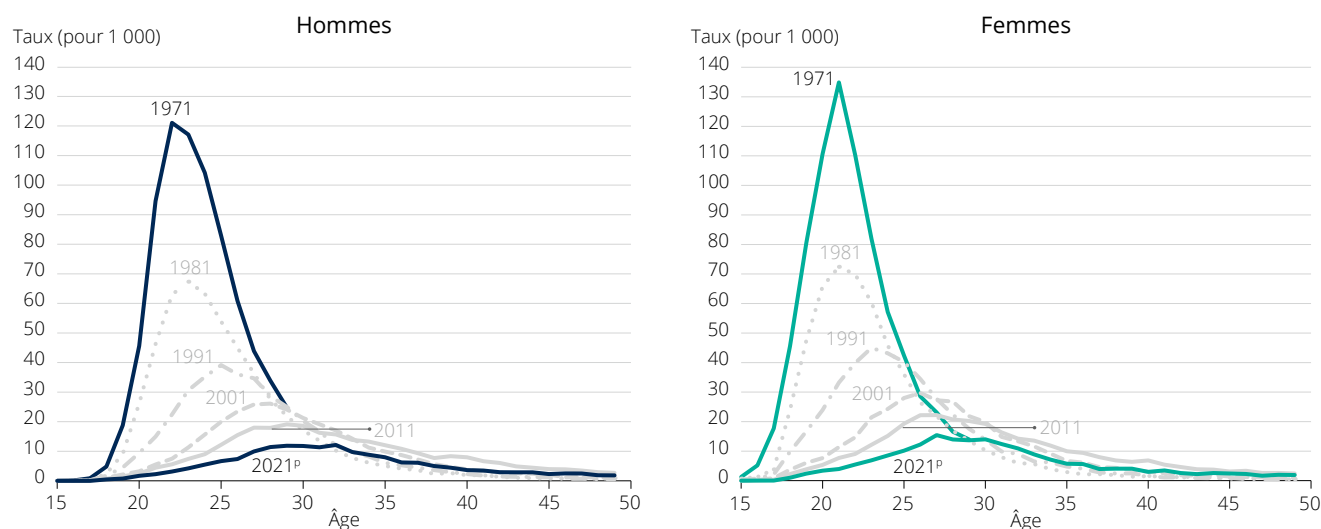
Les changements relatifs à la proportion de célibataires qui se marient au Québec et à l'âge auquel ils le font apparaissent clairement à la **figure 5.4**. Chez les hommes comme chez les femmes, la diminution des taux de primo-nuptialité chez les moins de 25 ans est marquée entre 1971 et 2021. Au contraire, les taux au-delà de 30 ans connaissent généralement une légère hausse, indiquant un certain rattrapage des mariages à des âges plus avancés. Ce rattrapage est toutefois nettement insuffisant pour compenser les mariages qui n'ont plus lieu chez les plus jeunes, d'où une nuptialité totale qui reste faible.

En 2021, les premiers mariages chez les hommes ont été presque aussi fréquents à tous les âges entre 28 et 32 ans, avec un taux de primo-nuptialité de près de 12 pour mille. Chez les femmes, les taux culminent à 15 pour mille à l'âge de 27 ans. Le contraste est marqué avec la situation observée en 1971. À cette époque, on se mariait plus tôt et nettement plus fréquemment : les taux de primo-nuptialité atteignaient un sommet de 121 pour mille chez les hommes de 22 ans et de 135 pour mille chez les femmes de 21 ans.

Le mariage, lorsqu'il a lieu, survient maintenant à différentes étapes de la vie d'un couple et la nuptialité ne se concentre plus au début de l'âge adulte. En 1971, plus de la moitié de la primo-nuptialité avait lieu entre 21 et 25 ans chez les hommes et entre 19 et 23 ans chez les femmes. En 2021, les cinq années d'âge où la primo-nuptialité est la plus élevée (de 28 à 32 ans chez les hommes et de 27 à 31 ans chez les femmes) ne contribuent plus qu'au tiers de la nuptialité. Cette déconcentration de la nuptialité est l'une des manifestations du changement de statut et de fonction du mariage, qui n'est plus un préalable au début de la vie à deux et à la venue des enfants. Soulignons que 10 % des personnes célibataires qui se sont mariées pour la première fois en 2021 étaient âgées de 50 ans et plus (données non illustrées).

Figure 5.4

Taux de primo-nuptialité selon l'âge, par sexe, Québec, 1971, 1981, 1991, 2001, 2011 et 2021



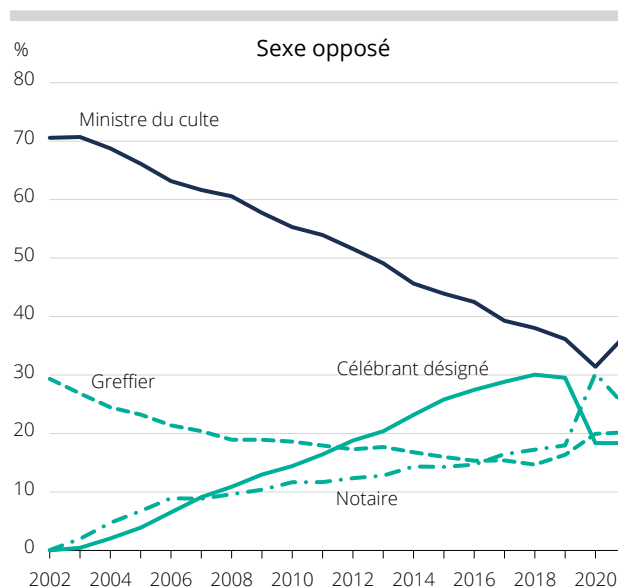
Notes : Les données de 2011 et 2021 incluent les mariages de conjoints de même sexe.
Les données par âge de 1971 sont disponibles de 15 à 29 ans seulement.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les mariages célébrés par un célébrant désigné ont perdu en popularité au cours des deux dernières années

Le contexte pandémique a eu une incidence sur le nombre de mariages, mais aussi sur la façon dont les gens se sont mariés. De fait, les catégories de célébrants ont été touchées dans des proportions fort différentes par la baisse des mariages de 2020 et la reprise partielle de 2021 (tableaux 5.5.1 et 5.5.2 à la fin du chapitre). Durant la première année de la pandémie, ce sont les mariages célébrés par un ministre du culte³ (toutes confessions confondues) ou par un célébrant désigné qui ont le plus chuté. En 2021, les mariages célébrés par un ministre du culte ont connu une importante remontée, tandis que la reprise a été de bien moindre ampleur pour les célébrants désignés. Ainsi, chez les conjoints de sexe opposé, la part des mariages célébrés par un ministre du culte est passée de 36 % en 2019 à 31 % en 2020, avant de remonter à 37 % en 2021 (figure 5.5.1). La part des célébrants désignés s’est quant à elle maintenue à 18 % au cours des deux dernières années, comparativement à 30 % en 2019. En contexte pandémique, ce type de célébrant a été moins populaire que les notaires et les greffiers (respectivement 25 % et 20 % en 2021), alors qu’il était jusque-là bien établi au deuxième rang. Les

Figure 5.5.1
Mariages de conjoints de sexe opposé selon la catégorie du célébrant, Québec, 2002-2021



Note : Données détaillées dans le tableau 5.5.1.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les célébrants au fil du temps : ministres du culte et célébrants civils

En 1969, la Loi sur le mariage civil est entrée en vigueur au Québec. Il a dès lors été possible pour un greffier ou un greffier adjoint de la Cour supérieure (appelés *protonotaires* avant 1994) d’officialiser un mariage célébré civilement. Cette autorisation a entraîné une baisse de la part des mariages célébrés par un ministre du culte qui s’est stabilisée autour de 70 % durant la décennie 1990, avant de connaître une seconde période de diminution avec l’habilitation de nouveaux célébrants civils en 2002. En plus des greffiers, on trouve désormais parmi les célébrants des notaires et des célébrants désignés par le Directeur de l’état civil¹ (appelés *personnes désignées* avant 2022). Les célébrants désignés peuvent être un maire, un conseiller ou un fonctionnaire municipal, mais aussi un « célébrant d’un jour », comme un ami ou un membre de la famille du couple.

1. Avant le 1^{er} janvier 2018, le traitement des demandes d’autorisation pour célébrer un mariage était sous la responsabilité du ministre de la Justice du Québec.

3. Les ministres du culte doivent être affiliés à l’une des sociétés religieuses reconnues par le Directeur de l’état civil du Québec. La liste des sociétés religieuses pour lesquelles au moins un célébrant est actif est disponible sur le [site Web](#) du Directeur de l’état civil.

mesures sanitaires, notamment celles visant à limiter les rassemblements, semblent ainsi avoir été davantage un obstacle pour les cérémonies à caractère plus social et festif. Avant la pandémie, l'évolution du choix de célébrant de mariage montrait une perte de popularité manifeste des mariages célébrés par un ministre du culte, principalement au profit de ceux célébrés par un célébrant désigné.

Chez les couples de même sexe, le choix du célébrant est fort différent. La part des mariages officialisés par un ministre du culte y est beaucoup plus faible en raison des normes qui régissent le mariage dans certaines sociétés religieuses. En 2021, 11 % des mariages ont été célébrés par un ministre du culte, une part relativement stable depuis quelques années (figure 5.5.2). Les célébrants désignés, qui étaient les plus populaires pour les mariages de conjoints de même sexe de 2012 à 2019, comptent pour 25 % des mariages en 2021, contre 40 % avant la crise sanitaire. Cette baisse de popularité a profité aux notaires, qui ont été choisis par 37 % des couples pour la célébration de leur mariage en 2021, le choix le plus fréquent pour une deuxième année consécutive. Enfin, les greffiers, qui ont célébré plus de la moitié des mariages entre conjoints de même sexe en 2004 et en 2005, en ont officialisé 26 % en 2021.

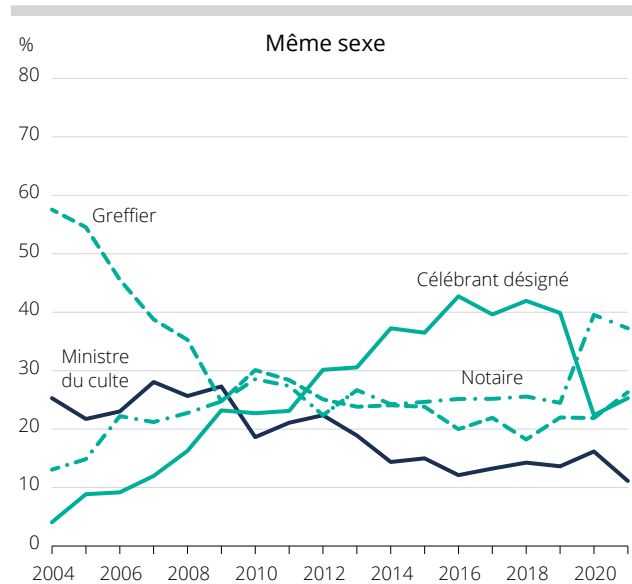
Premiers mariages et remariages : des proportions qui varient peu

Parmi les 14 214 mariages de conjoints de sexe opposé célébrés en 2021, 68 % unissent deux époux n'ayant jamais été mariés légalement et 30 %, des couples où il s'agit d'un remariage pour au moins un des conjoints⁴ (tableau 5.6.1 à la fin du chapitre). L'union d'un homme qui a déjà été marié et d'une femme célibataire (10 %) est un peu plus fréquente que l'union d'une femme qui a déjà été mariée et d'un homme célibataire (9 %); les 11 % de mariages restants unissent deux conjoints qui ont déjà été mariés.

La part des mariages unissant deux célibataires sur l'ensemble des mariages a diminué au profit des remariages tout au long des décennies 1970 à 1990, conséquence de la libéralisation du divorce et de la chute de la nuptialité

Figure 5.5.2

Mariages de conjoints de même sexe selon la catégorie du célébrant, Québec, 2004-2021



Note : Données détaillées dans le tableau 5.5.2.

Source : Institut de la statistique du Québec.

des célibataires. Les proportions de premiers mariages et de remariages ont toutefois peu bougé depuis le début de la décennie 2000.

Parmi les mariages de conjoints de même sexe célébrés en 2021, 74 % unissent deux célibataires, 19 % unissent un ou une célibataire et une personne qui a déjà été mariée et 5 % unissent deux personnes pour lesquelles il s'agit d'un remariage (tableau 5.6.2 à la fin du chapitre). Mentionnons que pour la première fois depuis 2004, la part des mariages de deux célibataires est plus importante dans le cas des mariages féminins, tandis qu'il est plus fréquent de trouver au moins un conjoint qui a déjà été marié dans le cas des mariages masculins. En 2021, la part des mariages de deux célibataires de même sexe est de 77 % chez les femmes et de 72 % chez les hommes (données non illustrées).

4. L'état matrimonial est non déclaré pour au moins un des deux conjoints dans 2 % des mariages de 2021.

Près de la moitié des mariages célébrés en 2021 comptent au moins un conjoint né à l'étranger

Parmi les couples de conjoints de sexe opposé qui se sont mariés au Québec en 2021, 55 % étaient formés de deux conjoints nés au Canada et 45 % comptaient au moins un conjoint né à l'étranger (**tableau 5.7.1** à la fin du chapitre). Si la part des couples comptant au moins un conjoint né à l'étranger affichait déjà une tendance à la hausse depuis plusieurs années, elle s'est accrue de façon marquée au cours des deux dernières années ; elle était de 34 % en 2019, puis est passée à 49 % en 2020 avant de redescendre légèrement en 2021. Cette situation s'explique par le fait que la baisse des mariages qui a suivi le début de la pandémie a été nettement plus importante chez les couples formés de deux conjoints nés au Canada que chez ceux dont au moins un conjoint est né à l'étranger. Parmi ceux-ci, on compte en 2021 un peu plus de mariages entre deux conjoints nés à

l'étranger (23 %) qu'entre un Canadien de naissance et un conjoint né à l'étranger (22 %). En 2001, la part des couples formés d'au moins une personne née à l'étranger était de 27 % et on comptait alors un peu plus de couples mixtes (15 %) que de couples de deux conjoints nés à l'étranger (12 %).

Les mariages entre conjoints de même sexe unissent habituellement plus souvent des couples formés d'au moins un conjoint né à l'extérieur du Canada que les couples de sexe opposé. En 2021, la part est toutefois légèrement inférieure : elle s'établit à 44 % ; 19 % ayant uni deux conjoints nés à l'étranger et 25 %, un conjoint né à l'étranger avec un Canadien de naissance (**tableau 5.7.2** à la fin du chapitre). On observe toutefois une différence entre les couples féminins et les couples masculins : la proportion de couples mariés en 2021 comptant au moins un conjoint né à l'étranger s'élève à 40 % chez les couples féminins et à 49 % chez les couples masculins (données non illustrées).

L'union civile : un choix beaucoup moins fréquent que le mariage

En plus des données sur les mariages, l'ISQ compile des données sur les unions civiles. L'union civile, créée au Québec en juin 2002, est un acte solennel qui ne doit pas être confondu avec l'union libre (ou union de fait)¹. La portée juridique de l'union civile est équivalente à celle du mariage, puisque les droits et les obligations des conjoints unis civilement sont les mêmes que ceux des conjoints mariés. Initialement, l'union civile se distinguait toutefois du mariage en étant ouverte aux conjoints de même sexe. Cette distinction n'existe plus depuis 2004, mais des différences demeurent en ce qui concerne l'âge minimal requis, la validité à l'extérieur du Québec et le processus de dissolution.

Très peu de couples choisissent de s'unir civilement. Selon les données provisoires de 2021, 117 unions civiles ont été enregistrées (**tableau 5.3** à la fin du chapitre), soit 1 % de l'ensemble des unions conjugales officielles de l'année (somme des mariages et des unions civiles). Il s'agit de 104 unions civiles entre conjoints de sexe opposé et de 13 unions entre conjoints de même sexe. C'est en 2003, première année complète où ce type d'union a été possible, que le nombre d'unions civiles a été le plus important (342), liant alors majoritairement des couples de même sexe (274). L'autorisation des mariages de conjoints de même sexe l'année suivante explique la réduction observée ultérieurement.

1. Pour plus d'information sur l'union civile, il est possible de consulter le [site Web](#) du Directeur de l'état civil.

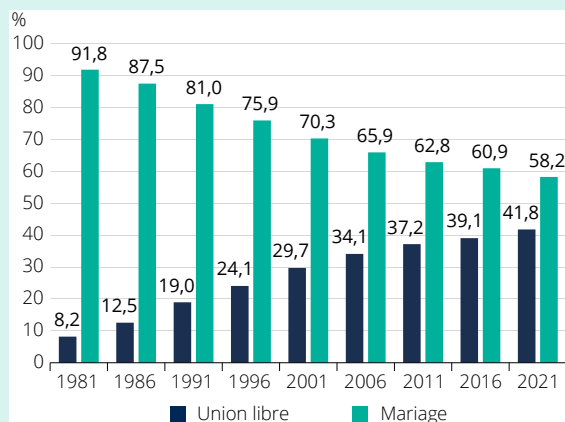
L'union libre au Québec – Nouvelles données du Recensement de 2021

La désaffection à l'égard du mariage qu'a connue le Québec au cours des dernières décennies est indissociable de la diffusion large et rapide de l'union libre. Les données du Recensement de 2021 sur l'état matrimonial, diffusées par Statistique Canada en juillet 2022, ont confirmé une fois de plus que ce type d'union occupe une place importante et grandissante dans le portrait de la conjugalité au Québec (Statistique Canada 2022f). Parmi l'ensemble des personnes vivant en couple, la part des personnes en union libre s'élève à 42 % en 2021, comparativement à seulement 8 % en 1981¹ (figure 5.6). Cette part est beaucoup plus élevée au Québec que dans le reste du Canada dans son ensemble, où elle est de 16 % en 2021 (données non illustrées).

Si l'union libre demeure surtout populaire chez les jeunes adultes, elle progresse dans tous les groupes d'âge, comme le montre la figure 5.7. Par exemple, entre 1981 et 2021, la part des personnes en union libre parmi l'ensemble des personnes en couple est passée de 31 % à 88 % chez les 20-24 ans et de 5 % à 49 % chez les 40-44 ans. La hausse est également non négligeable chez les personnes plus âgées. Dans le groupe des 60-64 ans, près d'une personne en couple sur trois (31 %) vit avec un conjoint de fait en 2021, comparativement à 2 % en 1981.

Figure 5.6

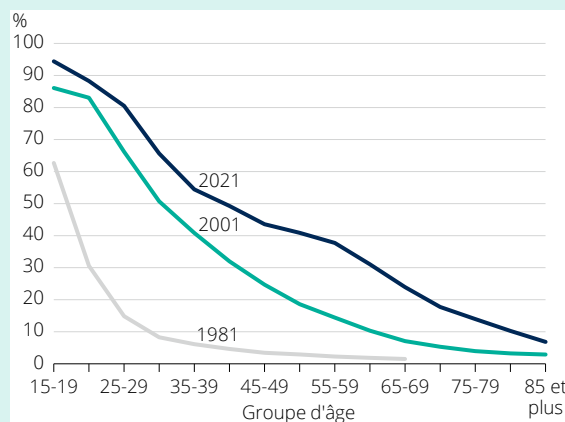
Part des personnes en union libre et des personnes mariées parmi les personnes vivant en couple, Québec, 1981 à 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.
Les conjoints de même sexe ont pu être inclus parmi les couples en union libre à partir de 2001 et parmi les couples mariés à partir de 2006. À noter que le concept de genre a remplacé celui de sexe dans le Recensement de 2021.
De 1981 à 1991 : données-échantillons (20 %) ; de 1996 à 2021 : données intégrales (100 %).
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 5.7

Part des personnes en union libre parmi les personnes vivant en couple, selon le groupe d'âge, Québec, 1981, 2001 et 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.
En 1981, le point à 65-69 ans correspond à la proportion chez l'ensemble des 65 ans et plus.
Les conjoints de même sexe ont pu être inclus parmi les couples en union libre à partir de 2001 et parmi les couples mariés à partir de 2006. À noter que le concept de genre a remplacé celui de sexe dans le Recensement de 2021.
En 1981 : données-échantillons (20 %) ; en 2001 et en 2021 : données intégrales (100 %).
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

1. Les femmes et les hommes sont ici regroupés, mais la tendance est similaire pour les deux.

Les divorces

La baisse du nombre de divorces s'est poursuivie et même accrue au cours de la première année de la pandémie

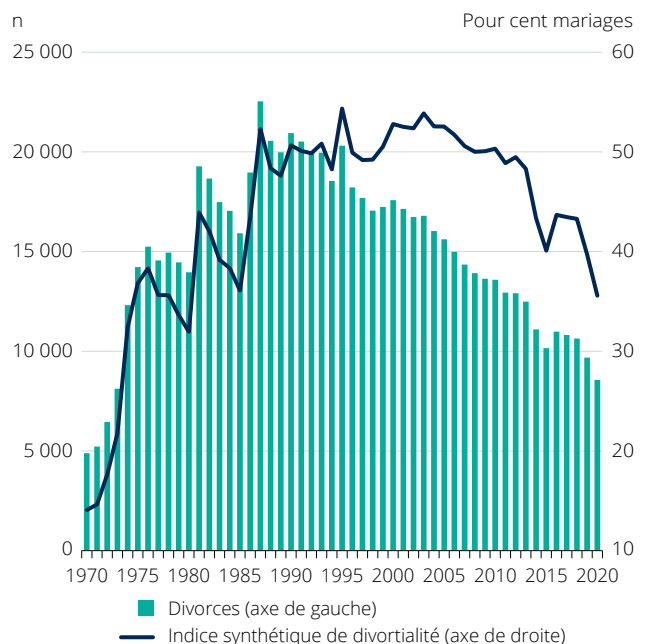
Selon les données provisoires, 8 600 divorces ont été prononcés au Québec en 2020, la plus récente année pour laquelle des données sont disponibles (figure 5.8). Ce nombre correspond à une baisse de 11,6 % comparativement à 2019 (9 681 divorces). Plus largement, il s'agit du nombre de divorces le plus faible enregistré depuis 1973.

La diminution du nombre de divorces en 2020 s'inscrit dans la tendance générale à la baisse observée depuis le sommet de 22 533 divorces atteint en 1987⁵. Il s'agit toutefois d'une des plus fortes baisses annuelles jamais enregistrées, une situation qui peut être mise en lien avec le contexte de pandémie de COVID-19. Mentionnons notamment que les mesures mises en place par la santé publique au début de la pandémie ont eu une incidence sur l'accès aux services judiciaires et sur le fonctionnement de ceux-ci, ce qui a pu réduire le nombre de demandes de divorce déposées et traitées en 2020 (Statistique Canada 2022g).

Il est encore trop tôt pour déterminer si la pandémie et les mesures de confinement vont avoir incité plus ou moins de couples mariés à demander le divorce. Les conditions d'obtention d'un divorce, qui prévoient une durée de séparation minimale d'un an, ainsi que les délais de traitement des demandes font qu'il sera nécessaire d'attendre les données des prochaines années avant de pouvoir se prononcer sur cette question. Par ailleurs, dans le contexte québécois où l'union libre est fortement répandue, les données sur les divorces ne donnent qu'un portrait partiel de l'instabilité conjugale.

Figure 5.8

Nombre de divorces et indice synthétique de divortialité, Québec, 1970-2020



Note : Les données des années 2019 et 2020 sont considérées comme provisoires. Les nombres de divorces et les indices de divortialité qui en découlent pourraient être sous-estimés.

Sources : Statistique Canada (données de divorces). Institut de la statistique du Québec (données de mariages ayant servi au calcul des indices synthétiques de divortialité).

5. Ce sommet a été atteint l'année suivant la modification à la Loi sur le divorce, qui a notamment réduit la période de séparation minimale de trois ans à un an avant de pouvoir obtenir un divorce. Soulignons que la première Loi sur le divorce a été promulguée au Canada en 1968. Auparavant, les divorces étaient exceptionnels.

Diminution de la propension des couples mariés à divorcer

La tendance à la baisse du nombre de divorces observée depuis la fin des années 1980 est attribuable à la diminution importante du nombre de mariages amorcée dans les années 1970, mais aussi, plus récemment, à une diminution de la propension des couples mariés à divorcer.

En 2020, l'indice synthétique de divortialité est de 36 divorces pour 100 mariages (figure 5.8). Cet indice signifie que si les conditions de divortialité de l'année 2020 demeuraient constantes, 36 % des mariages se termineraient un jour par un divorce. Au cours des décennies 1990 et 2000, l'indice s'est généralement maintenu autour de 50 %, avec des pointes de 54 % en 1995 et 2003. Les perturbations engendrées par la pandémie peuvent expliquer en partie que l'indice de 2020 soit relativement faible, mais l'indice a commencé à fléchir dans la deuxième moitié de la décennie 2000. Il est possible que les couples qui décident dorénavant de se marier, malgré le fait que le mariage ne soit plus incontournable pour amorcer la vie à deux et fonder une famille, présentent des caractéristiques favorables à un mariage durable (Statistique Canada 2022g). Le mariage peut aussi survenir après plusieurs années de cohabitation en union libre et venir ancrer le succès du couple.

Qu'est-ce que l'indice synthétique de divortialité ?

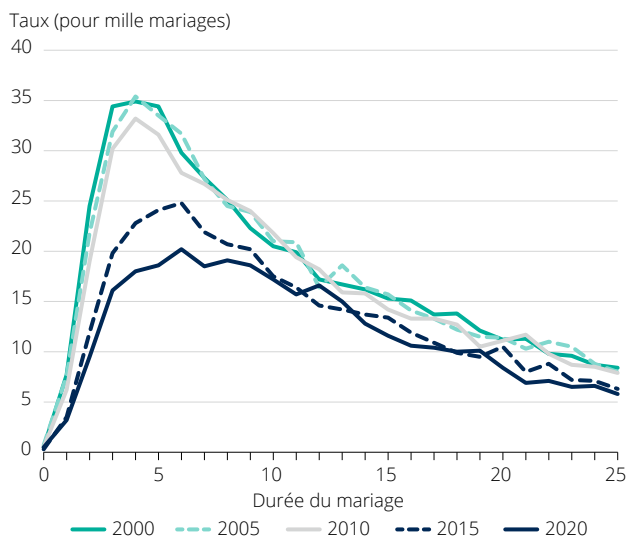
L'indice synthétique de divortialité sert à estimer la proportion de couples mariés qui finiraient par divorcer si les taux de divortialité par durée de mariage observés une année donnée demeuraient inchangés. Il est ici obtenu en additionnant les taux jusqu'à 50 ans de mariage. Cet indice ne tient pas compte de la mortalité et de la migration.

Baisse de la divortialité dans les premières années suivant le mariage

Comme le montre la figure 5.9, c'est chez les couples mariés depuis six ans que les divorces ont été les plus fréquents en 2020. Le taux de divortialité chez ces derniers atteint 20 divorces pour mille mariages. Les taux diminuent lentement par la suite pour s'établir à 17 pour mille après 10 ans de mariage et à 6 pour mille au-delà de 25 ans de mariage. Le contraste est marqué avec la situation qui prévalait dans les années 2000, où les taux de divortialité atteignaient des sommets plus élevés, plus rapidement après le mariage. En 2000, 2005 et 2010, le risque de divorcer était à son plus haut après quatre ans de mariage, avec un taux qui fluctuait entre 33 et 35 pour mille. Les taux de divortialité au cours des 10 premières années de mariage ont toutefois diminué graduellement par la suite. En 2015, le sommet était déjà descendu à 25 pour mille et s'observait après six ans de mariage. Le contraste entre les courbes est un peu moins marqué au-delà de 10 ans, mais les taux sont tout de même un peu plus faibles depuis quelques années.

Figure 5.9

Taux de divortialité selon la durée du mariage, Québec, 2000, 2005, 2010, 2015 et 2020



Note : Les données de l'année 2020 sont considérées comme provisoires. Les nombres de divorces et les indices de divortialité qui en découlent pourraient être sous-estimés.

Sources : Statistique Canada (données de divorces). Institut de la statistique du Québec (données de mariages ayant servi au calcul des taux de divortialité).

Données sur les divorces

Les données sur les divorces sont compilées par Statistique Canada à partir des données du bureau d'enregistrement des actions en divorces (BEAD) du ministère de la Justice du Canada. En 2011, Statistique Canada avait cessé de produire les données ; les dernières données disponibles sur les divorces étaient alors celles de 2008. Une mise à jour a toutefois été faite par Statistique Canada en 2022 pour prolonger la série jusqu'en 2020 et réviser les données à partir de 1970. Toutes les données pourraient donc différer légèrement de celles disponibles précédemment. Dans ce document, les données des années 2019 et 2020 sont encore provisoires ; elles pourraient être révisées à la hausse ultérieurement.

Les données de 2004 et des années suivantes peuvent inclure des divorces de conjoints de même sexe. Ces derniers sont autorisés à se marier au Québec depuis mars 2004. Les données ne permettent toutefois pas de distinguer, de façon fiable, les couples de conjoints de même sexe ou de sexe différent parmi les couples qui divorcent.

Les données portent sur l'ensemble des divorces prononcés au Québec, que les mariages aient eu lieu au Québec ou non. Le lieu où le divorce est prononcé correspond habituellement au lieu de résidence d'au moins un des époux au moment où la demande de divorce est déposée.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les [mariages et la nuptialité](#) au Québec et à plus petite échelle géographique sont mises à jour tout au long de l'année sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec, sous le thème « Démographie et population ». Des données complémentaires sur les [divorces](#) sont également disponibles sur le site Web, mais pour le Québec seulement.

Tableau 5.3

Mariages et unions civiles selon le sexe des conjoints, Québec, 2002-2021

Année	Mariages ¹				Unions civiles ²					
	Sexe opposé	Même sexe		Total	Sexe opposé	Même sexe		Total	Total	
		2 hommes	2 femmes			2 hommes	2 femmes			
n										
2002	21 986	...	...	...	21 986	10	87	69	156	166
2003	21 145	...	...	...	21 145	68	140	134	274	342
2004	21 034	148	97	245	21 279	100	48	31	79	179
2005	21 793	278	173	451	22 244	113	35	24	59	172
2006	21 335	349	272	621	21 956	163	34	19	53	216
2007	21 680	251	216	467	22 147	198	26	17	43	241
2008	21 605	262	186	448	22 053	201	44	25	69	270
2009	22 075	291	222	513	22 588	185	28	26	54	239
2010	22 684	281	234	515	23 199	225	36	19	55	280
2011	22 410	237	256	493	22 903	181	32	27	59	240
2012	22 990	255	259	514	23 504	229	33	26	59	288
2013	22 589	286	306	592	23 181	240	27	23	50	290
2014	21 852	286	291	577	22 429	203	17	20	37	240
2015	21 841	315	285	600	22 441	191	22	15	37	228
2016	21 298	343	317	660	21 958	197	13	13	26	223
2017	22 204	343	336	679	22 883	180	22	17	39	219
2018	22 133	323	385	708	22 841	202	17	18	35	237
2019	21 602	317	365	682	22 284	174	20	13	33	207
2020 ^P	10 904	209	193	402	11 306	100	12	7	19	119
2021 ^P	14 214	250	244	494	14 708	104	8	5	13	117

1. Les mariages de conjoints de même sexe sont permis depuis le 19 mars 2004.

2. L'union civile a été instituée en juin 2002.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.4

Taux de primumptialité selon le groupe d'âge, indice synthétique de primumptialité et âge moyen au premier mariage, par sexe, Québec, 1971-2021

Sexe et année	Groupe d'âge							Indice synthétique de primumptialité	Âge moyen
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49		
	pour 1 000								ans
Hommes									
1971	4,9	96,5	49,3	13,3	5,0	2,7	1,5	865,8	25,56
1976	5,8	79,1	42,5	11,6	4,9	2,4	1,4	739,1	25,58
1981	2,4	53,2	36,9	11,0	3,5	1,4	0,9	546,7	26,03
1986	1,4	31,5	33,7	11,4	3,7	1,4	0,8	419,4	27,04
1991	1,3	22,5	32,7	13,4	4,5	1,6	0,7	383,9	27,83
1996	1,0	13,6	29,0	14,5	5,6	2,1	0,9	332,7	29,02
2001	0,7	8,6	23,9	16,6	7,3	3,0	1,4	306,8	30,40
2006	0,5	6,5	18,1	16,7	9,1	4,7	2,4	289,7	31,92
2007	0,6	6,2	17,9	16,3	9,5	4,9	2,7	291,1	32,13
2008	0,5	6,3	17,5	16,7	9,8	5,0	2,7	292,9	32,17
2009	0,5	6,3	17,5	16,3	9,3	5,4	2,9	290,8	32,26
2010	0,5	6,3	17,7	15,9	9,8	5,6	3,1	294,7	32,38
2011	0,5	5,8	16,5	15,5	9,7	6,0	3,4	287,0	32,70
2012	0,5	5,4	16,8	15,7	10,3	6,0	3,5	290,9	32,85
2013	0,5	4,9	16,3	15,6	10,2	6,2	3,7	286,4	33,07
2014	0,5	4,7	15,7	15,8	9,7	5,9	3,6	279,7	33,03
2015	0,4	4,3	15,7	15,8	10,1	5,9	4,1	281,1	33,28
2016	0,4	4,3	15,2	15,5	9,7	6,3	4,0	276,5	33,37
2017	0,4	4,3	15,0	15,9	9,8	6,4	4,2	279,7	33,47
2018	0,4	4,4	14,1	15,7	9,8	6,6	4,3	276,0	33,59
2019	0,4	4,2	13,6	15,3	9,1	6,1	4,0	263,8	33,49
2020 ^P	0,3	2,9	7,0	7,3	4,4	2,6	1,8	131,9	32,78
2021 ^P	0,2	3,4	9,5	10,8	6,0	3,2	2,2	176,0	32,82
Femmes									
1971	30,1	99,0	24,9	7,6	3,5	1,9	1,2	840,3	23,47
1976	30,6	80,4	23,7	7,3	3,3	1,8	1,1	740,4	23,52
1981	15,5	62,8	22,9	6,7	2,1	1,3	0,7	560,4	24,09
1986	7,9	47,5	24,6	7,0	2,5	1,2	0,7	456,4	25,02
1991	6,0	37,0	28,5	9,1	3,3	1,1	0,6	428,0	25,92
1996	3,1	24,6	28,6	10,6	3,9	1,6	0,8	365,8	27,18
2001	2,2	15,9	26,7	13,8	5,1	2,2	1,1	334,7	28,63
2006	1,6	11,3	22,1	15,2	7,2	3,6	1,9	314,6	30,15
2007	1,5	11,3	22,1	15,0	7,5	3,9	1,9	316,5	30,29
2008	1,5	11,4	21,7	15,0	7,5	3,9	2,1	314,9	30,30
2009	1,4	11,3	21,8	14,8	7,8	4,1	2,3	316,9	30,44
2010	1,5	10,9	21,8	14,8	8,4	4,3	2,7	321,7	30,72
2011	1,3	9,9	20,9	15,0	8,1	4,9	2,8	315,1	31,05
2012	1,4	9,3	21,2	15,0	8,9	5,0	3,1	319,6	31,28
2013	1,1	8,7	20,6	15,1	8,6	5,2	3,5	314,6	31,55
2014	1,1	8,5	20,6	15,1	8,2	5,0	3,4	309,0	31,48
2015	0,9	8,2	21,1	15,1	8,3	5,3	3,5	311,8	31,65
2016	0,9	7,4	20,1	15,4	8,3	5,2	3,6	305,0	31,82
2017	0,8	7,6	20,2	14,8	8,8	5,6	3,8	308,3	31,96
2018	0,9	7,6	19,9	15,1	8,7	5,5	3,7	306,8	31,96
2019	0,9	7,4	18,7	14,7	8,4	5,4	3,8	296,0	32,05
2020 ^P	0,7	5,1	9,0	6,8	3,7	2,3	1,5	145,7	31,07
2021 ^P	0,7	5,6	13,1	10,7	4,7	2,8	2,0	198,1	31,24

Note : Les mariages de conjoints de même sexe sont inclus depuis 2004.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.5.1

Mariages selon la catégorie du célébrant, conjoints de sexe opposé, Québec, 1971-2021

Année	Ministre du culte		Greffier ¹		Célébrant désigné ²		Notaire		Total	Part des mariages célébrés civilement ³	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
1971	47 421	95,4	2 274	4,6	...	...	...	...	49 695		4,6
1976	43 926	86,2	7 035	13,8	...	...	...	...	50 961		13,8
1981	32 713	79,8	8 293	20,2	...	...	...	...	41 006		20,2
1986	24 462	73,9	8 646	26,1	...	...	...	...	33 108		26,1
1991	19 964	69,0	8 958	31,0	...	...	...	...	28 922		31,0
1996	16 881	70,4	7 082	29,6	...	...	...	...	23 963		29,6
2001	15 514	70,6	6 447	29,4	...	...	...	...	21 961		29,4
2002	15 514	70,6	6 454	29,4	3	0,0	15	0,1	21 986		29,4
2003	14 950	70,7	5 677	26,8	95	0,4	423	2,0	21 145		29,3
2004	14 461	68,8	5 147	24,5	432	2,1	994	4,7	21 034		31,2
2005	14 409	66,1	5 061	23,2	850	3,9	1 473	6,8	21 793		33,9
2006	13 474	63,2	4 562	21,4	1 392	6,5	1 907	8,9	21 335		36,8
2007	13 363	61,6	4 425	20,4	1 977	9,1	1 915	8,8	21 680		38,4
2008	13 084	60,6	4 091	18,9	2 351	10,9	2 079	9,6	21 605		39,4
2009	12 742	57,7	4 179	18,9	2 863	13,0	2 291	10,4	22 075		42,3
2010	12 542	55,3	4 223	18,6	3 273	14,4	2 646	11,7	22 684		44,7
2011	12 086	53,9	4 022	17,9	3 684	16,4	2 618	11,7	22 410		46,1
2012	11 854	51,6	3 977	17,3	4 320	18,8	2 839	12,3	22 990		48,4
2013	11 093	49,1	3 999	17,7	4 606	20,4	2 891	12,8	22 589		50,9
2014	9 975	45,6	3 669	16,8	5 068	23,2	3 140	14,4	21 852		54,4
2015	9 591	43,9	3 493	16,0	5 636	25,8	3 121	14,3	21 841		56,1
2016	9 051	42,5	3 268	15,3	5 850	27,5	3 129	14,7	21 298		57,5
2017	8 723	39,3	3 419	15,4	6 405	28,8	3 657	16,5	22 204		60,7
2018	8 416	38,0	3 247	14,7	6 654	30,1	3 816	17,2	22 133		62,0
2019	7 810	36,2	3 533	16,4	6 380	29,5	3 879	18,0	21 602		63,8
2020 ^P	3 426	31,4	2 175	19,9	2 002	18,4	3 301	30,3	10 904		68,6
2021 ^P	5 241	36,9	2 872	20,2	2 609	18,4	3 492	24,6	14 214		63,1

1. Greffier ou greffier adjoint de la Cour supérieure désigné à cette fin (appelé protonotaire avant 1994).
2. Un célébrant désigné (appelé personne désignée avant 2022) peut être un maire, un conseiller ou un fonctionnaire municipal, mais aussi toute personne qui en fait la demande au Directeur de l'état civil, comme un ami ou un membre de la famille du couple.
3. Mariages célébrés par un greffier, un célébrant désigné ou un notaire.

Note : Depuis juin 2002, un mariage peut être célébré par un notaire ou un célébrant désigné.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.5.2

Mariages selon la catégorie du célébrant, conjoints de même sexe, Québec, 2004-2021

Année	Ministre du culte		Greffier ¹		Célébrant désigné ²		Notaire		Total n	Part des mariages célébrés civilement ³	
	n	%	n	%	n	%	n	%		n	%
2004	62	25,3	141	57,6	10	4,1	32	13,1	245		74,7
2005	98	21,7	246	54,5	40	8,9	67	14,9	451		78,3
2006	143	23,0	283	45,6	57	9,2	138	22,2	621		77,0
2007	131	28,1	181	38,8	56	12,0	99	21,2	467		71,9
2008	115	25,7	158	35,3	73	16,3	102	22,8	448		74,3
2009	140	27,3	127	24,8	119	23,2	127	24,8	513		72,7
2010	96	18,6	155	30,1	117	22,7	147	28,5	515		81,4
2011	104	21,1	140	28,4	114	23,1	135	27,4	493		78,9
2012	115	22,4	129	25,1	155	30,2	115	22,4	514		77,6
2013	112	18,9	141	23,8	181	30,6	158	26,7	592		81,1
2014	83	14,4	139	24,1	215	37,3	140	24,3	577		85,6
2015	90	15,0	143	23,8	219	36,5	148	24,7	600		85,0
2016	80	12,1	132	20,0	282	42,7	166	25,2	660		87,9
2017	90	13,3	149	21,9	269	39,6	171	25,2	679		86,7
2018	101	14,3	129	18,2	297	41,9	181	25,6	708		85,7
2019	93	13,6	150	22,0	272	39,9	167	24,5	682		86,4
2020 ^p	65	16,2	88	21,9	90	22,4	159	39,6	402		83,8
2021 ^p	55	11,1	130	26,3	125	25,3	184	37,2	494		88,9

1. Greffier ou greffier adjoint de la Cour supérieure désigné à cette fin.

2. Un célébrant désigné (appelé personne désignée avant 2022) peut être un maire, un conseiller ou un fonctionnaire municipal, mais aussi toute personne qui en fait la demande au Directeur de l'état civil, comme un ami ou un membre de la famille du couple.

3. Mariages célébrés par un greffier, un célébrant désigné ou un notaire.

Note : Les mariages de conjoints de même sexe sont permis depuis le 19 mars 2004.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.6.1

Premiers mariages et remariages, conjoints de sexe opposé, Québec, 1986-2021

Année	Premier mariage pour les deux conjoints		Premier mariage pour la femme et remariage pour l'homme		Premier mariage pour l'homme et remariage pour la femme		Remariage pour les deux conjoints		Au moins un conjoint dont l'état matrimonial est non déclaré		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n
1986	25 180	76,1	2 713	8,2	1 891	5,7	3 324	10,0	...	...	33 108
1991	21 173	73,2	2 615	9,0	1 992	6,9	3 142	10,9	...	...	28 922
1996	16 369	68,3	2 340	9,8	1 919	8,0	3 335	13,9	...	...	23 963
2001	14 603	66,5	2 232	10,2	1 859	8,5	3 267	14,9	...	...	21 961
2002	14 592	66,4	2 267	10,3	1 922	8,7	3 205	14,6	...	...	21 986
2003	14 050	66,4	2 174	10,3	1 787	8,5	3 134	14,8	...	...	21 145
2004	13 586	64,6	2 270	10,8	1 827	8,7	3 351	15,9	...	...	21 034
2005	14 047	64,5	2 393	11,0	1 915	8,8	3 438	15,8	...	...	21 793
2006	13 818	64,8	2 328	10,9	1 872	8,8	3 317	15,5	...	...	21 335
2007	14 116	65,1	2 330	10,7	1 857	8,6	3 377	15,6	...	...	21 680
2008	14 263	66,0	2 315	10,7	1 849	8,6	3 178	14,7	...	...	21 605
2009	14 392	65,2	2 480	11,2	1 891	8,6	3 312	15,0	...	...	22 075
2010	14 877	65,6	2 464	10,9	1 938	8,5	3 405	15,0	...	...	22 684
2011	14 727	65,7	2 459	11,0	1 868	8,3	3 356	15,0	...	...	22 410
2012	15 030	65,4	2 529	11,0	1 976	8,6	3 455	15,0	...	...	22 990
2013	14 898	66,0	2 452	10,9	1 992	8,8	3 247	14,4	...	...	22 589
2014	14 572	66,7	2 444	11,2	1 861	8,5	2 975	13,6	...	...	21 852
2015	14 760	67,6	2 437	11,2	1 805	8,3	2 839	13,0	...	...	21 841
2016	14 563	68,4	2 159	10,1	1 737	8,2	2 839	13,3	...	...	21 298
2017	14 869	67,0	2 461	11,1	1 914	8,6	2 960	13,3	...	...	22 204
2018	14 982	67,7	2 372	10,7	1 964	8,9	2 815	12,7	...	...	22 133
2019	14 653	67,8	2 370	11,0	1 924	8,9	2 655	12,3	...	...	21 602
2020 ^P	7 166	65,7	1 131	10,4	1 070	9,8	1 537	14,1	...	...	10 904
2021 ^P	9 671	68,0	1 427	10,0	1 267	8,9	1 602	11,3	247	1,7	14 214

Notes : Les ex-conjoints d'union civile sont inclus dans les remariages.

La fin de l'utilisation d'un modèle d'imputation de l'état matrimonial explique qu'il y ait des cas d'état matrimonial non déclaré en 2021. Ce changement concerne uniquement le traitement des données ; la manière de remplir les bulletins de mariages n'a pas changé.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.6.2

Premiers mariages et remariages, conjoints de même sexe, Québec, 2004-2021

Année	Premier mariage pour les deux conjoints		Premier mariage pour un conjoint et remariage pour l'autre		Remariage pour les deux conjoints		Au moins un conjoint dont l'état matrimonial est non déclaré		Total n
	n	%	n	%	n	%	n	%	
2004	158	64,5	62	25,3	25	10,2	...	...	245
2005	314	69,6	96	21,3	41	9,1	...	...	451
2006	422	68,0	149	24,0	50	8,1	...	...	621
2007	325	69,6	115	24,6	27	5,8	...	...	467
2008	323	72,1	100	22,3	25	5,6	...	...	448
2009	364	71,0	124	24,2	25	4,9	...	...	513
2010	383	74,4	104	20,2	28	5,4	...	...	515
2011	354	71,8	110	22,3	29	5,9	...	...	493
2012	362	70,4	128	24,9	24	4,7	...	...	514
2013	415	70,1	147	24,8	30	5,1	...	...	592
2014	415	71,9	132	22,9	30	5,2	...	...	577
2015	447	74,5	124	20,7	29	4,8	...	...	600
2016	493	74,7	133	20,2	34	5,2	...	...	660
2017	511	75,3	147	21,6	21	3,1	...	...	679
2018	532	75,1	144	20,3	32	4,5	...	...	708
2019	484	71,0	165	24,2	33	4,8	...	...	682
2020 ^P	308	76,6	81	20,1	13	3,2	...	...	402
2021 ^P	367	74,3	94	19,0	25	5,1	8	1,6	494

Notes : Les ex-conjoints d'union civile sont inclus dans les remariages.

La fin de l'utilisation d'un modèle d'imputation de l'état matrimonial explique qu'il y ait des cas d'état matrimonial non déclaré en 2021. Ce changement concerne uniquement le traitement des données ; la manière de remplir les bulletins de mariages n'a pas changé.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.7.1

Mariages de conjoints de sexe opposé selon le lieu de naissance des conjoints, Québec, 2001-2021

Année	Deux nés au Canada		Femme née au Canada et homme né à l'étranger		Homme né au Canada et femme née à l'étranger		Deux nés à l'étranger		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
2001	16 115	73,4	1 964	8,9	1 221	5,6	2 661	12,1	21 961
2002	15 781	71,8	1 946	8,9	1 407	6,4	2 852	13,0	21 986
2003	15 362	72,6	1 797	8,5	1 284	6,1	2 702	12,8	21 145
2004	15 350	73,0	1 749	8,3	1 265	6,0	2 670	12,7	21 034
2005	15 965	73,3	1 792	8,2	1 322	6,1	2 714	12,5	21 793
2006	15 444	72,4	1 777	8,3	1 293	6,1	2 821	13,2	21 335
2007	15 856	73,1	1 805	8,3	1 403	6,5	2 615	12,1	21 680
2008	15 634	72,4	1 797	8,3	1 404	6,5	2 770	12,8	21 605
2009	15 626	70,8	1 974	8,9	1 480	6,7	2 995	13,6	22 075
2010	16 241	71,6	2 011	8,9	1 471	6,5	2 961	13,1	22 684
2011	16 073	71,7	1 890	8,4	1 461	6,5	2 986	13,3	22 410
2012	16 281	70,8	1 946	8,5	1 570	6,8	3 193	13,9	22 990
2013	16 009	70,9	1 899	8,4	1 528	6,8	3 153	14,0	22 589
2014	15 415	70,5	1 897	8,7	1 500	6,9	3 040	13,9	21 852
2015	15 365	70,3	1 911	8,7	1 579	7,2	2 987	13,7	21 841
2016	14 935	70,1	1 843	8,7	1 528	7,2	2 992	14,0	21 298
2017	15 428	69,5	1 933	8,7	1 627	7,3	3 216	14,5	22 204
2018	15 185	68,6	1 866	8,4	1 642	7,4	3 440	15,5	22 133
2019	14 166	65,6	1 944	9,0	1 743	8,1	3 749	17,4	21 602
2020 ^P	5 612	51,5	1 289	11,8	1 193	10,9	2 810	25,8	10 904
2021 ^P	7 773	54,7	1 605	11,3	1 556	10,9	3 281	23,1	14 214

Notes : Lorsque le lieu de naissance des deux conjoints est inconnu, les mariages sont répartis au prorata des connus. Lorsqu'un seul lieu de naissance est inconnu, les mariages sont répartis au prorata des combinaisons possibles pour le lieu connu.

Depuis 2001, on compte chaque année tout au plus 70 mariages dont le lieu de naissance d'au moins un conjoint est inconnu.

L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre une valeur inscrite et une valeur calculée avec les données du tableau (somme, différence, pourcentage).

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.7.2

Mariages de conjoints de même sexe selon le lieu de naissance des conjoints, Québec, 2004-2021

Année	Deux nés au Canada		Un né au Canada et un né à l'étranger		Deux nés à l'étranger		Total n
	n	%	n	%	n	%	
2004	164	66,9	45	18,4	36	14,7	245
2005	259	57,4	101	22,4	91	20,2	451
2006	334	53,8	131	21,1	156	25,1	621
2007	266	57,0	109	23,3	92	19,7	467
2008	229	51,1	113	25,2	106	23,7	448
2009	304	59,3	119	23,2	90	17,5	513
2010	314	61,0	120	23,3	81	15,7	515
2011	304	61,7	112	22,7	77	15,6	493
2012	312	60,7	116	22,6	86	16,7	514
2013	370	62,5	134	22,6	88	14,9	592
2014	348	60,3	138	23,9	91	15,8	577
2015	392	65,3	147	24,5	61	10,2	600
2016	447	67,7	135	20,5	78	11,8	660
2017	435	64,1	145	21,4	99	14,6	679
2018	475	67,1	139	19,6	94	13,3	708
2019	410	60,1	146	21,4	126	18,5	682
2020 ^P	206	51,2	109	27,1	87	21,6	402
2021 ^P	275	55,7	126	25,5	93	18,8	494

Notes : Lorsque le lieu de naissance des deux conjoints est inconnu, les mariages sont répartis au prorata des connus. Lorsqu'un seul lieu de naissance est inconnu, les mariages sont répartis au prorata des combinaisons possibles pour le lieu connu.

Depuis 2001, on compte chaque année tout au plus 70 mariages dont le lieu de naissance d'au moins un conjoint est inconnu.

L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre une valeur inscrite et une valeur calculée avec les données du tableau (somme, différence, pourcentage).

Source : Institut de la statistique du Québec.

Annexe

Formulaires





Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

SP-1
Bulletin de naissance vivante

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DE LA NAISSANCE

1. Nom de l'installation où a eu lieu la naissance

2. Code d'installation

3. Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (n°, rue, municipalité, province ou pays)

Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

PÈRE

4. Nom de famille du père

5. Prénom usuel

6. Date de naissance du père

7. Âge

8. Lieu de naissance du père (province ou pays)

9. Langue maternelle du père
Français Anglais Autre (préciser)

10. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)

11. Prénom usuel

12. N° de tél. où la mère peut être rejointe

13. Date de naissance de la mère

14. Âge

15. Lieu de naissance de la mère (province ou pays)

MÈRE

16. Adresse du domicile de la mère
N° Rue Municipalité, province ou pays

Code postal

17. Langue maternelle de la mère
Français Anglais Autre (préciser)

18. Langue d'usage à la maison
Français Anglais Autre (préciser)

19. État matrimonial de la mère
 Célibataire (jamais mariée) Divorcée
 Mariée et vivant avec son conjoint Séparée légalement
 Veuve Séparée sans séparation légale

20. Situation de couple
 Vivant en situation de couple
 Ne vivant pas en situation de couple

21. Date du dernier mariage (s'il y a lieu)

22. Dernier niveau de scolarité réussi par la mère
Primaire Secondaire Collégial Universitaire

23. Date de la dernière naissance vivante

24a. Nombre d'enfants nés vivants de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)

Nés vivants

24b. Nombre d'enfants mort-nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Mort-nés (500 grammes et plus ou âge gestationnel de 20 semaines et plus)

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

25. Nom de famille de l'enfant

26. Prénom(s) de l'enfant

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, à la Direction régionale de la santé publique, au Centre local de services communautaires, à Statistique Canada ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de ma province de résidence s'il y a lieu.

27. Date de la signature des parents

28. Signature d'au moins un des deux parents

CERTIFICATION MÉDICALE DE LA NAISSANCE

29. Date et heure de naissance de l'enfant

30. Type de naissance
 Simple Double
Autre (préciser)

31. En cas de naissance multiple (donner l'ordre)
Autre (préciser)

32. Sexe de l'enfant
 Masculin Féminin Indéterminé

33. Poids à la naissance en grammes

34. Durée de la grossesse (semaines complètes)

35. Accoucheur (nom de famille et prénom usuel)

36. N° de permis ou de corporation

37. N° de téléphone au travail

38. Adresse de l'accoucheur (n°, rue, municipalité, province)

Code postal

39. Qualité de l'accoucheur
Médecin Sage-femme
Autre (préciser)

40. Signature de l'accoucheur

41. Date de la signature

Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.

En cas de naissance multiple, veuillez remplir un bulletin de naissance vivante (SP-1) pour chaque enfant né vivant et un bulletin de mortinaissance (SP-4) pour chaque enfant mort-né.

Si un enfant décède immédiatement après sa naissance ou dans les jours qui suivent, on doit quand même remplir un bulletin de naissance vivante (SP-1) et un bulletin de décès (SP-3).

RENSEIGNEMENTS SUR LE MARIAGE

1. Lieu de célébration du mariage (nom du lieu de culte, de la municipalité ou du district judiciaire, selon le cas)

2. Adresse du lieu de la célébration (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

3. Date du mariage

ÉPOUX Masculin Féminin Non binaire (X) **ÉPOUX** Masculin Féminin Non binaire (X)

6. Nom de famille 17. Nom de famille

7. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule) 18. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)

8. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger) 19. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)

9. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité) 20. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)

10. Date de naissance 11. État matrimonial (voir la directive) Célibataire Uni civilement 21. Date de naissance 22. État matrimonial (voir la directive) Célibataire Uni civilement
Veuf Ex-conjoint d'union civile Divorcé Veuf Ex-conjoint d'union civile Divorcé

12. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile 23. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile

13. Adresse de domicile des époux après le mariage (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

RENSEIGNEMENTS SUR LE CÉLÉBRANT

27. Nom de famille du célébrant 28. Prénom du célébrant

29. Qualité du célébrant Ministre du culte Célébrant désigné Greffier ou greffier adjoint Notaire

30. Société religieuse à laquelle appartient le célébrant si vous êtes ministre du culte (nom selon l'autorisation du Directeur de l'état civil)

31. Numéro d'autorisation à célébrer les mariages et les unions civiles

32. Adresse de domicile ou du lieu de travail selon le cas (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

33. Ind. rég. Téléphone Poste 34. Signature du célébrant 35. Date de signature

ÉPOUX **ÉPOUX**

Âge 44. Langue maternelle Français Anglais Autre (préciser) 45. Dernier niveau de scolarité réussi Primaire Secondaire Collégial Universitaire 46. Domicile avant le mariage (municip., prov. ou pays) Code postal

Âge 47. Langue maternelle Français Anglais Autre (préciser) 48. Dernier niveau de scolarité réussi Primaire Secondaire Collégial Universitaire 49. Domicile avant le mariage (municip., prov. ou pays) Code postal

SIGNATURE DE L'ÉPOUX 36. Signature de l'époux X

SIGNATURE DE L'ÉPOUX 38. Signature de l'époux X

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec et à Statistique Canada. Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.

ATTENTION, si les renseignements inscrits sur la première page ne se sont pas transcrits de façon claire sur cette copie (page 2), veuillez SVP les inscrire directement sur celle-ci.



SP-3
Bulletin de décès

Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo
ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DU DÉCÈS

1. Nom de l'installation où a eu lieu le décès

2. Code d'installation

3. Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (n°, rue, municipalité, province ou pays)

Code postal

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE DÉCÉDÉE (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

4. Nom de famille

6. N° d'assurance maladie

5. Prénom usuel

7. Date de naissance

8. Âge au décès

Si âgé(e) de plus d'un an

Si âgé(e) de moins d'un an

Si âgé(e) de moins de 24 heures

Si âgé(e) de moins de 7 jours, donner le poids à la naissance en grammes

9. État matrimonial

Célibataire (jamais marié (e))

Divorcé (e)

Marié (e)

Séparé (e) légalement

Veuf (ve)

10. Lieu de naissance (province ou pays)

11. Langue d'usage à la maison

Français Anglais Autre (préciser)

12. Nom du (de la) conjoint (e) de la personne décédée

13. Si la personne décédée était mariée, indiquer l'âge de son (sa) conjoint (e)

14. Adresse du domicile de la personne décédée

N° Rue Municipalité, province ou pays Code postal

15. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)

16. Prénom usuel de la mère

17. Nom de famille du père

18. Prénom usuel du père

CERTIFICATION MÉDICALE DU DÉCÈS

19. Date et heure du décès

20. Sexe de la personne décédée

Masculin Féminin Indéterminé

21. Avis au coroner (voir l'aide-mémoire au verso de la copie 1)

Oui Non

22. Causes du décès

Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès ▼

1. **Maladie ou affection morbide** ayant directement provoqué le décès*

a) due à (ou consécutive à)

b) dues à (ou consécutives à)

c) dues à (ou consécutives à)

d) (cause initiale)

2. **Autres états morbides importants** ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la maladie ou avec l'état morbide qui l'a provoquée

* Il ne s'agit pas ici du mode de décès, par exemple: défaillance cardiaque, syncope, etc., mais de la maladie, du traumatisme ou de la complication qui a entraîné la mort.

23. Y a-t-il eu autopsie? Oui Non

24. Présence de radio-isotopes Oui Non

25. S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 42 jours? Oui Non

26. Si mort violente, cocher À DES FINS STATISTIQUES SEULEMENT

Accident Suicide Homicide

Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? Oui Non

27. Personne décédée atteinte d'une maladie à déclaration obligatoire Oui Non Préciser

28. Lieu (ferme, usine, etc.) et circonstances (noyade, strangulation, etc.)

29. Qualité de l'auteur de la certification médicale

Médecin Coroner Autre

30. Nom de famille et prénom usuel de l'auteur de la certification médicale

31. N° de téléphone où l'auteur peut être rejoint

32. Adresse (n°, rue, municipalité, province)

Code postal

J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne. Les renseignements colligés sont transmis à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au directeur de funérailles, à Statistique Canada, au Directeur de l'état civil ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de la province de résidence de la personne décédée et/ou à la loi. Les renseignements transmis sont soumis aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, sauf en ce qui concerne le Directeur de l'état civil et l'autorité responsable des données civiles de la province de résidence de la personne décédée s'il y a lieu qui ne sont pas assujetties à cette loi. Les conditions sont énumérées au verso de la page 2.

33. Signature de l'auteur de la certification médicale

34. Date de la signature

35. Si médecin, n° de permis de la Corp. des médecins

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36. Mode de disposition

Inhumation Étude de l'anatomie

Crémation Transport à l'extérieur du Québec

37. Nom de la maison funéraire

38. N° de permis (dir. de funérailles)

39. Adresse de la maison funéraire (n°, rue, municipalité, province ou pays)

Code postal

40. Date de la prise en charge

41. Nom et prénom du représentant de la maison funéraire

42. Signature du représentant

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut de la statistique du Québec

SP-3 (2018-04)



Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

SP-4
Bulletin de mortinaiance

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT

1. Nom de l'installation où a eu lieu l'accouchement
2. Code d'installation
3. Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

PÈRE

4. Nom de famille du père
5. Prénom usuel
6. Date de naissance du père
7. Âge
8. Lieu de naissance du père (province ou pays)
9. Langue maternelle du père
Français Anglais Autre (préciser)

MÈRE

10. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)
11. Prénom usuel
12. Date de naissance de la mère
13. Âge
14. Lieu de naissance de la mère (province ou pays)
15. Langue maternelle de la mère
Français Anglais Autre (préciser)
16. Adresse du domicile de la mère
N° Rue Municipalité, province ou pays
Code postal
17. Langue d'usage à la maison
Français Anglais Autre (préciser)
18. État matrimonial de la mère
Célibataire (jamais mariée) Veuve Séparée légalement
Mariée et vivant avec son conjoint Divorcée Séparée sans séparation légale
19. Situation de couple
 Vivant en situation de couple
 Ne vivant pas en situation de couple
20. Date du dernier mariage (s'il y a lieu)
21. Dernier niveau de scolarité réussi par la mère
Primaire Secondaire Collégial Universitaire
22. Date de la dernière naissance vivante
23a. Nombre d'enfants nés vivants de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Nés vivants
23b. Nombre d'enfants mort-nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Mort-nés (500 grammes et plus ou âge gestationnel de 20 semaines et plus)

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus. Les renseignements colligés sont transmis à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au directeur de funérailles, à Statistique Canada ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de la province de résidence de la mère. Les renseignements transmis sont soumis aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. 24. Date de la signature des parents
25. Signature d'au moins un des deux parents
X

CERTIFICATION MÉDICALE DE LA MORTINAISANCE

26. Date de l'accouchement
27. Type d'accouchement
Simple Double
Autre (préciser)
28. En cas d'accouchement multiple, donner l'ordre de naissance
Autre (préciser)
29. Sexe du mort-né
Masculin Féminin Indéterminé
30. Poids à la naissance en grammes
31. Durée de la grossesse (semaines complètes)
32. Causes de la mortinaiance
1. Maladie ou affection morbide ayant directement provoqué la mortinaiance.
a) due à (ou consécutives à)
b) dues à (ou consécutives à)
c) (cause initiale)
Antécédents. Affections morbides ayant éventuellement conduit à l'état précité, l'affection morbide initiale étant indiquée en dernier lieu.
2. Autres états morbides importants ayant contribué à la mortinaiance, mais sans rapport avec la maladie ou avec l'état morbide qui l'a provoquée.
33. Indiquer quelle est, à votre avis, la cause initiale de la mortinaiance. Cocher une case seulement.
Malformation congénitale* Malnutrition foetale Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
Infection* Hémorragie ante-partum Érythroblastose*
* Autre (préciser)
34. Y a-t-il eu autopsie? Oui Non
Si oui, la certification de la cause de la mortinaiance tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? Oui Non

35a. Nom de famille et prénom usuel du déclarant
35b. Adresse du déclarant (n°, rue, municipalité, province)
35c. Code postal
35d. N° de téléphone du déclarant
36. Qualité du déclarant
Médecin Sage-femme Autre (préciser)
37. Date de la signature
38. Signature du déclarant
N° de permis
X

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

39. Mode de disposition
 Inhumation Étude de l'anatomie
 Crémation Transport à l'extérieur du Québec
40. Nom de la maison funéraire
41. N° de permis (dir. de funérailles)
42. Adresse de la maison funéraire (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal
43. Date de la prise en charge
44. Nom et prénom du représentant de la maison funéraire
45. Signature du représentant
X

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut de la statistique du Québec

SP-4 (2019-06)

Institut de la statistique Québec		SP-7 Bulletin d'union civile	
RENSEIGNEMENTS SUR L'UNION CIVILE			
1. Lieu de célébration de l'union civile (nom du lieu de culte, de la municipalité ou du district judiciaire, selon le cas)			
2. Adresse du lieu de la célébration (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)			Appartement
			Code postal
3. Date de l'union civile			
Année Mois Jour			
CONJOINT <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Non binaire (X)		CONJOINT <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Non binaire (X)	
6. Nom de famille		20. Nom de famille	
7. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)		21. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)	
8. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)		22. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)	
9. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)		23. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)	
10. Date de naissance	11. État matrimonial (voir la directive) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Uniquement civillement d'union civile <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Ex-conjoint d'union civile <input type="checkbox"/> Divorcé	12. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile	24. Date de naissance
Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour
25. État matrimonial (voir la directive) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Uniquement civillement d'union civile <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Ex-conjoint d'union civile <input type="checkbox"/> Divorcé	26. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile	27. Langue maternelle <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/> Anglais	28. Nombre d'années de scolarité
Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour
13. Langue maternelle <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/> Anglais		14. Nombre d'années de scolarité	
15. Domicile avant l'union civile (municipalité, province ou pays)		29. Domicile avant l'union civile (municipalité, province ou pays)	
16. Adresse de domicile des conjoints après l'union civile (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)			Appartement
			Code postal
RENSEIGNEMENTS SUR LE CÉLÉBRANT			
33. Nom de famille du célébrant		34. Prénom du célébrant	
35. Qualité du célébrant <input type="checkbox"/> Ministre du culte <input type="checkbox"/> Célébrant désigné <input type="checkbox"/> Greffier ou greffier adjoint <input type="checkbox"/> Notaire		36. Société religieuse à laquelle appartient le célébrant si vous êtes ministre du culte (nom selon l'autorisation du Directeur de l'état civil)	
		37. Numéro d'autorisation à célébrer les mariages et les unions civiles	
38. Adresse de domicile ou du lieu de travail selon le cas (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)			Appartement
			Code postal
39. Ind. rég. Téléphone Poste	40. Signature du célébrant X		41. Date de signature Année Mois Jour
SIGNATURE DU CONJOINT		SIGNATURE DU CONJOINT	
42. Signature du conjoint X		44. Signature du conjoint X	
Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec et à Statistique Canada. Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.			
Institut de la statistique du Québec		SP-7 (2022-06)	
2- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC			

Bibliographie

- BINETTE CHARBONNEAU, Anne (2021). « Les mariages au Québec en 2020 : une chute historique associée au contexte sanitaire », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 25, n° 6, juillet, Institut de la statistique du Québec, p. 1-6. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/mariages-quebec-2020-chute-historique-associee-contexte-sanitaire.pdf].
- BINETTE CHARBONNEAU, Anne (2018). « Combien de personnes vivent seules au Québec en 2016 ? », *Données sociodémographiques en bref*, [En ligne], vol. 22, n° 2, février, Institut de la statistique du Québec, p. 1-7. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/combien-de-personnes-vivent-seules-au-quebec-en-2016.pdf].
- BINETTE CHARBONNEAU, Anne, et Martine ST-AMOUR (2022). « Les naissances au Québec et dans les régions en 2021 », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 3, juin, p. 1-10. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/naissances-quebec-et-regions-2021.pdf].
- BONNET, Carole, Emmanuelle CAMBOIS et Roméo FONTAINE (2021). « Dynamiques, enjeux démographiques et socio-économiques du vieillissement dans les pays à longévité élevée », *Population*, [En ligne], vol. 76, n° 2, p. 223-326. [www.ined.fr/fichier/rte/General/Publications/Population/2021/population-2/chronique-veillissement-13-09.pdf].
- BRETON, Didier, Nicolas BELLLOT, Magali BARBIERI, Hippolyte D'ALBIS et Magali MAZUY (2021). « L'évolution démographique récente de la France : Moins de naissances, de mariages et de migrations, plus de décès... la COVID-19 bouleverse la dynamique de la population française », *Population*, [En ligne], vol. 76, n° 4, p. 577-638. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/32331/popu.2104.577.conjoncture.bretonetal.fr.pdf].
- CBC (2022). *New Brunswick larger and younger after historic surge in population*, [En ligne]. [www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/nb-larger-younger-historic-population-surge-1.6599842].
- COMITÉ CONSULTATIF SPÉCIAL SUR L'ÉPIDÉMIE DE SURDOSES D'OPIOÏDES (2022). *Décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes et aux stimulants. Surveillance des méfaits associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada*, [En ligne], Ottawa, Agence de la santé publique du Canada, 103 p. [health-infobase.canada.ca/src/doc/SRHD/Miseajour_Deces_2022-09.pdf].
- COMMISSION SUR LES SOINS DE FIN DE VIE [Québec] (2022). *Mémoire présenté dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques de la Commission de la santé et des services sociaux*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 10 p. [www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_183715&process=Original&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vlv9rjij7p3xLGTZDmLVSmjLoqe/vG7/YWzz].
- DÉPARTEMENT DE DÉMOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (2021). *Base de données sur la longévité canadienne*, [En ligne]. [www.bdlc.umontreal.ca].
- DÉSESQUELLES, Aline, Andrea GAMBONI, Elena DEMURU et RÉSEAU MULTICAUSE (2016). « On ne meurt qu'une fois ... mais de combien de causes ? », *Population & Sociétés*, [En ligne], n° 534, juin, p. 1-4. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/25432/534.population.societes.2016.causes.deces.fr.pdf].
- DUCHESNE, Louis (1999). « Rétrospective du 20^e siècle », dans *La situation démographique au Québec. Bilan 1999*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 21-43. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/retrospective-du-20e-siecle.pdf].
- EUROSTAT. [En ligne]. [ec.europa.eu/eurostat].

- HUMAN MORTALITY DATABASE (2022). [En ligne]. [www.mortality.org/].
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (2022a). *Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2023-2025*, [Avis]. Repéré au www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2023-2025.html.
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (2022b). *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration, 2022*, [En ligne], Ottawa, Gouvernement du Canada, 67 p. [www.canada.ca/content/dam/ircc/documents/pdf/francais/organisation/publications-guides/annual-report-2022-fr.pdf].
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (2022c). *Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2022-2024*, [Avis]. Repéré au www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2022-2024.html.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022a). *Panorama des régions du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 264 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b). *Le compte de la population : explication des chiffres disponibles*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/produit/publication/le-compte-de-la-population-explication-des-chiffres-disponibles.htm].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022c). « Mise à jour 2022 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2021-2066 », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 4, juillet, L'Institut, p. 1-11. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/mise-a-jour-2022-perspectives-demographiques-quebec-regions-2021-2066.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022d). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2021.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 120 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-du-quebec-edition-2021.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019a). *Panorama des régions du Québec. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 162 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2019.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019b). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 85 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/perspectives-demographiques-du-quebec-et-des-regions-2016-2066-edition-2019.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2017). *De Styx à Iris : changement du système de codage des causes de décès au Québec en 2013. Note technique*, [En ligne], Québec, L'Institut, 6 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/note-technique-de-styx-a-iris-changement-du-systeme-de-codage-des-causes-de-deces-au-quebec-en-2013.pdf].
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES. [En ligne]. [www.insee.fr].
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) (2022). « Nombre de naissances en 2022 – Octobre 2022 : un nombre de naissances très faible pour un mois d'octobre », *Chiffres détaillés*, [En ligne], décembre. [www.insee.fr/fr/statistiques/6671217?sommaire=5348638].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2022a). *Données COVID-19 par âge et sexe – Évolution des décès*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/age-sexe/evolution-deces].

- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2022b). *Décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Québec, juillet 2017 à juin 2022*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2022c). *Décès attribuables à une intoxication aux opioïdes ou aux stimulants et décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/surdoses-opioides/deces-attribuables-une-intoxication-aux-opioides].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2021a). *Surmortalité et mortalité par COVID-19 au Québec en 2020*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/publications/3143].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2021b). *Méthodologie des données COVID-19*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/methodologie].
- ISLAM, Nazrul (2022). "Excess deaths is the best metric for tracking the pandemic", *British Medical Journal*, [En ligne], février, p. 1-2. doi : [10.1136/bmj.o285](https://doi.org/10.1136/bmj.o285).
- ISLAM, Nazrul, Dmitri A JDANOV, Vladimir M SHKOLNIKOV, Kamlesh KHUNTI, Ichiro KAWACHI, Martin WHITE, Sarah LEWINGTON et Ben LACEY (2021). "Effects of COVID-19 pandemic on life expectancy and premature mortality in 2020: time series analysis in 37 countries", *British Medical Journal*, [En ligne], novembre, p. 1-14. doi : [10.1136/bmj-2021-066768](https://doi.org/10.1136/bmj-2021-066768).
- KARLINSKY, Ariel, et Dmitry KOBAK (2021). "Tracking excess mortality across countries during the COVID-19 pandemic with the World Mortality Dataset", *eLife*, [En ligne], juin, p. 1-21. doi : [10.7554/eLife.69336](https://doi.org/10.7554/eLife.69336).
- LÉGARÉ, Jacques (2003). « Un siècle de vieillissement démographique, 1901-2051 », dans PICHÉ, Victor, et Céline LE BOURDAIS (dir.), *La démographie québécoise : enjeux du XXI^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 176-192.
- MACDORMAN, Marian F., et T. J. MATHEWS (2009). "Behind International Rankings of Infant Mortality: How the United States Compares with Europe", *NCHS Data Brief*, [En ligne], n° 23, novembre, p. 1-8. [www.cdc.gov/nchs/data/databriefs/db23.pdf].
- MASTERS, Ryan K. et coll. (2022). "Changes in life expectancy between 2019 and 2021: United States and 19 peer countries", *medRxiv* (préimpression), [En ligne], 4 p. doi : [10.1101/2022.04.05.22273393](https://doi.org/10.1101/2022.04.05.22273393).
- MESLÉ, France, Laurent TOULEMON et Jacques VÉRON (dir.) (2011). *Dictionnaire de démographie et des sciences de la population*, Paris, Armand Colin, 528 p.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION [Québec] (2021). *Plan d'immigration du Québec 2022*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 16 p. [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/plan-immigration/PL_immigration_2022_MIFI.pdf].
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX [Québec], en collaboration avec l'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC et l'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2011). *Pour guider l'action. Portrait de santé du Québec et de ses régions*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 156 p. [publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-228-01F.pdf].
- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022a). "Infant Mortality in the United States, 2020: Data From the Period Linked Birth/Infant Death File", *National Vital Statistics Reports*, [En ligne], vol. 71, n° 5, septembre, p. 1-18. [www.cdc.gov/nchs/data/nvsr/nvsr71/nvsr71-05.pdf].

- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022b). "Provisional Life Expectancy Estimates for 2021", *Vital Statistics Rapid Release*, [En ligne], rapport n° 23, août, p. 1-16. [www.cdc.gov/nchs/data/vsrr/vsrr023.pdf].
- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022c). "Births: Provisional Data for 2021", *Vital Statistics Rapid Release*, [En ligne], rapport n° 20, mai, p. 1-11. [www.cdc.gov/nchs/data/vsrr/vsrr020.pdf].
- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022d). "Excess Deaths Associated with COVID-19", [En ligne]. [www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid19/excess_deaths.htm].
- NATIONS UNIES (2022). "World Population Prospects 2022: Summary of Results", [En ligne], UN DESA/POP/2021/TR/NO. 3, 52 p. [www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf].
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). *OECD.Stat*, [En ligne]. [stats.oecd.org].
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (2020). *Lignes directrices internationales pour la certification et la classification (codage) des décès dus à la COVID-19. D'après la CIM, Classification statistique internationale des maladies*, [En ligne]. [cdn.who.int/media/docs/default-source/classification/icd/covid-19/guidelines-cause-of-death-covid-19-20200423-fr.pdf?sfvrsn=ddcdf4d_2].
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (2009). *Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes – Dixième Révision, Édition 2008*, [En ligne], Genève, Éditions de l'OMS, volume 2, 226 p. [icd.who.int/browse10/Content/statichtml/ICD10Volume2_fr_2008.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2018). « La population en logement collectif au Québec en 2016 », *Données sociodémographiques en bref*, [En ligne], vol. 22, n° 2, février, Institut de la statistique du Québec, p. 8-16. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-population-en-logement-collectif-au-quebec-en-2016.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2017). « L'évolution récente des causes de décès au Québec : quel effet sur l'espérance de vie ? », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 51, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-17. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/levolution-recente-des-causes-de-deces-au-quebec-quel-effet-sur-lesperance-de-vie.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2016). *L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 43 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/lesperance-de-vie-des-generations-quebecoises-observations-et-projections.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F., et Ana Cristina AZEREDO (2022). « La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2021 », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 2, mai, Institut de la statistique du Québec, p. 1-12. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-mortalite-et-lesperance-de-vie-au-quebec-en-2021.pdf].
- PICHÉ, Victor, et Céline LE BOURDAIS (2003). *La démographie québécoise. Enjeux du XXI^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 324 p.
- PISON, Gilles, Étienne COUPPIÉ et Arianna CAPORALI (2022). « Tous les pays du monde (2022) », *Population & Sociétés*, [En ligne], n° 603, septembre, p. 1-8. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/211/603.population.societes.septembre.2022.tous.les.paysdu.monde.fr.pdf].

- PISON, Gilles, et Nadège COUVERT (2004). « La fréquence des accouchements gémellaires en France. La triple influence de la biologie, de la médecine et des comportements familiaux », *Population*, [En ligne], vol. 59, n° 6, p. 877-907. [www.cairn.info/revue-population-2004-6-page-877.htm].
- PISON, Gilles, Christiaan MONDEN et Jeroen SMITS (2014). *Is the twin-boom in developed countries coming to an end?*, [En ligne], Paris, Institut national d'études démographiques (INED), Documents de travail n° 216, 28 p. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/22844/working_paper_2014_216_twinning_rate_multiple_births_1.fr.pdf].
- RETRAITE QUÉBEC. *Banque de prénoms*, [En ligne]. [www.rrq.gouv.qc.ca/fr/enfants/banque_prenoms.htm].
- SANTÉ CANADA (2022). *Troisième rapport annuel sur l'aide médicale à mourir au Canada, 2021*, [En ligne], Ottawa, Santé Canada, 55 p. [www.canada.ca/content/dam/hc-sc/documents/services/medical-assistance-dying/annual-report-2021/rapport-annuel-2021.pdf].
- SCHÖLEY, Jonas, José Manuel ABURTO, Ilya KASHNITSKY, Maxi S. KNIFFKA, Luyin ZHANG, Hannaliis JAADLA, Jennifer B DOWD et Ridhi KASHYAP (2022). "Life expectancy changes since COVID-19", *Nature Human Behaviour*, [En ligne], octobre, p. 1-25. doi : [10.1038/s41562-022-01450-3](https://doi.org/10.1038/s41562-022-01450-3).
- SOBOTKA, Thomáš, Aiva JASILIONIENE, Kryštof ZEMAN, Maria WINKLER-DWORAK, Zuzanna BRZOZOWSKA, Ainhoa ALUSTIZA GALARZA, László NÉMETH et Dmitri JDANOV (2022). "From bust to boom? Birth and fertility responses to the COVID-19 pandemic", *SocArXiv*, [En ligne], version de août. doi : [10.31235/osf.io/87acb](https://doi.org/10.31235/osf.io/87acb).
- ST-AMOUR, Martine, Simon BÉZY et Luc DENEULT (2022). « La migration interrégionale au Québec en 2020-2021 : les pertes accrues des grands centres profitent à plusieurs régions », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 1, janvier, Institut de la statistique du Québec, p. 1-20. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/migration-interregionale-quebec-2020-2021-pertes-grands-centres-profitent-regions.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2022a). « Moins de « Oui, je le veux » : baisse historique des nouveaux mariages durant la première année de la pandémie », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, novembre, p. 1-23. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221114/dq221114b-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022b). « Naissances, 2021 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, septembre, p. 1-4. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/220928/dq220928d-fra.pdf?st=q-whuwkU].
- STATISTIQUE CANADA (2022c). Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires, 2022, [En ligne], produit n° 91-215-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 71 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-215-x/91-215-x2022001-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2022d). Estimations démographiques trimestrielles : Canada, provinces et territoires, avril à juin 2022, [En ligne], produit n° 91-002-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 34 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/91-002-x/91-002-x2022002-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2022e). Projections démographiques pour le Canada (2021 à 2068), les provinces et les territoires (2021 à 2043), produit n° 91-520-X au catalogue de Statistique Canada, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-520-x/91-520-x2019001-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022f). « État de l'union : Le Canada chef de file du G7 avec près du quart des couples vivant en union libre, en raison du Québec », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, juillet, p. 1-23. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220713/dq220713b-fra.htm].

- STATISTIQUE CANADA (2022g). « Regard sur cinquante ans de divorces au Canada, 1970 à 2020 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, mars, p. 1-12. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220309/dq220309a-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022h). *Tables de mortalité, Canada, provinces et territoires 1980-1982 à 2018-2020 (estimations sur trois ans), et 1980 à 2020 (estimations sur un an)*, [En ligne], produit n° 84-537-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 5 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/84-537-x/84-537-x2021001-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2020). « Supplément technique : Production des estimations démographiques du deuxième trimestre de 2020 dans le contexte de la COVID-19 », *Documents démographiques*, [En ligne], produit n° 91F0015M au catalogue de Statistique Canada, septembre. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91f0015m/91f0015m2020002-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2019). *Rapport technique sur la couverture. Recensement de la population, 2016*, [En ligne], produit n° 98-303-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 114 p. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/98-303/98-303-x2016001-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2016). *Méthodes d'estimation de la population et des familles à Statistique Canada*, [En ligne], produit n° 91-528-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 103 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/91-528-x/91-528-x2015001-fra.pdf?st=ap4AzmVA].
- THE ECONOMIST (2022). *The pandemic's true death toll*, [En ligne]. [www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates].
- U.S. CENSUS BUREAU. *Population and Housing Unit Estimates*, [En ligne]. [www.census.gov/popest].

Cette publication donne accès aux principales statistiques relatives à la situation démographique du Québec. L'analyse est centrée sur l'année 2021, et un aperçu de la tendance anticipée pour 2022 est fourni lorsque les données le permettent. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays offrent des éléments de perspective.

Le chapitre 1 porte sur l'évolution de la population totale, son mouvement et sa structure par âge. Les chapitres 2, 3 et 4 abordent tour à tour la fécondité, la mortalité et les migrations. Le chapitre 5 traite quant à lui des mariages et des divorces.

« La statistique au
service de la société :
la référence au Québec »

statistique.quebec.ca